
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

ad. 62g (14-17)

TE

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE

ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

TOMES ~~XIV~~ ~~XV~~ ~~XVI~~ ~~XVII~~



14-20
1864-1872

LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montant-Manigne. 7

1864

Bayerische
Staatsbibliothek
MÜNCHEN

Digitized by Google

cd. 62g (14-14)

TE

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE

ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

TOMES XIV XV XVI XVII



14-20

1864-1872

LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

Rue Montant-Manigne, 7

1864

AHS

Bayerische
Staatsbibliothek
MÜNCHEN

Digitized by Google

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XIV

LIMOGES

CHAPOULAUD FRÈRES, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ
Rue Montant-Manigne, 7

1864



VOIRIE ROMAINE EN LIMOUSIN ⁽¹⁾

VOIE

D'AUGUSTORITUM A AVARICUM

L'existence de cette voie romaine ne peut être révoquée en doute: Jouilleton, dans son *Histoire de la Marche*, en a signalé les vestiges dans la Creuse. Nous trouvons sur la carte de Cassini, partie relative au Limousin, des noms voyers qui attestent hautement son passage. Au-delà du Limousin, des vestiges d'une grande étendue, que signale Cassini sous le nom de *chaussée de César*, démontrent sa continuation vers Bourges. Le milliaire trouvé à Allichamp, et décrit par le comte de Caylus, nous donne les distances de *Mediolano* à *Avaricum*. Toutes ces raisons à elles seules démontreraient matériellement l'existence de la voie romaine d'*Acilodunum* à *Avaricum*.

Ajoutons que le baron de Walckenaër, dans son 11^e volume de *Géographie des Gaules*, mentionne la direction de ce chemin comme figurant sur la Table de Théodose. Voici ce qu'il en dit :

(1) Voir T. XIII, page 98.

N° 126. Itinéraire de la route d'*Augustoritum* (Limoges)
à *Araricum* (Bourges).

Table Théodosienne : segment I	{	<i>Ausrilo</i> , —	Limoges.
		<i>Pretorio</i> , XIV,	Pourrioux.
		<i>Acitodunum</i> , XVIII,	Ahun.
		<i>Mediolano</i> , XXIV,	Montmeillan.
		<i>Araricum</i> , XXVIII,	Bourges.

J'ai vérifié les deux exemplaires de la Table Théodosienne que possède la Bibliothèque impériale, celui qui se trouve dans l'Annuaire des Antiquaires de France, et celui qui a été publié récemment par la Revue Archéologique, et je n'ai trouvé sur aucune de ces copies l'indication dont parle M. de Walckenaër. Cependant je serais porté à reconnaître comme exacte l'indication donnée par le savant membre de l'Institut; car, entre l'assertion de M. de Walckenaër et l'omission que je signale sur les divers exemplaires de la Table, je suis porté à supposer une inexactitude des copistes de la Table de Vienne. Du reste je signale cette difficulté à l'attention du monde savant; ma conviction s'appuierait au besoin sur la découverte si curieuse du milliaire d'Allichamp, dont il sera parlé plus loin, et qui démontre l'existence d'une voie sur *Avaricum*, qui n'existe sur aucune des copies de la Table.

Cela dit, étudions les vestiges de la voie, en nous conformant à la méthode que nous avons employée jusqu'ici. Nous avons déjà donné le tracé de la voie jusqu'à *Acitodunum* (Ahun). A partir de ce point, le chemin se séparait de la voie qui d'*Augustoritum* descendait vers *Augustonemetum* (Clermont); elle passait au Moûtier-d'Ahun, à Peyrat-la-Nonière, qui pourrait indiquer une borne antique, puis elle s'élevait vers le nord. Jouilleton signale ses traces dans la commune de Saint-Julien-Châtel, dans celles de Tardes et de Lussat. Il signale encore ses traces dans la commune d'Auge, d'où elle s'élevait vers Verneige. Là deux noms voyers semblent marquer exactement son passage. Nous signalons *La Chaussade*, petite localité qui se trouve sur la rive gauche de la petite rivière de Verneigette. Plus haut se trouve *La Chaussade-Blanche*, qui aura pris son nom de la nature calcaire des matériaux, qui commencent à remplacer le granit. Nous touchons, sur ce point extrême, au Berry, et notre tâche est finie pour le Limousin.

La voie montait presque en ligne droite, et atteignait la station de *Mediolanum*. Il est difficile de penser que cette station n'est pas Château-Meillant. Grégoire de Tours, parlant de Château-Meillant, la nomme *Mediolanense Castrum*; les martyrologes l'appellent *Castrum Mediolanum*, par abréviation *Castrum Melanum*. Deux routes romaines passaient par cette localité : celle qui montait d'*Augustoritum* à *Avaricum*, celle qui descendait d'*Argentomagus* vers *Augustonemetum*. Les savants qui ont étudié la position de *Mediolanum*, le comte de Caylus et d'Anville, n'ont pas hésité à reconnaître l'identité de Château-Meillant avec *Mediolanum*.

Cependant le baron de Walckenaër a donné diverses indications qui se contredisent dans sa *Géographie des Gaules*. *Mediolano* devient tour à tour Château-Meillant, Vallon-en-Sully, ou Montmeillant. La commission de topographie des Gaules la fixe à Cullan (page 25 sur les voies romaines).

L'inspection de la carte de Cassini semble démontrer surabondamment que *Mediolano* doit être placé à Château-Meillant. Au-dessus de cette petite ville, nous trouvons des noms voyers qui nous paraissent être significatifs : le *Moulin de Charasse*, *Charasse*, *Coursac*, *Le Carouer*, dont les racines sont évidemment *carrus*, *earruca*. La voie semblerait se diriger sur la voie romaine dite *chaussée de César* que Cassini a relevée sur sa carte. Peut-être se raccordait-elle avec cette voie, qui allait à Nérès. C'est une reconnaissance qui serait facile à faire par les savants du Berry, et que je me borne à signaler en tant que conforme à une théorie philologique qui me paraît fondée.

Le chiffre des distances entre Ahun et Château-Meillant semble concorder avec la mesure de 24 lieues gauloises donnée par la Table. La voie se dirigeait ensuite sur Bourges.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de parler ici du milliaire trouvé à Allichamp. Sa description a été donnée par le comte de Caylus.

Entre Bourges et Château-Meillant se trouve la petite ville d'Allichamp. Au dernier siècle, des fouilles mirent à découvert une colonne de six pieds de haut et d'un pied neuf pouces de diamètre, qui avait été creusée en forme d'auge ou plutôt de tombe. Un reste important d'inscription attira l'attention des savants. M. le comte de Caylus l'a publiée dans son recueil d'antiquités.

Voici cette inscription :

FELICI AVG. TRIB. COS III

PP PROC AVARL (1) XIII

MEDI XII NERI XXV

Cette pierre est sans aucun doute une borne, et, bien qu'elle fût destinée à indiquer la distance de Nérès à Château-Meillant et à Bourges, elle nous est utile pour déterminer la continuation de la voie d'*Acitodunum* à *Avaricum*. Les distances qu'elle signale ne concordent pas avec celles que nous donne la Table de Théodose. D'après cette dernière, la distance de *Mediolano* à *Avaricum* est de xxviii lieues. Suivant la pierre d'Allichamp, elle ne serait que de xxvi lieues. Où se trouve l'erreur, et quel est le document le plus sérieux ? Nous n'hésiterions pas à préférer la pierre d'Allichamp. Il faut reconnaître que le copiste qui nous a transmis la seule carte géographique qui nous vient des Romains n'a pas collationné avec une exactitude rigoureuse tous les chiffres des distances. C'est là une source de tourments pour l'archéologue.

Au-dessus d'Allichamp se trouvent des traces de voie romaine que Cassini a relevées dans sa carte de France sous le nom de *chemin de César*.

Telle est la direction de la voie d'*Augustoritum* à *Avaricum*, car il est difficile d'admettre une seconde voie indiquée dans la carte qui accompagne l'ouvrage de M. le baron de Walckenaër, et qui monterait directement de *Mediolano* sans passer par Allichamp. On ne saurait admettre qu'il ait existé deux stations portant le nom de *Mediolano* dans la cité des *Bituriges*. Quoi qu'il en soit, nous ne savons si des traces bien observées confirment ces hypothèses : ce serait une chose à vérifier. Nous ne pouvons entreprendre une recherche de cette nature, qui ne peut être faite que par les archéologues du pays.

(1) M. Léon Renier a lu AVARL.

VOIE D'AUGUSTORITUM

A MEDIOLANUM SANTONUM.

Une voie partant d'*Augustoritum* se dirigeait, vers l'ouest, sur le pays des *Santonnes*, et aboutissait à *Mediolanum Santonum*.

Pour connaître les distances des stations jusqu'à *Avedonaco*, nous ne pouvons consulter que les chiffres de la Table Théodosienne : or nous savons que ces chiffres sont souvent fautifs par suite des erreurs et de l'inintelligence du copiste de qui nous la tenons. Ces chiffres, erronés ou insuffisants, jettent la plus grande incertitude sur la direction de la voie que nous avons à décrire.

Voici les stations que nous relevons sur la Table, avec les distances qui paraissent y être marquées :

Ausrito à *Cassinomago*, xvii lieues gauloises

Cassinomago à *Ser anicomago*, x.ii., chiffre qui paraît incomplet.

Ser anicomago à *Avedonaco*, xiii ou viii.

Avedonaco à *Mediolanum Santonum*, xiii, rectifié à xvi par l'Itinéraire d'Antonin.

L'inspection de ces chiffres soulève de grosses difficultés. La distance entre *Ausrito* et *Cassinomago* a été lue par l'abbé Belley avec le chiffre de xiiii lieues gauloises ; par M. de Walckenaër et les éditions modernes, avec le chiffre xvii, qui nous semble être le véritable. La vérification des distances réelles ne peut laisser aucun doute à cet égard. La station de Chassenon correspond à *Cassinomagus*. Voilà donc une première difficulté tranchée.

Le chiffre de la seconde station est plus difficile à déterminer. Elle est inscrite sous le nom de *Ser anicomago*. L'abbé Belley et Duroux la transforment en *Sermanicomago*. Le copiste a-t-il oublié réellement la lettre qu'ils ajoutent à ce nom ? La question est au moins douteuse. Le baron de Walckenaër écrit *Seranicomago*. Nous adoptons cette lecture, qui paraît conforme à la Table. Quant aux chiffres des distances, le doute devient plus sérieux encore. Le copiste paraît avoir hésité. Cette hésitation se traduit par deux points placés entre les chiffres. Le baron de Walckenaër

adopte néanmoins le chiffre de XII lieues gauloises ; mais l'abbé Belley, qui place la station à Chermès, lit le chiffre XVII, qui serait insuffisant pour aller jusqu'à Chermès.

De *Seranicomago* la route conduit à *Avedonaco*. Cette station paraît concorder assez avec Aunay ; mais encore le chiffre de la distance est loin d'être déterminé d'une façon certaine. L'abbé Belley lit le nombre XIII ; mais ce nombre paraît appartenir à la distance qui sépare *Brigiosum* d'*Avedonaco*. Sans doute le savant abbé s'y est trompé, et a supposé que le V était un X mal fait. Le baron de Walckenaër mentionne le chiffre XXIX, que rien ne semble autoriser.

Enfin, en déterminant la distance entre *Avedonaco* et *Mediolanum Santonum*, la table marque XIII lieues gauloises ; mais nous pouvons rectifier cette erreur de copiste avec l'itinéraire d'Antonin de *Burdigala* à *Augustodunum*, qui indique la distance de XVI lieues.

Dans l'embarras où nous laissent des chiffres si variés, continuons notre méthode d'investigation sur le terrain, et tâchons de retrouver la direction de la voie par les vestiges qui ont été signalés et reconnus.

L'Indicateur du diocèse, d'accord avec la carte de M. Cornuau, nous donne très-exactement la direction que suivait le chemin.

Elle sortait d'*Augustoritum* par le côté des Arènes, et prenait à peu près la direction de l'ancienne route d'Angoulême. Elle côtoyait le clos des Carmes, traversait la petite rivière de l'Aurance, passait par Les Vases, dans la commune de Verneuil, sur la droite de Félix, sur la gauche de La Merlhie, chez Caillaud, arrivait sur la rive de la Vienne, près des moulins de La Boiserie, en un lieu appelé La Gabie. M. Alluau, notre président, a cru reconnaître les tranchées anciennes qui ont été faites dans la montagne pour faciliter l'accès du pont. L'abbé Nadaud a vu, en 1775, des traces de culée. Aujourd'hui les pierres encombrant le cours de la Vienne dans cet endroit, et paraissent provenir de l'ancien pont romain. Une fois la rivière traversée, la route se bifurquait : une partie se dirigeait vers le midi, et formait le chemin qui descend vers Périgueux ; l'autre continuait sa direction vers Saintes. Cette curieuse bifurcation, qui se montre encore sur le sol, est une confirmation du tracé que nous donne la Table de Théodose.

Après avoir dépassé la Vienne, la voie de Saintes continuait

sa direction vers l'ouest en passant à La Ribière, aux Richards, à la tuilerie de Lavergne, à Airain près Cognac, à La Guerillière ou Guérinerie et au village de Julia ou Juliac, commune de Biennat ; puis, après avoir passé au nord de Rochechouart, elle sortait du département de la Haute-Vienne, gagnait une localité appelée Lonja, et arrivait à la station de *Cassinomagus*, qui n'est autre que Chassenon. Les fouilles faites à Chassenon ont fait découvrir, dans ces derniers temps, un théâtre et un temple gallo-romains. Ainsi *Cassinomagus* est une de ces stations qu'on ne saurait contester : c'est de tout le parcours le point le plus certain. Nous avons suivi, en quelque sorte pas à pas, ses vestiges sur toute la longueur de notre département. La voie était directe vers l'ouest, et ne faisait pas de ces longs détours de nature à allonger le parcours d'une route. Cette certitude d'avoir retrouvé la station romaine nous engage à traiter incidemment la question débattue de la longueur de la lieue gauloise.

Une grande difficulté se présente pour appliquer aux voies romaines les distances marquées sur les itinéraires ou sur la Table. L'inspection des lieues gauloises semble présenter un singulier paradoxe, et la science archéologique se voit presque dans l'obligation de reconnaître que la distance réelle de quelques stations bien certaines ne concorde pas aussi exactement qu'on pourrait le désirer avec les distances marquées sur les documents romains. Le président de la Société Archéologique de Langres, M. Pistolet de Saint-Ferjeux, a constaté que, dans le pays des Lingons, la lieue gauloise avait une longueur de 2,445 mètres. M. le marquis de La Grange, chargé par Son Exc. le ministre de l'instruction publique de présider la réunion des sociétés savantes des départements, s'exprimait, le 11 avril 1863, en ces termes : « Un fait capital a été démontré par M. Pistolet de Saint-Ferjeux, c'est que le pas, unité de la mesure itinéraire, n'a point été partout de la même dimension ». Ce que disait M. le marquis de Lagrange avait été signalé déjà par Pline, « Il y a le plus souvent, dit Pline, de grosses erreurs dans les mesures, soit pour l'Italie, soit pour les provinces, par suite de l'augmentation ou de la diminution que l'on donne à la longueur du pas (1). »

Cette difficulté avait paru très-sérieuse aux savants du

(1) *Magnos errores computatione mensuræ sæpius paret, alibi provinciarum modo, alibi itinerum auctis aut diminutis passibus.*

xviii^e siècle. Ne trouvant pas que les distances de deux points parfaitement connus concordassent avec la désignation des milles signalés dans les itinéraires, quelques-uns en avaient conclu que les Romains n'avaient pas d'unité de mesure itinéraire. Nous ne saurions admettre ce système. En théorie, nous serions disposé à reconnaître le principe que la lieue gauloise ne doit avoir que 2,220 mètres ou 4,500 pas : c'est la longueur légale; mais il ne paraît pas que la pratique se soit toujours conformée très-exactement à cette mesure légale.

Je crois qu'il n'y a rien de plus difficile à détruire par le raisonnement qu'un fait matériel qui se touche, qui se voit, qui peut se mesurer. Ce qui s'est produit dans le pays des Lingons, cette exception à la longueur légale observée par le président de la Société Archéologique de Langres, se reproduit également dans le pays des Lémoviques. Nous allons le démontrer.

La distance d'*Augustoritum* à *Cassinomagus* est marquée, dans la Table de Théodose, par le chiffre xvii. Il ne peut y avoir d'incertitude sur cette distance : elle est admise dans toutes les éditions modernes qui ont reproduit les distances de la Table. Or la route est directe vers l'ouest; seulement il faut faire la part des inégalités de terrain, des descentes et des montées, qui ne sont pas rares dans notre pays.

En faisant avec le compas le mesurage à plat sur la carte de l'état-major nous avons trouvé 38,700 mètres. Or 38,700 mètres divisés par xvii donnent à la lieue gauloise une longueur de plus de 2,276 mètres, non compris les inégalités de terrain et les détours du chemin; ce qui lui ferait dépasser 2,300 mètres.

La démonstration nous paraît complète : la lieue matérielle dépasse la lieue légale. Nous nous bornons à constater le fait, qui contredit la théorie, et nous regardons comme sensées les paroles prononcées, en 1863, au Congrès archéologique de Saumur par M. Godard-Faultrier : « La lieue gauloise vaut environ 2,300 mètres : je dis environ, car la mesure de cette lieue laisse encore à désirer sur son exactitude. M. Pistollet de Saint-Ferjeux la porte à 2,445 mètres, et d'autres à 2,468 mètres 33 cent. ».

Ainsi admettons la théorie de la lieue gauloise, qui devrait être d'une longueur de 2,220 mètres : il est possible qu'il en existe de cette longueur; mais ajoutons qu'il peut en exister de 2,445 mètres, et qui dépassent même ce chiffre.

Comment est-il possible d'expliquer cette étrange différence?

Nous trouvons ingénieuse l'hypothèse de M. Quicherat, récemment nommé membre de l'Institut : elle est indiquée dans la *Revue du Comité impérial des travaux historiques et des sociétés savantes*. Dans un article intitulé *Nouvelles observations sur la lieue gauloise*, M. Quicherat paraît avoir donné la solution du problème. Dans les temps modernes, quand les agents-voyers veulent faire placer les bornes, ils emploient pour le mesurage des chaînes de fer, qui prennent le nom de *décamètre*. Il peut sans doute se glisser quelques oublis dans la pratique ; mais ce mode de mesure offre des garanties sérieuses pour fixer les distances. Nous pensons, avec M. Quicherat, que les Romains ne se servaient pas de chaînes : il est assez présumable qu'un soldat choisi dans la cohorte faisait un certain nombre d'enjambées qui faisaient la longueur du mille. Ce système était vicieux, car les enjambées peuvent varier de longueur. Il est bon de rapporter ici l'expérience qui a été faite par M. Quicherat : « Je m'assurai, dit-il, du pas de marche. Je constatai que, si l'on prenait pour le pas le mouvement qui porte le corps deux fois en avant, on obtiendrait fréquemment, suivant la taille du marcheur, des milles de 1,480 ou de 1,610 mètres, par conséquent des lieues de 2,220 ou de 2,415 mètres ». Les différences dans les longueurs s'expliqueraient ainsi naturellement, et mettraient d'accord les partisans des deux systèmes, qui semblent se contrarier.

Une fois arrivé à Chassenon, la voie romaine dépasse les limites de notre département. Notre tâche serait donc terminée ; mais nous croyons qu'il est utile, pour la reconnaissance des stations suivantes, de mentionner les vestiges reconnus et signalés par l'abbé Nadaud et par M. Cornuau ; car nous ne nous dissimulons pas les difficultés qui existent pour retrouver la station de *Seranicomagus*. La voie passait donc dans le bois de Péladie et sur la paroisse du même nom, pénétrait dans le bois de Sangle, dans la paroisse de Lapleau, à La Péruse, passait au pont Chaban, qui se trouve plus bas que le pont Sigoulan, à Nieuil, à Lussac, à Cellerfrouin et à Mansle. Ici paraissent s'arrêter les traces que constate M. Cornuau. L'abbé Belley prétend que la voie passait à Chermès, qui serait l'ancien *Seranicomago*. Suivant son mémoire, *Sermonicomago*, car c'est ainsi qu'il l'appelle, a pris par abréviation le nom de *Sermagus* à l'époque du moyen âge. Or Chermès semble la traduction de *Sermagus*. Il cite une charte remontant à 1172

qui démontre qu'une voie romaine passait par Chermès : *Usque ad Defes, et deo Defes ad viam quæ nominatur La Chaucada*. Cette localité est toute voisine de Chermès, *Sallus* (Salles), *Julliacum Julii*, par où passait la voie environnant Chermès. Il semble donc, si l'on admet l'opinion de l'abbé Belley, que la voie des Santons, après avoir gagné Mansle, montait jusqu'à Chermès. Elle devait en effet remonter jusqu'à *Avedonaco*, que l'on fixe généralement à Aunay. D'Aunay la voie montait par Briou (*Brigiosum*) et par Rom (*Rauranum*) à Poitiers. L'autre branche devait descendre d'Aunay vers Limoges. Ce raisonnement de l'abbé Belley a bien quelque valeur; mais il ne suffit pas pour entraîner une certitude. Aussi nous trouvons une opinion différente dans la fixation faite par le baron de Walckenaër, qui détermine *Seranicomagus* à Saint-Jean-de-Ceris ou Manigossy. Les chiffres qu'il admet sont XII lieues gauloises; mais ce chiffre de la Table ne me semble pas complet. La commission de la topographie des Gaules lit, à la manière de l'abbé Belley, *Sermanicomagus*, et traduit *Chasseneuil*? avec un point d'interrogation il est vrai! Devant des éléments aussi incertains, il nous est impossible de rien affirmer. Notre seul désir était de faire connaître la direction de cette voie par ceux qui en examinèrent au XVIII^e siècle les vestiges.

E. BUISSON DE MAVERGNIER.

PLOMBS HISTORIÉS

TROUVÉS DANS LA SEINE

ENSEIGNES DE PÈLERINAGES

MÉREAUX DE CORPORATIONS

INTÉRESSANT DES SAINTS LIMOUSINS

Suivant un vieux légendaire de Noblac, le saint anachorète Léonard ou Liénard aurait échappé par la fuite au massacre de toute sa famille, qui était du sang royal, et lui, voulant vivre inconnu loin des hommes, se serait retiré en Limousin dans une forêt appelée *Panatensis*. Ayant rendu la santé par ses prières à la femme du seigneur du lieu, *Toparcha*, mourante par suite de couches difficiles, il obtint des deux époux tout le terrain qu'il pourrait parcourir pendant un jour, monté sur un âne, et y bâtit des maisons pour y recevoir les nombreux pèlerins. Ce fut ainsi que commença la ville de Noblac. Léonard y fonda un monastère, où il était invoqué par les captifs, les prisonniers et les gens chargés de chaînes. Après sa mort, l'église qui renfermait ses reliques était remplie d'*ex-voto*, et ses murs couverts de toutes les variétés de chaînes dont l'auteur latin fait le recensement : *vincula*, *ferreu*, *manica*, *torques*, *compedes*,

catene, etc. Saint Léonard était donc le libérateur des prisonniers, et les femmes en couches lui étaient particulièrement dévotées : aussi voit-on saint Léonard représenté par nos émailleurs entre une femme grosse et un homme enchaîné, tous les deux à genoux. Il est revêtu d'une dalmatique bleue, semée de fleurs de lis d'or, et tient à la main des menottes.

Nous conservons dans les vitrines de notre musée une *enseigne* de ce Saint : c'est M. Deleau, notre correspondant d'Orléans, qui l'en a enrichi. Cette enseigne, de style roman, représente notre Saint devant un bâtiment crénelé, encadré des deux côtés par deux espèces de potences, qui servent d'anneaux pour le haut; il y a deux anneaux ronds dans le bas. Saint Léonard semble relever un homme nu prosterné à ses pieds; de grandes menottes sont attachées au mur. Au-dessous des créneaux, on lit : *S. Léonard*.

Avant de venir en Limousin, saint Léonard passa quelque temps à Orléans avec son frère Lifard.

Plaque du même genre, mutilée dans la partie gauche. La crosse du Saint partage le champ en deux. Léonard, vu de face, a la tête nimbée et le corps revêtu d'ornements sacerdotaux; devant lui, un homme à genoux, les mains jointes. A la muraille sont suspendues des chaînes et des menottes. Au-dessous des créneaux, chargés d'ornements très-simples, on lit : *Leonardi*. — Trouvé au pont d'Arcole, en 1862, à Paris.

Plaque plus étroite et plus maltraitée par le temps. Le Saint est à gauche, avec une sorte de mitre en tête et une étole; il tient la main gauche élevée; le prisonnier lui tend la droite; dans le fond, menottes, chaînes, ceps, etc. On lit *Léonard* sur une bande plate entre deux filets. — Ce plomb, du *xv^e* siècle, a été trouvé au pont Notre-Dame en 1862.

Des personnes plus compétentes que moi en architecture voient dans ces *enseignes* le style et l'art roman sur des œuvres limousines; elles croient y reconnaître des églises fortifiées, système de construction qui se prolongea plus long-temps dans nos provinces méridionales, souvenirs de l'art romain, abandonné beaucoup plus tôt dans les provinces de la langue d'oïl. Mon opinion est que l'artiste, un peu barbare, a voulu simplement représenter un donjon ou une prison. La délivrance de Richard Cœur-de-Lion, captif en Autriche, célébrée dans nos annales comme due à l'intercession de saint Léonard, dut augmenter le nombre des dévots à ce patron des prisonniers.

Ce n'est pas ici le lieu de faire de la controverse, et je suis un pauvre hagiographe : je relèverai pourtant en passant les contradictions des légendaires. Les uns font massacrer toute la famille de Léonard par Clovis, à la fureur duquel il n'échappe que par la fuite ; les autres le représentent comme parent du roi franc, et tout-puissant à sa cour.

Les fruitiers de Paris avaient choisi notre saint Léonard pour patron de leur corporation, concurremment avec saint Christophe.

Page 68, médaillon de plomb. — Le Saint s'y tient debout, la tête nimbée, brisant les chaînes de deux captifs prosternés à ses pieds ; dans le champ, les initiales S. L., et un fruit suspendu au bout d'une branche et ressemblant à une orange ; au revers : dans le champ, saint Christophe, armé d'une grande branche d'arbre, traverse un torrent, portant l'Enfant Jésus sur ses épaules ; à droite, un homme à genoux tient une lanterne ; à gauche, une aiguière : les initiales S. X., signifient *Sanctus Xristophorus*. — Ce plomb, du xvr^e siècle, a été trouvé au Petit-Pont en 1850.

Les fruitiers de Paris célébraient les fêtes de ces deux patrons à l'église Saint-Eustache.

Variété du même médaillon. — Saint Léonard, la tête nimbée, vêtu d'une dalmatique, tient de la droite les fers de deux captifs agenouillés devant lui ; les initiales S. et L. Au revers, saint Christophe seul, portant le Christ enfant et les initiales S. X.

Méreau du xvr^e siècle, trouvé au pont Saint-Charles en 1852.

Page 70, variété du même médaillon. — Saint Léonard tenant un livre et un fruit entre deux captifs agenouillés ; initiales S. et L. — Revers : saint Christophe portant Jésus-Christ ; à gauche, personnage agenouillé, et les initiales S. X. — Plomb du xvr^e siècle, trouvé au pont Saint-Michel en 1852.

Page 74, médaillon dentelé. — Saint Léonard, la tête ceinte d'une auréole, tient un livre de la main gauche, et, de la droite, les chaînes de deux prisonniers ; des deux côtés de la tête du saint, des menottes. — Au revers, saint Christophe, avec sa précieuse charge, au milieu d'arabesques. — Plomb du même siècle, trouvé au Pont-au-Change, en 1854.

Un très-beau sceau du chapitre de Saint-Léonard représente cet anachorète avec les menottes dans la main droite, et son livre de prières pressé sur son cœur. Il est dans une niche go-

thique, au-dessous de laquelle se voit un écusson aux armes des Dalesme.

Nous ne croyons pas nous éloigner beaucoup de notre sujet en signalant de petits ouvrages d'argent de nos orfèvres limousins, statuettes en demi-bosse avec un anneau pour les suspendre aux chapelets. Saint Léonard est représenté tenant des menottes d'une main et un fruit de l'autre.

J'ai vu aussi des menottes d'argent très-finement travaillées, surmontées d'un S. et d'un L. séparés par une fleur de lis.

Ces jolies figurines d'argent étaient surmoulées en plomb pour les dévots sans fortune. Nous avons sous les yeux une sainte Vierge avec l'enfant Jésus; plusieurs saint Pierre portant les clefs du paradis; un saint Gérard, comte de Limoges, suivant certaines chroniques, fondateur du prieuré de ce nom, l'an 1087; saint Domnolet, aussi comte de Limoges, armé de pied en cap, avec les initiales S. A. sur son bouclier, son nom, changé en celui d'*Anolet*, étant devenu plus familier au peuple de Limoges; saint Loup, ou Lopès, gardien du sépulcre de saint Martial et son 46^e successeur; saint Cessateur ou Cessadre, 29^e évêque de Limoges; sainte Affre, martyre, à qui on dédia une église en cette ville vers le VI^e siècle, chapelle des pénitents blancs et prieuré-cure de Saint-Julien-Sainte-Affre; saint Roch et saint Sébastien, sous l'invocation desquels fut fondée une confrérie, pendant les ravages de la peste; saint François de Sales, les bras ouverts, fondateur de la Visitation: à la base on lit S. FRS.; saint Paul, à qui une église, Saint-Paul-Saint-Laurent, fut élevée au VI^e siècle, qui vient d'être démolie.

J'ai retrouvé de nombreux médaillons en demi-bosse exécutés en argent plein, ou ciselés à jour et en filigrane; on y remarque des *saintes faces* sur un fond découpé en arabesques; les deux initiales de l'*Ave Maria* en monogramme découpé à jours, chargé d'une couronne, et orné d'une fleur de lis, des saint-esprits, des croix de formes diverses.

Monseigneur saint Martial, patron de cette ville, comme disent les vieux titres, figure en diverses façons sur ces œuvres essentiellement limousines.

Grand médaillon, buste du saint, mitré, entouré d'une gloire et d'une légende découpée sur le fond: *Sancte Martialis, ora pro nobis.*

Autre plus petit: même buste, dans une couronne, ciselé à jour; les cinq pains et les deux poissons, sans légende, etc.;

médailion plein, buste d'évêque mitré, vu de face; initiales S. A. : saint Aurélien, successeur de saint Martial.

Autre : saint Roch, debout, avec ses attributs.

Autre : buste de moine, tête ceinte d'une auréole, initiales S. F., que j'explique par le nom de saint Faucher, compagnon de saint Gaucher, fondateur du prieuré d'Aureil vers la fin du XI^e siècle, comme on peut le voir au cartulaire conservé aux archives départementales : trois pages de ce cartulaire ont été écrites par saint Gaucher.

Une dame âgée, qui possède une collection d'*Agnus Dei* et de divers bractéates d'argent limousins, a eu l'obligeance de me la confier, et m'a permis de remplir la lacune causée dans mon travail précédent par le mauvais procédé du détenteur d'une collection semblable.

Denier rond : dans le champ, voile de sainte Véronique relevé de chaque côté par un ange; la sainte face est empreinte au milieu; autour, quintefeilles, lis, etc.

Petit carré long, arrondi par le haut, dont une croix occupe tout le champ; ses trois bras, ornés de fleurs de lis, comme sur certaines monnaies royales, sont inscrits dans un cercle; le long de la croix, les branches d'une étoile, ou d'un scapulaire orné de petites croix.

Agnus Dei ovale : Jésus sur la croix, la tête penchée; à ses pieds, sa sainte Mère et Jean, son disciple bien-aimé.

Idem, saint Jean l'Évangéliste tenant un calice à la main.

Idem, plus petit : dans le champ, l'agneau de saint Jean-Baptiste, patron des pénitents blancs, avec une croix à laquelle est suspendue une banderole.

Idem, saint Martial, debout, mitré, et tenant la crosse d'une main, bénit de l'autre sainte Valérie agenouillée devant lui; près de la tête du saint, les initiales S. M. (*sanctus Martialis*); près de celle de la sainte, S. V. (*sancta Valeria*); à côté de saint Martial, une table sur laquelle est un cierge allumé dans un chandelier.

Autre : évêque debout, mitré, crossé, bénissant de la droite; légende : *Sancte Aureliane*.

Autre plus grand : variante de l'*Agnus Dei* de saint Roch : le saint, vêtu en pèlerin, grand chapeau, grand bâton; un ange touche la plaie de son genou, et son chien saute en flairant sa panetière.

Deux variétés de saint Léonard dans un champ semé de fleurs de lis; il tient des menottes et un fruit.

Médaille rond, que je crois rare : écusson des armes de la ville; légende en majuscules : DOMINE CONCERVA (*sic*) NOS IN PACE.

Autre, muet : les cinq pains et les deux poissons.

A la collection de la dame est joint un véritable *Agnus Dei* des premiers temps : il est en cire, de la largeur d'un écu de cinq francs. Dans le champ, un buste d'évêque, entre deux poissons; autour, les cinq pains ronds; le tout en fort relief : jolie petite croix de Malte.

Comme bractéate inédite, j'en ai remarqué une qui porte cette légende, autour d'un Saint-Esprit : *Venit. sante Spiritus*, pour *Veni, sancte Spiritus*.

Un denier très-mince porte une croix à branches égales, terminées par des fleurs de lis; les quatre angles sont cantonnés chacun par un cœur, et, en légende, *deniers pour épouser*, entourés d'un grainetis.

Ces petits ouvrages d'orfèvrerie ne sont, en quelque sorte, que des opuscules auprès des grands travaux de nos orfèvres des xvi^e et xvii^e siècles, les Blanchard, Boisse, Brun, Caille, Guimbert ou Guibert, Jehan Indot, les Mouret, Le Maget et Le Massis, Pinchaud, Pinot, Poche, les Reymond, Roumanet, Teyssandier, les Tillet, Yvert, Jean, etc., dont les riches joyaux, les croix, calices, custodes, candélabres, bourdons, encensoirs, panonceaux furent *pourtraits* de la main des émailleurs, leurs confrères, sur les pages en velin du livre de comptes et recettes de la confrérie du Saint-Sacrement de Saint-Pierre-du-Queyroix.

Tous ces chefs-d'œuvre ont disparu : il reste encore, entre les mains de M. Eugène Ardant, un grand panonceau d'argent repoussé et ciselé, sur lequel figurent deux anges adorateurs devant un Saint-Sacrement. Les détails en sont fort curieux : on y lit la légende *Sola fides sufficit*, et la date 1602, au bas de l'écusson de l'orfèvre qui le fit. Cet écusson est composé d'un chevron entre deux roses quintefeilles, et d'un cœur placé au-dessous; deux palmes en forment les supports.

Ces petits ouvrages, dirons-nous, n'en sont pas moins des monuments historiques des usages et coutumes du Limousin, et des habitants de Limoges en particulier.

Si l'on pouvait, comme on l'a fait à Paris dans la Seine, et au lac du Bourget près Chambéry, faire fonctionner une machine à draguer dans la Vienne, seulement entre le pont Saint-Étienne

et le pont Saint-Martial, je ne doute pas qu'on ne recueille bien des objets précieux ; mais, la Société ne pouvant faire cette dépense, l'administration municipale n'en ferait pas les frais, parce qu'il n'y aurait là qu'un intérêt purement scientifique.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 12 août 1863.

PRIVILÉGES
DE LA VILLE DE LIMOGES

VIDIMUS GÉNÉRAL
DONNÉ PAR LE ROI HENRI II

AU MOIS DE JUILLET 1555

A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (1)

(Extrait de la bibliothèque de M. Nivet-Fontaubert.)

Henry, par la grace de Dieu, roy de France, à tous presens et à venir salut. Savoir faisons nous avoir receu l'humble supplication de noz chers et bien amez les consuls, manans et habitans de nostre ville de Limoges, contenant que nos anciens predecesseurs roys de France, pour bonnes, justes et raison-

(1) Cette pièce a été communiquée par M. Nivet-Fontaubert, dont la bibliothèque, précieuse surtout au point de vue limousin, contient une foule de documents en partie inédits. La plupart des pièces qui se trouvent rapportées ici ont été imprimées ailleurs, notamment dans le Recueil des ordonnances des rois de la 3^e race. Il a paru néanmoins utile de les réunir dans le Bulletin de la Société.

(Note du Comité de rédaction.)

nables causes, leur oroient octroyé et successivement confirmé plusieurs beaux privileges, exemptions, libertez, preeminances, auctoritez et autres facultez à plain contenues es chartres sur ce decernees, lesquelles feu nostre tres honnoré seigneur et pere le roy dernier decedé leur auroit confirmees, et icelles faict transcrire et inserer dedans ses lettres de confirmation sur ce decernees en forme de chartre, lesquelles auroient apres este deuement enterinees, et depuis nostre advenement à la couronne par nous confirmees et autorisees, comme plus à plain il est contenu tant en noz lettres de confirmation que en certaines autres lettres de declaration sur ce par nous decernees ausd. supplians, que aussi es actes et procedures faictes sur l'enterinement de nosd. confirmation et declaration : et parce que lad. chartre de nostred. feu Sr et pere en laquelle sont transcriptes les autres anciennes chartres de nosd. predecesseurs commance estre fort ancienne, et pour avoir este ci-devant pour les affaires qu'on en a eu souvent ouverte et maniee, le parchemin d'icelle en est tellement affoibly, qu'il se pourroit facilement rompre en plusieurs endroitz, et que aussi il est et pourra encore cy apres estre besoing et necessaire ausd. supplians exhiber et produire en plusieurs jugemens et autres divers lieux, lesd. chartres se pourroient en ce faisant effacer, déchirer, rompre et autrement gaster en façon que la preuve desd. privileges, libertez, exemptions, auctoritez et autres facultez desd. supplians pourroit perir à leur tres grand prejudice si par nous ne leur estoit sur ce pourveu. Nous, à ces causes, desirant les chartres par nosd. predecesseurs à iceulxd. supplians octroyees sortir perpetuellement leur plain et entier effet, et sur ce leur pourveoir de remede convenable pour la conservation de la preuve d'icelles, avons lesd. chartres, confirmations, declaration et enterinement d'icelles et autres procedures sur ce intervenues faict transcrire et de mot à mot inserer es presentes en la teneur que s'ensuyt :

François, par la grace de Dieu roy de France, savoir faisons à tous presens et à venir nous avoir receu l'humble supplication de noz chers et bien amez les consulz, bourgeois, manans et habitans de nostre ville et chastau de Limoges, contenant que par ci-devant et despieca, pour plusieurs bonnes, justes et raisonnables causes, en consideracion mesmement des grandz, bons, loiaux et agreables services que lesd. supplians ont faictz à noz predecesseurs roys de France, et pour la grande amour

et fidelite qu'ilz leur ont toujours portée, iceulx noz predecesseurs leur ont donne et octroie plusieurs beaux privileges, costumes, libertez, exemptions et franchises pour le bien, avancement et augmentation de leurd. ville et chateau, et iceulx leur ont fait expedier lettres patentes en forme de chartres, desquelles la teneur s'ensuyt :

Karolus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis presentibus et futuris quod nos, attendentes quod villa seu castrum Lemovicensis quam dilecti et fideles nostri consules et habitatores ejusdem quantum ad superioritatem et ultimum ressortum, in eisdem habita noticia nostrijuris et justicie, nostre obediencie submiserunt, sue fidelitatis constanciam erga nos ostendentes, in nostris frontieriis situantur, ex quibus gracia et favore regis dignos censemus eosdem; quapropter, cum oporteat prefatos consules et habitatores onera multa subire, tam propter reparationem clausure, fortificationis et custodie ejusdem ville quam propter reparationem pontium viarumque, itinerum ac fonctium et aliarum necessitatum communium dicte ville, que absque regis provisione supportare nequirent, eisdem concessimus et donamus atque concedimus perpetuo de nostri speciali gratia, autoritate regia et nostre potestatis plenitudine, ut ipsi consules et habitatores moderni et sui successores qui pro tempore fuerint, *soquetum vini*, videlicet duodecimam partem totius vini quod vendetur ad detalium in castro predicto et castellania ejusdem, necnon et impositionem quatuor denariorum pro libra ex quibuscumque mercimoniis et rebus emendis et vendendis, vel minori summa prorata, ibidem imponere, levare et percipere possint et valeant perpetuo pacifice et quiete, quotiens et dum eis placuerit, pro dictis oneribus supportandis et aliis necessitatibus communibus dicte ville, ex ampliori gratia volentes et concedentes eisdem et successoribus eorumdem ut *quamquam* a perceptione dicti soqueti et impositionis vel alterius eorumdem per aliqua tempora cessaverint seu cessare contingerint, ipsi tamen consules et habitatores et eorum successores possint soquetum et impositionem hujusmodi sua propria autoritate et absque ulteriori requisitione nostre licencie vel successorum nostrorum vel consensus, insimul vel vicissim, prout ab ipsorum perceptione cessaverint, iterum imponere et levare ad sue beneplacitum voluntatis; nos igitur, pro nobis et successoribus nostris, licentiam imponendi et levandi dictum soquetum et impositionem nunc et post cessationes et interruptiones levationis eorumdem quotiens et prout eis et eorum successoribus placuerit, ex nunc concedimus de gracia et autoritate predicta, decernentes ex liberiori nostra gracia quod si de oneribus seu necessitatibus predictis unum vel plures cessarent aliququaliter in futurum, nichilominus prefati consules et habitatores et eorum successores nostra presenti gracia uti valeant perpetuo pacifice et gaudere prout ante, nonobstantibus quibuscumque litteris in contrarium impetratis seu etiam impetrandis quas ex nunc decernimus esse nullius efficacie seu valoris, nolentes, quinimo firmiter inhibentes perpetuo pro nobis et successoribus nostris ipsos consules, habitatores, presentes et futuros, seu eorum ali-

quem ad reddendum de commodis et emolumentis dictorum soqueti et impositionis compotum quancumque compelli, neque compotum de predictis nobis aut successoribus nostris aliququaliter reddere teneantur. Quapropter damus tenore presentium in mandatis omnibus et singulis justiciariis et officariis nostris presentibus et futuris et eorum locatentibus et eorum cuilibet, ut ad eum pertinuerit, quatenus dictos consules et habitatores et eorum successores nostra presenti gratia uti faciant et gaudere perpetuo pacifice et quiete, non molestantes seu molestari permittentes eosdem in contrarium aut turbari, volentes ex priori nostra gratia transcripto autentico seu copie presentium litterarum fidem plenariam in judiciis et extra sicut et originalibus adhiberi. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, sigillum nostrum his presentibus litteris duximus apponendum. Datum Parisiis, vicesima sexta die mensis decembris, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo primo, et regni nostri octavo.

Ainsi signé sur le reply desd. lettres : Per regem : TABARI.

Karolus, Dei gratia Francorum rex. Regalis providentia ad subditorum tranquillitatem et pacem deducens sue consideracionis intuitum, propter utilitatem rei publice quam private censet utique preferendam, recte existimat aliqua quandode fieri que essent alias non factura. Notum itaque facimus universis presentibus et futuris quod cum dilecti nostri consules et habitatores ville seu castri et castellanie Lemovicensis, quos clare memorie charissimus dominus genitor noster per tractutum concepte concordie inter ipsum, ex parte una, et Edwardum Anglie, ex altera, dicti Edwardi obedientie et subjectioni submisit, qui, rupto federe pacis et concordie juramento vallate, guerram nobis noviter suscitavit, habita per eosdem consules et habitatores noticia nostri juris et justicie in hujusmodi facto guerre, se et villam seu castrum et castellaniam predictos nostre submiserunt obedientie, nobis et nostris successoribus ut fideles subditi servituri, desiderabiliter affectantes sub nostro immediato dominio perpetuis temporibus remanere, nos, attendentes laude dignum dictorum consulum et habitatorum in hoc parte propositum processisse ex fervore dilectionis et amoris quos ad nos et predecessores nostros decursis temporibus habuerunt, considerantes insuper quod ex submissione predicta immensa nobis et reipublice regni nostri provenit utilitas et adhuc rebelem vicinam patriam aquirendam, facultas, aliisque justis consideracionibus utilitatem ejusdem reipublice concernentibus excitati, cupientes suo desiderio complacere ut ferventius in suo fidelitatis constancia perseverent, villam seu castrum et castellaniam predictam cum omnimoda jurisdictione alta, media et bassa, mero et mixto imperio, universisque et singulis censibus, redditibus, peagiis, domibus, moleninis et quadam mota sive flatea sita super duo stagna dicte ville, nec non aliis proprietatibus et aliis aliis universis quos et quas charissima consanguinea nostra, Johanna, ducissa Britannie, uxor quondam charissima consanguinei nostri, Karoli de Blesis, ducis Britannie, in predictis dicit et asserit se habere, dominio nostro et corone nostro Francie immediate unimus annectimus et adjungimus, unitasque et annexas perpetuo

tenore presentium esse decernimus et etiam ordinamus, pro nobis et successoribus nostris in futurum, ex nostris certa scientia, autoritate regia et nostre potestatis plenitudine et gratia speciali, efficientes dictos consules et habitatores modernos pariter et futuros nostros et successorum nostrorum immediatos subditos perpetuo, absque eo quod ab eodem dominio seu corona Francie et immediata ipsius subjectione et dominio, titulo donationis, partagii, translationis seu transporti in quacunque persona cujusque conditionis aut status, aut ratione reformande pacis vel alterius cujuscunque tractatus alio vel quovis titulo, necessitate vel commodo, possit aut valeat ullo unquam tempore disjungi, amoveri seu etiam separari, dictosque consules et habitatores et eorum successores adversus quoscunque petentes vel petituros jus aliquod immediate subjectionis, jurisdictionis, meri et mixti imperii et obediencie ac omnium et singulorum premissorum in eosdem defendimus nostris propriis sumptibus et expensis, et ex nunc protunc onus defensionis hujusmodi in nos pro nobis et successoribus nostris assumimus per presentes, eo tamen adhibito moderamine quod dictis consulibus habitatoribus et eorum successoribus propter unionem et adjunctionem hujusmodi, in eorum jurisdictione, franchisiis, consuetudinibus ac libertatibus et aliis juribus quibuscunque nullum prejudicium gignetur, recompensationem debitam juris hujusmodi, si quid prefate consanguinee nostre pertinuerit, impensarii de hommagii insuper dicte ville seu castri et castellanie quod religiosi abbas et conventus ecclesie sancti Marcialis Lemovicensis pretendunt ad eandem ecclesiam pertinere, recompensationem congruam faciemus, prout ratio suadebit, sic quod dicti consules et habitatores superiorem alium preter nos cognoscere non habebunt, sed de his omnibus remanebunt perpetuo pacifici et securi. Que omnia et singula premissa tenere et teneri et compleri facere perpetuo promittimus bona fide et juramus tactis sacrosanctis evangeliiis, et ad ea tenenda firmiter et inviolabiliter observanda nos et successores nostros teneri volumus, nos que et ipsos obligamus per presentes cunctis temporibus duraturas, decernentes ex nunc pro tunc quicquid per nos aut ipsos vel eorum alterum secus factum fuerit viribus omnino carere, volentes ex uberiori nostra gratia transcripto autentico seu copie presentium litterarum fidem plenariam in judiciis et extra sicut et originalibus adhiberi. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Datum Parisiis, in hospitio nostro juxta sanctum Paulum, xxviii^a decembris, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo primo, et regni nostri octavo.

Ainsi signé sur le reply desd. lettres : Per regem : TABARY.

Charles, par la grâce de Dieu roi de France, savoir faisons à tous présens et à venir que Nous, qui tres grandement nous reputons estre tenuz à nos amez et feauls les consulz et habitans de nostre chastel de Lymoges pour les bons, loiaux et agreables services qu'ilz ont faictz à nos predecesseurs et à nous au temps passe et pas especial nagueres; car, pour cause de la souve-

raineté et ressort que nous avons en la duché de Guyenne, ils se sont soumis en nostre obeissance, et nous ont recogneu à leur souverain seigneur, et esperons aussi qu'ilz nous facent un temps advenir de bien en mieulx, et aussi pour le profict et bien publique, en sur ce tres grand advis et tres bonne délibération de ceulx de nostre lignaige et autres de nostre conseil, avons ausd. consulz et habitans de notre chastel de Lymoges et à leurs successeurs donné, octroïé et delaissé, donnons, octroïons et delaissions par ces presentes, de nostre autorite royale et plaine puissance, de grace speciale et certaine science, à tousjours, heritalement et perpetuellement le chastel et chastellenie de Lymoges et toutes ses appartenances et appendences, jurisdictions haute, basse et moienne, mere et mixte, impere, cens, rentes, revenuz, peages, maisons, molins et la mote qui est sur les deux estangs du chastel de Lymoges, et autres proprietiez, droictz, devoirs et autres choses que nostre tres chere et amee cousine Jehanne, duchesse de Bretagne, jadiz femme de nostre tres cher cousin Charles de Bloys, duc de Bretagne, et ses enfans ou autres ayans cause d'eulx ou d'aucun d'eulx, ayent ou pourroient avoir, demander ne réclamer en aucune maniere aud. chastel et chastellenie de Lymoges et leurs appartenances et contre les consulz et habitans d'icelle ville de Lymoges, sans y rien retenir; et parmy ce led. chastel et chatellenye, ensemble toutes ses appartenances et appendences dessusd., leur avons delivré et delivrons par ces presentes, et pour ce leur avons promis et jure sur les saintes evangiles de Dieu, promettons et jurons que par nous et nos successeurs ne demanderons ou reclamerons, ferons demander ou reclamer avoir aud. chastel et chastellenye ne autres choses dessusd. ou aucunes d'icelles autrement que dict est, mais les garentirons et défendrons envers tous et contre tous, et par especial envers nostred. cousine, sesd. enfans ou autres aians cause d'eulx, de tous empechemens, dommages, destourbiers, pour guerre ne autrement en quelque maniere que ce soit, et des maintenant pour lors et pour lors des maintenant nous en deschargeons lesd. consulz et habitans, et nous chargeons de la tuition et défense fere entierement à noz propres coutz, frais, mission et dépens; et d'abondant les choses dessusd. et chacune d'icelles tout en la forme et maniere que déclaré est nous promettons fere ratifier touteffois que besoing sera et requis en serons par lesd. consulz et habitans de lad. ville à nostred. cousine et à ses enfans, et sur ce ausd. consulz et habi-

tans ou à leurs successeurs fere octroyer lettre par notred. cousine ou sesd. enfans ou successeurs, ou autres qui d'eulx auront cause ou aucun d'eulx. Et, pour ce fere et accomplir de point en point selon ce que dessus est dict, sans enfreindre en quelque maniere que ce soit, nous promettons et jurons sur saintes evangiles de Dieu, pour nous et noz successeurs, tenir les choses dessusd. fermes et estables à toujours perpetuelement. Si donnons en mandement par ces présentes à nos amez et feaulx les gens de nos comptes à Paris, à nostre seneschal de Lymosin qui est ou sera pour le temps, et à tous autres justiciers, officiers et subjectz de nostre royaume presens et advenir, et à chascun d'eulx ou à leurs lieuxutenans que contre la forme et teneur de ces presentes ne procedent ou se ingerent de proceder en aucune maniere au contraire. Ausquelles, pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre grand seel, et les avons fait bailler ausd. consulz et habitans. — Donne à Paris, en nostre hostel de Saint-Pol, le second jour de janvier l'an de grace mil trois cens soixante unze et de nostre regne le huitiesme.

Ainsi signé sur le reply desd. lettres : Par le roy : TABARY.

Karolus, regis Francorum filius, regnum regens, Delphinus Vien-nensis, dux Bicturie et Turonie, comesque Pictavie, notum facimus universis presentibus et futuris quod cum nuper ad Aquitanie portas nos duxerimus transferendos et apud castrum Lemovicense noviter adven-erimus, loci consulum et habitantium virtutem animosamque industriam et fidelitatis famam eo prestantius animo concepimus, cum vidimus oculis variisque testimoniis eorum constantia apud nos efficaciter extitit comprobata manet gestorum memoria dicta que confirmat effectus (*sic*): nam et illud memorabile castrum, olim famosissimum, nunc vero pristine virtutis conservateque virilitatis non degenerat a tramite, sed habitantium titulis perseveranter insignitum sub regali obedientia constantissime perduravit, et cum guerrarum incursibus undique constrin-gantur exterius, pacem tamen interius, communem defensionem et ordi-natissima sue communitatis gubernacula solliciti perquirunt, induxerunt hec et alla magnanimitatis opera felicitis recordationis avum nostrum. Karolum, regem inclitum, ut castro illi singulariter afficeretur, sed causam specialem adjecit commendabilis operis exhibicio et firmate subjectionis sincera soliditas, cum enim regio jussu manibus exteris se submisissent, proprio visu patriam regi ditioni iterum submiserunt: meruit tanta fides inviolabile premium quod etiam regia liberalitas non fraudavit cum castrum illud regie corone majestas regia sentiit insepara-biliter adjungendum, ipsosque consules et cohabitatores tanta preroga-tiva donavit ut justiciam inter suos burgenses, cohabitatores et concas-

tellanos, sub regia potestate, sui tamen autoritate consulatus, exercere, quod adeo in tanta diligentia publicisque affectibus ministrare curaverunt ut locus ille insignis ab hostibus circumvicinis preservatus sit sicque prosperavit et Domino concedente prosperetur (*sic*). — Hoc intuentes virorumque consulum animos volentes per amplius ad virtutis opera stimulare, nostre liberalitatis aliquod precipuum munus eisdem duximus reliquendum. Ideo volumus et concessimus, volumusque et concedimus de gratia speciali et autoritate regia qua fungimur, eisdem consulibus preteritis, presentibus et futuris, in decus augmentumque honoris ipsius consulatus et loci, burgensium et cohabitantium favorem, ut, velut quod (*sic* : quoddam ?) nobilitatis signo per nos ipsis relicto, quicumque eodem in castro consulatus officio fuerant, sunt et erunt insigniti, feoda nobilia quecumque possint acquirere, possidere pariter et tenere velut nobiles, libere et absque reprehensione aut redemptione seu difficultate quacumque, quos ad hoc tenore presentium ex nostra certa scientia habilitatimus, illique officio consulatus hunc addicimus honorem ut ipsius adeptione prerogativa predicta consulibus ipsis absque alio titulo, processa aut declaratione protinus adveniat, indultoque hujusmodi perpetuis temporibus gaudeant et utantur : quam quidem concessionem ad feoda acquisita et acquirenda declaramus extendi cancellario regio dilectisque et fidelibus consiliariis domini mei et nostris gentibus presens parlamentum tenentibus et qui futura tenebunt, gentibus compotorum, seneschallo Lemovicensi ceterisque justiciariis et officariis domini mei et nostris, presentibus et futuris, et cuilibet eorumdem, prout ad eum pertinuerit, tenore presentium damus in mandatis quatenus nostro presenti indulto ipsos consules castri Lemovicensis presentes, preteritos et futuros, uti et gaudere faciant et permittant perpetuo firmitatis robur obtineant, presentem curtam nostri sigilli jussimus appensione muniri. Datum apud castrum Lemovicense, predictum mense januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo primo.

Ainsi signé sur le reply desd. lettres : Per dominum regentem delphinum, mareschallo ejusdem domini, domino Mirandolii et aliis presentibus : ALAN. (ALAIN, au *vidimus* de Louis XI.)

Loys, par la grace de Dieu roy de France, au seneschal de Lymosin ou son lieutenant, salut. Receue avons l'humble supplication de noz chers et bien amez les consulz, manans et habitans de nostre ville de Limoges contenant que, combien que par privileges à eulx octroiez par noz predecesseurs roys de France et par nous confirmez, lesd. supplians puissent tenir noblement fiefz, et que, nonobstant les fiefz et autres choses nobles qu'ilz tiennent, ilz contribuent à noz tailles et deniers, sans quelque difficulté, à bien grande somme de deniers, par quoy raisonnablement ilz ne doivent estre contrainctz à eulx armer ne suivre les armes, neantmoins nostre amé et feal Loys Gasce, chevalier, qui nagueres a este en Lymosin de par nous

pour faire mettre sur les gens de noz ban et arriereban , a voulu contraindre lesd. habitans de Lymoges qui tiennent noblement de eulx armer, et leur a faict commandement de par nous à certaines peines qu'ilz aillent en nostre armee, et pour ce qu'ilz lui ont allegué et monstre leurd. privileges et qu'ilz sont contribuables ausd. deniers, tendans à fin qu'ilz ne feussent contrainctz à aller en nostre service, icelluy Gasce a mis en nostre main leurs fiefz et autres biens, de laquelle main mise et autres tortz et griefz à eulx faictz et donnez lesd. supplians ou aucuns d'eulz ont appelé à nous et à nostre cour de parlement, et leurd. appel n'ont encores relevé combien qu'ilz soient encores dedans les trois mois à ce introduictz, en nous humblement requerant qu'il nous plaise icelle appellacion mettre au neant sans amende et sur tout leur impartir nostre grace. Pourquoy nous, ces choses considerees et mesmement que lesd. supplians payent la taille et contribuent à nos deniers, ayant aussi consideracion à ce qu'il est bien necessaire que les gens notables de nostre ville y demeurent pour la garde d'icelle en temps d'emynent peril, lad. appellacion interjectee par lesd. supplians, et non relevee, avons mise et mettons du tout au neant de grace especial par ces presentes, sans amende et sans ce qu'ilz soient tenuz icelle relever ne poursuivre en aucune maniere, et avec ce avons octroïé et octroions ausd. consulz et habitans de Lymoges supplians qui payent la taille et noz autres deniers qu'ilz soient exemptz de venir ni envoyer en nostred. armee, et de ce les avons exemptes et exemptons de grace special par ces presentes. Si vous mandons et commettons par ces presentes que de nostre presente grace, exemption et octroy vous les faictes et souffrez joir et user paisiblement en leur mettant ou faisant mettre leurd. biens pour ce empechez à plaine delivrance, et lesquelz nous y avons mis et mettons par cesd. presentes, nonobstant quelque mandement qui ait este sur ce faict de par nous par maniere de ban et arriere ban, en quoy ne voulons lesd. habitans de Lymoges contribuables et payans tailles estre comprins ne entenduz, et quelzconques ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires. Donne à Chartres, le quatriesme jour de novembre, l'an de grace mil quatre cens soixante sept, et de nostre regne le septiesme.

Ainsi signé : Par le roy en son conseil, DELALOERE.

Ausquelles lectres y a une attache dont la teneur s'ensuyt :

Matheus Bothini, in legibus licentiatius, locum tenens generalis nobilis et potentis domini, domini senescalli Lemovicensis regii, et commissarius regius in hac parte autoritate regia specialiter deputatus, primo servienti regio super hoc requirendo salutem. Visis licteris domini nostri regis, ejusdem sigillo in cera alba impendente sigillitatis, commissionem nostram continentibus, nobis pro parte venerabilium virorum, consulum, manentium et habitantium castri Lemovicarum in eisdem licteris regiis mentionatis (*sic* : mentionatorum) exhibitis et presentatis, quibus hec nostre presentes litere sunt ad invicem atachate, et requisiti pro parte qua supra quatenus ad interinacionem sive executionem dictarum literarum regiarum dictam nostram commissionem continentium procedere et intendere vellemus : quapropter nos volentes, ut tenemur, literis et mandatis regiis possetenus obedire, vobis ex parte regia precipimus et mandamus, committendo si sit opus, quatenus eosdem supplicantes supranominatos dono, gracia et exemptione de quibus in eisdem literis regiis fit et habetur mentio, per dictum dominum nostrum regem eisdem supplicantibus factis, datis et concessis, uti et gaudere faciatis pacifice et quiete, quos nos ex nunc uti et gaudere facimus et volumus per presentes, bonaque ipsorum supplicantium quecumque sint propter hoc impedita ad plenam liberationem ponendo, quibuscunque bannis seu bannerum literis in contrarium factis et impetratis nonobstantibus et aliis, prout dictus dominus noster rex vult et mandat per suas dictas patentes literas, dictam nostram commissionem continentes. Datum Lemovicis, sub sigillo dicte senescalli Lemovicensis, die penultima mensis novembris, anno Domini millesimo cccc sexagesimo septimo.

Ainsi signé : Per prefatum dominum locumtenentem, ALBIAC.

Ludovicus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis presentibus et futuris nos literas felices et inclite recordationis avi nostri vidisse formam que sequitur continentes :

Karolus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nos literas extractas de registris in thesauro cartarum, registorum et privilegiorum nostrorum existentibus vidisse formas que sequantur continentes :

Karolus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos, ad requestam habitantium ville, castrie et castellanie Lemovicensis extrahi facimus de registris in thesauro cartarum, registorum et privilegiorum nostrorum existentibus, literas formam que sequitur continentes :

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Regalis providentia.....

(Suivent les lettres du roi Charles V du 28 décembre 1374, qui portent que la ville et la châtellenie de Limoges seront unies inséparablement à la couronne, p. 4-7.)

In cujus extractus visionis testimonium, sigillum nostrum istis presentibus literis et appositum. Datum Parisiis, mense maii, anno Domini millesimo cccc quinto et regni nostri vicesimo quinto. In quarum

litterarum margine inferiori sic habebatur : « Extractum de precepto vestro, et facta est collatio cum registro literarum superius insertarum » J. CHANTEPRIME.

Item aliorum literarum forma sequitur sub his verbis :

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos, ad requestam habitantium ville, castri et castellanie Lemovicensis, extrahi fecimus de registris in thesauro cartarum, registorum et privilegiorum nostrorum existentibus, literas formam que sequitur continentes :

Charles, par la grace de Dieu roy de France.....

(Suivent les lettres du roi Charles V du 2 janvier 1371 (v. s., 1372), cédant aux consuls et aux habitants de Limoges tous les droits qu'il avait sur les châteaux et châtellenie de ladite ville.)

In cujus extractus visionis testimonium, sigillum nostrum istis presentibus literis est appositum. Datum Parisiis, mense maii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinto et regni nostri vicesimo quinto. In quarum literarum margine inferiori sic habetur : « Extractum de precepto vestro, et at facta collatio cum registro literarum superius insertarum. J. CHANTEPRIME. »

Quas quidem literas superius insertas, ac omnia et singula in eis contenta nos gratas, ratas pariter et acceptas, seu rata, grata et accepta habentes ac teneri et inviolabiliter observari volentes, laudamus, approbamus ac ratificamus, et de speciali gracia ac nostre potestatis plenitudine confirmamus per presentes. Quocirca nos dilectis et fidelibus gentibus nostris presens nostrum ac futura Parisiis tenentibus parlamenta, nec non senescallo nostro Lemovicensi ceterisque justiciariis nostris presentibus et futuris, aut eorum locum tenentibus, et cuilibet ipsorum, prout ad eum pertinuerit, districte precipiendo mandamus quatenus consules et habitatores ville nostre, seu castri Lemovicensis in eisdem literis nominatos, modernos pariter et futuros contentis in ipsis literis preinsertis uti et gaudere pacifice faciant et permittant, quinimo facta, attentata seu innovata in contrarium ad statum pristinum et debitum sine difficultate quacumque reducant aut reduci faciant indilate. Quod ut perpetuo stabilitatis robur obtineat, nostrum presentibus literis jussimus apponi sigillum. — Datum Parisiis, mense maii, anno Domini millesimo quadringentesimo quinto, et regni nostri vicesimo quinto. — Sic signatum : Per regem, ad relationem consilii, J. LE BEGUE.

Quasquidem literas superscriptas et omnia in eidem contenta ratas et gratas, rataque grataque habentes, eas et ea laudamus approbamus, autoritateque nostra regia et plena potestate confirmamus. Quocirca senescallo nostro Lemovicensi ceterisque justiciariis nostris, aut eorum locum tenentibus, presentibus et futuris, tenore presentium damus in mandatis quatenus supra dictos consules et habitatores dicte nostre ville,

seu castri Lemovicensis, nostris presentibus ratificatione et confirmatione uti et gaudere faciant et permittant, nullam molestiam sive impedimentum eis in contrarium inferentes, seu inferi permittentes quoquomodo : quod si illatum foret, illud ad statum pristinum et debitum reducant seu reduci faciant indilate. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, nostris presentibus jussimus apponi sigillum, nostro tamen in ceteris et alieno in omnibus juribus semper salvis. Datum apud villam Sancti Juniani, mense julii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo tertio, et regni nostri secundo.

Ainsi signé : Per regem, domino du Tau, magistro Georgio Havart et aliis presentibus : LE PREVOST.

Charles, par la grace de Dieu roy de France, savoir faisons à tous presens et à venir nous avoir receu l'humble supplicacion de noz chers et bien amez les consulz, bourgeois, manans et habitans de nostre ville et chastel de Lymoges, contenant quejà pieca feu de bonne memoyre le roy Charles septiesme, nostre ayeul, leur octroia certain privilege qui depuis leur fut ratifie par feu nostre tres cher seigneur et pere, que Dieu absoille, par ses lettres patentes, desquelles ont dict la teneur estre telle :

Ludovicus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis presentibus et futuris nos literas charissimi domini et progenitoris nostri, in cera viridi sigillo suo sigillatas, bene dilectis et fidelibus consulibus et habitantibus ville nostre Lemovicensis concenas vidisse, formam que sequitur continentes :

Karolus, regis Francorum filius,

(Suivent les lettres du régent, plus tard Charles VII, en date de Limoges, au mois de janvier 1424 (v. st.), qui accordent aux consuls de Limoges l'exemption du droit de francs-fiefs, p. 9-11.)

Quasquidem literas suprascriptas et omnia in eisdem contenta ratas et gratas, rataque et grata habentes, eas et ea laudamus, approbamus auctoritateque nostra regia plena potestate confirmamus per presentes. Quocirca dilectis et fidelibus consiliariis nostris, gentibus nostrum presens et que futura tenebunt parlamenta, seneschallo Lemovicensi ceterisque justiciariis nostris, seu eorum locum tenentibus, presentibus et futuris, et cuilibet eorumdem prout ad eum pertinuerit tenore presentium damus in mandatis quatenus supradictos consules et habitatores prediete ville Lemovicensis nostris presentibus ratificatione, confirmatione et concessione uti et gaudere faciant et permittant, nullam molestiam sive impedimentum in contrarium inferentes seu inferi patientes quoquomodo. Quod ut futurum (*sic*: firmum) et stabile permaneat in futurum, nostrum presentibus jussimus apponi sigillum, nostro tamen in ceteris et alieno in omnibus juribus semper salvis. Datum apud

villam Sancti Juniani, mense julii, anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo tertio, et regni nostri secundo. — Sic signatum supra plicam : Per regem, domino du Lau, magistro Georgio Havart et aliis presentibus : LE PREVOST. — Visa. Contentor : GAUVIGNEAU.

Lesquelz bourgeois, manans et habitans nous ont humblement supplie et requiz que nostre plaisir soit, attendu le long temps qu'il y a que led. privilege leur fut octroie par nostred. ayeul, et les causes justes et raisonnables qui à ce le meurent contenues et declarees en sesd. letres dessus transcriptes en lad. ratification de nostred. feu s^r et pere, il nous plaise leur pareillement ratifier, louer, approuver et confirmer led. privilege et sur ce leur impartir nostre grace : pourquoy nous, ces choses considerees, inclinant liberalement à la supplication et requeste lesdictz consulz, bourgeois, manans et habitans, lesd. letres dessus transcriptes et le tout contenu en icelles, en tant et pourtant que eulx et leurs predecesseurs en ont deument joy et use le temps passé, avons, par l'avis et deliberacion des princes et seigneurs de nostre sang et autres gens de nostre grand conseil, louees, ratifiees, approuvees et confirmees, louons, ratifions, approuvons et confirmons par ces presentes.

Et en oultre, pour ce que lesd. supplians nous ont semblablement faict remonstrer que, combien de toute anciennete ilz eussent acoustume de fere et elire chascun an douze consulz en lad. ville et chastel des douze plus notables d'entre eulx qui avoient la garde des clefz d'icelle, par le sens et bonne conduite desquelz et des conseillers de lad. ville tous les affaires communs d'illec eussent tousjours acoustume d'estre regiz, gouvernez et administrez, et que aucun destourbier ou empeschement ne leur deust avoir este faict, mis ou donne en la jouissance dud. consulat ne administracion des deniers communs, neantmoins puis certain temps en ça *François de Pontbriant*, qui n'estoit aage ne experimente en faict et administracion de chose publique, tendant à son singulier profit, fait tant et pourchassa par convoytise envers nostred. feu S^r et pere que par importunite ou autrement il fut par luy faict et cree *maire de lad. ville et chastel sa vie durant*, à l'occasion de laquelle creacion luy ou son lieutenant en lad. mairie ont tousjours depuis pris et attribue à eulx la garde desd. clefz, et n'ont este esleux, mis et ordonne ne establiz aud. consulat aucuns personnaiges sinon du consentement et volonte dud. de

Pontbriant, lequel a attribuez et applicquez à son singulier profit les deniers communs de lad. ville ou la pluspart d'iceulx, dont à ceste cause plusieurs appellations ont este de la part desd. supplians interjectees, lesquelles, obstant le port (*sic*) et faveure que led. de Pontbriant avoit envers nostred. feu Sr pere, ilz n'ont peu relever comme ilz nous ont fait apparoir par les presentacions enregistrees au doz des lectres qu'ilz ont faict diligence d'obtenir sur ce, tant en nostre chancellerie que en nostre cour de parlement, soubz umbre de laquelle mairerie se sont à ceste cause meuz et intentez en lad. ville plusieurs differans, questions et debatz entre aucuns desd. habitans, à la grande charge, foudre, oppression et dommage de lad. chose publique, et pourroient encores fere si lad. mairie n'estoit supprimee, esteinte et abolie, requerant à ceste cause sur ce nostre grace et provision. Pourquoi Nous, ces choses considerees, desirans de tout nostre cueur les entreprises et mutations, desordres et inquietacions fetes sur les bonnes villes de nostre royaume estre reprimees, et le faict et estat d'icelles estre restably et remis en si bon ordre et police que leurs affaires communs soient doresnavant regiz par si bonne police que toutes manieres de noises, questions, discordz et debatz soient rejectez et pacifiez, et que lesd. habitans puissent vivre en bonne paix, repos et tranquillite soubz nostre obeissance, led. office de mairie avons, par l'advis et deliberacion que dessus, supprime, aboly et estainct, supprimons, abolissons et estaignons, et mettons du tout au neant par cesd. presentes. Et avons voulu, ordonne et octroie, voulons, ordonnons et octroions que lesd. habitans puissent doresnavant elire chascun an telz douze consulz en lad. ville que bon leur semblera, et jouir et user dud. consulat et des droictz, prerogatives, libertez et franchises qui y appartiennent tout ainsi qu'ilz faisoient et avoient acoustume de fere paravant lad. creation et jour de l'empeschement à eulx ainsi faict et donne en la jouissance de leursd. privilegez et mairie de lad. mairie (*sic*), nonobstant l'interruption d'icelle joissance ensuyvie à l'occasion d'icelle mairie, que ne leur voulons pour le temps advenir prejudicier en quelque maniere que ce soit. — Si donnons en mandement par cesd. presentes à noz amez et feaulx conseillers, les gens de nostred. cour de parlement à Bourdeaulx, au seneschal de Lymosin, et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et chascun d'eulx comme à luy

appartiendra, que de nos presens, grace, ratification, approbation, abolition, ordonnance et octroy ilz facent, seuffrent et laissent lesd. consulz, bourgeois et habitans présens et advenir joyr et user plainement et paisiblement sans leur fere ne souffrir estre fait, ores ne pour le temps advenir aucun destourbier ou empeschement au contraire, en faisant ou faisant fere inhibicion et defense de par nous *aud. de Pontbriant*, à son lieutenant ou commis et à tous autres qu'il appartiendra, et dont ilz sont requiz sur certaines et grandes peines à nous appliquer, que doresnavant ilz ne se meslent ne entremettent du fait et exercice de lad. mairie, et commandement expres de par nous qu'ilz rendent compte et reliqua es mains desd. consulz à ce appelez, led. seneschal ou sond. lieutenant, de tout ce qu'ils ont prins et usurpe desd. deniers communs et autres biens de lad. ville depuis la creation de lad. mairie, et à l'occasion d'icelle jusques à present, ou que lesd. consulz ou leur receveur ou amis en eussent peu prendre, cueillir et lever si ne feust lad. usurpacion, pour iceulx deniers estre convertiz et emploiez es affaires communs de lad. ville et chastel, et non ailleurs, et, en cas de refus ou delay, les contraignent ou facent contraindre par prise et exploitation de leurs biens d'aucuns en ont à ce suffisan, sinon par arrest, detention et emprisonnement de leurs personnes et par toutes autres voyes deues et raisonnables, nonobstant oppositions et appellations quelzconques. Et, afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre scel à cesd. presentes, sauf nostre droict et l'autrui en toutes. Donné à Beaugency, du moys de novembre, l'an de grace mcccciiii^{xx} trois, et de nostre regne le premier.

Ainsi signé : Par le Roy, le duc d'Orléans, comte de Clermont et de Dunoy, les evesques d'Alby, de Consances et de Périgueux, les S^r de Dampmartin, de Torcy, du Lau, de Vaten et de Lisle et autres presens.
CHARBONNIER. Visa. Contentor : DUBAN.

Ausquelles lettres a une attache dont la teneur s'ensuit :

Pierre Charreyron, licencié es loix et bachelier en decretz, conseiller du roy nostre sire, lieutenant general de noble et puissant S^r monseigneur le *gouverneur et seneschal* de Lymosin, commissaire par le roy, nostred. S^r en ceste partie commis et ordonné, venes les lettres patentes dud. S^r scellees de son scel en

cire verd sur lacz de soye, contenans nostred. commission, impetrees et à nous presentees et baillees de la partie des consulz, bourgeois, manans et habitans de la ville et chastel de Lymoges donnees à Beaugency au mois de novembre dernier passé, *signees sur le reply* : « Par le Roy, le duc d'Orléans, comte de Clermont et de Dunoys, les evesques d'Alby, de Coustances et de Périgueux, les S^{rs} de Dampmartin, de Torcy, du Lau, de Vaten et de Lisle et autres presens. Visa. Contentor : J. DUBAN, A. CHARBONNIER. » Ausquelles ces presentes sont attachees soubz le scel de la seneschaucée de Lymosin, Nous, pour les causes contenues esd. lettres, avons permis, souffert et laissé, et, par cesd. presentes, permettons, souffrons et laissons joyr et user plainement et paisiblement lesd. consulz, bourgeois, marchans, manans et habitans d'icelle ville et chastel de Lymoges presens et advenir des ratification, approbation, permission, abolition, ordonnance et octroy dont es lettres de nostred. commission est faicte mention, sans leur fere ne souffrir estre faict ores ne pour le temps advenir aucun destourbier ou empeschement au contraire. Et avons consenty et consentons par la teneur de cesd. presentes à l'enterinement et accomplissement desd. lettres selon leur forme et teneur, et que led. S^r veult et mande par icelles. En tesmoin de ce, nous avons mis et apposé à cesd. presentes le scel de lad. seneschaucée de Lymosin. Donné à Aixe, le cinquiesme jour de decembre l'an mil quatre cens quatre vingtz et trois.

Ainsi signé : P. CHARREYRON, lieutenant general et commissaire susd., et par mond. S^r le lieutenant et commissaire : DE BESSE.

Loys, par la grace de Dieu roy de France, au gouverneur seneschal de Lymosin, ou à son lieutenant, salut. Receu avons l'humble supplication de noz chers et bien amez les consulz, manans et habitans de nostre ville de Lymoges, contenant que, combien que, par privileges à eulx octroiez par noz predecesseurs roys de France *et par nous confirmez*, lesd. supplians puissent tenir noblement fiefz, et que, nonobstant lesd. fiefz et autres choses nobles qu'ilz tiennent, ilz contribuent à noz tailles et deniers sans quelque difficulté à bien grandes sommes de deniers, parquoy raisonnablement ne deussent estre contrainctz

à eulx armer ne suivre les armes, neantmoins soubz ombre de certaine commission à vous adressant pour fere mettre sus les gens de noz ban et arriere-ban, vous avez voulu contraindre lesd. habitans qui tiennent noblement de eulx armer en leur faisant commandement de par nous sur grosses peines qu'ilz eussent à aller *en nostre armee estant en Guienne*, et, combien qu'ilz vous eussent remonstré leurd. privileges, et qu'ilz sont contribuables à nosd. deniers, et par ce exemptz de nosd. ban et arriere-ban, neantmoins les avez voulu contraindre aller ou envoyer ausd. ban et arriere-ban, qui seroit enfreindre leurd. privileges, dont aucuns d'eulx se sont portez pour appellans, et à ceste cause se sont tirez devers nous, en nous humblement requerant qu'il nous plaise lesd. appellations mettre au neant sans amende, et sur ce leur impartir nostre grace. Pourquoi nous, ces choses considerees, et mesmement que lesd. supplians paient la taille et contribuent à noz deniers, en faveur aussi et consideration de la bonne amour et loyauté en laquelle lesd. supplians se sont maintenuz envers nous et noz predecesseurs, et qu'il est necessaire que les notables de lad. ville y demeurent en temps d'eminent peril pour la garde et tuition d'icelle, lesd. appellations interjectees par aucuns desd. supplians et non relevees, avons mises et mettons au neant, sans amende, de grace special par ces presentes, sans ce qu'ilz soient plus tenuz icelles poursuivre ne relever en aucune maniere, et avec ce avons octroïé et octroions ausd. consulz et habitants de Limoges supplians qui paient tailles et noz autres deniers *pour raison de leurd. heritages nobles* qu'ilz soient exemptz de venir et envoyer en noz ban et arriere-ban de noz guerres, et de ce les avons exemptez et exemptons de grace spécial par ces presentes. Si vous mandons et mettons par cesd. presentes que de nostre presante grace, exemption et octroy vous les faictes, souffrez et laissez joyr et user plainement et paisiblement, en leur mettant ou faisant mettre leurd. biens pour ce empechez à plaine delivrance, et lesquelz nous y avons mis et mettons de grace special par ces presentes, *nonobstant quelque mandement qui ait esté sur ce fait de par nous par maniere de ban et arriere-ban*, en quoy ne voulons lesd. habitans de Lymoges supplians, contribuables et *païans taille pour raison desd. choses nobles*, estre compris ne entenduz, et quelconques ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires, *pourveu que lesd. supplians se tiendront suffisamment armes pour la tuition et defense de lad. ville.* — Donné à Bloys, le

deuxiesme jour de mars, l'an de grace m v^e et douze, et de nostre regne le quinziesme.

Ainsi signé : Par le roy : ROBERTET.

Germain de Bonneval, chevalier, S^r dudit lieu, de Blanchefort, de Chevoultonne, et baron de Courraze, conseiller et chambellan ordinaire du roy nostre sire, *seneschal et gouverneur de Lymosin*, aux commissaires qui sont ou seront commis et ordonnez à mettre sus et fera assembler le ban et arriere-ban, et à tous les justiciers, officiers et subjectz du roy nostred. S^r, salut. Veues par nous les lettres patentes du roy nostred. S^r par luy octroiees aux consulz, manans et habitans de la ville de Lymoges cy attachees soubz nostre scel, par lesquelles, et pour les causes contenues en icelles, le roy nostred. S^r a mis et met au neant certaines appellations interjectees de nous par lesd. manans et habitans sans amende, et avec ce a octroie icelluy S^r ausd. manans et habitans *qui paient taille et autres deniers pour raison de leurs heritages nobles* (qu'ilz ne soient tenuz aller ne envoyer aud. ban et arriere-ban, et duquel ban et arriere-ban le roy nostred. seig^r les a exemptez ainsi qu'il est plus à plaire contenu et déclaré esd. lettres, consentons en tant que à nous est et qu'elles sont à nous adressantez, comme dit est, l'enterinement d'icelles, et que lesd. manans et habitans en joissent et usent selon leur forme et teneur, et tout ainsi que le roy nostred. S^r le veult et mande par icelles. Donnée soubz le scel de nos armes, le premier jour de may l'an mil cinq cens et treize.

Ainsi signé : BONNEVAL et LE FLAMANC, par le commandement de mond. S^r.

Tous lesquelz privileges, libertez, exemptions et franchises, ensemble le contenu esd. chartres leur ont depuis esté consecutivement confirmees par les roys de France à leur advenement à la couronne, soubz la vraye obeissance desquelz iceulx supplians se sont montrez vrais subjectz en obeissant feiblement tant en temps de guerre que de paix, au moien de quoi ilz ont toujours joy et usé esd. privileges, franchises et libertez paisiblement sans aucune contradiction avec des droictz de consulat et communauté jusques au jour du trespas de feu nostre tres cher S^r et beau-pere le roy, que Dieu absoille, qui, de ce adverti, des sens et bonne conduicte des conseillers de lad. ville, direction et

administration de la chose publique, qui ce moiennant estoit venue à grant augmentation, leur en donna ses lettres en forme deue, lesquelles sont cy attachees soubz le contrescel de nostre chancellerie, nous humblement requerans qu'il nous plaise, à nostre nouvel et joyeux advenement à la corone, les entretenir en leursd. privileges, franchises, libertez et exemptions, et iceulx confirmer, rattifier et approuver, et leur en permectre joyr et user tout ainsi que ont faict nosd. predecesseurs. Pourquoy Nous, ces choses considerees, desirans de tout nostre cuer que les bonnes villes de nostred. royaume soient entretenues en bon ordre et police, à ce que les habitants d'icelles puissent vivre en bonne paix et tranquillité soubz nostre obeissance, en obtemperant à la tres instante priere et requeste que nostre tres chere et tres amee dame et mere nous a faictes d'entretenir tous et chacuns nos subjectz en leurs privileges et costumes, avons ausd. consulz, bourgeois, manans et habitans supplians iceulx leurs privileges, franchises, libertez, exemptions et costumes, ensemble tout le contenu desd. lettres dessus escriptes, à eulx concedez par nosd. predecesseurs, confirmez, louez, ratifiez et approuvez, confirmons, louons, ratifions et approuvons de grace speciale, plaine puissance et autorité royale, par ces presentes, pour en joyr par eulx et leurs successeurs plainement et paisiblement, tout ainsi que eulx et leursd. predecesseurs en ont par ci-devant joy et usé, joissent de present justement et deurement. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez et feaulx conseillers, les gens tenans nostre court de parlement à Bourdeaux, au seneschal de Lymosin et juge du pariage de la cité de Lymoges et à tous noz autres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans et commis presens et advenir, et à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de noz presens confirmacion, ratification, approbation et octroy ilz facent, seuffrent et laissent lesd. consulz, bourgeois, manans et habitans supplians et leurs successeurs joyr et user plainement et paisiblement et perpetuellement, sans leur fere ne souffrir estre faict, ores ne pour le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire, mais si aucune chose leur estoit faicte au contraire, le reparent et mettent, ou facent reparer et mettre incontinant et sans delay au premier estat et der. Car tel est nostre plaisir. Et, afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesd. presentes, sauf en autres choses nostre

droiet et l'autrui en toutes. Donné à Paris, au mois de janvier, l'an de grace m. cinq cens et quatorze, et de nostre regne le premier. — Constat en rasure : « Upar ci devant joy et usé, joissent de present justement et deuement ». HURAUULT. — Sans prejudice du droiet pretendu par le roy de Navarre et du proces pendant en la court de parlement. AURILLOT.

Signé sur le reply : Par le roy : DU TILLET, et au bout :
Visa et scellé du grant scel en cire verd sur lacz de soye.

Germain de Bonneval, chevalier, Sgr^r dud. lieu de Bonneval et de Blanchefort, baron de Corraise et de Chefboutonne, conseiller et chambellan du roy nostre sire et son gouverneur et seneschal de Lymosin, commissaire royal en ceste partie. Veues les lettres patentes du roy nostre sire, scellees de son grand scel en cire verd sur lacz de soye, contenans nostre commission, impetrees et à nous présentees de la partie des consulz, manans et habitans de la ville, chastel et chastellenye de Lymoges, donnees à Paris ou mois de *fevrier* (*sic*) dernier passé, signees sur le reply : « Par le roy, DU TILLET : visa », ausquelles ces présentes sont attachees, Nous, pour les causes en icelles contenues, avons faict, permis, souffert et laissé, et par ces presentes faisons, laissons, permettons et souffrons joyr et user plainement et paisiblement lesd. consulz, manans et habitans d'icelle ville, chasteau et chastellenye de Lymoges, presens et advenir, des ratification, confirmation, approbation et permission des privileges ordonnes et octroies par led. S^r esd. consvlz, manans et habitans, et dont esd. lettres de nostred. commission est faicte mention, sans leur fere ne souffrir estre faict, ores ne pour le temps advenir, aucuns destourbier ou empeschement au contraire, et avons consenty et consentons par la teneur de ces presentes en tant que à nous est à l'interinement et accomplissement desd. lettres selon leur forme et teneur, et que led. S^r le veult et mande par icelles. Et, en tesmoin de ce, avons signé ces presentes de nostre seing manuel, et faict seeller du scel de noz armes, le vingt septiesme de mars l'an mil cinq cens et quinze.

Ainsi signé : BONNEVAL. Par commandement de mond.
S^r Flequart.

Henry, par la grace de Dieu roy de France, à tous presens et advenir salut. Savoir faisons nous avoir receu l'humble supplication de nos chers et bien amez les consulz, bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Lymoges, contenant que, pour bonnes causes et consideracions, leur ont de longtemps par noz predecesseurs roys esté donnez et octroiez plusieurs beaux privileges, octroiz, franchises et libertez, iceulx confirmez et continuez de regne en regne, mesmes encores par le feu roy nostre tres honnoré Sr et pere, que Dieu absoille, et desquelz lesd. supplians ou leurs predecesseurs ont joy et usé jusques à present sans aucun contredict; touteffois, au moien du trespas de nostred. feu Sr et pere, ilz se doutent à l'advenir y estre empechez. A ceste cause nous ont tres-humblement faict supplier et requerir leur impartir sur ce noz grace et liberalité : pour ce est-il que nous, liberalement inclinant à la supplication et requeste desd. supplians, et en consideracion de la bonne amour et fidelité qu'ilz ont toujours portees à la corone de France, les voulant pour ce entretenir en tous et chacuns leursd. privileges, octroiz, franchises et libertez, iceulx leur avons continuez et confirmez, continuons et confirmons de noz certaine science, plaine puissance et autorité royale par ces presentes, pour en joyr par eulx et leurs successeurs doresnavant tant et si avant et par la forme et maniere qu'ilz en ont ci-devant deuement et justement joy et usé et joissent encore de present. Si donnons en mandement, par cesd. presentes, à noz amez et feaulx conseillers, les gens tenans nostre court de parlement à Bourdeaulx, seneschal de Lymosin, juge et garde de noz scelz aud. pays de Lymosin et à tous noz autres justiciers ou à leurs lieutenans presens et advenir, et à chascun d'eulx, si comme à luy appartenra que de noz presens continuacion et confirmacion ilz facent, seuffrent et laissent lesd. supplians joyr et user plainement et paisiblement, sans en ce leur fere mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné ores ne pour le temps advenir aucun empeschement au contraire, et lequel, si faict, mis ou donné leur avoit esté, ilz reparent, remettent ou facent reparer et mectre incontinant et sans delay au premier estat et deu. Car tel est nostre plaisir. Et, afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel à cesd. presentes, sauf en autres choses nostre droict et l'aultruy en toutes. Donné à Fontainebleau, au moys de mars, l'an de

grace mil cinq cens quarante sept, avant Pasques, et de nostre regne le premier.

Ainsi signé sur le reply : Par le roy, MATHIEU. Visa.
Contentor : COEFFIER. Et scellée du grand scel en cire
verd sur lacz de soye.

Gaultier Bermondet, Sr de Saint-Laurens-sur-Gorre et de La Quintane, conseiller du roy nostre sire, lieutenant general en la seneschaucee de Lymosin au siege de Lymoges, commissaire royal en ceste partie. Savoir faisons que nous seans en jugement de la partie des consulz, bourgeois, manans et habitans de la ville de Lymoges, comparans par M^e Simon Descoustures, licentié ez droictz, advocat an present siege et l'un desd. consulz, tant pour luy que pour ses autres consulz de lad. ville, lequel, en presence des advocat et procureur du roy en la presente seneschaucee, c'est assavoir de honorables M^{rs} Joseph de Beaune, advocat, et Pierre Ardent, procurer dud. Sr, a presenté les lettres du roy nostre sire à present regnant en forme de chartre et edict de confirmation des beaulx privileges, octroiz, franchises, libertez et exemptions donnez et concedez ausd. consulz, bourgeois, manans et habitans dud. Lymoges, donnees à Fontainebleau au mois de mars m. v^e quarante-sept, signees : « Par le roy, MATHIEU » ; scellees en cire verte sur lacz de soye avec le visa et contentor : COEFFIER ; et icelluy a requis la lecture et publicacion, afin qu'on n'en puisse pretendre cause d'ignorance, et neantmoins l'execution d'icelles, comme par lesd. lettres nous est commis et mandé : lesquelles lettres par nous veues avons ordonné estre leues et publiees, ce que a esté à haulte et intelligible voix par le commis du greffier, et interpellé lesd. advocat et procureur du roy s'ilz ont causes pour empescher l'execution desd. lettres, comme par icelles est contenu, lesquels ont dict avoir veu les privileges contenuz et describez (*sic*) es-lettres et chartre de feu bonne memoire le roy François dernier decédé, et lesd. lettres de confirmation, et consentent à l'interinement selon le bon plaisir et vouloir du roy déclaré et contenu en icelles. Parquoy, veu par nous lesd. lettres de confirmation ausquelles ces presentes sont attachees, avons concedé acte de la lecture et publicacion d'iceles. Et, par les causes y contenues, avons fait, permis, souffert et laissé, et par ces presentes, faisons, laissons et permettons joyr et user plaine-

ment et paisiblement lesd. consulz, bourgeois, manans et habitans de la ville de Lymoges presens et advenir des privileges, octroiz, franchises et libertez dont esd. lettres de confirmation, continuacion et approbacion est fete mention, sans leur faire ne souffrir estre fait, ores et par le temps advenir, aucun destourbier ou empeschement au contraire; et inhibition et defense à tous les subjectz du roy n'y contrevenir, à peine d'amende arbitraire aud. Sr applicquer. Et donnons en mandement au premier sergent royal sur ce requis signifier à tous ceulx qu'il appartiendra et de ses exploitz fere deue relation. Donné et fait judiciairement à Lymoges, en l'auditoire royal de la court de le seneschaucée de Lymosin, le neufiesme jour du moys d'avril l'an mil cinq cens quarante-huit.

Signé : BERMONDET, et DESVIGNES, commis du greffier.

François de Pontbriant, chev^{er}, Sr de Montreal et de Chapdueil, capitaine pour le roy du chasteau de Bregeirac, conseiller et chambellan dud. Sr, son gouverneur et seneschal de Lymosin. A tous qu'il appartiendra, salut. Savoir faisons que le jourduy soubz escript, les advocat et procureur du roy en la seneschaussee de Lymosin, comparans en leurs personnes, ont requis estre par nous ordonné que les consulz, manans et habitans de ceste ville de Lymoges monstrent et enseignent des privileges, si aucuns en ont, par lesquelz ilz pretendent estre exemptz du service ou contribution de ban et arriere-ban du hault pays de Lymosin, et, à default de en monstres, estre donné default contre eulx et chacun d'eulx o le profit de l'ordonnance. Surquoy et par advis de Mess^{rs} Chantoys, lieutenant criminel, Lamy, lieutenant particulier, avons ordonné que lesd. consulz, manans et habitans de Lymoges monstrent et enseigneront de leursd. privileges, si aucuns en ont, dans dimanche prochain, *en la ville de St-Junian*, ou cependant autrement et à default de ce fere, a esté donné default contre eulx avec mainmise, suyvante les ordonnances du roy. Et leur sera signifié par le premier sergent royal sur ce requis auquel a esté donné en mandement de ce fere. Fait à Lymoges, le neufiesme jour d'octobre l'an m. v^e quarante-huict. Et led. jour, ce que dessus a esté signifié ausd. consulz en la maison commune de consulat de lad. ville, parlant à M^r Simon Descoutures, Leonard Deschamps, Jehan Veyner (*sic*) et Pierre Thomas, consulz de lad.

ville, qui ont fait response qu'ilz porteroient presentement leurs privileges, comme Jehan Reynier, sergent royal, nous a rapporté par son exploict. Et tost apres ont comparu par devant nous lesd. qui ont présenté et exhibé, en presence desd. advocatz et procureur du roy, leurs privileges à eulx baillez et octroiez par les feuz roys de France, et confirmez par le roy moderne, mesmes la confirmation du feu roy en laquelle sont inserez lesd. privileges de lad. ville donnees à Paris au moys de janvier l'an mil v^e quatorze, avec les lettres d'attache et executoires de lad. confirmation, aussi la confirmation du roy donnee à Fontainebleau, au mois de mars, l'an m. v^e quarante-sept, avec l'acte de la publication et execution, presens messieurs les gens du roy en la presente seneschaussee, desquelz ont toujours joy et usé paisiblement, sans jamais on soit venu au contraire; nous requerant, iceulx veuz, estre par nous declarez exemptz de fere service et contribuer aud. ban et arriere-ban. Parquoy, veu leur dire et pieces exhibees, et oyz lesd. advocat et procureur du roy, qui n'ont insisté, que lesd. privileges ne soient tenez comme par lesd. consulz a esté requiz; à ceste cause, Nous, suivant lesdictz privileges, avons lesd. consulz, manans et habitans de lad. ville de Lymoges declarez exemptz d'aller et contribuer aud. ban et arriere-ban pour ceste fois. Faict à Lymoges, led. jour, m. v^e quarante-huit.

Signé : PONTBRIANT. Par commandement de mond. S^r le gouverneur : BIAYS, greffier.

François de Pontbriant, chevalier, S^r de Montréal et de Chapdueil, capitaine pour le roy du chasteau de Bregeyrac, son gouverneur et seneschal de Lymosin, à tous qu'il appartiendra SALUT. Savoir faisons que, veue la requeste à nous presentee par les consulz, manans et habitans de la ville de Lymoges aux fins de declarer exempz et privilegiez de service et contribution du ban et arriere-ban pour raison des fiefz nobles, censives et autres choses noblement tenues par eulx et chacun d'eulx, attendu que, par privilege royal confirme par le roy moderne sont privilegiez et exemptz, et estre desenrollez et raiez des rolles d'icelluy, et neantmoins estre inhibé de les fatiguer et molester pour cause de ce en aucune maniere, et veuz aussi leurs privileges et confirmations d'iceulx, tant du feu roy donnees à Paris au moys de janvier m. v^e quatorze, et

autre confirmation du roy moderne donnee à Fontainebleau au mois de mars M. v^e quarante-sept, avec l'acte de la publication et execucion, et oys sur ce les advocats et procureur du roy, qui ont consenty que lesd. supplians soient declarez exemptz et privilegiez au service dud. ban et arriere-ban et contribution à icelluy, suivant leurd. privileges, avons, par l'advis de M^{re} Gaultier Bermondet, lieutenant general ; Maurice Chantois, lieutenant criminel ; François Lamy, lieutenant particulier, et Pierre Martin, conseiller au siege de Lymoges, déclaré lesd. consulz, manans et habitans de lad. ville de Lymoges privilegiez et exemptz de service et contribution aud. ban et arriere-ban, *pour ceste fois*, le tout soubz le bon plaisir du roy et *jusques autrement par luy en sera ordonné*. Donné et faict à Lymoges le vingt-sixiesme jour de novembre, l'an M. v^e cinquante-un.

Signé : PONTBRIANT. Par mond. S^r : BIAYS, greffier.

Henry, par la grace de Dieu roy de France, à tous qui ces presentes lettres verront, salut. — Les bourgeois, manans et habitans de nostre ville de Lymoges nous ont faict remonstrer que, combien que par privileges expres à eulx octroiez et concedez par nos predecesseurs roys et par nous confirmez, ilz soient francz, quites et exemptz du faict, paiement et contribution de noz ban et arriere-ban pour raison de biens nobles et autres par eulx tenuz et possédez subjectz ausd. ban et arriere-ban, et que lad. exemption ilz ayent tousjours par ci-devant joy et usé paisiblement sans qu'ilz ayent esté appelez ne enrollez au rolle dud. ban et arriere ban de la seneschaucée dud. Lymosin, et que par eedit nous avons voulu et ordonne que les manans et habitans des bonnes villes de nostre royaume ayans droict de bourgeoisie et exemption de nosd. ban et arriere-ban ne seront tenuz comparoir ne contribuer à iceulx, *sinon que pour tres grande* et urgente cause et necessité evidente il eust esté advisé et conclud par l'advis et deliberacion des princes de nostre sang, auquel cas ilz seroient tenuz comparoir pour celle foy et sans prejudice de leurd. privileges. Neantmoins ceste presente annee François de Pontbriant, seneschal de Lymosin, auroit enrollé, taxé et quotisé plusieurs desd. bourgeois, manans et habitans de lad. ville au faict de nosd. ban et arriere-ban, et s'efforce les contraindre au payement desd. taxes, cottisations et services, surquoy lesd. exposans Nous ont tres-

humblement fait supplier et requérir leur pourveoir. Nous, à ces causes, et apres qu'avons faict veoir en nostre privé conseil lesd. privileges par nosd. predecesseurs et nous octroiez et confirmez à lad. ville de Lymoges, voulant à icelle, *comme à l'une des bonnes anciennes villes de nostre royaume*, conserver et entretenir iceulx privileges, avons, en suivant nostred. eedit, dict et déclaré, et, de noz certaine science, plaine puissance et autorité royale, disons et déclarons que nous avons entendu et entendons que lesd. manans et habitans de nostred. ville de Lymoges aient, tant en general que particulier, joy et joissent desd. privileges, sans qu'ilz ayent esté ne soient comprins, quotisez, taxez ne contribuables au faict, service et contribution de nosd. ban et arriere-ban en quelque façon et maniere que ce soit. Ains voulons, entendons et nous plaist qu'ilz en demeurent francs, quictes et exemptz comme ilz ont faict jusques à present, sans qu'ilz soient ne puissent estre contrainctz y comparoir ne contribuer, sinon es cas contenus par nostred. eedit, nonobstant que par les commissions decernees pour le faict, convocation et assemblee de nosd. ban et arriere-ban soit mandé comprendre tous privilegiez et non privilegiez, exemptz et non exemptz. En quoy nous n'avons entendu ne entendons comprendre lesd. exposans; ains les avons, pour les causes que dessus, exceptez et reservez, exceptons et reservons par ces presentes, par lesquelles donnons en mandement à noz amez et feaulx les gens tenans le siege presidial par nous estably en la ville de Lymoges et aux commissaires par nous commis et à commettre pour le faict desd. ban et arriere-ban et à tous noz autres justiciers et officiers qu'il appartiendra que de noz presens declarations et de tout le contenu cy-dessus ilz facent, souffrent et laissent lesd. bourgeois, manans et habitans joyr et user plainement et paisiblement, sans en ce leur fere mettre ou donner ne souffrir estre faict, mis ou donné aucun trouble ou empeschement au contraire. Et, si lesd. bourgeois, manans et habitans ou aucun d'eulx avoient esté contrainctz paier lesd. cottisations, ou, pour raison d'icelles, aucunes de leurs terres, seigneuries, fiefz ou autres biens avoient esté saïsiz, arrestez ou autrement empeschez, leur facent rendre et restituer, et lever et oster lesd. saïsies et empeschements, et le tout mettre incontinant et sans delay à plaine et entiere delivrance et au premier estat et deu, en contraignant à ce fere et souffrir tous ceulx qu'il appartiendra par toutes voyes et manieres deues et raisonnables, nonobstant opposition

ou appellation quelzconques, et sans prejudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons estre differé; car tel est nostre plaisir, nonobstant quelzconques ordonnances, restrictions, mandemens, defences et lettres à ce contraires. En tesmoin de quoi, nous avons faict mettre nostre scel à cesd. presentes. Donné à Laon, le quinziesme jour de juing, l'an de grace mil cinq cens cinquante-quatre, et de nostre regne le huictiesme.

Ainsi signé : Par le roy en son conseil : DE LAUBESPINE, et scellé du grand scel en double queue de cire jaulne.

Toutes lesquelles pieces cy-devant transcriptes sont attachees soubz nostred. contrescel.

Les gens tenans le siege presidial estably et ordonné par le roy nostre sire en la ville de Lymoges, savoir faisons que luy, soubz escript en jugement, se sont comparuz par devant nous les consulz de la ville de Lymoges en personne, avec Petiot, assistant Barny, leur conseil, lequel, en presence des advocat et procureur du roy, a présenté les lettres-patentes du roy donnees à Laon le quinziesme juin dernier, signees : « Par le roy en son conseil, De Laubespine », et scellees à double queue du grand scel dud. Sr en cire jaulne, contrescellees en plusieurs et divers endroitz, et attachees à certains anciens privileges expres octroiez et concedez par les predecesseurs roys de France par lesd. lettres à present confirmees, par lesquelles les manans et habitans de la presente ville de Lymoges sont francs, quictes et exemptz de faire le service, paiement ne contribution du ban et arriere-ban pour raison des biens nobles et autres par eulx tenuz et possédez subjectz aud. ban et arriere-ban, requerant lecture judiciaire en estre faicte, et lesd. lettres estre interinees selon leur forme et teneur, et icelles interinant, inhibition estre faicte au receveur commis par Mr le gouverneur de les molester pour raison du taux, rolle et quotisacion faict par led. Sr gouverneur, et main levee leur estre baillee et leurs biens estre mis à plaine delivrance, et declarez exemptz à l'avenir dud. ban et arriere-ban suivant leurd. privileges. Maledent, pour le procureur du roy, a dit avoir veu lesd. privileges, et n'avoir causes pour empêcher l'interinement : parquoy, aians fait lire et publier lesd. lettres patentes contenans confirmacions desd. privileges y attachez, avons ordonné que seront enregistrees

es registres du present siege, et avons faict et faisons inhibitions et defenses au S^r *Du Mus* et à tous autres qu'il appartiendra de contrevenir au vouloir et declaration du roy contenuz esd. lettres; et, si aucun trouble ou empeschement leur avoit faict et donné, qu'ilz le remettent incontinent au premier estat et deu, et inhibé desormais de les enroller aud. ban et arriere-ban, et de les empecher en leur libertez et privileges; le tout selon et en suivant lesd. lettres-patentes. Faict à Lymoges, aud. siege presidial, le cinquiesme de decembre mil cinq cens cinquante-quatre.

Signé par mesd. S^{rs} : ROGIER, commis du greffier.

Extrait des registres de la court de la seneschaucee de Lymosin. Entre les consulz de ceste ville de Lymoges, demandeurs et requerans que eulx et autres habitans de lad. ville soient maintenuz et gardez en leurs privileges et libertez, et declarez exemptz et non contribuables au ban et arriere-ban de la seneschaucée de Lymosin, suivant leursd. privileges, d'une part, et le procureur du roy en lad. seneschaucee, defendeur, d'autre; veuz les privileges octroiez ausd. consulz, manans et habitans de lad. ville de Lymoges par les feuz roys, confirmation d'iceulx faicte par le feu roy nostre sire à present regnant, sentences sur ce intervenues par plusieurs gouverneurs et seneschaulx dud. pays de Lymosin, et mesmes par messire François de Pontbriant, gouverneur et seneschal dud. pays, en date des neufiesme d'octobre M. v^e quarante huict et vingt sixiesme de novembre M. v^e cinquante VII (*sic*), acte de la procedure faicte pardevant nous le septiesme jour du present mois de juing, contenant declaration des advocat et procureur du roy qu'ilz ne veulent soubstenir l'appointement donné par led. de Pontbriant contre lesd. consulz, et qu'ilz n'ont causes pour empescher que les habitans dud. Limoges ne joissent desd. privileges confirmez par le roy, ains requierent lesd. privilegez estre gardez suivant le vouloir dud. S^r, avec l'appointement pour, communication faicte au conseil, en estre ordonné comme de raison : le tout considéré, par advis du conseil. Avons maintenu et maintenons lesd. consulz, manans et habitans de lad. ville de Lymoges en leursd. privileges, franchises et libertez, suivant la forme et teneur desd. privileges, et les declaronz non subjectz au service dud. ban et arriere-ban de Lymosin, ne à la

contribution d'icelluy; le tout soubz le bon plaisir et vouloir du roy; et sera la presente sentence signifiée à tous ceulx qu'il appartiendra. *Ainsi signé* : « BERMONDET, F. LAMY, DE LA BORNE, DE LOMÉNIE, SUDUYRAUD, DE GRANDCHAUD ». Et plus bas est escript : Taxé *pro visitacione et consilio* quatre escus. — Prononcé en l'auditoire royal de la court de la seneschaucee de Lymosin par mons^r Bermondet, lieutenant general en absence desd. parties, ausquelles est ordonné que sera signifié le vingtiesme jour de juing l'an mil cinq cens cinquante-quatre. — Et, led. jour mesmes, a esté lad. sentence monstree et signifiée au procureur du roy, qui a faict responce qu'il n'approuvoit la qualité de defendeur, car n'avoit jamais defendu ne empesché que lesd. consulz et habitans de la present ville de Lymoges joissent de leurs privileges, requerant reparation de lad. instance; autrement proteste icelle fere reparer. Presens honorable M^r Joseph de Beaune, lieutenant et juge magistrat criminel, et Helias Chounyer, sergent royal. Et aussi a esté signifiée à Char-taignac, procureur desd. consulz, qui l'a acceptee.

Ainsi signé : DE DOUHET.

Sur la requeste presentee le premier jour de may mil cinq cens cinquante-cinq à nous, Gaultier Bermondet, S^r de Saint-Laurens et de La Quintane, conseiller du roy nostre sire, lieutenant general en la seneschaucee de Lymosin, au siege presidial de Lymoges, par les consulz, manans et habitans de la ville de Lymoges, contenant que, de tout temps et ancienneté, par privileges à eulx donnez par les roys, ilz sont exemptz pour les fiefz nobles et rentes censives qu'ilz tiennent et possèdent, de venir, envoyer ou contribuer au ban et arriere-ban ordonnez en la seneschaucee de Lymosin sur le faict des guerres; et, pour ce que aucuns y voulurent autrefois mettre empeschement, le feu roy Loys douziesme cassa et adnulla par ses lettres-patentes ce qu'avoit esté faict contre led. privilege et exemption, et d'abondant le leur confirma, comme appert par lesd. lettres-patentes du xii^e mars m. v^e et unze, executees par feu messire Germain de Bonneval, lors gouverneur et seneschal de Lymosin, le premier jour de may m. v^e treize, ce que depuis auroit esté confirmé par le feu roy François premier de ce nom, comme amplement est contenu par ses lettres-patentes en forme de chartre donnees au mois de janvier mil v^e quatorze, et signees : « Par le roy, DU TILLET », et scellees du grand scel du

roy en cire verd à lacz de soye : suivant lezquelz privileges ilz ont joy, usé de lad exemption, et sont esté declarez exemptz par les seneschaulx de Lymosin, et mesmes par messire François de Pontbriant, gouverneur et seneschal à present, oys sur ce les advocat et procureur du roy, et depuis lesd. privileges leur ont esté confirmez et approuvez par le roy nostre sire à present regnant, qui en a semblablement decerné ses lettres-patentes au mois de mars mil v^e quarante-sept, signees : « Par le roy, MATHIEU », qui auroient esté par nous verifiees et enterinees le neufiesme d'avril m. v^e quarante-huict; touteffois, aians esté advertiz que led. gouverneur moderne les auroit de nouveau indeuement quotisez à la contribution dud. ban et arriere-ban, en contrevenant ausd. privileges, se seroient retirez devers le roy nostre sire, qui, aiant fait veoir à son conseil privé lesd. privileges, de sa certaine science, plaine puissance et autorité royale, a dict et déclaré entendre et son vouloir estre que lesd supplians, tant en general que en particulier, joissent desd. privileges, sans qu'ils feussent contrainctz, taxez, quotisez ne contribuables au faict et service dud. ban et arriere-ban en quelque maniere que ce fust, voulant qu'ilz en demourassent francs, quictes et exemptz, comme est contenu en lad. declaration et lettres-patentes du quinziemes de juing m. v^e cinquante-quatre, signees : « Par le roy en son conseil, DE LAUBESPINE » : ce qui auroit esté verifié et executé le cinquiemes de decembre m. v^e cinquante-quatre par les gens tenans le siege presidial à Lymoges, et par nous aussi, par sentence du vingtiesme de juing m. v^e cinquante-quatre, oyz les gens du roy, feurent maintenuz en leurd. privileges : ce nonobstant, le vingt-quatriemes jour du moys d'avril dernier et autres jours subsequans, lesd. supplians ou aucuns d'eulx tenans fiefz nobles furent appelez ausd. ban et arriere-ban, où ilz presentarent leurs dictz privileges et lettres en presence desd. advocat et procureur du roy et de la noblesse illec assistant; et, pour ce que de leurs dictz privileges appertz notoirement et qu'ilz sont en possession d'en joyr, ont requis, veu ce que dessus, estre declarez exemptz dud. arriere-ban en executant lesd. lettres-patentes et nostred. sentence, et, suivant lesd. privileges, les rayer des rolles dud. arriere-ban, et les declarer d'abondant et par tant que besoin seroit deschargez et exemptz du service et contribution aud. ban et arriere-ban, et inhiber à tous de les plus enroller ne molester pour raison de ce. Oys sur ce les

advocat et procureur du roy, qui ont dict n'empescher l'enterinement de ladite requeste, veuy lesd. privileges et plusieurs autres sentences sur ce intervenues de plusieurs gouverneurs et seneschaulx de Lymosin et leurs lieutenans, ny que lesd. sentences et mesmes la moderne ne soit executee, par ce d'abondant, le tout veu et considere, avons ordonné et ordonnons que lesd. supplians seront desenrollez du rolle dud. arriere-ban suivant leurd. privileges et sentences sur ce intervenues jusques autrement en sera ordonné par le roy. Fait à Lymoges, le huitiesme jour de may M. v^e cinquante-cinq.

Signé : BERMONDET. J. CABAS, commis du greffier.

Les originaux desquelles chartres, confirmation, attaches, entérinements et autres procédures et pieces cy devant transcriptes et inserees nous avons fait veoir et visiter en nostre conseil, où ilz ont esté trouvez sains et entiers et sans vices, fautes ou suspicion, à cause de quoy nous avons faict à iceulx conferer et collationner lesd. transcriptions et insertion, et, parce qu'elles ont esté trouvees conformes et de mot à mot concordants ausd. originaux, nous les avons autentiquees et autorisees et, de noz certaine science, pleine puissance et autorité royale, autentiquons et autorisons, voulons et nous plaist qu'elles facent perpetuellement plaine et entière foy en tout et partout, ainsi que lesd. originaux seroient ou pourroient faire, et sans que lesd. supplians soient aucunement tenuz monstrier ne faire apparoir desd. originaux en premiere figure ne autrement que par la seule teneur et exhibition des presentes et du *vidimus* deument fait et collationné à icelles — Et, afin que ce soit chose ferme et estable à toujours, nous avons faict mettre et apposer notre scel à cesd. presentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Saint-Germain-en-Laye, au mois de juillet de l'an de grâce mil cinq cent cinquante-cinq, et de nostre regne le neufiesme.

Ainsi signé : Visa. Par le Roy, M^r Pierre DE SAINT-MARTIN, M^r des requestes ordinaires de l'hôtel, présent. — BURGENSIS, et plus bas : DE SAINT-MARTIN. Et scellé du grand scel dud. S^r à lacz de soye verte et rouge pendant avec le contrescel dud. S^r.

Collation a esté faicte à l'original susdit par moy, notaire et secretaire du Roy.

DE PROUHET {DE DOUHET?}, avec paraphe.

CONNÉTABLIE DE LA ROCHELLE

SIMON DE ROCHECHOUART

CONNÉTABLE

VICOMTE DE 1306 A 1316

On donnait autrefois le nom de *connétablies* à des bandes et compagnies de gens de guerre. Froissard appelle ainsi des escadrons et bannières de cavalleries : *constabularia*, *jurisdictio connestabilis*. — *Connétablie* est aussi le nom de la charge de celui qui commande ces compagnies et bandes, *cohortes*, *turmæ*.

On fait dériver le nom de *connétable* du celtique *konincs staphel*, qui signifie *garde du roi*, ou du latin de moyen âge *comes stabuli*, et *cuneus stabilis*. Anne Comnène, dans l'histoire de son père l'empereur grec Alexis Comnène, parle de *connétables*; Pachymère en fait aussi mention.

Le roi Jean de Valois ordonna que ces connétablies seraient composées de vingt-cinq à trente hommes, l'an 1354.

Un vieux document de nos archives départementales prouve qu'on avait établi en Limousin cette organisation près d'un demi-siècle avant la réglementation royale.

C'est une longue et étroite bande de parchemin, où Simon de Rochechouart, connétable de La Rochelle, sorte de gouverneur, écrit en latin et en caractères très-difficiles à lire, un état ou liste des chevaliers, écuyers et hommes d'armes qui composaient sa connétable. Il n'y a point de date; mais j'en ai trouvé une approximative dans l'histoire de la maison de Rochechouart publiée par le général comte de ce nom, à qui j'ai emprunté quelques détails sur le vicomte Simon.

Simon, vicomte de Rochechouart, fils d'Aimery et de Jeanne de Tonnay-Charente, naquit en 1262. Foucaud, son frère, était plus jeune que lui. Agé de onze ans, et quoique aîné de famille noble, il entra dans l'ordre des Dominicains, où il resta trois ans, et en sortit avant d'avoir quinze ans révolus. Le pape le releva de cet ordre monastique après les investigations d'une commission dont faisaient partie Jourdain Tisoni, prévôt de Rochechouart, Amédée de Mont-Cocu (*Monscuculli*), Almode de Marcillac, et autres chevaliers et damoiseaux. Après avoir quitté le froc, Simon prit le titre de seigneur de Saint-Laurent, terre que son père lui avait assignée, et embrassa avec ardeur la carrière des armes; il servit son roi et son pays avec autant de zèle et de dévouement que d'intelligence. Les titres qu'il obtint en récompense de ses services sont adressés à messire Simon, de Rochechouart, chevalier du roi de France, comme il l'écrivit au présent parchemin : Simon ne voulait pas être le chevalier du roi d'Angleterre, mais bien de son seigneur suzerain.

Il fut nommé par le roi de France Philippe le Bel son *conestable de La Rochelle*, l'an 1303, pour avoir empêché le transport des grains à l'étranger, et notamment à l'Espagne. Dans ses lettres-patentes, ce monarque lui donne des témoignages de sa confiance en sa fidélité.

Simon suivit Philippe le Bel avec tous les chevaliers des provinces qui le choisirent pour chef, et prit avec eux une part glorieuse à la bataille de Mons-en-Puelle, gagnée par le roi de France l'an 1304.

Il épousa, cette même année, Laura, fille de Jourdain III, prince de Chabanais, et d'Alix de Montfort, veuve de Raymond IV, vicomte de Turenne.

Il mourut en 1316, et voulut être enterré dans l'église des Dominicains de Saint-Junien.

Le roi de France reçut un legs de trois cents livres, comme un des exécuteurs de son testament.

Simon avait succédé, en 1306, à la vicomté de Rochechouart, après la mort d'Aimery IX, son neveu, qui avait affranchi les habitants, et constitué la commune de Rochechouart ; son parent Foucaud fut gouverneur de La Rochelle.

Je transcris le texte latin de cette pancarte, en développant les abréviations, et je traduis en français, en suppléant par des équivalents aux mots effacés ou aux lacunes.

*Presencia militum et scutiferorum
existentium in muntide (1) et
stabilita Rupelle in secacestre (2)
domini Symonis de Ruppeca-
vardi, militis domini regis
Francorum et constabularii ejus-
dem Rupelle.*

*Chevaliers et écuyers présents au
fort et à la garnison de La Ro-
chelle à la suite de messire
Simon de Rochechouart, che-
valier du seigneur roi des
Français et son connétable à La
Rochelle.*

Idem constabularius.
Gaucelinus de Melhac (3), scutifer.
Fulcaudus de Rupecavardi, scu-
tifer.

Ledit connétable.
Gaucelin de Meilhac, écuyer.
Foucaud de Rochechouart, écuyer.

Amelius Davidis (4), armiger.

Amelius de David, jeune écuyer,
homme d'armes.

P. Dompno (5), scutifer.

P. du Dognon, écuyer.

Dens Lori (6), scutifer.

Dominique de Lori, écuyer.

Jordanus Tiso (7), scutifer.

Jourdain Tison, écuyer.

P. Tethfont (7 bis), scutifer.

P. Tethfont, écuyer.

Guillelmus de Sto-Laurentio (8),
scutifer.

Guillaume de St-Laurent, écuyer.

Hugo Fulcaudi (9), scutifer.

Hugues de Foucaud, écuyer.

Presentes sunt de hospitio domini
constabularii :

Sont présents au logis (hôtel) du
seigneur connétable :

Dominus Guillelmus de Rupe (10),
miles.

Messire Guillaume de La Roche,
chevalier.

Heyraudus Chadens, scutifer.

Heyraud Chadens, écuyer.

Girard de Preunh (11) (biffé).

Effacé Gérard de Preunh.

Ademarus Bechada (12).

Adémar Béchade.

Fulconetus de Chastelluz (13).

Foulquet de Chastellux.

Isti sunt de societate (14) dicti do-
mini Guillelmi de Rupe.

Font partie de l'escouade du sus-
dit seigneur Guillaume de La Roche.

Habuit dictus dominus Guillelmus
pro se et scutiferis predictis viii^{xx}
vii libras xl solidos xi denarios.

Ledit seigneur Guillaume reçut
pour lui et les écuyers susdits huit
vingt-sept livres quarante sols onze
deniers.

- Dominus Guido Bruni** (15), miles. Le seigneur Guy de Brun, chevalier.
- Constantinus Maches** (16), scutifer. Constantin Maches, écuyer.
- Geraldus Ruffo** (16 *bis*), scutifer. Gérard Roux, écuyer.
- Geraldus Rotberti**, scutifer. Gérard de Robert, écuyer.
- Isti sunt de secacestre dicti domini Guidonis.** Ceux-ci sont de l'escouade dudit seigneur Guy.
- Habuit idem dominus Guido pro se et scutiferis suis** **IX^{xx} libras LI solidos III denarios.** Ledit seigneur Guy a reçu pour lui et ses écuyers neuf vingts livres cinquante-un sols quatre deniers.
- Guillelmus de Maruelh** (17), scutifer, baron. Guillaume de Mareuil, écuyer et baron.
- Guillelmus de Maruelh**, ejus filius, scutifer. Guillaume de Mareuil, son fils, écuyer.
- Bernardus Chabrou** (18), scutifer. Bernard Chabrou, écuyer.
- Helias de La Vautta** (19), scutifer. Hélie de La Voutte, écuyer.
- P. Chat** (20). P. Chapt (?).
- Habuit dictus Guillelmus de Maruelh pro se et scutiferis suis** **CCX libras.** Ledit Guillaume de Mareuil a reçu pour lui et ses écuyers deux cent dix livres.
- Guilhotus Le Breton**, scutifer, habuit **XXXIII libras XVIII solidos.** Guillaume Le Breton, écuyer, a reçu trente-trois livres dix-huit sols.
- Thomas Symonis** (20 *bis*), scutifer, habuit **XVI libras V solidos.** Thomas de Symon, écuyer, a reçu seize livres cinq sols.
- Rotbertus Seguini** (20 *ter*), scutifer. Robert de Séguin, écuyer.
- Perrotus Theobaldi**, scutifer. Perrot de Thibaud, écuyer.
- Scolin Rigau** (21), scutifer, habuerunt **CIX libras.** Colin Rigau, écuyer, reçurent cent neuf livres.
- Guillelmus Seguini**, scutifer. Guillaume de Seguin, écuyer.
- J. Malerant** (22), scutifer, habuit **XXXII libras V solidos.** J. Malerant, écuyer, reçut trente-deux livres cinq sols.
- J. Jolivet**, scutifer, habuit **X libras.** J. Jolivet, écuyer, reçut dix livres.
- Guillelmus Vigerii**, scutifer, habuit **XIX libras XV solidos.** Guillaume de Vigier, écuyer, reçut dix-neuf livres quinze sols.
- Sequuntur expensa de nunciis transmissis pro negociis domini regis Francorum.** Suivent les dépenses des messagers expédiés pour les affaires du sire roi des Français.
- In primis sunt Dnus W. de Rupe**, miles: ivit de Fec et die veneris in festo sancti Thomæ apostoli, et expendit, eundo, et redeundo, et faciendū moram ad curiam (23), **XXXVIII libras et X solidos.** Des premiers sont le seigneur Guillaume de La Roche, chevalier: il alla en France le vendredi avant la fête de saint Thomas apôtre, et dépensa en allant, revenant, et séjournant à la cour, trente-huit livres et dix sols.
- Item die veneris post Cineres**, dominus magister Johannes fuit transmissus in Fra, et expendit **Item le vendredi après les Cendres**, le seigneur messire Jean fut envoyé en France, et dépensa en allant et

eundo et redeundo, et faciendo moram ad eamdem, L solidos.

Item die veneris post *Oculi mei* (24), fuit dictus dominus Guillelmus de Rupe, miles, ivit in Fran^{am} pro negociis domini regis Francorum illustris, et expendit eundo et redeundo, et faciendo moram ad curiam, xxxiii libras xiii denarios.

Item die lunæ post *Latare*, *Jerusalem* (25), dominus constabularius solvit et deputavit Yvonet Vogerin, barbi tonsorem et ejus fratrem : x solidos pro labore quem sustinuerunt ad capiendum Chalop S^{te}-Mariæ de Fontearabie.

Item XL solidos Thomæ Baco eidem ca et pro eo qui præparavit.

Item, die jovissequente, viii libras Nicholao Berengier, pro eo qui equitavit et præparavit quod Michelyres le flament caperet.

Item, die martis post festum Paschæ, dominus constabularius misit in Fran^{am} ad Liedis (26) dominum Penot Rouffet pro negociis domini regis, et expendit eundo et redeundo, et faciendo moram, xxv solidos et xiii denarios.

Dictus Penot ivit post festum Pentecostes Par....., et expendit xv solidos.

Item Amelius Davidis, qui cum eo ivit ultro Par..., et expendit xv libras.

ccc lxxx et xv libras et x solidos (27).

revenant, et séjournant à la même cour, cinquante sols.

Item le vendredi après *Oculi mei*, ledit seigneur Guillaume de La Roche, chevalier, alla en France pour les affaires du sire illustre roi des Français, et dépensa en allant et revenant, et séjournant à la cour, trente-trois livres treize deniers.

Item, le lundi après *Latare*, *Jerusalem*, le seigneur connétable paya et envoya Yvonet Vogerin, barbier, et son frère : dix sols leur furent comptés pour la peine qu'ils prirent dans la capture de Chalop de Sainte-Marie de Fontarabie.

Item quarante sols à Thomas Bacon pour le même travail et pour celui qui l'aida.

Item, le jeudi suivant, huit livres à Nicolas Bérengier, pour celui qui chevaucha et facilita le Flament dans la prise de Michelyres.

Item, le mardi après la fête de Pâques, le seigneur connétable envoya à Liedis en France le sieur Penot Rouffet pour les affaires du sire roi, et il dépensa en allée, retour et séjour, vingt-cinq sols et treize deniers.

Ledit Penot alla après la fête de la Pentecôte à Par....., et dépensa quinze sols.

Item, Amelius de David, qui l'accompagna volontairement à Par....., dépensa quinze livres.

Sept cent quatre-vingt-quinze livres et dix sols.

Il est vraiment à déplorer que le temps soit venu augmenter par ses ravages les imperfections de cette pièce, qui offrirait d'intéressants détails sur le salaire des hommes d'armes, les frais de voyage, etc., au commencement du xiv^e siècle. Le connétable Simon de Rochechouart la rédigea sans doute de sa main au milieu du bruit des armes, et n'y épargna ni les ratures, ni les abréviations, ni les mots mal écrits, et par suite mal lus. J'ai dû tâcher d'approcher du sens de cet état militaire

en employant quelques équivalents : ainsi, aux renvois 1 et 2 du préambule, j'ai rendu le mot *muntide*, à cause de sa ressemblance avec *munitionne*, par le *fort* de La Rochelle; mais le mot *secacestre* m'a présenté plus de difficultés : je n'ai trouvé ni l'un ni l'autre dans aucun dictionnaire; et, procédant par analogie, j'ai choisi le mot *escouade*, partie d'une compagnie : *escouade* dérive du vieux mot *escu*, bouclier; le terme grec *kestre* signifie *petit bouclier*. *Sequax*, *sequus* et *sequa*, *pedisequus* et *pedisequa*, sont composés d'un adjectif qui veut dire *volontaire*, homme qui suit de bonne volonté; et, comme cette troupe consiste en cinq ou six hommes (nombre qui formait les escouades), et tous écuyers, je ne crois pas m'éloigner trop de l'intention de l'écrivain. Si ce mélange de grec et latin ne paraît pas convenable, le mot latin *cestrum* signifie arme pointue : alors notre escouade serait composée d'hommes armés de piques. Simon a écrit *societatre* pour *societate*, ce qui permet de croire qu'il n'était pas toujours correct.

(3) Le nom de Meilhac est celui d'une seigneurie limousine.

(4) Celui de David est très-ancien en Limousin : les David de Las Tours, les David des Étangs, etc. Amelius de David, chevalier, figura dans des actes de 1304 et 1307.

(5, 6, 7, 7 bis, 8 et 9) *Dognon*, *Lori*, *Tison* (souche de la famille des Cramaud), Teyfon, aujourd'hui Barbe-Teyfon, Saint-Laurent et Foucaud, du Limousin.

(10) Gui de La Roche, le père ou le parent de celui qui défendit si vaillamment la *cité* de Limoges.

(11) Girard de Preunh, d'une famille attachée aux Rochechouart.

(12 et 13) Béchade de Chalucet, de Chastellus, de la Marche.

(14) *Societate* serait peut-être mieux traduit par « compagnie » ; mais elle n'est pas plus forte qu'une escouade.

(15, 16 et 16 bis) Les Brun de Luzignan, comtes de la Marche et d'Angoulême, rois de Chypre et de Jérusalem ; — Macheix, seigneurie en Bas-Limousin ; — Roux de Romain et de Château-Rocher, limousins.

(17) Mareuil, une des quatre baronnies du Périgord : les Beynat, Biron et Bourdeille.

(18) Chabrou de Lospinasse : un damoiseau de ce nom figure dans un acte de 1307.

(19 et 20) De La Voulte, fils du duc de Levi Ventadour; Chapt de Rastignac (?), l'un limousin, l'autre périgourdin.

(20 bis) Il y a encore des Simon à Rochechouart.

(20 ter) Des familles Séguin sont connues en Limousin comme en Angoumois.

(24 et 22) Rigaud, famille de St-Junien; Perry de Malérant, famille d'Angoumois.

(23) J'ai traduit *curiam* par « la cour », sans pouvoir fixer où elle était, le roi dans ces temps de guerre changeant souvent de résidence. L'abréviation permet à la rigueur de lire *in Franciam*; mais le lieu commençant par *Pa*..... n'est pas assez bien écrit pour adopter *Paris* : Poitiers conviendrait mieux.

(24 et 25) Les 3^e et 4^e dimanches de carême.

(26) *Liedis* n'a pu s'expliquer.

(27) Il y a trop de lacunes pour pouvoir vérifier si le total des sommes est juste : je me bornerai à rappeler que le marc d'argent valait 6 fr. en 1303, et qu'il redescendit à 3 fr. environ trois ans après. Si l'on pouvait donc prendre pour base la valeur du marc d'argent à cette époque, et la nôtre au taux de 48 fr. actuel, notre monnaie vaudrait trois fois celle portée au manuscrit, et ses huit cents livres environ représenteraient 42,800 fr.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, Officier d'académie.

Limoges, le 26 décembre 1862.

TABLE

DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNAGES

*Inscrits sur les Monnaies mérovingiennes du Limousin, d'après
la description de ces Monnaies par M. Maximin Deloche.*

NOMS DE LIEUX.

NOM LATIN.	NUMÉROS des pièces sur les planches et dans le texte de l'ouvrage de M. Deloche.	POSITION DE L'ATELIER.
<i>Abrianaco</i> (1) (dans le champ, <i>Lemo</i>).....	»	Abriac (Corrèze) ?
Peut-être le même qu' <i>Aprianco</i> .		
<i>Agenno</i>	80	Ajain (Creuse).
<i>Ambaciaco</i>	30, 31	Ambazac (Haute-Vienne).
<i>Analiaco</i>	27	Naillac (Creuse).
<i>Aprianco</i>	37	Abriac (Corrèze).
Peut-être le même qu' <i>Abrianaco</i> .		
<i>Argenta vic</i>	87	Argentat (Corrèze) ?
<i>Arlonaco</i>	98	} Arnac-Pompadour (Corrèze).
<i>Artunaco vico</i>	112	
<i>Baracillo</i>	28, 29, 111	} Brilliau-Fa (Creuse).
Le même que <i>Bricilloo</i>	108, 109, 110	
<i>Barro castro</i>	88	Bar-sur-Corrèze (Corrèze).
<i>Bienate pago</i>	68	Beynat (Corrèze).
<i>Blatomago</i>	73, 74, 75	Blon ou Blond (Haute-Vienne).
<i>Blatomo-Sci Mart (ini)</i>	76	Blon ou Blond (Eglise de) Hte- Vienne).
<i>Boneculias</i> ou <i>Bonecu- lius</i>	86	Bonceil (Indre).
<i>Breiciaco</i> (pour <i>Ber- ciaco</i>).	128	Berchat (Corrèze) ou Bersac (Haute-Vienne).
<i>Bricilloo</i>	108, 109, 110	} Voir plus haut <i>Baracillo</i> , le même que <i>Bricilloo</i> .
<i>Brilliac</i>	85	
<i>Briona</i>	32	Brillac (Charente).
<i>Briva vico</i>	62, 63	Brionne (Creuse).
<i>Cabanisio</i>	46	Brive-la-Gaillarde (Corrèze).
<i>Cabiriaco vico</i>	54	Chabonais (Charente).
<i>Cabrianeco</i>	35, 36	} Chabrac (Corrèze). Voir <i>Cantriaco</i> n° 55 et <i>Curisiaco</i> n° 56.
<i>Cantriaco vico</i>	55	
Pour <i>Cabiriaco vico</i> ?.	»	Voir <i>Cabiriaco</i> .

(1) Deux tiers de sou appartenant à M. le comte de Chasteigner, de Bordeaux, portent cette inscription en légende. Comme M. Deloche n'en a pas eu les empreintes à sa disposition, il n'a pu ni les décrire ni les faire graver sur ses planches. Il les indique d'après le *Compte-rendu du Congrès scientifique de France* (session de 1859), T. I^{er}, p. 273.

NOM LATIN.	NUMÉROS des pièces sur les planches et dans le texte de l'ouvrage de M. Deloche.	POSITION DE L'ATELIER.
<i>Caroticus</i>	18	Chervix (Haute-Vienne).
<i>Cese monte (In)?</i>	89	Voir <i>In Cese m(onte)?</i>
<i>Choissr</i>	125	Lieu inconnu du Limousin.
<i>Ciciaco</i>	124	Cissac (Corrèze).
<i>Ceintiniaco</i>	38	
<i>Cintinaco</i>	Pièces décrites d'après Conbrouse.	Chignac (Corrèze).
<i>Cociaco</i>	34	
<i>Conpriniaco</i>	11	Coussac-Bonneval (Hte-Vienne).
<i>Cornilio castro</i>	64, 114	Compreignac (Haute-Vienne).
<i>Curisiaco tico</i>	56, 57, 58	Cornil (Corrèze).
<i>Danacohi vic. (Dahinaco)</i>	104	Cursac (Haute-Vienne).
<i>Eburio castro (E. R. dans le champ. Ecclesie ratio)</i>	53	Dagnac ou Dignac (Corrèze)?
<i>Egalo</i>	121	Eyburie (Corrèze).
<i>Esandone</i>	115	Eyjeaux (Haute-Vienne).
<i>Espaniaco</i>	70	Yssandon (Corrèze).
Le même que <i>Spaniaco</i>	71	Espagnac (Corrèze).
<i>Etira tico</i>	61	Lieu inconnu du Limousin, dans le voisinage de Naves (Corrèze).
<i>Ferruciaco</i>	82, 83	
Le même que <i>Firru- ciac</i>	84	Fursac (Creuse).
<i>Gemeliaco</i>	16, 90, 99	
Le même que <i>Gemi- liaco</i>	14, 15	Jumilach (Grand-) (Dordogne).
<i>Glanmo</i>	126	
<i>In Ces em (oute?)</i>	89	Glanne (Lot) ou Glény (Corrèze).
<i>Lemorecas</i>	5, 6, 7, 8 (1)	Montceix (St-Nicolas-de-) (Corr.)?
<i>[Le] moticis</i>	10	
<i>Lim..... civi</i>	4	
<i>Limodecas</i>	9	Limoges (Haute-Vienne).
et		
<i>Limoregas</i>	122	
<i>Lemovir (Ratio Eclisie)</i>	1	Limoges (Eglise de).
<i>Loco Sancto</i>	23	
Le même que <i>Loco Sancto</i>	24, 101	Lieu inconnu du Limousin.
et		
<i>Loco Santo</i>	22, 102, 103	
<i>Marciaco</i>	20, 105	Marsac (Creuse).
<i>Maugonaco</i>	19	Magnac-Bourg (Haute-Vienne).
<i>Medunocla</i>	17	Maisonnais (Charente).
<i>Montiniaco</i>	79	Montignac (Creuse).
<i>Nontron ou Non- troni?</i>	91	Nontron (Dordogne)?
<i>Notoantru</i>	120	Nouhant (Creuse).
<i>Noro tico (2)</i>	77, 78, 123	Nouic ou Novic (Haute-Vienne).
<i>Palatium (Eclis[ie] Ratio)</i>	21	Le Palais (Haute-Vienne).

(1) Il existerait en outre, d'après le témoignage de MM. Conbrouse et Guillemot, deux triens de *Lemorecas* qui ne sont pas gravés dans les planches de M. Deloche.

(2) Il existe une quatrième pièce de Nouic (*Nororico*) signée du même monétaire que les n^{os} 77, 78, et 123 et décrite par Conbrouse (*Atlas des monn. nat. méroving.*).

NOM LATIN.	NUMÉROS des pièces sur les planches et dans le texte de l'ouvrage de M. Deloche.	POSITION DE L'ATELIER.
<i>Paoliaco</i>	92	Pauliac (Corrèze) ?
<i>Patiaso vigo</i>	93	Pageas (Haute-Vienne) ?
<i>Lemêmeque Patigasos</i>	94	
<i>Petrafacta</i>	25	Peyrafiche (Haute-Vienne).
<i>Pino</i>	106, 107	Pineau (Haute-Vienne).
<i>Potento</i>	95	Château-Ponsat (Hte-Vienne).
<i>Racio Aeclis-L.E.M.O.</i>	2	
<i>Racio Aeciasme</i> (lisez <i>Aeclesiæ</i>).....	3	Eglise de Limoges.
<i>Ratio Aeclis-Lemovix.</i>	1	
<i>R. E (Racio Ecclesiæ)</i>	53	Voir <i>Eburio</i> .
<i>Rico Dunin</i>	45	Rieu près Dun (Creuse).
<i>Rivisum</i> (?).....	65	Lieu inconnu situé dans la Corr.
<i>Rufacu</i>	117	Rouffiac (Cantal).
<i>Sagilione ou Sugilione</i> <i>vico</i>	81	Voir <i>Sugilione</i> .
<i>Sagraciaco</i>	40	
Le même que <i>Saraciaco</i>	»	Voir <i>Saraciaco</i> .
<i>Sagraciaco</i> (?).....	96	
Douteux qu'il soit le même que <i>Sara-</i> <i>ciaco</i>	»	
<i>Sa...co (Salliaco ?)</i> (1).	66	Seilhac (Corrèze).
<i>Salviaco</i>	26	Sauviac (Haute-Vienne).
<i>Saraciaco</i>	39	
Le même que <i>Sagra-</i> <i>ciaco</i>	40	Sarazac (Dordogne).
<i>S...niaco (Saviniaco</i> <i>ou Selaniaco</i>	41	Savignac (Dordogne) ou Sala-
<i>Sci Mart(ini) Blatomo</i>	76	gnac (Corrèze). Voir <i>Selaniaco</i> .
<i>Sco Aredio</i>	42, 43	Eglise de Blon ou Blond. Voir
Le même que <i>Sco Aro-</i> <i>dio</i> (2).....	44	<i>Blatomo</i> .
<i>Selaniaco</i>	33, 127	Saint-Yrieix (Haute-Vienne).
<i>Sennamauro</i> (3).....	12	Salagnac (Corr.). Voir <i>S...niaco</i> .
<i>Serolennum</i>	13	Sénard-Montrol (Hte-Vienne).
<i>Seroenno</i>	69	
et		Sarrou (Corrèze).
<i>Sironno</i>	100	
<i>Silaniaco</i>	97	Lieu étranger au Limousin, pro-
<i>Sol...enof ou Lonc...tos</i>	116	bablement en Orléanais.
<i>Spaniaco</i>	71	Localité du Limousin encore in-
Le même que <i>Espa-</i> <i>niaco</i>	70	connue.
<i>Sugilione ou Sagilione</i> <i>vico</i>	81	Voir <i>Espaniaco</i> .
<i>Talito castro</i>	60	Lieu inconnu du Limousin.
<i>[To]rinna</i>	67	Teillol (Corrèze).
<i>Userca</i>	47, 48, 49, 50, 52, 119, 119 et 130	Turenne (Corrèze).
<i>Userca castrum</i>	51	Uzerche (Corrèze).
<i>Ussalia (castrum)</i> ...	59	Ussel (Corrèze).
<i>Vallaria vico</i> (4).....	72, 118	Vallière (Creuse).
<i>...l...te</i>	113	Lieu inconnu du Limousin.

(1) La Bibliothèque impériale possède un second triens, décrit dans le texte de M. Deloche.

(2) Il y a aussi une pièce à la légende *Scus Aredi*, décrite d'après Bouteroue.

(3) Un deuxième triens, décrit dans le texte, est absent de nos planches.

(4) Il existe au cabinet des médailles un troisième triens avec la même légende.

NOMS DE PERSONNAGES.

NOTA. Sauf le nom *Clodoveus*, inscrit sur les n^{os} 4 et 67, et qui désigne le roi Clovis II, tous les noms de personnages doivent être, suivant nous, considérés comme étant ceux de monnayeurs.

NOMS DES PERSONNAGES.	NUMÉROS des pièces sur les planches.	NOMS DES PERSONNAGES.	NUMÉROS des pièces sur les planches.
<i>Abundantius</i>	97 (1)	<i>Cundovaldus</i>	124
<i>Acolenus</i>	76	<i>Cundovaldus</i> ou <i>Gundovaldus</i> . Voir <i>Gundovaldus</i>	17
<i>Acu...con so?</i>	81	<i>Dacovaldus</i>	23, 24, 102
<i>Adelemarus</i>	116	<i>Dacovaldus</i> (P).....	103
<i>Ado</i>	128	<i>Dacovaldus</i>	101
<i>Aegulfus</i>	29	<i>Dacocolum</i>	59
<i>Ansoinus</i>	9	<i>Daulfus</i>	5
<i>Ansoinus</i>	122	<i>Deorricilus</i>	94
<i>Arvilordus</i>	8	<i>Diacioaldio</i> pour <i>Dacovaldo</i>	22
<i>Ascaricus</i>	7	<i>Domulfus</i>	2
<i>Autoaldus</i>	33	<i>E. dechisilus</i>	126
<i>Autobodus</i>	27	<i>Elian[us]?</i>	113
<i>Autonius</i>	14	<i>Elici</i> pour <i>Eligius</i> dans le champ...	4
<i>Autharius</i>	35, 36, 37	<i>Eodulfus</i>	79, 120
<i>Avilaldus</i>	91	<i>Eosevius</i>	96
<i>Baidenus</i>	54, 55, 56	<i>Eperinus</i>	85
<i>Baselianus</i>	50	<i>E...udrius</i> ou <i>F...udrius</i>	44
<i>Basilianus</i>	40	<i>Falco</i>	63
<i>Baudegisilus</i>	100	<i>Flanulfus</i> (4).....	"
et		<i>Flanulfus</i>	77, 78, 123 et peut-être 86
<i>Baudigisilus</i>	13 et 69	<i>Fravardus</i>	57, 58
<i>Baudolefus</i> (2).....	43	<i>Clavio</i>	72, 118
<i>Baudolenus</i>	42	<i>Gondolenos</i>	70
<i>Belto</i>	33	<i>Cruellus</i> ou <i>Gruello</i> ..	61
<i>Bobbolus</i>	80	<i>Gundoaldus</i>	83, 84
<i>Bodo</i>	39	<i>Gundovald</i>	92
<i>Bonoaldus</i>	34	<i>Gundovaldus</i> ou <i>Cundovaldus</i>	17
<i>Bonus</i>	64, 114	<i>Ilanulfus</i> (pour <i>Flanulfus</i> ?).....	86
<i>Boselinus</i> (3).....	"	<i>Ildebodus</i>	106, 107
<i>Boso</i>	10	<i>Ilerius</i> (?).....	41
<i>Bosolenus</i>	66	<i>Lannecu</i>	95
<i>Cadolefus</i> [gravé à tort sur les planches pour <i>Baudolefus</i>].....	43	<i>Ledegiselus</i>	115
<i>Ceranius</i>	29, 105	<i>Leodardus</i>	89
<i>Charvaricus</i>	32		
<i>Clodoveus, rex</i>	4		
<i>Clodoveus</i>	67		
<i>Costa...ianus</i> (<i>Constantianus</i>).....	87		

(1) Cette pièce n'a pas été frappée en Limousin. (Voir dans la table des noms de lieux, au mot *Silaniaco*).

(2) On a gravé *Cadolefus*, mais à tort.

(3) Pièce décrite dans le texte, mais non gravée sur les planches.

(4) Pièce décrite dans le texte, mais absente des planches.

NOMS DES PERSONNAGES.	NUMÉROS des pièces sur les planches.	NOMS DES PERSONNAGES.	NUMÉROS des pièces sur les planches.
<i>Leodesius</i>	117	<i>Saturnus</i>	6, 11
<i>Leod</i>	52	<i>Savelo</i>	73, 74, 121
<i>Leodulfus</i>	46	<i>Seco</i>	68
<i>Madelinus</i>	26	<i>Telais ou Telfus</i> ...	129, 130
<i>Manui</i>	48	<i>Teodoaldus</i>	82
<i>Mariatus</i>	98	<i>Teodolenus</i>	18, 40
<i>Marinianus</i>	1	<i>Teodulfus</i>	19
<i>Mariuceos</i>	88	<i>Teodoraldus</i>	124
<i>Maurus</i>	51	<i>Theodolenus</i>	45
<i>Moderatus</i>	28, 108, 109	<i>Thibatus</i>	125
<i>Mod...us</i> (corrompu de <i>Moderatus</i>)....	111	<i>Thibatus</i> (1).....	"
<i>Naitioal</i> (<i>Nin-</i> <i>toald</i> ?).....	104	<i>Tirtexindus</i>	71
<i>Nectarius</i>	16, 90, 99	<i>Ugo</i>	47
<i>Notadicus</i> (.).....	21	<i>Ursio</i>	62
<i>Omacius</i>	3	<i>Ursulfus</i>	128
<i>Passencius</i>	30	<i>Ursus</i>	15
<i>Passincius</i>	31	<i>Url</i>	119
<i>Plooridus</i>	65	<i>Vedolenus</i> (2).....	"
<i>Racnulfus</i>	93	<i>Vinoald</i> (3).....	"
<i>Ridulfus</i>	53	 <i>mun mon</i>	25
<i>Salornus</i>	12	 <i>lilus</i>	60
		 <i>oaldus</i>	110
		 <i>ndui</i>	112

(1, 2 et 3) Pièces mentionnées dans le texte de M. Deloche, mais absentes de ses planches.

MONOGRAPHIE

DU CANTON D'AIXE-SUR-VIENNE.

*A Monsieur le Vice-Président de la Société Archéologique
et Historique du Limousin.*

MONSIEUR,

Je vous envoie, d'après le désir que vous avez bien voulu manifester, la *Monographie du canton d'Aixe*. En l'écrivant, je ne me suis proposé qu'un but, celui d'exposer en peu de mots, et sans rester dans la sécheresse d'une simple nomenclature, tout ce que j'ai cru devoir être agréable au lecteur. Je n'ai même pas reculé devant certaines observations d'un intérêt purement local ; car, si l'on écrit pour tout le monde, il faut le faire un peu aussi pour ceux dont on décrit la demeure et les mœurs.

J'avoue que je n'ai pas été sans scrupule en voyant l'étendue de mon travail ; mais j'ai retranché peu, en considérant qu'il représentait au moins la vingtième partie de l'ouvrage que se propose la Société, beaucoup de cantons étant loin d'offrir le même intérêt.

Le plan que j'ai suivi devra nécessairement être modifié, en donnant plus d'extension à ce qui fait la physionomie propre de chaque localité. Le voici :

I. — Aspect général du canton. — Accidents principaux du sol. — Rivières. — Nature du sol ; éléments qu'il fournit à l'industrie. — Productions naturelles. — Agriculture. — Langage. — Mœurs. — Commerce. — Industrie.

II. — Description particulière de chaque commune :

1^o Aixe. — Situation et description de la ville et du château. — Institutions. — Voies de communication.

Monuments. — L'église. — La chapelle d'Arliquet. — La chapelle des Pénitents. — L'abbaye de Tarn. — La chapelle du Dognon. — Le pont.

Souvenirs historiques. — Époque gauloise. — Époque romaine. — Époque du moyen âge. — Époque moderne.

2^o Verneuil. — 3^o Saint-Priest-Sous-Aixe. — 5^o Beynac et Bosmie. — 6^o Jourgnac. — 7^o Burgnac. — 8^o Saint-Martin-le-Vieux. — 9^o Séreilhac.

Veuillez, Monsieur le Vice-Président, si votre indulgence ne l'en juge pas indigne, communiquer ce travail aux membres de la Société Archéologique, et les prier de vouloir bien l'agréer comme une marque de ma profonde sympathie, et du vif regret que j'éprouve de ne pouvoir assister à leurs savantes réunions.

L'abbé ROUGERIE.

CANTON D'AIXE-SUR-VIENNE.

Aspect général du pays. — Le canton d'Aixe fait suite, au sud-ouest, à celui de Limoges. Traversé ou cotoyé par la Vienne depuis le pont de l'Aiguille jusqu'à Saint-Victurnien, il s'incline légèrement avec elle vers le couchant. La rive droite, avec ses coteaux exposés aux rayons du midi, fournit à Limoges des primeurs et des fruits en abondance; la rive gauche, un peu moins précoce, est généralement plus boisée.

Rivières. — Dix communes forment ce canton. Elles se déroulent sur les plateaux accidentés que contournent les pentes des vallées profondes où courent la Vienne et ses tributaires la Briance, l'Aixette et l'Aurance. De nombreux petits ruisseaux arrosent les vallons. Toutes ces eaux serpentent sur la roche primitive, qu'elles ont dénudée.

Nature du sol; éléments qu'il fournit à l'industrie. — La base du sol est formée de plusieurs variétés de micaschistes, excellents pour les constructions, ou d'un granit grossier, que traversent de nombreux filons de quartz et de feldspath, dont quelques-uns sont utilisés pour l'émail à porcelaine. Au-dessus est une couche sédimentaire, blanche ou grise, fréquemment rouge et grasse, qui supporte la terre végétale. Sur les bords de la nouvelle route d'Aixe, ces dépôts contiennent de nombreux galets et plusieurs couches de sable; près de Pagnac, ils sont utilisés dans la fabrication des gazettes, et on exploite leurs sables réfractaires; aux Betoules, près de Séreilhac, ils entretiennent de nombreuses tuileries.

Produits naturels du sol. — Sur les bords de toutes les eaux croissent en abondance l'aulne et le peuplier. D'excellentes prairies naturelles tapissent d'une verdure ininterrompue le fond et les premières pentes de toutes les vallées. Les pentes rapides sont couvertes de taillis ou de grands arbres, parmi lesquels abondent le hêtre, le chêne et le châtaignier. Les plateaux et les terrains légèrement inclinés produisent le froment, le seigle, le blé noir, la pomme de terre, le maïs et des fourrages artificiels. La vigne, qui se trouve çà et là dans des replis de terrain, est plus fréquente autour de Verneuil. Le sol, extrêmement divisé, surtout dans la commune d'Aixe, n'offre qu'un petit nombre de grandes propriétés. Des soins intelligents en ont amélioré la culture, qui commence à employer les engrais artificiels : la chaux n'y a fait que de rares et timides apparitions.

La fertilité du sol, les nombreux accidents de terrain et la beauté du paysage, qui ont mérité à ce canton le titre de *Petite Suisse intérieure*, l'ont fait couvrir de riantes habitations d'été, où un grand nombre de familles viennent passer la belle saison.

Langage. — Le patois limousin est la langue familière des artisans et des cultivateurs : c'est un dialecte très-accentué, qui diffère peu de celui de Limoges. Ébranlé dans Aixe, où l'on commence à prendre la bonne habitude de parler français aux jeunes enfants, il règne en souverain dans tout le reste du canton.

Mœurs. — Il s'était conservé dans Aixe une certaine simplicité, dernier vestige des anciennes mœurs, qui disparaît peu à

peu devant le luxe et la recherche. Les sentiments religieux ont de profondes racines dans le cœur de cette population laborieuse, et il y a peu de paroisses où l'église soit plus fréquentée.

Commerce. — Presque tout le monde se livre à l'industrie ou au commerce, qui a pris un développement considérable. Les veaux, les bœufs, les chevaux, les vins du Périgord et les grains sont les principales branches de ce commerce, qui roule presque tout entier sur les objets de première nécessité. De nombreux magasins d'épicerie, de quincaillerie et de nouveauté pourvoient aux besoins de la ville et des campagnes voisines, dont la population s'y transporte en grand nombre chaque dimanche. Aixe en est le centre d'approvisionnement, comme aussi le principal débouché.

Industrie. — Les branches d'industrie les plus importantes sont la minoterie, les filatures, la préparation de l'émail et de la pâte à porcelaine, les cuirs, le carton, les toiles. Il s'y fabrique aussi un pain bien connu dans toutes les fréries et dans toutes les foires du pays sous le nom de *ridortas*; il fait les délices des paysans, et un certain nombre d'habitants d'Aixe vont le vendre à d'assez grandes distances.

Situation et description de la ville. — Aixe, appelée *Azia* dans la Chronique de Saint-Martial au XIII^e siècle, est située au confluent de la Vienne et de l'Aixette, près de celui de l'Aurance. On a cru voir dans ce nom une étymologie caractéristique de cette abondance des eaux qui arrosent son territoire.

Une longue rue, divisée en deux branches pour contourner l'église, forme la ville proprement dite, où se faisaient remarquer jadis des portes, des fenêtres ogivales et de curieuses charpentes en saillie sur les rues. Chaque année emporte ces souvenirs du vieux temps. Bourg-Neuf, sur la rive droite de l'Aixette, et Outre-Vienne, dont le nom indique la situation, sont deux faubourgs unis à la ville par le double pont de la Vienne et de l'Aixette.

Sa position aux abords de Limoges, ses ponts sur deux rivières, firent toujours d'Aixe une place importante pour laquelle eut à inquiéter ou à défendre la capitale du Limousin : c'est ce qu'attestent ses souvenirs. Elle était ceinte d'une muraille que dessinent aujourd'hui le ravin de l'Aixette, le petit

chemin des Fossés, devenu champ de foire, et la route impériale de Paris à Barèges. L'entrée de la route des Cars a conservé le nom de Porte-aux-Roux. Au centre, l'église, avec ses épaisses murailles, ses mâchicoulis et ses meurtrières, pouvait servir de forteresse.

Château. — Entre les deux ponts, une porte surmontée d'une tour commandait le passage. A peu de distance, sur la pointe d'un rocher à pic qui domine le confluent de la Vienne et de l'Aixette, se dressaient les murailles du château, commandées elles-mêmes par un donjon élevé, bâti, en 1206, par Guy III, fils d'Aymar V, vicomte de Limoges, et péniblement démoli vers 1809 pour en tirer de la pierre à bâtir. Des jardins entourés de précipices ont remplacé la forteresse, dont il reste à peine aujourd'hui quelques pans de murailles, que fait disparaître peu à peu le pic du carrier, en détruisant le roc qui leur sert de fondement. Du côté de Bourg-Neuf, on voit par l'orifice d'un puits la voûte d'une vaste citerne qui alimentait le château; à quelques pas de là s'ouvrait un souterrain où pouvait passer facilement un homme tout armé, et qui, d'après la tradition, débouchait, à une assez grande distance, près du ruisseau de Lapeyrière.

Près du château, et peut-être dans la même enceinte, était le fief du Barry, possédé par la famille de Beaupoil de Sainte-Aulaire, qui était venue s'y établir à la suite des guerres de la succession de Bretagne, où elle avait vaillamment combattu pour la cause de Charles de Blois.

Le pont de Malassert, dont il ne reste que le cintre d'une arche ogivale, donnait un second passage sur l'Aixette près de la Porte-aux-Roux.

Institutions. — Aixe est le chef-lieu du canton civil et du doyenné ecclésiastique. Sa population agglomérée compte 4,700 âmes, et sa population éparse 4,400. Il y a un curé, deux vicaires, une justice de paix, un receveur d'enregistrement, deux notaires, un bureau de poste et une brigade de gendarmerie. L'instruction est donnée aux enfants par deux instituteurs, une institutrice et une communauté de religieuses, qui a des pensionnaires, des externes et une école gratuite. Il est regrettable que le conseil municipal n'ait pas étendu le bienfait de l'enseignement à la partie la plus intéressante de ses administrés, en acceptant, au prix d'un léger sacrifice, une salle

d'asile pour laquelle M. le préfet et la communauté des religieuses avaient généreusement pris l'initiative.

Voies de communication. — La communication avec Limoges est facilitée par deux routes, l'une de 40 kilomètres, montueuse et peu fréquentée; l'autre, de 43 kilomètres, toujours unie, tantôt serpentant côte à côte avec la Vienne et le chemin de fer de Limoges à Périgueux, tantôt s'écartant de la rivière, sans jamais la perdre de vue. L'œil y est sans cesse attiré par des ouvrages d'art ou des coteaux accidentés et par les flots tour à tour paisibles ou impétueux qui font mouvoir d'importantes usines, et se jouent autour des flots entre deux rives boisées. La route, aussi animée que le paysage, est presque toujours couverte de promeneurs, de voitures légères, de chariots pesamment chargés; et, huit fois par jour, les omnibus d'Aixe viennent prendre leur part de cette incessante activité. Plusieurs routes secondaires facilitent les communications avec tout le pays environnant.

Monuments. — L'église de Sainte-Croix est un édifice roman dont il est fait mention pour la première fois en 1440. Son plan est un carré, au-dessus duquel quatre piliers ronds et un peu lourds soutiennent une voûte ogivale renforcée de nervures. Au midi sont accolées trois chapelles latérales en style flamboyant du *xv^e* siècle. Les murs, d'une remarquable épaisseur, résistent sans contreforts à la poussée des voûtes. — Cet édifice garde le souvenir des époques orageuses qu'il a traversées. Sous la toiture sont ouvertes de petites fenêtres carrées et des meurtrières; la porte principale est dominée par des mâchicoulis, du haut desquels on pouvait écraser les assaillants. Le clocher, quadrangulaire à la base, octogone dans la partie supérieure, est percé de baies ogivales. Jusqu'à la révolution, cette église ne fut qu'une annexe, et on la désignait dans les actes sous la qualification d'*église d'Aixe, paroisse de Tarn*.

Chapelle d'Arliquet. — La chapelle d'Arliquet, sur les bords de l'Aurance, et dans un délicieux vallon, a été enrichie de nombreuses indulgences par un bref du 6 novembre 1855. C'est un lieu de pèlerinage cher aux habitants d'Aixe et des paroisses voisines. De nombreux moyens de transport en facilitent l'accès aux personnes étrangères, qui viennent en foule à

certaines époques de l'année prier Notre-Dame d'Arliquet. Les principales fêtes sont la Nativité (8 septembre) et le mercredi de Pâques. Il a été publié une notice sur le pèlerinage et sur les indulgences attachées à ce sanctuaire, dont l'existence est signalée pour la première fois en 1602. ●

La chapelle des pénitents est une construction moderne, qui appartient à la compagnie dont elle porte le nom.

Il ne reste plus de traces de l'ancienne abbaye de Tarn, fondée en 1202 par Aymeric Martel. L'église, remarquable par la hardiesse de ses voûtes, fut démolie au commencement de ce siècle.

La chapelle du Dognon, détournée à des usages profanes depuis la révolution, est de 1330; elle était entourée d'un cimetière.

Le pont de la Vienne est composé de sept arches. Sa physiologie était jadis celle des ponts Saint-Étienne et Saint-Martial de Limoges. Elle changea lorsqu'il fut élargi par les arceaux qui en masquent les deux faces. Le cintre en ogive paraît néanmoins au-dessous des arcades. Il est animé par une circulation très-active.

Souvenirs historiques. — Le canton d'Aixe n'a gardé aucun souvenir de l'époque gauloise.

La domination romaine n'y a laissé d'autre vestige que les tronçons dégradés de la voie romaine qui allait de Clermont à Saintes par Limoges et Chassenon. Descendant les coteaux de Verneuil, elle passait la Vienne sur le pont de Piles, et traversait une partie de la commune de Saint-Priest avant de pénétrer dans celle de Cognac.

Aixe paraît pour la première fois dans les chroniques en 982 : Bernard de Comborn, abbé de Solignac, y construisit quelques chapelles, avec le consentement de Hildegard, évêque de Limoges. Elles furent acquises vers 1156 par l'abbé de Saint-Martial.

En 1082, le château d'Aixe est assiégé en même temps que la ville de Limoges par Guillaume VI, duc d'Aquitaine, qui fait la guerre à Aymar II, vicomte de Limoges; mais le comte d'Angoulême, Foulques Taillefer, l'oblige à lever ces deux sièges, et à s'enfuir du Limousin.

Vers 1180, pendant les divisions qui arment les enfants d'Henri II Plantagenet, Aymar V, vicomte de Limoges, parcourt

le Limousin avec ses troupes pour le soumettre à l'obéissance du jeune Henri, qu'il a reconnu pour duc. Il prend la ville et le château d'Aixe, où il laisse une garnison de 1,200 Basques, et va mettre le siège devant Saint-Laurent-sur-Gorre. Mais bientôt, apprenant que le duc Richard (Cœur de Lion) vient sur lui d'Angoulême, il lève le siège, et se replie en toute hâte vers Limoges. A Saint-Priest-sous-Aixe, son infanterie, atteinte par les troupes de Richard, est mise en déroute, et perd beaucoup de monde. Le vainqueur, poursuivant sa route, arrive à Aixe, s'en empare, fait crever les yeux à quatre-vingts de ses défenseurs, et tuer ou noyer les autres dans la Vienne.

En 1206, Guy III, vicomte de Limoges, relève les murailles et la tour du château d'Aixe, pour s'en faire une place de défense contre le roi Jean sans Terre, qui s'empare néanmoins du château en 1214; mais Guy le reprend trois ans après. — Le château fut encore enlevé par Louis le Gros, fils de Philippe-Auguste, après la confiscation des propriétés de Jean sans Terre, dont il faisait partie.

Le 14 mars 1265, les hommes d'armes, les bourgeois et tous les habitants de la ville d'Aixe assiégèrent dans le château Adhémar de Maulmont, qui en était gouverneur, ses frères et sa famille, à cause des vexations dont ils prétendaient avoir à se plaindre. L'intervention du sénéchal de France en Limousin fit accepter un compromis, qui délivra les assiégés. A peine libres, ils oublient les conventions, se fortifient dans le château, le munissent de vivres, percent des meurtrières, et commencent à inquiéter les habitants à coups de pierres et de traits. Ceux-ci entourent de nouveau la place, et en font le siège. A cette nouvelle, la vicomtesse Marguerite, propriétaire du château, appelle au secours ses vassaux de Bourgogne, vient camper à Beynac avec son armée, et fait tous ses efforts pour délivrer le gouverneur et pour détruire la ville. Après divers incidents, et grâce à l'intervention du doyen de Tours, du bailli d'Orléans, députés par le roi, et de l'évêque de Limoges, on se donna des garanties mutuelles, et les habitants d'Aixe restèrent en paix *pour cette fois*, dit le chroniqueur.

Cette même vicomtesse Marguerite, fille du duc de Bourgogne, voulant se venger des bourgeois de Limoges, qui avaient refusé de la reconnaître pour suzeraine, fit frapper à Aixe, en 1271, une monnaie, qui reçut le nom de Limousine (*Lemoria*). Les bourgeois refusèrent de la recevoir, et ce litige fut longue-

ment plaidé au tribunal du roi de France, qui les contraignit de l'accepter, par cette considération qu'ils l'avaient eux-mêmes reconnue conforme à la monnaie courante.

En 1272, Marguerite voulut recommencer la guerre contre Limoges; mais le roi l'en empêcha. Néanmoins elle entretenait à Aixe et à Chalusset des hommes d'armes qui interceptaient les approvisionnements de la ville, s'emparaient de ce qui appartenait aux bourgeois, répandaient le blé, coupaient les oreilles et la queue des animaux employés aux charrois, afin de détourner les paysans, et commettaient toutes sortes d'avanies. Ils furent excommuniés par le chapitre de Limoges pendant la vacance du siège.

Sur ces entrefaites, les bourgeois de Limoges, ayant eu le malheur de prêter serment de fidélité au roi d'Angleterre, virent se tourner contre eux le roi de France, Philippe III le Hardi. Ce prince fit rendre les gens de la vicomtesse qui avaient été faits prisonniers, et refusa d'écouter les bourgeois, et de s'interposer pour leurs propres captifs, pendant que les Aixois, encouragés, portaient le pillage et la dévastation jusque sous les murs de la ville. Aussi il fut décidé qu'on ferait contre eux une expédition. Le lendemain de la saint Martin, 11 novembre 1272, une armée *innombrable*, dit le chroniqueur, sortit de Limoges, et marcha sur Aixe. Elle fit beaucoup de mal à la ville et aux environs, et plusieurs de ses hommes furent pris ou tués.

Peu après, le roi d'Angleterre et sa femme, étant venus à Limoges, furent comblés d'honneurs par les habitants, qui désiraient les attacher plus étroitement à leur cause. Édouard se laissa gagner, et il les fit soutenir par son sénéchal, qui remporta une grande victoire sur l'armée de la vicomtesse. Il y eut une foule de blessés et de prisonniers, et un certain nombre de morts; une bannière fut prise, et plusieurs chevaux restèrent sur la place. Excités par la reconnaissance, les bourgeois prêtèrent de nouveau serment de fidélité au roi d'Angleterre, qui fit signifier à la vicomtesse d'avoir à cesser les attaques; mais elle n'en voulut rien faire.

En 1273, quelques jours après la Sainte-Croix (mi-septembre), la garnison d'Aixe fit irruption contre les vendangeurs de Limoges près de Balezis (commune d'Isle). A cette nouvelle, ceux de la ville accourent en armes, et les poursuivent jusqu'à Aixe, où ils brûlent plusieurs pressoirs et plusieurs maisons dans le faubourg. Enorgueillis de cette victoire, ils sortent le di-

manche suivant avec des tambours, des trompettes et des instruments de musique, poussent jusqu'à Aixe, passent la Vienne à gué, livrent aux flammes le bourg de Saint-Priest, mettent l'église au pillage, et maltraitent indignement le prêtre qui se disposait à célébrer la messe. En revenant sur Aixe, ils mettent le feu à deux faubourgs, et s'avancent jusqu'aux portes. Mais là s'arrêtent leurs exploits. Saisis tout à coup d'une terreur panique, et poursuivis par la garnison, ils se dispersent dans la campagne, et perdent trente-sept hommes égorgés, une foule de prisonniers, deux bannières, un grand nombre de boucliers et plusieurs machines de guerre. A son tour, la vicomtesse envoie ses gens exercer des représailles : ils s'avancent jusqu'au pont Saint-Martial, incendiant les pressoirs, et détruisant les vignes; puis ils se replient vers le faubourg Mont-Jovis, d'où on ne parvient à les chasser qu'après leur avoir tué quelques hommes et quelques chevaux.

Après ces événements, le roi d'Angleterre fit appel à la justice du roi de France en faveur des habitants de Limoges. Pour toute réponse, il reçut ordre de les délier du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté, et de les remettre sous la juridiction de la vicomtesse. Néanmoins la guerre continua encore en 1274 sous les gens d'Édouard, qui, de Limoges, où on le comblait d'honneurs et de témoignages de soumission, sollicitait toujours auprès du roi, par ses messages, qu'un arrêt vînt mettre fin à la guerre en faveur de ses protégés.

Malgré toutes ces démarches, la ville eut beaucoup à souffrir, et les gens de la vicomtesse allèrent jusqu'à La Souterraine piller les biens des habitants de Limoges. Enfin Édouard se rendit en personne auprès du roi, qui ne lui avait pas fait de réponse, et il laissa dans la ville une garnison considérable, non pour faire la guerre (car il avait reçu ordre de s'abstenir), mais pour la défendre en cas d'attaque.

En 1274, pendant l'octave de Saint-Martial (premiers jours de juillet), le seigneur de Valence, appelé par son neveu le roi d'Angleterre, vint au secours de Limoges avec deux barons anglais et plusieurs hauts personnages. L'armée de la ville se mit alors en campagne avec deux cents Anglais revêtus de cuirasses. Elle fit de grands ravages dans les blés et dans les vignes, et rentra après avoir eu quelques-uns de ses hommes atteints de projectiles, mais assez légèrement.

Peu après, le 15 juillet, le sénéchal du roi d'Angleterre et le

seigneur de Valence vinrent assiéger la ville d'Aixe avec l'armée de Limoges. Un ingénieur du roi qui les assistait avait construit plusieurs machines, qu'on transporta devant les murailles avec tout leur matériel. Elles lançaient du soufre et des projectiles enflammés pour incendier la place, qui se trouvait vivement pressée. Alors survint un exprès du roi de France avec des lettres qui faisaient défense de continuer la guerre, et qui assignaient les parties à comparaître devant le roi pour terminer judiciairement toute l'affaire. On mit le feu aux machines, et le siège s'arrêta le 24 juillet, après neuf jours d'inutiles efforts.

Un arrêt survint qui évinça le roi d'Angleterre de ses prétentions, et soumit les habitants de Limoges à la justice de la vicomtesse. Marguerite prit solennellement possession de la ville, et fit arborer ses bannières sur les quatre portes principales.

Cette même année, des experts du roi de France firent une enquête à Aixe sur les dommages causés durant le siège; et, après quelques discussions, le roi d'Angleterre fut condamné à payer 23,643 livres 3 sols et 8 deniers aux habitants. Ainsi fut terminée cette guerre de la vicomté, dont un moine de l'abbaye de Saint-Martial tenait fidèlement le journal. Quoiqu'elle ait couvert presque toute la campagne de ruines, le temps en a presque entièrement effacé le souvenir chez les habitants du pays.

Les vignes et les pressoirs, que les deux parties détruisaient avec acharnement, ont disparu des environs de Limoges, et il n'en reste plus à Aixe qu'une faible quantité. Les routes du Périgord et de la Saintonge n'ont pas été étrangères à ce résultat, en facilitant le transport de vins qui ont fait oublier ceux des coteaux de la Vienne.

En 1304, il tomba subitement dans la vallée de l'Aurance une telle quantité de pluie que les moulins furent presque entièrement détruits.

En 1364, le prince de Galles reçut à Aixe une députation des bourgeois de Limoges.

Vers 1422, la comtesse de Penthievre habitait le château d'Aixe.

En 1428, le sieur de L'Aigle, profitant de l'absence de Ponthon de Xaintraillles, se fortifia dans le château d'Aixe, et de là il fit long-temps la guerre aux habitants de Limoges.

Le 48 décembre 4529, les eaux de la Vienne s'élevèrent à plus d'une toise au-dessus du pont d'Aixe.

En 4569, pendant les guerres de religion, Coligny marcha de Chalus sur Aixe, et s'en empara. Pour le reprendre, le duc d'Anjou accourut de Couzeix, établit son quartier général à Isle, et fit mettre le feu aux faubourgs. Après un combat vigoureux, Aixe fut enlevé aux religionnaires, et leur armée se retira en désordre vers Saint-Junien.

Écrivains et hommes célèbres. — « Le territoire d'Aixe a vu naître : Pierre de Barry, abbé de Saint-Martial, personnage d'une grande piété, qui succéda à Pierre de Cluny, et mourut en 4474 ; — Victorin Tarneaud, récollet, provincial de Toulouse en 4659, auteur d'un ouvrage de controverse intitulé : *Le Glaive, bouclier des catholiques* ; — Salomon Goyraud, autre récollet, auteur de plusieurs ouvrages, mort en 4746. — C'est au château du Barry, près du pont d'Aixe, qu'est né le poète académicien de Beaupoil de Sainte-Aulaire. » (L'abbé ARBELLOT : *Guide de l'étranger en Limousin.*)

COMMUNES DU CANTON D'AIXE.

VERNEUIL.

La commune de Verneuil est située sur la rive droite de la Vienne : elle compte 2,432 habitants. Quelques fragments de la voie romaine de Limoges à Chassenon se voient près du village des Vazeix. Elle traversait la Vienne au *pont de Piles*, où l'on aperçoit, à l'époque des basses eaux, quelques traces des fondations.

Le château de Pennevayre, où Louis XI et son frère le duc de Berry s'arrêtèrent en revenant de Bayonne à Limoges, a disparu.

SAINT-PRIEST-SOUS-AIXE.

A Saint-Priest-sous-Aixe, sur la rive gauche de la Vienne, et vis-à-vis de Verneuil, le pays est très-boisé : la *forêt d'Aixe* en occupe une partie considérable.

La voie romaine, en montant du *pont de Piles*, passait au village des Richards : on en retrouve les traces près des villages de Leygnac et d'Airain.

Saint Martin des Arades, confesseur de Charles Martel, mourut en passant à Saint-Priest, et y fut enterré en 726. — Il y eut une bataille en 1180, et le bourg fut incendié en 1273. (*Voyez AIXE.*)

SAINT-YRIEIX-SOUS-AIXE.

Saint-Yrieix-sous-Aixe, sur la rive gauche de la Vienne, a 658 habitants. L'église fut restaurée en 1496.

BEYNAC ET BOSMIE.

Ces deux communes, réunies en une seule paroisse, occupent la rive gauche de la Briance et de la Vienne au-dessus d'Aixe. Elles comptent 904 habitants.

La compagnie du chemin de fer de Limoges à Périgueux a établi dans la commune de Beynac une station, principalement destinée au service d'Aixe, qui en est éloignée de 6 kilomètres.

Jean du Puy de Noix, général des dominicains à la fin du xiv^e siècle, et qui joua un grand rôle au concile de Constance, était de Beynac.

JOURGNAC.

Journac, sur la rive gauche de la Briance, a 684 habitants. Le château de La Béchadie joua un rôle pendant les guerres de la ligue. Il fut pris en 1589 par les ligueurs. L'année suivante, le vicomte de Pompadour y mit en déroute les troupes royales, qui venaient de prendre Ladignac.

BURGNAC.

Burnac est une commune de 400 âmes, traversée par le chemin de fer de Limoges à Périgueux, dont les stations les plus rapprochées sont celles de Beynac et de Nexon. Elle a une église romane, mentionnée en 1101 dans un acte où elle est mise sous la dépendance du prieuré d'Aureil.

SAINT-MARTIN-LE-VIEUX.

Saint-Martin-le-Vieux, dont le territoire est situé sur les deux rives de l'Aixette, a une population de 878 habitants. Son église, bâtie sur le plan de celle de Burgnac, fut restaurée en 1490.

SÉREILHAC.

La commune de Séreilhac, arrosée par de petits affluents de la Vienne et de l'Aixette, est traversée par la route impériale de Paris à Baréges. C'est après Aixe la commune la plus importante du canton : elle compte 2,494 habitants. Le sanctuaire de son église est roman, et la nef gothique.

Il y a une chapelle à Texon.

Le village des Betoules possède des tuileries importantes, dont les produits s'écoulent sur Limoges.

Les sieurs de Lascaux et de Rochefort se sont fait remarquer sur les champs de bataille du règne de Louis XIV.

ABBAYE DE DALON

Dans l'ancienne paroisse de Saint-Trié ou Trojan (4), jadis du diocèse de Limoges, et qui garde encore son administration communale, quoique unie pour le spirituel à la paroisse de Boisseuil du diocèse de Périgueux; au milieu d'une large vallée où coule le ruisseau de Dalon, affluent de la Lauvezère (non de la Vezère), et d'où surgissent divers mamelons; vallée humide pourtant, dont les bois et les pâturages font la richesse, se dressent, à côté de superbes ruines, qui dessinent le plan vaste, simple et commode des anciens monastères, un corps de logis en magnifiques pierres de taille : il a 35 mètres de long sur 40 de large : c'est ce qui reste de l'abbaye de Dalon.

De ce site l'on aperçoit, au milieu d'une foule de hameaux, les bourgs de Segonzac, de Saint-Robert et de Teillot, puis le château de Puy-Lavayne. Si des religieux avaient pu s'y réinstaller au commencement de ce siècle, la belle église abbatiale serait encore debout, formant une croix latine avec sa flèche élancée et ses deux bas-côtés, dont il ne reste que deux chapelles; les vastes dépendances de la maison n'auraient pas non plus disparu. L'isolement de ce lieu l'avait protégé contre les passions révolutionnaires, et l'acquéreur national n'était point hostile. Mais ces vandales qu'on a justement nommés *bande noire*, comme quelque chose de hideux, ces hommes qui prennent plaisir à supputer les centimes de bénéfice produits par les carrés de pierre et les charretées de moëllon d'un monument, ont abattu l'église. Les misérables ! ils n'ont pu faire du moëllon que 50 cent. la charretée. Heureusement il y avait plus

(1) Et non dans la paroisse de Saint-Sylvestre de Teilloux, quoi qu'en dise l'auteur du *Gallia christiana nova*.

de bénéfice à conserver le corps de logis principal : il est de 1777 (4).

Dalon est le troisième des sept monastères d'hommes qu'on attribue d'ordinaire à Géraud de Salis. Avant de lire les faits qui se rattachent à cette maison, on prendra sans doute plaisir à connaître la vie de son fondateur. La voici d'après un anonyme du XIII^e siècle qui paraît être un moine de Chastelliers, où l'on conservait le manuscrit original :

I.

« Géraud naquit en Périgord, au bourg (*in vico*) de Salis. Son père se nommait Foulque (*Fulco*), et sa mère *Adeardis*, l'un et l'autre de famille distinguée, riche, chrétienne et pieuse (*inclyti et locupletati*). Ils avaient trois fils, qui furent trois flambeaux de la vie religieuse : Géraud, Grimoard et Foulque. Quelqu'un a dit de Géraud :

Gyraudus, gente generosus, corpore, mente,
Petragoræ pago fulsit quia lucis imago.

» Tout jeune encore, Géraud fut envoyé dans les écoles, où il étudia les belles-lettres. A la maison, sa très-pieuse mère lui apprenait à craindre Dieu, et à s'abstenir du péché. L'enfant délibéra de bonne heure de s'attacher à la seule chose nécessaire, et, après bien des luttes secrètes, résolut de vivre dans la solitude, et d'éviter le gouffre de la damnation.

» A cette époque, vivait Robert d'Arbrissel, un homme de Dieu, vénérable, méprisant les choses caduques et périssables, et n'ayant soif que de son salut. Entre autres grandes œuvres, il institua à Fontevrault un fervent monastère de filles. Il parlait des choses de Jésus-Christ. Les foules l'écoutaient, et admiraient la grâce qui découlait de ses lèvres. Géraud plaça sa jeunesse sous la férule de cet habile maître, et, par son conseil,

(1) M. Desprot, curé de Segonzac, a eu la bonté de me fournir des renseignements sur l'état actuel de l'abbaye de Dalon. Mon vénérable ami M. Pierre Laforest, auteur du bel ouvrage *Limoges au XVIII^e siècle*, a pris la peine d'analyser, à mon intention, dans Martène (*Amplissima collectio*, T. VI, col. 989-1006) la Vie de Géraud de Salis. Je donne textuellement son travail.

se consacra à Dieu sous l'habit de chanoine régulier dans le couvent de Saint-Avit (*monasterio Sancti Aviti*). Ce couvent n'était pas éloigné du bourg de Salis. Les parents de Géraud, vrais serviteurs de Dieu, se réjouirent de la détermination de leur fils : ils ne s'abandonnèrent point aux larmes comme ceux qui n'ont point d'espérance.

» Géraud se fit remarquer dans le couvent par la pratique de toutes les vertus de la vie religieuse. Peu à peu ses supérieurs l'engagèrent dans les ordres sacrés, et il fut élevé à la dignité de diacre, contre sa volonté ; car la sublimité du sacerdoce effrayait son humilité.

» Après avoir ainsi long-temps vécu hors du monde, sous la discipline de la règle, Géraud, arrivé à l'âge viril, résolut de tenter des choses plus difficiles, et, de l'avis de son religieux et illustre maître (*religiosum et famosum*) Robert d'Arbrissel, embrassa la vie érémitique, et se livra à toutes les austérités de ce genre de vie. Il pratiqua surtout de rigoureuses abstinences, disant : « Adam a été chassé du paradis terrestre pour avoir mangé : il faut reconquérir le paradis terrestre par le jeûne ».

» Et, parce qu'il était entièrement crucifié au monde, son âme était fréquemment ravie en de sublimes contemplations. Que de nuits entières passées en extase devant vous, bon Seigneur Jésus ! Ce que d'autres apprennent par l'étude et la méditation de la loi divine, votre esprit, Seigneur, le lui suggérait. La nature extérieure, les bois, les arbres, lui parlaient de vous ; car toute créature crie : « Dieu m'a fait, *Deus me fecit* ! »

» Ainsi doué de la science acquise et aussi de la science infuse, Géraud se sentit inspiré par l'esprit de Dieu de porter le nom de Jésus devant tout peuple et toute nation (*coram omni natione et gente*). Il brillait comme une escarboucle (1) (*carbunculus*), comme un feu, comme un astre. Sa charité se répandait parfumée, pénétrante, active, embrasée et bouillonnante (*superebulliente*). Il semait ainsi par tout pays la parole de Dieu, et ne se lassait pas de jeter le filet. Il faisait office d'évangéliste, et nul n'était privé de sa chaleur (*nec erat qui absconderet se a calore ejus*).

» La réputation de Géraud se répandit au loin, parmi les évêques. Le seigneur Pierre, évêque de Poitiers, homme de vie et de science illustre, lui serra la main à jamais (*dextram dedit*

(1) Ou comme un petit charbon : *carbunculus* a les deux sens.

ei interminabilis caritatis), et lui confia le soin d'administrer à sa place, lui déléguant son autorité ordinaire. Plusieurs évêques l'honorèrent d'une confiance toute pareille.

» En même temps, beaucoup de particuliers convertis par lui commencèrent à lui offrir des terrains et des domaines, et le prièrent d'y bâtir des monastères pour les hommes et pour les femmes. Le premier de ces monastères fut Cadoin ou Cadouin (*Caduinum*); le deuxième, Grandselve (*Grandis Sylvam*); le troisième, Dalon (*Dalonem*); le quatrième, Bournet (*Bornetum*); le cinquième, *Alodia*; le sixième, *Absiam Gatinæ*; le septième, Chastelliers (*Castellaria*).

» C'est là, c'est à Chastelliers qu'il est enseveli. Il semble que, ayant travaillé, il se soit reposé de toutes ses œuvres le septième jour.

» Il avait fondé deux autres monastères, *Tutionem* et *Bibionem* pour des religieuses (*ad monialium regionem* (4)).

» A *Tutione*, d'accord avec son très-saint maître Robert d'Arbrissel, il mit des religieuses; et il voulut que cette maison fût chef d'ordre (*matrem et caput ordinis*), et que Fontevrault (*Fontem Ebraldi*) fût la fille de *Tutionis*; ce qui dura quelque temps, jusqu'au jour où, faute d'eau, les *Tutionenses* furent contraintes de changer de domicile, et d'entrer à Fontevrault, et de fille qu'elle était la maison de Fontevrault alors devint mère. La maison de *Bibione* fut l'objet des complaisances particulières du fondateur. La pauvreté de cette retraite la lui rendait chère, et il s'y réfugiait souvent. Les maisons par lui fondées en engendrèrent d'autres, et eurent ainsi les honneurs de la maternité. Il institua dans tous ces monastères la pure règle de Saint-Benoît. Cette règle fut pratiquée sans augmentation, sans diminution ni omission, ni aucune modification (2). Mais venons à l'histoire.

(1) Dans ses *Vies des Saints du Poitou*, M. Ch. de Chergé attribue à Gérard de Salles un plus grand nombre de fondations, car il dit à la page 232 : « Outre l'abbaye de Cadouin, Giraud de Salles fonda celles de Grandselve, au diocèse de Toulouse; de Gondom, au diocèse d'Agen; d'Allonne (*lisez de Dalon*), au diocèse de Limoges; de Bournet, au diocèse d'Angoulême; de Font-Douce et de Châtres, au diocèse de Saintes; de L'Absie, du Pin, des Chastelliers et de Bonnevaux, au diocèse de Poitiers, etc., etc. »

R.-P.

(2) L'abbé Nadaud fait remarquer que l'auteur cité par dom Martène est ici dans l'erreur, puisque, d'après le cartulaire de Dalon, Gérard de Salis

» Foulque, père de Géraud, après avoir long-temps vécu dans le monde, fit au siècle ses adieux, et, ayant, dans sa dernière maladie, revêtu l'habit religieux, il mourut jeune encore, plein de mérites. Sa veuve, par le conseil de Géraud, embrassa la vie religieuse.

» Grimoald, frère de Géraud, ayant quitté les livrées du siècle, fut chapelain près de *Tustonium* (*professus est cum cappellanita apud Tustonium*), puis prieur à *Castellarium*; après la mort de son frère, il fut élu abbé de Sainte-Marie-des-Alleus (*de Allodiis*), au diocèse de Poitiers. Plus tard, il fut fait évêque de Poitiers; mais il mourut la même année. Il mourut le 6 des calendes d'août (le millésime n'est pas indiqué), et fut enseveli chez les religieuses de Fontevrault.

» Foulque, l'autre frère de Grimoald, prit l'habit d'ermite à *Boscavium*, et fournit une longue carrière de bonnes œuvres. Il fut enterré dans le chapitre de Boscavium. Après beaucoup d'années (*post multum temporis*), son corps, objet d'une grande vénération, fut transféré dans l'église. Le corps, au moment de la translation, fut trouvé intact, sans aucune lésion ni aucun signe de putréfaction, parfaitement conservé. — Revenons à Géraud.

» Géraud mourut l'an de N.-S. 1120 (*millesimo centesimo vigesimo*). Il fut le contemporain de saint Bernard, qui fut nommé abbé de Clairvaux en 1114. Géraud conduisit l'abbé de Clairvaux à Cadouin (*Caduinum*); mais les religieux de Cadouin refusèrent d'embrasser la règle de Cîteaux, et, se moquant du saint abbé, coupèrent la queue de son cheval (*et apposuerunt adhuc sancto peccare, roncium quo vehebatur cauda truncare*).

» Les religieux de Grandselve, chez qui Géraud conduisit Bernard, accueillirent saint Bernard avec plus de respect : ils le saluèrent comme un ange de Dieu, et se placèrent sous sa discipline. (Le narrateur se trompe : c'est seulement en 1145, long-temps après la mort de Géraud, que le monastère de Grandselve se donna à l'ordre de Cîteaux. — *Note des éditeurs.*)

» Géraud mourut à Chastelliers (*Castellarias*), l'an de grâce

n'assujettit ces religieux à aucun ordre ni à aucune profession, les laissant passer leur vie dans la simplicité évangélique. D'après la même source, ce fut seulement après la mort du fondateur, arrivée en 1120, que ces religieux prirent l'habit monacal et la règle de Saint-Benoît, à l'imitation des Cisterciens.

R.-P.

1120 (1), le 12 des calendes de mai, c'est-à-dire le 20 avril, à la pointe du jour (2), au milieu des siens, plein de jours et de vertus.

» L'évêque de Poitiers, Guillaume II, du nom d'Adelenius (*Adelenius nomine*), assista aux obsèques.

» Géraud fut enterré dans le monastère de Chastelliers, dans la chapelle de la sainte Vierge, au côté gauche de l'autel (3).

» En 1249, l'abbé Thomas, aidé de quelques-uns de ses frères, creusa le tombeau, et, à sa grande joie, retrouva les restes vénérés du serviteur de Dieu. Il déposa la tête en un petit vase doré, et le corps en un tombeau de marbre, fabriqué en forme d'arche, et posé sur six colonnes de pierre, sur le local du tombeau primitif. — (Col. 4006.) »

II.

D'après le cartulaire de Dalon, dont on trouve des extraits dans le *Gallia christiana* de Denis de Sainte-Marthe (T. II, *instrumenta*, col. 201-203), Géraud de Salis vint établir des religieux à Dalon l'an 1114, et non en 1117, 1119, 1120 ni 1124, comme l'ont dit Robert (*Gallia christiana*, p. 567), les deux frères de Sainte-Marthe (*Gallia christiana vetus*, T. IV, p. 326) et dom Martène (*Thesaurus anecdotarum*, T. III, col. 126).

Géraud de Las Tours et Goulfier, son frère, avaient donné en perpétuelle aumône, pour le salut de leur âme et pour celles de leurs parents, à Dieu, à la bienheureuse Marie et au vénérable Père Gérard de Salis, tout ce qui pouvait leur appartenir dans la forêt de Dalon, ainsi que les droits de dixme et autres droits seigneuriaux sur toutes ces terres et sur celles que les religieux acquerraient des feudataires desdits Géraud et Goulfier. Ceux-ci recommandaient en outre à leurs descendants non-seulement de n'inquiéter en rien les disciples présents ou futurs de Gérard de Salis, mais encore de protéger Dalon contre tout agresseur. De son côté, Gérard de Salis, acceptant la do-

(1) His concinit chronicon Malleacense, apud Labbeum : *Biblioth. nova*.

(2) M. de Chergé dit, je ne sais d'après quel auteur, le 9 août 1127.

R.-P.

(3) Le texte dont ces lignes donnent l'analyse est contenu dans les colonnes 989-1003 du T. VI de l'*Amplissima Collectio* de dom Martène.

nation, la consacra à Dieu, de telle sorte que, mettant à part les droits du Saint-Siège et ceux de l'évêque diocésain, toujours réservés, personne ne dut prétendre en faire sa propriété, ou y avoir juridiction. Les témoins de cet acte furent Étienne, alors prêtre de Boessent, qui devint prieur à Dalon; Pierre, abbé de Castres, au diocèse de Périgueux, et Bernard Gauberti, prêtre de Segonzac (1).

(1) IN NOMINE DOMINI JESU CHRISTI. AMEN.

INCIPIT LIBER FUNDATIONIS ET DONATIONUM ABBATIÆ

B. MARIE DALONIS.

Anno ab incarnatione Domini nostri Jesu Christi M. C. XIV, indicatione VII, epacta XII, domno Paschali romano pontifice feliciter regente, Eustorgio episcopo Lemovicensi sedi presidente, regnante Ludovico, rege Francorum, superstita Ademaro, vicecomite Lemovicensi, domnus Geraldus de Salis eremum quæ ab hominibus Dalonium dicebatur expetiit, atque ad servitium omnipotentis Dei quosdam de fratribus suis ibidem constituit. Geraldus siquidem de Turribus et Golferius, frater ejus, qui eremi illius dominium jure hereditario possidebant, ab omni sæcularium dominatione et calumpnia liberam et quietam fieri decreverunt, et Dei famulo hujusmodi testamentum fecerunt :

« Ego Geraldus de Turribus, et ego Golferius, animarumstrarum et omnium parentum nostrorum utilitati providentes, donamus Deo, et B. Mariæ, et venerabili patri Geraldo de Salis, in perpetuam elemosinam, quicquid habebamus vel habere poteramus, vel aliquis de nobis habebat, in nemore quod vulgo Dalonium nuncupabatur; atque successoribus nostris, cum omni testificatione, prohibemus ne illius discipulis tam præsentibus quam futuris, usque in finem sæculi, ibidem Deo deservientibus, aliquam tyrannidem seu dominationem, vel aliquam vexationem inferre, præsumant; sed ipsum Dalonii locum ab aliorum incursibus seu molitionibus præcipimus ut quantum potuerint defendant. Donamus etiam supradictis fratribus terras quas de fœnalicibus suis acquirere poterunt, et decimas terrarum quas terras a nobis seu ab aliis hominibus acquisierunt, et quæ juris nostri erant. Tum venerabilis magister sic prosecutus est : Ego Geraldus, Dei gratia servorum Dei minister, quamvis indignus, constituo, et inviolabili decreto confirmo quod totus præsens locus ecclesiæ videlicet Dalonensis, ab omni ecclesiastica vel sæculari subjectione sit libera, et quasi propria Christi camera, insignibus sublimetur, salvo apostolico jure et diocæsani pontificis dignitate. Porro si aliquis, externus sive domesticus, propriæ libertatis dignitate eam frustrare tentavit, tanquam decretorum temerarium violatorem, nostra sodalitate indignum, a corpore atque societate nostræ fraternitatis alienum esse decrevimus. Huic rei tunc interfuerunt Stephanus, tunc sacerdos de Boessent, postea Dalonensis prior; domnus Petrus, abbas Castrensis; Bernardus Gauberti, sacerdos de Segonzac, etc. » *Gallia christiana nova*, T. II : *instrumenta*, col. 201.

Cependant les moines de Tourtoirac en Périgord revendiquèrent la propriété de Dalon, et, sur la demande de Géraud de Salis, Eustorge, évêque de Limoges, réunit à Dalon même, pour décider ce différend, Guillaume, évêque de Périgueux; Maurice, abbé de Solignac; Guy, abbé de Tourtoirac; Adémar, vicomte de Limoges; Gérard et Goulfier de Las Tours; Itier de Born, et plusieurs autres, tant ecclésiastiques que laïques. Devant cette vénérable assemblée, un moine de Tourtoirac nommé Constantin vint dire que le territoire de Dalon lui appartenait (*et locum Dalonis utpote in sua pertinentia constitutum calumniavit*). Les vieillards du voisinage, appelés en témoignage, affirmèrent qu'ils n'avaient jamais vu cultiver cette solitude, ni dire qu'on l'eût jamais cultivée. Ils ignoraient même à qui elle appartenait. Ils ajoutèrent qu'un paysan, nommé Robert de Lage, ayant défriché une parcelle de la forêt, en avait donné la dîme audit moine Constantin, qui en ce moment même faisait opposition à Géraud de Salis; mais les décimateurs de Segonzac, Pierre et Gérard, son frère, et Aimeric de La Rue, vicaire, en ayant eu connaissance, avaient fait un procès au paysan pour avoir donné au moine Constantin une dîme qui leur revenait. Le paysan, mal défendu par son patron Constantin, qui avait abusé de sa confiance, avait dû payer aux décimateurs légitimes, pour indemnité et dommages, trente sous et six deniers (*prædictis decimaribus triginta solidos et sex nummos pro ablata decima excolvit*). Le paysan Robert de Lage étant venu confirmer par son aveu la déposition des vieillards, l'assemblée décida unanimement que l'évêque Eustorge devait maintenir Gérard de Salis dans sa possession, et en effet, séance tenante, l'évêque rédigea l'acte de maintenue.

Cette même année 1114, en présence d'Eustorge, évêque de Limoges; d'Audebert, doyen de Saint-Yrieix; de Geoffroy, archiprêtre de Lubersac; d'Elie d'Ayen; de Pierre de Campanis; d'Itier de Born; de Sicard de Rasa; de Geoffroy, et Gérard de Tellol, Bernard del Burg et ses frères Gérard et Étienne, ainsi que les deux frères Archambauld et Adémar de Felez, Pierre de Felez et Aimeric de Felez, tous les sept ayant droit de forestage (*forestarii*) dans la forêt de Dalon, cédèrent à Dieu, à la bienheureuse Marie, à maître Géraud de Salis et à ses successeurs, ce droit et tous ceux qu'ils pouvaient avoir dans ladite forêt, en perpétuelle aumône (*in perpetuam elemosinam forestagium et omnia aliud ex integro quod habebamus vel*

requirere poteramus). Pierre Gaufridi et Guy Garini cédèrent de même tous leurs droits.

En 1174, le 6 des ides de mai, Hugues, comte de Rodez, donna encore, en perpétuelle aumône, à Dieu, à la bienheureuse vierge Marie et aux frères présents et futurs de Dalon, dans toutes ses terres et forêts, droit de pacage pour leurs animaux de toutes espèces, et de plus pour les animaux dont ils auraient la surveillance (*pascua omnium animalium cujuslibet generis fuerint, et quæ sub eorum custodia vel protectione permanserint*). Le comte réservait toutefois le droit des frères du Loc-Dieu du diocèse de Rodez, car ils avaient aussi droit de pacage dans ses terres pour les animaux qui leur appartenaient. Cette donation était faite à Guillaume de Tineria, abbé de Dalon, son parent (*in manu fratris mei domni Willelmi, Dalonensis abbatis*), en présence de Pierre de Chamlazac et d'Étienne de Mont-Olivier (*de Monte Olivi*), tous deux moines, et de Pierre de La Boaria, frère convers. Étaient témoins Gérard de Panath et Raustits.

Par acte expédié le 24 novembre 1178, Archambaud V, vicomte de Comborn; Jourdain de Périgord, sa femme, et Archambaud, leur fils, accordèrent à l'abbaye l'exemption des droits seigneuriaux dans toutes leurs terres. Le 8 janvier 1198, Archambaud VI accorda d'autres privilèges. L'abbé Amelius reçut pour Dalon de Pierre Fulcaldi, de Valérie sa femme, et de Garrens, sœur de Valérie, la moitié de la terre Mainil. Raymond, vicomte de Turenne, lui donna aussi le mas de Las Treillas, et Talairan, gendre du vicomte, ratifia cette donation, à Martel, en 1167. Du reste, divers autres seigneurs enrichirent Dalon, et le témoignage de leurs bienfaits se trouve inscrit dans le cartulaire de l'abbaye jusqu'à l'an 1247, époque où il se termine (1).

Au dernier siècle, l'abbaye de Dalon était taxée en cour de Rome à 450 florins, et elle valait à l'abbé 5,000 livres exemptes de toute charge.

(1) Le père Le Long dit (*Bibliothèque historique de France*, n° 12,488) que la Bibliothèque du roi avait dans les manuscrits de M. de Caignières une copie et des extraits de ce cartulaire, la seule pièce digne d'attention des archives de Dalon, dont les anciens livres de chœur, le martyrologe, le nécrologe, etc., étaient perdus.

III.

Voici les quelques faits qui se détachent dans l'histoire modeste de Dalon.

Denis de Sainte-Marthe fait de Géraud de Salis le premier abbé de Dalon (*Gallia christiana nova*, T. II, col. 624); mais, comme il l'avait dit déjà (*ibid*, T. I^{er}, col. 263), jusqu'à la mort de ce saint homme ses disciples avaient vécu en ermites. Ce titre ne lui convient donc pas, comme le fait remarquer Nadaud; et d'ailleurs lui-même il ne se qualifia jamais abbé; celui qui le premier eut cette dignité à Dalon doit donc être Roger, que ses disciples choisirent parmi eux (1120), en présence d'Eustorge, évêque de Limoges, de plusieurs religieux et de personnages distingués, tous priés d'assister à cette importante cérémonie.

Connu bientôt au loin par ses vertus, Roger fut appelé à fonder plusieurs monastères, entre autres, le 12 des calendes d'avril 1123 (1124), le Loc-Dieu (*Locum Dei*), au diocèse de Rodez. Ce monastère, ainsi nommé avec dessein, avait été jusqu'alors un lieu de refuge pour les voleurs, et, souillé par plusieurs homicides, il resta soumis à Dalon jusqu'en 1177 seulement; car, cette même année, Arbert en étant devenu abbé, aux calendes de décembre, l'en sépara, et l'unit, pendant un an, à Pontigny, dont les moines ne crurent pas pouvoir le relever et le conserver, tant ses dettes étaient considérables; ce qui fit que ledit Arbert dut le soumettre au monastère de Bonneval; mais le Loc-Dieu s'est peu à peu relevé, et l'ordre y a régné jusqu'à la fin du dernier siècle.

Avant d'avoir uni son monastère à l'ordre de Cîteaux, saint Etienne d'Obasine, désirant former à la vie monacale les disciples accourus près de lui, demanda à son ami Robert, premier abbé de Dalon, quelques-uns de ses moines. Ceux-ci furent agrégés à Cîteaux seulement après 1162, sous l'abbé Amelius, et déjà ils avaient le chant et les usages de Cîteaux. Les religieux qu'on envoya à Obasine étaient pourtant des hommes d'une austérité peu charitable; car ils déconcertèrent par leurs dures réprimandes les timides enfants de Saint-Étienne, sans doute animés du zèle ordinaire aux âmes qui entrent dans le service de Dieu, mais par cela même encore très-sensibles dans leur amour-propre. Pour ne pas voir détruire son œuvre naissante, saint

Étienne dut laisser rentrer à Dalon des maîtres qui ne savaient pas compatir aux faiblesses de sa jeune famille.

Dalon n'était point agrégé à Cîteaux, lorsque, en 1138, l'abbé Robert envoya une colonie fonder un monastère à Aubignac, qui est resté jusqu'à la restauration du culte dans l'archiprêtré d'Argenton, au diocèse de Bourges, et qui a passé depuis au diocèse de Limoges, avec la paroisse de Saint-Sébastien (Creuse), sur le territoire de laquelle il est situé.

Le pape Innocent II accorda un privilège à l'église de Dalon pendant un voyage que l'abbé Roger fit à Rome, et le pape Luce II en concéda un autre. J'ignore en quoi consistent ces privilèges.

Le Père Estiennot dit qu'à l'occasion de l'abbaye de Beuil, qui désirait s'unir à Cîteaux en 1123, l'abbé Roger écrivit à saint Bernard, dans un langage sévère, pour l'engager à refuser cette union, faite au préjudice de Dalon, dont Beuil était la fille. La lettre eut son effet, car saint Bernard n'accepta pas. Estiennot n'a pu pourtant trouver cette lettre ni à Dalon ni à Beuil. La réputation de sainteté de l'abbé Roger fut si grande que Bernard Guidonis l'a mis dans son catalogue des saints du Limousin.

D'après la chronique de Geoffroy de Vigeois, Amelius se trouvait le 28 août 1163 à Arnac (Arnac-Pompadour) pour l'enterrement d'Almodis, femme d'Olivier de Las Tours, avec neuf abbés, qui lui étaient soumis, et, dans le 4^e volume du *Gallia christiana nova*, on dit que sa piété et celle de ses moines les portèrent à agréger Dalon, ainsi que tous les monastères qui en dépendaient, à l'ordre de Cîteaux, par la deuxième fille de Cîteaux, fondée en 1114, à quatre lieues d'Auxerre, Pontigny (1), dont les abbés, avec ceux de La Ferté, de Clairvaux et de Morimond, avaient, en leur qualité des *quatre premiers pères de l'ordre*, droit de visite à Cîteaux, quoique l'abbé de cette dernière abbaye fût général et chef de tout l'ordre. Du reste les abbés de ces quatre premières filiations étaient eux-mêmes généraux dans leur propre filiation. Ainsi Dalon devint la troisième des dix-sept filles de Pontigny.

En ces temps *barbares*, où pratiquer l'hospitalité était une

(1) « Tempore quo Arnaldus regebat abbatiam (Loc. Del) D. Amelius, abbas Dalonis, et ceteri abbates qui ab eo pendebant ob fervorem ordinis tradiderunt se ordini Cisterciensi et domui Pontiniacensi. » (*Gallia christiana nova* T. I, col. 263.)

vertu généralement aimée, et où chaque monastère servait d'hôtellerie, les pauvres, estimés membres souffrants de Jésus-Christ, n'étaient jamais oubliés, et l'on distribuait à Dalon, comme ailleurs, chaque jour d'abondantes aumônes. Bertrand de Born et son fils Bertrand firent, le 4 des calendes de juillet de l'an 1189, sous l'abbé Gérard de Miraumont, une fondation, afin que chaque jour on distribuât, en leur nom, à la porte du monastère, pour l'expiation de leurs péchés et pour celle des péchés de leurs ancêtres, l'équivalent du revenu nécessaire pour nourrir un moine. Ainsi une pensée de foi vivifiait toutes les œuvres de nos pères. Un motif de sensibilité humaine n'inspirait pas seule leur aumône : ils savaient que l'aumône rachète les péchés dont on se repent.

Alors les fanfarons d'impiété n'étaient pas non plus réputés beaux esprits, et, pour rappeler à tous que l'âme survit à la destruction de son enveloppe de chair, en 1187, Guillaume de Tournon avait donné six livres, qu'on devait employer à entretenir, pendant la nuit, un luminaire dans le cimetière de Dalon. Or l'abbé Gérard, touché de cette pensée pieuse, réunit immédiatement les moines en chapitre, et fit décider qu'à cette somme on ajouterait annuellement le prix de six setiers de froment, afin que le luminaire brûlât jour et nuit. Ces siècles avaient leurs abus, je le sais bien ; il a fallu long-temps au christianisme pour discipliner les descendants des bandes sauvages sorties des forêts de la Germanie, et habituées à se faire justice elles-mêmes ; mais du moins partout on proclamait le droit, et la vérité n'était pas insultée ; en sorte que, tôt ou tard, quand la passion s'était calmée, on s'empressait de réparer ses injustices. Ainsi, sous l'abbé Jean II, en 1196 et 1198, Archambaud, vicomte de Comborn, accorda à Dalon, pour réparer des exactions commises contre le monastère, les droits de maréchaussée et des prévôts de moissons, convives, etc., sur le tènement d'Ubert. Bertrand de Born et Itier, son frère, font sous ce même abbé, en 1200, des donations pour indemniser l'abbaye des dommages qu'ils lui avaient causés pendant la guerre (*pro damnis et injuriis quas eis fecerant, urgentibus guerris*), peut-être en 1168, quand les barons de l'Aquitaine et de la Bretagne se soulevèrent contre Henri II, ou en 1176, quand ces mêmes barons d'Aquitaine furent en guerre contre Richard Cœur de Lion. Sous l'abbé Bernard, en mars 1224, Bertrand, Itier et

autre Bertrand de Born, tous trois chevaliers, réparent encore par des dons des injustices commises au préjudice de Dalon.

Bernard de Ventadour mourut moine à Dalon au commencement du XIII^e siècle. Ce poète limousin, né vers 1130, était fils d'un domestique et archer du château de Ventadour, où sa mère était aussi servante de peine, s'il faut en croire Pierre d'Auvergne, dans une satire contre les troubadours; ce qui doit être vrai, car Hugues de Saint-Cyr donne aussi pour père au même Bertrand un simple domestique chargé du four du château. Bernard de Ventadour, doué d'une riche imagination et d'un vrai talent poétique, s'attira par son esprit léger et romanesque, — d'abord au château de Ventadour, puis à la cour du duc de Normandie, qui devint roi d'Angleterre sous le nom de Henri II, et enfin à la cour de Raymond V, comte de Toulouse, — des mésaventures d'amour, qui l'engagèrent à se faire moine. Quoiqu'il semble avoir écrit à Dalon même des vers qui sentent l'idolâtrie d'une femme absente qu'il idéalise, ce pauvre cœur malade guérit pourtant, car il a écrit : « L'amour est une folie dont je suis guéri ». Que l'homme soit innocent, ou plein d'illusions, ou désenchanté, ou même flétri, le silence et le repos de la solitude lui sont salutaires.

Alors aussi les fils des meilleures familles étaient fiers de se consacrer à Dieu : ainsi, sous ce même abbé de Colonges, on trouve à Dalon Étienne de Turenne, *frère convers*; Arnaud de Montinac et Adémar de Rinac, ces deux derniers céliers du monastère; Hélié et Gérard de Malafayde, etc. Or la vie religieuse n'était pas encore dans un état de relâchement : se faire moine c'était prêcher l'amour des mortifications, car l'on vivait d'abstinence. Les friandises que devait fournir à Dalon pour les aliments l'une des granges qui en dépendait, sous Jean de Colonges, c'étaient une certaine quantité de vin bon et largement mesuré, mille œufs, du pain blanc et du poisson, avec des fromages pour compléter la quantité du poisson. Aujourd'hui c'est partout un amour effréné du bien-être, qui laisse peu supposer l'espérance d'une vie meilleure par-delà la tombe.

L'abbaye de Dalon a été incendiée deux fois; et, vers 1230, l'abbé Guy de Malafayde fut tellement effrayé de ses dettes qu'il se démit. Or elle ne paraît pas s'être bien relevée, puisqu'en 1439 il fallut lancer une bulle contre les détenteurs des biens du monastère; puis, dès le commencement du XVI^e siècle, comme

les autres, pour prendre le style naïf du Père Bonaventure, « elle se vit déchoir, et tomber en commendé, pour servir de curée à ceux qui cherchent plus les biens de l'Église que le service de l'Église. » Dalon débuta même fort mal dans ce nouveau genre d'administration; car son premier abbé commendataire fut un homme que recommandaient peu les titres acquis par la faveur de son nom, et qui osa afficher sa honte en faisant légitimer le fruit de ses désordres. Du reste, si, comme je le crois, il est le même que le dernier abbé régulier, il faudrait dire à l'honneur de Dalon que, après des débuts meilleurs dans la vie religieuse, ses instincts grossiers le mettant mal à l'aise dans cette maison, il dut en sortir pour les laisser libres. Après cela faut-il s'étonner que sous son gouvernement il n'y eut que sept religieux à Dalon, d'après le terrier qu'il fit faire? Qui n'a pas l'esprit de Dieu ne saurait le communiquer, et la durée ou l'importance de chaque institution est en rapport des services qu'elle rend.

François de Las Tours, qui fut deuxième abbé commendataire, et siégea au moins pendant dix ans à partir de 1535, fit reconstruire le chœur de l'église, avec un retable remarquable en ce que, contrairement à l'usage, il était en pierre. Sous Charles de Rochefort (mai 1628-1634), tous les bâtiments du monastère tombaient en ruine. Ils ont été relevés, peut-être par l'excellent évêque François de La Fayette, et pourtant en 1756 il n'y avait que quatre moines. C'est que l'esprit de Dieu est la vie véritable des institutions chrétiennes. Un monastère peut être florissant en abritant par de simples cloisons de bois grossier les âmes d'élite qui le composent : on l'a vu, par exemple, à Fontevrault, à l'institution de cet ordre; et au contraire des constructions splendides peuvent n'abriter que la mort. Certains malades aussi sont privés de la faculté de se mouvoir, malgré leur embonpoint digne d'envie et leur teint brillant de fraîcheur.

Voici, d'après Nadaud, la liste des abbés de Dalon. Il a rectifié et complété certaines choses du *Gallia christiana nova* de Denis de Sainte-Marthe, qui compte seulement vingt-quatre abbés, en y comprenant Géraud de Salis.

LISTE DES ABBÉS.

I. — ROGER, né en Limousin, homme instruit et très-expérimenté dans les affaires, nommé en 1120, assista, le 21 décembre 1143, à Tulle, à l'enterrement de Boson, vicomte de Turenne. Il fit avec Pierre, abbé de Castres, une association de prières, dit le cartulaire de Dalon. La charte de société entre ces deux abbés, citée par Denis de Sainte-Marthe (*Gallia christiana nova*, T. I : *instrumenta*, p. 43), est remarquable par la piété et la charité chrétienne des deux abbés, comme le dit le savant bénédictin. C'est non-seulement une association de prières, mais encore un acte de société fraternelle, par lequel les contractants s'engagent à recevoir les religieux des deux monastères comme s'ils étaient de la même maison (*fratres igitur utriusque monasterii, non sicut hospitibus et peregrinis, sed sicut fratribus et domesticis, sese invicem in utroque monasterio fruuntur, et nullus super alterum temere superextendat, seu in terris acquirendis, seu aliis quibuslibet molestiis faciendis*); puis, du consentement de ses moines, Roger donne à ceux de Castres la terre du Puy-Auriol (*de Podio Auriol*), et, d'autre part, avec l'agrément des religieux de Castres, l'abbé Pierre donne à Dalon trois parts d'une certaine forêt qu'il ne nomme pas (*tres partes cujusdam nemoris*), faisant remise de 8 deniers dus à la forêt (*quos nobis debebant A LA FOREST*), et de 8 deniers sur Le Puy de La Vaissa; de plus promettant sur Le Puy-Auriol 8 deniers de cens annuel, payables à perpétuité, le jour de la fête de Saint-Michel.

L'abbé Roger et Hélie, abbé de Tourtoirac en Périgord, par une charte conservée dans le Cartulaire de Dalon, f° xxxiii, et datée de l'an 1154, réglèrent une contestation qu'ils avaient sur la terre de Casetas, les moines de Tourtoirac renonçant à tous leurs droits et à leurs prétentions sur cette terre moyennant 15 sous barbarins ou d'une valeur équivalente, payables annuellement, le jour de la fête de saint Thomas (1), à Tourtoirac. Ce

(1) *Quinque solidis de barbaris*. On appelait barbarins les monnaies où était frappée une tête barbuë, et plus particulièrement la monnaie de Limoges, où l'on voyait le buste de saint Martial avec une longue barbe.

n'était pas le temps des titres pompeux, et ces bons abbés étaient bien humbles : dans la première charte, ils se disent serviteurs inutiles du souverain et vrai Père de famille (*servos summi et veri Patrisfamilias, licet inutiles, nos esse scientes*); dans la seconde, ils se reconnaissent encore serviteurs inutiles et abbés tels quels (*nos servi Christi inutiles et qualescumque abbates*).

Au commencement du n° III, j'ai dit les œuvres les plus importantes de l'abbé Roger, qui s'endormit en paix dans le Seigneur le 31 mai 1159, après avoir gouverné trente-neuf ans Dalon, où il repose. Au dernier siècle, on ne connaissait plus le lieu de sa sépulture. Nadaud fait remarquer que dans tout le monastère on ne voyait pas une inscription, et que le seul tombeau remarquable, placé dans une crypte de la chapelle septentrionale, était celui d'une femme.

II. — Nadaud cite, d'après le Père Simplicien (T. VII, p. 349), mais sans lui donner un rang, et le regardant comme supposé, puisque Roger fut nommé en 1120, un abbé de Dalon nommé HENRI, auquel, en 1124, on aurait donné le mas de Disnerade, paroisse d'Ales. Denis de Sainte-Marthe ne fait point mention de cet Henri.

II bis. — B...., abbé en 1162, d'après le cartulaire de Dalon.

III. — AMELIUS, que Denis de Sainte-Marthe donne pour remplaçant de Roger en 1159, sans tenir compte du précédent, que sans doute il ne connaissait pas. Il venait du Loc-Dieu, dont il était le deuxième abbé, et où il fut nommé le 5 de juillet en 1144. D'après le cartulaire de Dalon, il siégeait encore en 1167.

IV. — GUILLAUME I^{er} DE TINERIA, frère de Hugon II, comte de Rodez, siégeait en 1170 et 1171. D'après Geoffroy de Vigéois, il s'était démis en 1183, lorsqu'il alla à Martel en Quercy voir Henri le Jeune roi d'Angleterre, alors malade, et ce prince fit sa confession le 7 juin, devant lui, devant Gérald, évêque de Cahors, et le prieur de la Chartreuse.

V. — JEAN I^{er}, frère du comte de Rodez et parent du vicomte de Ventadour, bienfaiteurs du monastère, siégeait en 1174. Il fit diverses acquisitions, et figure dans des actes de 1177, 1178, du 6 juillet 1179, et février 1179 vieux style (1180).

VI. — GÉRALD DE MIRAUMONT, que l'on trouve dans Labbe abbé en 1179 vieux style, c'est-à-dire en 1180, siégea jusqu'en 1192, année où il reçut une donation de Bertrand de Born et de Itier son frère, nouvellement créés chevaliers. Il faut donc mettre un G pour initiale, au lieu d'un B, au nom de l'abbé de Dalon qui fit, en 1180, la sépulture de Gouffier de Las Tours, d'après le chroniqueur de Vigeois. Baluze rapporte dans son *Histoire de Tulle* (col. 489-492), d'après le cartulaire de Dalon, un acte de transaction passé à Tulle en 1180, et ménagé par l'abbé de Tulle et Sébrand, évêque de Limoges, entre lui et Isambert, abbé de Saint-Martial de Limoges. Il augmenta beaucoup les biens de son monastère, et il figure dans divers actes de 1181, 1182, 1186, 1187, 1188, 1189. On lit dans Martène (*Anecd.*, T. IV, col. 4267) que, au chapitre général tenu à Cl-teaux en 1190, pour avoir consenti à laisser faire un cimetière dans une grange ou ferme régie par des moines, l'abbé de Dalon et les dignitaires de sa maison furent condamnés à six jours de pénitence, c'est-à-dire de jeûne, car l'un d'eux devait être fait au pain et à l'eau. Pour cette faute légère, Gérald de Miraumont n'avait rien perdu de l'estime de ses frères, car, dans le même chapitre (Martène, *ibidem*, col. 4269), il fut commis pour aller, pendant l'octave de l'Épiphanie, terminer quelques affaires de l'ordre à Chaley, grange dépendante de Pontigny.

VII. — PIERRE, qu'on trouve en 1192 et 1193. — Denis de Sainte-Marthe pense que cet abbé pourrait être Pierre de Brenac, qui était prieur à Dalon en 1183.

VIII. — ARBERT avait été abbé de Notre-Dame du Palais près Bourgneuf, comme le constate un acte de donation fait par Bernard de Pairac, en 1194, dans l'abbaye même du palais. Il faut donc dater de la même année, avec Bonaventure de Saint-Amable et Nadaud, l'acte de donation de la dîme du Mas-Ubert faite à Arbert, comme abbé de Dalon par Gaubert de Souillac, abbé de Solignac, et que, d'après Denis de Sainte-Marthe, j'ai rapporté à l'année 1193. (Voir ma Notice sur Solignac, p. 30.) Il figure encore comme abbé de Dalon dans une chartre d'Aimeric Bruni, en 1195. Le Père Bonaventure dit qu'il mourut en 1196.

IX. — JEAN II DE COLONGES, auquel, en janvier 1196, Ar-

chambaud, vicomte de Comborn, accorda des privilèges pour Dalon. En 1198, Agnès de Las Tours, abbesse de La Règle, à Limoges, lui donna quelques terres pour Dalon. En 1204, le chapitre général de Cîteaux le commit pour régler des affaires de l'ordre. Dans le cartulaire de Dalon, on le retrouve encore en 1209; et, dans le même cartulaire, on trouve aussi le suivant pour l'année 1209.

X. — GUILLAUME II, 1209. Par une lettre du 13 juin 1213, le pape Innocent III le chargea, avec Girard de Cros, archevêque de Bourges, et Jean de Veirac, évêque de Limoges, de faire exécuter la sentence des délégués du Saint-Siège qui confirmait l'élection de Bernard V de Ventadour, abbé de Tulle. En 1212, Guy de Galle lui fit don de 12 deniers de cens, en présence d'Étienne de Baissac, prieur de Dalon. D'après le cartulaire, Guillaume II siégeait encore en 1224.

XI. — BERNARD, que le Père Bonaventure surnomme DR ROUSSILLON, et qui, d'après Denis de Sainte-Marthe, se nommait GAUDINI, aurait été prieur de Dalon en 1218 et 1220, et reçut le titre d'abbé en 1223. Jean d'Excideuil concéda, en 1224, à cet abbé, pour son monastère, le droit de pacage dans toute l'étendue de ses terres. C'est apparemment lui que, en 1225, le chapitre général de Cîteaux chargea de terminer quelques différends entre l'abbé de Guitmon et celui de Grandselve.

XII. — GUY DE MALAFAYDE, d'une maison distinguée du Limousin, avait été prieur de Dalon en 1221 et 1224; il y siégeait comme abbé en 1228 et 1229. Il se démit, car, dans un acte passé en 1230 en faveur du suivant, B....., il est dit que Guy, son prédécesseur, était présent; et, dans un autre acte passé en 1234 à la fête de sainte Lucie, vierge, acte de conciliation entre B....., abbé de Dalon, et Ébrard de Telhol, ce même Guy est dit *jadis abbé*, et il sert d'arbitre avec Adhémar de Rinhac, prieur, et G. de Banhac, frère convers.

XIII. — B....., que Nadaud croit être Bernard Gaudini, et que le Père Bonaventure surnomme ainsi, 1230, 1231, 1234, ne siégea pas jusqu'en 1240, comme le rapporte Denis de Sainte-Marthe; car

XIV. — P....., que Bonnaventure nomme Pierre II, figure

dans un acte en 1238, à moins que, au lieu d'un P, il faille lire B; et, en effet, en 1239 et 1240, on retrouve l'initiale B. Cependant, avec Nadaud, je maintiens ces deux rangs, que Denis de Sainte-Marthe a supprimés.

XV. — B....., 1239-1240.

XVI. — JEAN III DE UNGRES, prieur en 1242, figure comme abbé le 15 février 1244 et en 1247.

XVII. — GUILLAUME III, 1254.

XVIII. — MARTIN, 1256. — Est-ce lui, dit Nadaud, qui fut commis par le chapitre général de Cîteaux en 1258 pour quelques affaires de l'ordre?

XIX. — GUILLAUME IV, en 1278, vendit aux frères de Notre-Dame de La Peyrouse en Périgord 2 sous de rente, qu'il avait sur une maison située au Puy-de-Saint-Front. Son nom se trouve dans un manuscrit de Dalon pour l'année 1284.

Le 24 août 1285, Simon de Beaulieu, archevêque de Bourges, faisant la visite du monastère, y fut reçu processionnellement, et y consacra deux autels, l'un en l'honneur de saint Barthélemy, l'autre en l'honneur des apôtres saint Simon et saint Jude. Il y entendit la messe, donna la confirmation et la tonsure, puis y coucha aux dépens de l'abbaye (1).

XX. — PIERRE III, qu'un manuscrit de Dalon mentionne en 1314, et que le Père Bonaventure a trouvé dans un autre manuscrit du monastère siégeant en 1326.

XXI. — RAYMOND I^{er}, en 1362, d'après un manuscrit de Dalon.

XXII. — AYMERIE donna commission, en 1374, pour faire la visite du monastère de Notre-Dame du Palais.

(1) « Die veneris sequenti, in festo beati Bartholomæi, venit Dominus apud Dalon, abbatiam clisterciensem, ubi receptus fuit processionaliter ut supra. Et duo altaria in ecclesia dicti loci consecravit, unum in honore B. Bartholomæi, et aliud in honore apostolorum Simonis et Judæ. Audivit missam, confirmavit, et fecit tonsuras, et pernoctavit ibidem, ad expensas abbatiæ. Non fuit computatum de expensis. » (Baluze, *Miscellaneorum*. T. IV, p. 288.)

XXIII. — RAYMOND II, official de l'évêque de Limoges, puis abbé de Beuil au même diocèse en 1379, et avec cette qualité et le nom de REGNAULD, commissaire général de l'évêque de Limoges en 1386. Nommé abbé de Dalon en 1387, son procureur reconnu, le 13 janvier 1444 *vieux style* (1442), que le monastère de Dalon devait annuellement 50 sous à l'abbé de Saint-Martial de Limoges.

XXIV. — ÉTIENNE fit, en 1435, un accord avec Hélié, abbé de Notre-Dame de Gros-Bos, au diocèse d'Angoulême. D'après un manuscrit de Dalon, il obtint, en 1439, une bulle contre les détenteurs des biens du monastère.

XXV. — MAFFREDUS commit, en 1457, deux ecclésiastiques du diocèse de Limoges pour faire la visite dans les monastères de sa dépendance.

XXVI. — FRENO HÉLIE DE COLONGES, abbé en 1463, fit faire des reconnaissances en 1474 et 1480. Quoique Nadaud lui donne un rang spécial, il pense qu'il est la même personne que le suivant, premier abbé commendataire : pour mon compte, je n'en doute pas, parce que Jean ne fut nommé premier abbé commendataire qu'en 1482 : or, d'après un titre communiqué par M. Sanson de Royère à Legros, un Jean Hélié était abbé de Dalon le 5 novembre 1479, époque où noble Louise de Royère donna procuration au curé de Royère près La Roche-l'Abeille et à deux de ses parents pour percevoir en son nom la somme de 800 livres due par cet abbé, et déposée entre les mains de Barthélemy de Dinxande, sieur du Guilhe.

Abbés commendataires.

XXVI bis. — JEAN IV, HÉLIE DE COLONGES, fils d'Antoine Hélié de Colonges, chevalier, seigneur de Chabrignac, et d'Isabelle de La Goublaye, dame de Piégut et du Bourdeix sur le diocèse de Limoges, mais dans la province de Périgord, licencié en décrets, protonotaire du Saint-Siège, prieur de Bussière-Badil au diocèse de Limoges, aujourd'hui canton, arrondissement de Nontron (Dordogne), et de Montberon au diocèse d'Angoulême en 1481, chanoine de la cathédrale de Limoges et de celle d'Angoulême, fut nommé, en 1482, abbé commendataire de Dalon, où il fit faire un terrier. Le 25 septembre 1510, Jean, roi de Navarre,

lui permit de faire bâtir une maison forte à Foilhade au diocèse d'Angoulême. Il acheta le fief de Belleville dans le même bourg en 1514, et celui de Maisonnais près le château de Lavauguyon. On le trouve abbé de Saint-Pierre de Tourtoirac en Périgord en 1489, 1498 et 1430, et Denis de Sainte-Marthe dit qu'on lui reproche d'avoir laissé en confidence ladite abbaye de Tourtoirac, en 1517, à deux domestiques de MM. de Sedières, Orlat et Buche.

P. r acte du 4 septembre 1530, reçu La Jamme, il avait fondé quatre vicairies dans l'église de Bussière-Badil. Par son testament du 6 avril 1534, il demande à être enterré dans la chapelle de la Sainte-Vierge, qu'il a nouvellement fait bâtir dans l'église de Bussière-Badil; puis qu'on appelle pour sa sépulture cinq cents prêtres; pour la messe de *requiem*, chantée le 15^e et le 40^e jour, sept cents, et pour l'anniversaire, treize cents. Il paraît que, en Périgord surtout, il n'était pas impossible de réunir un si grand nombre de prêtres; car, à cette occasion, Nadaud ajoute que, par son testament du 22 mars 1523, Louise Pastoureau, femme d'un marchand de Nontron, qui est à deux fortes lieues de Bussière-Badil, demande trois cents prêtres à son enterrement et aux cérémonies du 7^e jour et du bout de l'an. Jean Hélie de Colonges ne mourut qu'en 1537; mais, dès 1533, il est dit ancien abbé de Dalon.

XXVII. — FRANÇOIS DE LAS TOURS, qu'on trouve dans des manuscrits de Dalon, siégeait en 1535 et 1544. Il était prieur du Chalard près Saint-Yrieix-la-Perche, et curé de Nexon, aussi en Limousin, en 1537 et 1543, et prévôt de Saint-Vaulry près Guéret en 1537. Il était également protonotaire, et on dit qu'il fit faire le chœur de Dalon. Il revenait d'un pèlerinage à Notre-Dame de Rocamadour, dit la chronique des Frères Mineurs de Limoges, lorsque, près de Vignols, on lui tira un coup d'arquebuse, dont il mourut le 12 juin 1548.

XXVIII. — MATHIEU LÉVÊQUE, nommé DE MARCONNAY d'après le registre des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Limoges, était chanoine de Saint-Hilaire de Poitiers, où il demeurait, et aumônier ordinaire du roi. On le trouve abbé de Dalon en 1561, et, le 5 juin 1588, il se démit en faveur du suivant moyennant une pension de 300 écus d'or.

XXIX. — SIMON DE MOUSSY, prêtre, religieux de Notre-Dame

des Alleus, abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, et fondée par Giraud de Salis au diocèse de Poitiers, obtint ses bulles le 17 décembre 1584, et prit possession personnellement le 9 mai 1585.

XXX. — LÉGER MÉALET, fils de noble Gaspard, du lieu de Peyrou, paroisse de Siginhac au diocèse de Limoges, fit, le 18 août 1585, sa profession religieuse à Bonnaigue, abbaye de l'ordre de Cîteaux, dans la paroisse de Saint-Frigeon-le-Riche près d'Ussel; il fut tonsuré en 1595, et ordonné prêtre en 1596. Il obtint ses bulles pour l'abbaye de Dalon le 12 juin 1600, et prit possession, par procureur, le 8 septembre suivant. Il mourut en 1604.

XXXI. — CLAUDE MÉALET, frère du précédent, et aussi religieux profès de Bonnaigue, obtint ses bulles, pour Dalon, le 13 novembre 1604, et ne prit possession que le 1^{er} juin 1609. En 1628, il se démit en faveur du suivant moyennant une pension de mille livres.

XXXII. — CHARLES DE ROCHEFORT, du diocèse d'Agen, fils du seigneur de Saint-Angel en Limousin, obtint, sous la provision, *pro cupiente profiteri*, le prieuré dudit Saint-Angel en 1628 seulement, et non en 1615 comme le dit Denis de Sainte-Marthe, qui se trompe également en faisant céder par celui-ci l'abbaye de Dalon au précédent Claude Méalet, qui, d'après lui encore, l'aurait cédée à François de La Fayette, qui suit, tandis que François de La Fayette obtint Dalon en 1634 par la démission que Charles de Rochefort fit en sa faveur.

Charles de Rochefort était clerc seulement lorsqu'il eut ses bulles, datées du 17 mai 1628, et il prit possession le 27 août suivant. Sous son administration, les bâtiments du monastère tombaient tous en ruine. S'étant démis en 1634, dans un acte de 1638 il est simplement qualifié de *ci-devant abbé de Dalon*.

XXXIII. — FRANÇOIS MOTIER DE LA FAYETTE, fils de Claude, seigneur de La Fayette, et de Marie d'Alègre, prieur d'Halicourt au diocèse de Reims, premier aumônier de la reine Anne d'Autriche, conseiller d'État en 1627, chanoine et comte de Lyon, fut sacré, le 19 mars 1628, évêque de Limoges, où il vint le 25 août suivant; il devint abbé de Dalon en 1634 par la démission de Charles de Rochefort en sa faveur, et en prit pos-

session par procureur le 2 février 1635. Cette même année 1635, le pape, pour défendre le prieuré de Saint-Angel contre les confidentiaires, lui donna encore ce bénéfice, où, en 1657, il introduisit la réforme de Saint-Maur, et qu'il résigna, en 1673, au cardinal de Bouillon. — Il mourut, âgé de quatre-vingt-six ans, le 3 mai 1676, s'étant montré excellent évêque.

XXXIV. — LOUIS DE LA FAYETTE, fils de François, chevalier, comte de La Fayette et seigneur de Nades, et de Marie-Madeleine, neveu du précédent, né en Poitou, et prieur de Godet, fut nommé le 4 août 1676 à Dalon, où il siégeait encore en 1712. Il était en même temps abbé de La Grenetière au diocèse de Luçon, et, dès 1670, de Valmon au diocèse de Rouen, où il introduisit les Bénédictins de la congrégation de Saint-Maur.

XXXV. — PIERRE-CHARLES-AUGUSTE DE BOULENNE-VIGNAUD, d'une famille distinguée du diocèse d'Évreux, docteur en théologie, vicaire général de Châlons-sur-Marne, fut nommé à l'abbaye de Dalon en mai 1729, étant âgé de quarante-deux ans, et ne fut proposé en consistoire que le 24 mai 1731. Il eut ses bulles le 24 septembre de cette dernière année, et prit possession, par procureur, le 15 novembre suivant.

XXXVI. — JEAN CERTAIN, du diocèse de Châlons-sur-Marne, docteur de Sorbonne, théologien du roi auprès de l'ambassadeur à Rome, vicaire de la stipendie de Sainte-Madeleine dans l'église de Meaux et de Saint-Corneille au diocèse de Soissons, obtint ses bulles le 12 avril 1734, et prit possession, par procureur, le 19 décembre suivant. Il mourut en 1783.

XXXVII. — DE ROYÈRE, aumônier de M^{me} Adélaïde de France, nommé le 4 novembre 1784, figure encore dans le *Calendrier de Limoges pour 1794*.

SOURCES : Geoffroy de Vigeois, *apud* Labbe, p. 345, 325, 337. — Bernard Guidonis, *apud* Labbe, *Bibliotheca nova*, T. I, p. 638. — Martène, *Amplissima collectio*, T. VI, col. 989-1006; *Anecdotarum*, T. III, col. 126, 995, 1266; T. IV, col. 1267, 1269, 1314, 1344. — Estiennot, *Antiquitates benedictinæ diocesis Engolismensis*, p. 120; *Gallia christiana* de Claude Robert, p. 567; *Gallia christiana vetus*, T. IV, p. 326; *Gallia christiana nova*,

T. I, col. 262, 263; T. II, col. 247, 280, de 623 à 628, 634, 4424, 4434, 4496, 4497; T. III, aux additions, pour l'abbé Mat. Levêque; T. V, aux additions, col. xxxviii. — Bonaventure de Saint-Amable, *Histoire de saint Martial*, T. III, p. 446-450. — Simplicien, *Histoire des grands officiers de la couronne*, T. VII, pour l'abbé Henri. — Fleury, *Histoire ecclésiastique*, L. LXVI, n° 45. — Nain, *Essai historique sur l'ordre de Cîteaux*, T. II, p. 464. — Les Bolandistes, *Acta Sanctorum*, T. I de mars, p. 804. — Baluze, *Miscellanea*, édition in-8, T. IV, p. 95, 444, 420, 288; *Historia Tutelensis*, p. 444, 447, 475, 489; *Histoire généalogique de la maison d'Auvergne*, T. I, p. 299. — Justel, *Histoire de la maison de Turenne*, aux preuves, p. 64, 65. — Hugues de Saint-Cyr, *Manuscripts de la Bibliothèque impériale*. — Le Long, *Bibliothèque historique de France*, n° 42, 468. — Innocent III, *Regest.*, L. III, 45; *Epist.*, 425. — Moreri, édition de 1759, T. III, p. 853, col. 2. — Registre des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Limoges. — Nadaud, *Mémoires manuscrits pour l'histoire du diocèse de Limoges*, T. I, p. 444, etc.; T. III, p. 284; *Pouillé rayé*, p. 467 et 477. — Legros, *Mémoires pour les abbayes du diocèse de Limoges*.

J.-B. L. ROY DE PIERREFITTE.

Bellegarde, le 24 juin 1863.

SIMON DE CRAMAUD

PATRIARCHE D'ALEXANDRIE

La question du lieu où fut inhumé Simon de Cramaud éleva dans le sein de notre Société d'assez vives discussions, et la renommée de ce prélat fut si répandue que nous avons cru devoir recueillir tout ce qui l'intéresse. Simon de Cramaud fut en effet maître des requêtes, chancelier de Jean de France duc de Berry et de Poitou, évêque d'Agen, de Béziers, d'Avignon, de Poitiers et de Carcassonne, archevêque de Reims, patriarche d'Alexandrie et cardinal; il fut chargé de missions auprès des rois d'Angleterre et d'Espagne, assista à des assemblées de têtes couronnées et de prélats, et s'y distingua par son savoir et son éloquence, notamment l'an 1406; il fut député de l'université de Paris en 1394; il mourut l'an 1429.

Nous nous empressons donc, Messieurs, de vous communiquer deux actes de donation de cet illustre prélat, inscrits l'un dans un beau missel à l'usage du diocèse de Limoges, l'autre sur une plaque de cuivre de l'église de Saint-Junien. Ces actes donnent les noms de quatre parents de Simon Tisoni de Cramaud, et pourront présenter des dates certaines pour la généalogie ou la biographie de ce grand dignitaire de l'Église.

Voilà les inscriptions, dont je rétablis les mots abrégés, et traduis le texte latin en français (1) :

Reverendus in Christo pater do- Révérend père en Jésus-Christ le
minus Symon de Cramaud, loco seigneur Symon de Cramaud, lieu

(1) La première de ces inscriptions a été relevée avec soin sur l'original, qui est ma propriété : elle avait déjà été inscrite par M. Aug. Du Boys dans sa *Biographie limousine* ; l'autre a été publiée dans les *Documents historiques sur Saint-Junien*, par M. l'abbé Arbellot, et dans le *Recueil d'inscriptions* de M. l'abbé Texier. J'ai cru devoir néanmoins les reproduire dans le Bulletin à cause de l'intérêt qu'elles offrent et de la similitude de rédaction qu'on y remarque. — M. A.

juxta Rupem Cavardi, ex nobilibus patre Petro de Cramaud et matre Martha de Sardena, ville Solempniaci, diocesis Lemovicensis, genitus, dedit istud missale ecclesie cathedrali Sancti Stephani Lemovicensis, ad honorem Dei et predicti prothomartyris, orationibus ministrorum predictæ ecclesie se et parentes suos humiliter recommandans. Donatio autem facta fuit die xxvj mensis decembris, anno Domini millesimo quadringentesimo quinto.

près de Rochechouard, fils de nobles personnes Pierre de Cramaud et Marthe de Sardène, de la ville de Solignac, diocèse de Limoges, a donné ce missel à l'église cathédrale de Saint-Étienne de Limoges pour honorer Dieu et ce premier martyr, se recommandant humblement aux prières des ministres de ladite église ainsi que ses parents. La donation en fut faite le vingt-sixième jour de décembre de l'an de grâce mil quatre cent cinq.

Cette donation était importante alors, vu la rareté des livres. Celui-ci est un magnifique manuscrit, grand in-4° de plus de deux cents feuillets de beau vélin, enrichi de douze vignettes peintes en couleurs éclatantes, où l'on peut étudier la forme des vêtements sacerdotaux de l'époque, des autels, etc. ; il est orné en outre de fleurons dorés et de lettres majuscules élégantes presque à toutes les pages, et de la musique notée de ces siècles reculés. Sa conservation ne laisse rien à désirer.

Une apostille écrite sur un des feuillets attachés à la couverture en bois peut donner une idée approximative de la valeur de ce missel. On y lit que le chanoine Jehan de Jullien, pour en devenir propriétaire, l'échangea avec un calice d'or pesant six marcs d'or et six onces, la patène comprise, et que Mathieu de Jullien, son neveu, en hérita, avec l'autorisation du chapitre cathédral. Au cours du marc d'or au xv^e siècle, ce poids représente de sept à huit cents francs, sans compter la façon. Par un hasard singulier, ce beau missel a été estimé tout récemment, à Paris, cette même somme de huit cents francs. Certaines expressions de la dernière prière de ce livre semblent indiquer qu'il a été écrit au monastère de Solignac : on sait que ses moines étaient tous des artistes et habiles ouvriers.

L'autre inscription se trouve dans l'église de Saint-Junien, sur le pilier placé à gauche de la porte du chœur, à l'entrée :

Reverendissimus in Christo pater dominus Symon de Cramaud, loco quodam parochie de Bianaco Lemovicensis diocesis, patriarcha

Révérendissime père en Jésus-Christ le seigneur Symon de Cramaud, lieu dans la paroisse de Biennac, diocèse de Limoges, pa-

Alexandrinus, dedit huic ecclesie bona queque uti solebant tenere in villa et territorio Sancti Juniani et aliquibus locis aliis vicinis, et quedam dominia sita in villa Sancti Juniani que vocantur deu Brigoul-laue et ultra centum francos. Et Almodia de Collibus, uxor quondam domini Petri de Cramaudo, militis, fratris domini patriarchi predicti, ducentos scutos, ut perpetuo in ipsa ecclesia, in die cuiuslibet mensis, celebretur una missa solemnis cum pulsatione campanarum pro salute animarum suarum et parentum ac benefactorum ipsorum patriarche et Almodie. Et ad faciendum predictum *servicium* et distribuendum in qualibet missa canonicis, chapelanis et seruitoribus ecclesie, triginta solidos turonenses; et capitulum hujus ecclesie est bene obligatum. Scripta hic fuerunt hec anno Domini millesimo quadringentesimo sexto, mense junii.

triarche d'Alexandrie, a donné à cette église tous les biens possédés suivant la coutume dans la ville et territoire de Saint-Junien et quelques autres lieux voisins, et certains domaines situés dans la ville de Saint-Junien appelés du Brigoul-laue, et en outre cent francs. Et Almodie des Côtes, jadis épouse du seigneur Pierre de Cramaud, chevalier, frère du seigneur patriarche susdit, deux cents écus, afin qu'à perpétuité, dans ladite église, un jour de tel mois que ce soit, il soit célébré une messe solennelle au son des cloches pour le salut de leurs âmes, celles de leurs parents, et même des bienfaiteurs du patriarche et d'Almodie. Pour faire face aux frais dudit service et à la distribution à chaque messe aux chanoines, chapelains et serviteurs de l'église, trente sous tournois; et le chapitre de cette église en contracte régulièrement l'obligation. Les termes de cette donation ont été inscrits ici l'an de notre Seigneur mil quatre cent six, au mois de juin.

(Bibliothèque impériale, *manuscrits*, S. F., 5024, p. 174.)

On voit donc par ces deux donations, faites à six mois de distance l'une de l'autre, que le patriarche d'Alexandrie Simon de Cramaud était fils de Pierre de Cramaud et de Marthe de Sardène, native de Solignac, et que son frère, Pierre, chevalier, avait épousé Almodie de Coux (*de Collibus*).

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 24 mai 1864.

TOMBE

DE L'ÉGLISE DE SAINT-PARDOUX-D'ARNAC

PRÈS LE CHATEAU DE POMPADOUR

Je viens vous signaler, Messieurs, un des derniers monuments de l'émaillerie incrustée limousine, de l'*opus inclusoris*, suivant l'expression de Suger, si notre confrère M. Bosvieux ne s'est pas trompé en lisant dans la description des écussons de cette tombe les couleurs du blason, et en les regardant comme de véritables émaux, lorsque chacun sait que les couleurs s'expriment en gravure par des lignes de convention. Je réserve mon opinion jusqu'après information auprès de personnes qui auraient pu voir cette tombe si elle n'existe plus, ou après renseignements certains si elle existe encore.

L'inscription de cette tombe a été relevée par un auteur inconnu, et conservée aux manuscrits de la Bibliothèque impériale, S. F. 5024, P. 175.

Cet auteur mêle dans sa description le latin et le français. Ce *tumulus cupreus*, placé contre le grand autel, représentait un évêque revêtu des ornements pontificaux. On lisait (*in circuitu leguntur*) l'inscription dont je transcris le texte, sans m'arrêter aux abréviations. Cette expression de *tumulus cupreus* indique-t-elle une tombe de cuivre ou seulement la plaque qui la couvrait ? L'auteur n'a pas été assez explicite.

CY GÎT RÉVÉREND PÈRE EN DIEU MESSIRE GEOFFROY
DE POMPADOUR, ÉVÊQUE DU PUY EN AUVERGNE,
COMTE DE VELAY, LICENCIÉ EN CHACUN DROIT,
GRAND AUMÔNIER DE FRANCE, PREMIER PRÉSIDENT
DES COMPTES, CONSEILLER DES ROIS LOUIS XI,

CHARLES VIII ET LOUIS XII, PLEIN DE PRUDENCE,
SCIENCE ET AUTRES VERTUS; LEQUEL, APRÈS AVOIR
VÉCU LXXXIV ANS MOINS HUIT JOURS, TRÉPASSA
LE VIII^e JOUR DE MAY L'AN MDXIV. PRIEZ DIEU
POUR SON AME.

Il y a quatre écussons, écartelés, au 1^{er} et au 4^e, d'azur,
trois tours d'argent, deux besans d..... (or ?), au dextrochère
de..... soulevant une épée nue droite de.....

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

Limoges, le 28 juin 1864.

PRIVILÉGES

DE LA VILLE DE SAINT-LÉONARD

1601-1602.

HENRY, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A TOUS PRÉSENTS ET ADVENIR SALUT.

Nos chers et bien amés les consuls, manans et habitans de nostre ville et parroisse de Saint-Léonard de Noblac en Limousin nous ont faict tres-humblement remontrer que, par nos lettres pattentes données à Mantes le douzieme jour d'avril mil cinq cent quatre-vingt-onze, pour nous conformer à la volonté des roys nos prédécesseurs nous leur avvions par icelles continué et confirmé les anciens priviléges et franchises concédés par Clovis, premier roy chrestien, au benoist saint Léonard, leur patron, son proche parent, pour sa sainteté et miracles, et successivement confirmés auxdicts habitans pour les mesmes considérations par tous les roys nos prédécesseurs, de regne en regne, avecq exemption de toutes tailles, fouages, impôts, gabelles, subsides, impositions et contributions quelconques mises et à mettre sur pour quelques causes que ce soit, dont ils ont toujours jouy paisiblement; que néantmoins les commissaires par nous députés sur les reglements des tailles en la généralité de Limoges, procédant à l'exécution de leur commission, les avoient taxés à la somme de trois cents escus, sur ce que, par nostre édict du moys de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit pour les causes mentionnées en iceluy, Nous avions revocqué tous priviléges et exemptions de nos villes, en quoy tonttefois n'avions

entendu comprendre ceulx desdicts habitants, pour les susdictes considérations contenues en l'extraict desdicts privilèges cy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, faict par l'un des commissaires, sur le renvoy par nous à nostre Conseil ordonné à icelluy, le 46 febvrier mil cinq cent quatre-vingt-dix neuf, auxdictes fins pour nous donner advis, lequel porte sous nostre bon plaisir que lesdicts habitants doivent estre maintenus et conservés en leurs franchises, libertés et privilèges. Sur quoy, nous ayant tres-humblement supplié et requis leur vouloir pourvoir de nos lettres à ce requises et nécessaires : à ces causes, et de l'advis de nostre Conseil, affin de ne desroger à l'intention de tant de rois nos prédécesseurs et à la nostre, et pour les mesmes considérations qui les ont mus, d'accorder auxdicts habitants lesdicts privilèges pour la dévotion qu'ils avoient audict saint Léonard, yssu de la maison de France, et mesmement pour la singuliere dévotion que la royne notre tres-chere et bien amée espouse et compaignie a audict benoist saint Léonard, auquel elle est vouée et recommandée particulièrement à ses prieres, et ayant aussy esgard audict advis; nous avons dict et déclaré, disons et déclarons par les présentes, signées de nostre main, que nostre intention n'a esté de comprendre en nostre édict du moys de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit les habitants de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac; ains les avons exceptés et réservés, exceptons et réservons par ces présentes et en tant que besoing seroit, leur avons continué et confirmé, continuons et confirmons tous et chascuns leurs privilèges et exemptions de toutes tailles, impositions et contributions quelconques à eux concédés par nous et nos prédécesseurs roys par les chartres, déclarations et confirmations portées par ledict extraict, pour en jouir² pleinement et paisiblement, et en la mesme forme et maniere qu'ils en ont de tout temps bien et deument jouy et eussent pu jouir si ladicte révocation n'eust esté par nous faicte, et sans y estre; troublés et empeschés en quelque façon et maniere que ce soyt, et sans que, pour le fruit et jouissance de ce, il leur soit besoing obtenir de nous autres provisions et déclarations que ces présentes. Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens de nostre cour de parlement à Bourdeaux, chambre de nos comptes à Paris, cour des aydes de Monferrand, trésoriers généraux de France à Limoges, esleus et controlleurs sur le faict des aydes et tailles audict Limoges, à tous autres

nos officiers qu'il appartiendra que ces présentes nos lettres ils fassent lire et enregistrer, et du contenu jouir et user pleinement et paisiblement, lesdicts habitans et chacun d'eux, sans permettre qu'il leur soyt sur ce donné aucun trouble ny empeschement. Et, si, au moyen de ladicte révocation, ils se trouvoient taxés et compris es rolles de nos tailles et impositions, quelles que ce soient, les en faire rayer et effacer, tenir quitte et décharger envers les receveurs de nos tailles audict Limoges, nonobstant nostredict édict du mois de janvier et quelconques ordonnances, restrictions, défenses et lettres à ce contraires, auxquelles nous avons pour ce regard seulement desrogé et desrogeons à la desrogatoire de la desrogatoire contenue, et, d'autant que de ces présentes ils pourroient avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelle, deument collationné par l'un de nos amés et féaux conseillers nottaires et secrétaires, foy soit adjouttée comme au présent original; car tel est nostre plaisir. Et, affin que ce soit chose ferme et estable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. Donné à Saint-Germain-en-Laye, au mois de novembre, l'an de grace mil six cent un, et de nostre regne le treizieme. Signé : HENRY.

Scellé du grand scel en cire verte, en soye rouge et verte. Et sur le replot est escript : « Par le Roy : signé AUZÉ ». Registré en la chambre des comptes, ouy le procureur général du roy, pour jouir par les impétrans de l'effect et contenu en icelles, comme ils en ont cy-devant bien et deument joui. Le quinzieme jour de décembre mil six cent un. Signé Daves. Registré en la cour des aydes de Mont-Ferrand, ouy sur ce le procureur général du roy, pour jouir par les impétrans de l'effect et contenu en icelles, comme ils en ont bien et deument joui cy-devant, suivant l'arrest de ladicte cour de ce jourd'hui treizieme febvrier. Signé Dumas. Registré suivant l'arrest de la cour pour jouir en paix lesdicts impétrans de l'effect et contenu en icelles, comme ils en ont cy-devant bien et deument joui. A Bourdeaux, en parlement, le dix-huit d'avril mil six cent deux. Signé de Pontac. Et plus bas est escript : « Collationné ez originaux dont les coppies sont cy-dessus transcriptes en la maison commune de ladicte ville de Saint-Léonard de Noblac, exhibés par les sieurs consuls d'icelle, et eux requesrant nos lettres royaux soubssignés. Lesdicts originaux, apres la collation faite, ont esté remis et délaissés par lesdicts sieurs consuls dans le trésor,

cejourd'huy premier juin mil six cent deux. Signé : GASTON, nottaire royal, et RAUX, nottaire royal. »

Signé : LEVASSOR.

1604.

HENRY, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A NOS AMÉS ET FÉAUX CONSEILLERS LES GENS DE NOS COMPTES A PARIS ET TRÉSORIBERS GÉNÉRAUX DE FRANCE ESTABLIS A LIMOGES, SALUT. Ayant faict veoir en nostre conseil la requeste à nous présentée par nos chers et bien amés les consuls et habitans de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac en nostre pays de Limousin, à ce que, attendu que par nos lettres-patentes du moys d'aoust mil cinq cent quatre-vingt-onze, nous leur avons accordé la confirmation de leurs privilèges et exemptions de toutes tailles, subsides et impositions pour la mesme considération qui avait meu nos prédécesseurs de leur accorder lesdicts privilèges et exemptions en faveur de saint Léonard, ysseu du sang de France, leur patron, aussey que nous les avons excepté de l'édict du moys de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit, en faveur de la reyne nostre tres-chere compaigne et espouze, pour la singuliere dévotion qu'elle a audict saint Léonard, il nous pleust les décharger du paiement de la somme de quatre cent cinquante livres, à laquelle ils ont esté taxés par vous, trésoriers généraux de France, pour leur part de la somme de douze mil livres ordonnée estre levée sur les villes franches et abonnées de ladicte généralité, et les descharger encores des impositions qui se levent sur les hostelleries dudict lieu. Nous, de l'advis de nostre conseil, qui a veu aussey les anciens privilèges desdicts habitans, confirmation d'iceux et nos lestres de déclaration par eux obtenues depuis nostre édict du moys de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit, avons, suivant l'arrest cejourd'hui donné en nostredict conseil, dont l'extraict est cy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, quitté et deschargé, quittons et deschargeons par ces présentes lesdicts consuls et habitans de nostre dicte ville et paroisse de Saint-Léonard de la somme de quatre cent cinquante livres, à laquelle ils ont esté taxés pour leur part de la somme de douze mille livres or-

donnée estre imposée en l'année mil six cent deux sur lesdictes villes franches et abonnées de ladicte généralité de Limoges, et vous mandons et ordonnons, et expressément enjoignons que, faisant jouir lesdicts habitants de ladicte remise et décharge, vous ayez à les faire tenir quittes de ladicte somme de quatre cent cinquante livres envers celui des receveurs de nos tailles en l'eslection de Limoges qu'il appartiendra, et eux envers le receveur général de nos finances à Limoges et tous autres, par lesquels receveurs rapportant ces présentes avec verrification desdits habitans d'avoir jouy de ladicte remise et descharge, nous voulons les susdictes sommes estre passées et allouées en la despence de leurs comptes respectivement par vous, gens de nosdicts comptes. Vous mandons ainsy ce faire sans difficulté, car tel est nostre plaisir. Donnée à Paris, le seizieme jour de mars, l'an de grace mil six cent quatre, et de nostre regne le quinzieme. Signé : « Par le Roy en son conseil : L'HUILLIER ».

Collationné à l'original : LEVASSOR.

1604.

EXTRAIT DES REGISTRES DU CONSEIL D'ÉTAT. — Sur la requête présentée par les consuls et habitans de la ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac en Limousin, à ce que, attendu que, par lettres-patentes du mois d'aoust mil six (1) cent quatre-vingt-onze, la confirmation de leurs privilèges et exemptions de toutes tailles subsides et impositions leur estre accordée par le Roy pour la mesme considération qui avait meu ses prédécesseurs de leur accorder lesdicts privilèges et exemptions en faveur de Saint-Léonard, yssu du sang de France, leur patron, et de leur fidélité, ainsy que Sa Majesté, par autres ses lestres-patentes du mois de novembre mil six cent un, pour la singuliere dévotion que la royne a audict saint Léonard, les avait exceptés de l'édict du mois de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit, qui révoque tous privilèges, il pleust à ladicte Majesté les descharger du paiement de la somme de quatre cent cinquante livres, à laquelle ils ont été taxés par les trésoriers généraux de France à Limoges pour

(1) Erreur de copie : lire mil cinq cent quatre-vingt-onze.

leur part de la somme de douze mille livres ordonnée estre levée sur les villes franches et abonnées de ladicte généralité, et les descharger aussy des impositions qui se levent sur les hostelleries dudict lieu. Veu les coppies collationnées des anciens privilèges des suppliants, confirmation d'iceux, faicte par Sa Majesté, et lettres de déclaration par eux obtenues depuys ledict édict du moys de janvier mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit, LE ROY EN SON CONSEIL a ordonné et ordonne que lesdicts consuls et habitans de ladicte ville et paroisse de Saint-Léonard seront tenus quittes et deschargés de la somme de quatre cent cinquante livres, à laquelle ils ont été taxés pour leur part de la somme de douze mille livres ordonnée estre imposée en l'année mil six cent deux sur les villes franches et abonnées de la généralité de Limoges. Faict au conseil d'Estat du roy, tenu à Paris, le seizième jour de mars mil six cent quatre. Signé : L'HUILLIER.

Collationné à l'original : Signé : LEVASSOR.

VEU PAR LA CHAMBRE LES LETTRES-PATENTES DU ROY, données à Paris, le seizieme jour de mars dernier, signées par le roy en son conseil : L'HUILLIER; obtenues par les consuls et habitans de la ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac au pays de Limouzin, par lesquelles Sa Majesté, de l'avis de sondict conseil, qui a veu les anciens privilèges desdicts habitans, confirmation d'iceux et lettres de déclaration par eux obtenues depuys ledict moys de janvier (mil cinq cent) quatre-vingt-dix-huit, les a quittés et deschargés de la somme de quatre cent cinquante livres, à laquelle ils ont été taxés pour leur part de la somme de douze mille livres ordonnée estre imposée en l'année mil six cent deux sur les villes franches et abonnées de la généralité de Limoges, et mande à ladicte chambre que, les faisant jouir de ladicte remise et descharge, elle ayt à les faire tenir quittes de la somme de quatre cent cinquante livres envers celuy des receveurs des tailles dudict Limoges qu'il appartiendra, et eux envers le receveur général et tous autres ainsy que contienne (*sic*) lesdictes lettres. Veu ainsy ledict arrest du conseil y attaché sous le contre-scel, requeste présentée au roy par les impétrans affin de vérification desdictes lettres, conclusions du procureur général du roy, et tout considéré, la chambre en enthérinant lesdictes

lettres, a ordonné et ordonne que les impétrans jouiront de la décharge portée par icelles. Faict le vingt-huitieme jour d'avril mil six cent quatre.

Extrait des registres de la chambre des comptes.

Signé : LE PRÉVOST.

1610. — (LOUIS XIII.)

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A TOUS PRÉSENS ET ADVENIR, SALUT. Nos chers et bien amés les consuls, manans et habitans de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac en Limouzin nous ont fait remonstrer qu'il a pleust aux roys nos prédécesseurs, mesme à nostre tres-honoré seigneur et pere, leur octroyer et confirmer, au moys de novembre mil six cent ung, leurs privilèges, franchises, immunités et exemptions dont l'extrait et copie collationnée est cy-dessus attachée sous notre contre-scel, desquels ils ont du depuis jouy et usé. Toutesfoys ils craignent que, s'ils n'avoient confirmation de nous, ils y peussent estre troublés à l'advenir, pour à quoy remesdier ils nous ont tres-humblement supplié leur confirmer et continuer. Nous, à ces causes, ayant considéré les justes et pieuses considérations qui ont meu le feu roy nostre tres-honoré seigneur et pere à concéder, octroyer et confirmer auxdicts exposans lesdicts privilèges, franchises et immunités, exemptions, pour les mesmes raisons nous les avons iceux confirmés et continués, et de nostre grace spéciale, pleine puissance et authorité royale, continuons et confirmons pour en jouir par les exposans et leurs successeurs pleinement, paisiblement et perpétuellement, tout ainsi en la forme et maniere qu'il est contenu et déclaré es dictes lettres de nostre feu seigneur et pere, et comme ils en ont bien et deument jouy et usé, jouissent et usent encore de présent, sans qu'en ce il leur puisse estre fait ou donné généralement ou particulièrement aucun trouble et empeschement, ores et à l'advenir. Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers tenant nos cours de parlement de Bordeaux, chambre des comptes à Paris, cour des aydes à Monferrand, trésoriers généraux de France à Limoges, président, lieutenant, eslus et conseillers sur le fait de nos aydes et tailles audiet Limoges, et autres nos justiciers et

officiers qu'il appartiendra que du contenu cy-dessus ils fassent, souffrent et laissent iceux exposans et leurs successeurs jouir et user pleinement, paisiblement et perpétuellement, sans leur faire ne souffrir leur estre faict ou donné ores ne pour ladvenir aucun trouble ou empeschement contraire, lequel, sy faict, mis ou donné leur estoit, ils le fassent mettre incontinent et sans délai au premier estat, et de ce nonobstant toutes ordonnances, édicts et reglements à ce contraires, car tel est nostre plaisir. Donné à Paris, au moys de juin, l'an de grace mil six cent dix et de nostre resgne le premier. Signé Louis, et sur le replot : « Par le Roy : la reyne régente, sa mere, présente : signé *Fili-peaux* ». Et sur ledict replot est escript : « Registré en la chambre des comptes, ouy le procureur général du roy, pour jouir par les supplians de l'effect et contenu en icelles selon leur forme et teneur, à la charge que les élus en feront mention en leurs assiettes, et tireront ladicte ville au néant à cause de leurs privilèges. Le quinzieme jour de juin mil six cent dix. Signé *Contentor, Bourlon et de Lafon*. Et à costé est escript *visa*, et sur ledict replot est escript : « Registré en la cour des aydes de Monferrant, ouy sur ce le procureur général du roy, pour jouir par les consuls, manans et habitans de ladicte ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac du contenu en icelles selon leur forme et teneur, suivant l'arrest de ladicte cour de ce jourd'hui vingt-deux jour de novembre mil six cent dix. Signé *Montartier*, avec paraphe. »

1635. — (Louis XIII.)

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A TOUS PRÉSENS ET ADVENIR, SALUT. Nos chers et bien amés les consuls et habitans de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac en Limouzin nous ont faict tres-humblement remonstrer que, par nos lettres-patentes données à Paris au moys de juin mil six cent dix, pour nous conformer à la volonté de notre tres-honoré seigneur et pere, et des roys nos prédécesseurs, nous leur avions par icelles continué et confirmé les antiens (*sic*) privilèges et franchises concédés par Clovis, premier roy crestien, au benoist saint Léonard, leur patron, son proche *paran*, pour sa sainteté et miracles, et successivement confirmés auxdicts habitants pour les mesmes

considérations de leur fidélité par tous les roys nos prédécesseurs, de reigne en reigne, avec exemption de toutes tailles, fouages, imposts, gabelles, subsides, impositions et contributions quelconques mises et à mettre sus, pour quelque cause que ce soit, dont ils ont tousjours jouy; que néantmoins les esleus de Limoges les avoient taxés à la somme de sept mil neuf cens cinquante-sept livres sur ce que, par nostre édict du moys de janvier mil six cens trente-quatre, pour les causes mentionnées en icellui, nous avons révoqué tous privilèges et exemptions de nos villes en quoy toutesfoys navions entendu comprendre ceux desdicts habitants pour les susdictes considérations contenues en l'extraict desdicts privileges sy attaché sous le contre-scel de nostre chancellerie, sur quoy nous ayant tres-humblement supplié et requis leur vouloir pourvoir de nos lettres à ce requises et nécessaires, — A CES CAUSES, de l'advis de nostre conseil, affin de ne desroger à l'intention de tant de roys nos prédécesseurs, à celle de nostre tres-honoré seigneur et pere et à la nôtre, et par les mesmes considérations qui les murent d'accorder auxdicts habitans lesdicts privileges pour la dévotion qu'ils avoient audict saint Léonard, yssu de la maison de France, Nous avons dict et déclaré, disons et déclarons par les présentes, signées de nostre main, que nostre intention n'a esté de comprendre en notre édict du moys de janvier mil six cent trente-quatre lesdicts habitans de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac; ains les avons exemptés, réservés, exemptons et reservons par lesdictes présentes, et, en tant que besoing seroit, leur avons continué et confirmé, continuons et confirmons tous et chascuns les privilèges et exemptions de toutes tailles, impositions et contributions quelconques à eux concédées par nostre tres-honoré seigneur et pere, nous et nos prédécesseurs roys, par les chartres, déclarations et confirmations portées par ledict extraict pour en jouir plainement et paisiblement, et en la mesme forme et maniere qu'ils en ont de tous *tans* bien et deument jouy et eussent *peu* jouir, sy ladicte révoquation n'eut esté par nous faicte, sans y estre troublés et empeschés en quelques façon et maniere que ce soict, et à ce moyen voulons que par nos eslus dudict Limoges lesdicts suppliants soient déchargés des sommes es quelles ils les avoient taxés et cotizés par les roolles desdictes tailles, et ce tant envers le receveur d'icelles et autres, comme de faict nous les en avons

deschargés et deschargeons par lesdictes présentes, et sans que pour l'effect et jouissance de ce il leur soit besoing obtenir de nous autres provisions et déclarations que lesdictes présentes.

Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens de nos comptes à Paris et de nostre cour de parlement de Bourdeaux, cour des aydes à Clermont-Ferrand, trésoriers de France à Limoges et eslus et controlleurs sur le faict des aydes et tailles audict Limoges et autres nos officiers qu'il appartiendra, chascun en droict, soyt que les présentes nos lettres ils fassent lire et enregistrer et du contenu en icelles jouir et user pleinement et paisiblement lesdicts habitans et chacun d'eux, sans permettre qu'il leur soit sur ce donné aucun trouble et empeschement, nonobstant nostre édict du moys de janvier mil six cent trente-quatre, quelques ordonnances et restrainctions, deffenses, lettres, arrêts et taxes à ce contraires, auxquelles nous avons pour ce regard seulement desrogé et desrogeons à la desrogatoire y contenue, et d'autant que de ces présentes ils pourront avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que au vidimus d'icelles, deuement collationné par un de nos amés et féaux conseillers nottaires, sincere foy soit adjoutée comme au présent original; car tel est nostre plaisir. Et, affin que ce soit chose ferme et estable et à tous jours, nous avons faict mestre nostre scel à ces dictes présentes, données à Chantilly au moys d'aoust, lan de grace mil six cent trente-cinq, et de nostre regne le vingt-sixieme. Signé Louis, et sur le replot : « Par le roy, *Filipeaux* ». Et scellé sur lacs de soye du grand scel de cire verte, plus sur le replot est escript : « Registrées en la chambre des comptes, ouy le procureur général du roy, pour jouir par les impétrans de l'effect et contenu en icelles comme ils en ont cy-devant bon et duement jouy et usé, jouissent et usent encore à présent, le trente et uniesme et dernier d'aoust mil six cens trente-cinq. Signé *Bourlon* ». Et à costé est escript : *visa*. Plus sur ledict replot est escript : « Registrées en la cour des aydes de Clermont-Ferrand, ouy le procureur général du roy, pour jouir par les impétrans de l'effect et contenu en icelles comme ils en ont cy-devant bien et duement jouy et usé, jouissent et usent encore à présent, suivant l'arrest de ladicte cour de ce jourd'hui vingt-quatrieme septembre mil six cent trente-cinq. Signé *Montorsiere* ». Et sur ledict replot est escript : « Enregistrées es registre du bureau des finances à Limoges, suivant l'ordinaire et attasse de messieurs

les trésoriers à eux délivré la coppie signée des susdicts trésoriers greffiers, le troisieme decembre mil six cent trente-cinq, faict le cinquieme dudict moys et an. Signé *Mauplan* ». Et sur ledict replect est escript : « Registré es registres de la cour de l'eslection du hault Limousin, à Limoges, suivant la sentence de messieurs les esleus en icelle, ce jourd'huy dernier decembre mil six cent trente-cinq. Signé : DE MAGNAN, greffier. »

1643. — (LOUIS XIV.)

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, A TOUS PRÉSENTS ET ADVENIR, SALUT. Nos chers et bien amés les consuls, manans et habitans de nostre ville et paroisse de Saint-Léonard de Noblac en Limousin nous ont faict remonstrer que les roys nos prédécesseurs leur ont donné plusieurs privilèges, dons, octroys, concessions, exemptions, libertés et coustumes, ainsi qu'il est spécifié es lestres qui leur ont esté accordées et confirmées successivement de temps depuys Clovis, premier roy chrestien, qui a octroyé lesdicts privilèges en considération de la sainteté et miracles de saint Léonard, leur patron, son proche parant, lesquels privileges leur avoient esté confirmés par le feu roy nostre tres-honoré seigneur et pere, que Dieu absolve, par ses lettres du moys de juin mil six cent dix, et au moys d'aoust mil six cent trente-cinq. En vertu desquelles ils ont toujours jouy desdicts privileges, exemptions, dons, octroys, libertés, concessions et coustumes, jusques à présent que craignant d'y estre troublés, ils nous ont supplié leur accorder nos lestres de continuation et confirmation sur ce nécessaires. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter lesdicts consuls, manans et habitans en considération des mérites dudict saint Léonard, duquel ils envoyerent des reliques à la royne, nostre tres-honorée dame et mere, durant qu'elle estoit grosse de nous, sçavoir faisons que, de l'advis et recommandation de nostre dicte dame et mere, nous avons auxdicts consuls, manans et habitans, de nostre grace spéciale, pleine puissance et autorité royale, confirmé et confirmons par ces présentes, signées de nostre main, tous et chascun lesdicts privilèges, dons, octroys, libertés et coutumes, pour en jouir par lesdicts consuls, manans et habitans de la ville et paroisse de Saint-Léonard et leurs successeurs tous ainsy qu'ils

en ont cy-devant bien et deument jouy et usé, jouissent et usent encore de présent. Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenant la chambre des comptes à Paris, cour du parlement de Bourdeaux, cour des aydes à Clermont-Ferrand, trésoriers généraux de France à Limoges, président et lieutenant et esleus en l'eslection dudit Limoges et à tous nos autres officiers et justiciers qu'il appartiendra que de nos présentes lettres de continuation et confirmation ils fassent, souffrent et laissent jouir lesdicts consuls, manans et habitans et leurs successeurs, paisiblement et perpétuellement, et d'autant que de ces présentes ils pourroient avoir affaire en plusieurs et divers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles, deument collationné par un de nos amés et féaux conseillers, nottaires, secrétaires, foy soit adjoutée comme au présent original, car tel est nostre plaisir, nonobstant tous édicts, déclarations, ordonnances, arrests, deffenses et lettres auxquelles nous avons desrogé pour ce regard seulement, sans tirer à conséquence; et, affin que ce soit chose ferme et estable à toujours, nous avons faict mettre nostre scel à ces dictes présentes. Donnée à Paris, au moys de décembre, l'an de grace mil six cent quarante-trois, et de nostre regne le premier. Signé Louis, et sur le relict: « Par le roy : la royne régente sa mere présente : *Letellier* ». Et sur ledict relict: « Registré en la chambre des comptes, ony le procureur du roy, pour jouir par les impétrans de l'effect contenu en icelles ainsy qu'ils en ont cy-devant joni et usé, jouissent et usent de présent, le 23^e jour de décembre mil six cent quarante-trois. Signé *Bourlon* ». Et sur le relict: « Lesdictes lettres ont esté registrées au greffe de la cour des aydes de Clermont-Ferrand, suivant l'arrest de ladicte cour, ce jourd'hui sixieme mars mil six cent quarante-quatre. Signé *Montortier* ». Et scellé d'un grand sceau en cire verte à doubles lacs de soye rouge et verte.

Collationné à l'original : Signé : LEVASSOR.

Retirés lesdicts privilèges de monsieur Christophe Tessiers par messieurs maistres Jean Le Bloys, Léonard de La Chassagne, Léonard Veyrier, Etienne Beaura, Louis Beaura, Jean Glandet, consuls en charge l'année 1694.

Nous avons parlé dans notre *Vie de saint Léonard* (p. 266) des anciens privilèges de la ville de Noblac. Nous en avons indiqué l'origine, et nous avons montré que, depuis le règne de Philippe I^{er} jusqu'à celui de Louis XV, des diplômes royaux garantissaient aux habitants la jouissance de ces privilèges. Une première atteinte y avait été portée en 1660, comme on le voit par un arrêt du Conseil d'État porté sous le règne de Louis XV : il était dit dans cette ordonnance (en date du 6 février 1725) que les habitants « jouiroient à l'avenir de l'exemption de toutes tailles et crûes y jointes, de quelque nature et qualité qu'elles pussent être, à l'exception de la capitation, et en payant par eux annuellement la somme de mille livres, pour leur tenir lieu de toute taille; et en outre en contribuant par eux à proportion au paiement des autres sommes qui leur seroient demandées pour le quartier d'hiver, fourrage et ustensile, ainsi qu'ils y ont contribué annuellement depuis l'année mil six cent soixante (1) ».

Louis XVI ne sanctionna pas les privilèges de la ville de Noblac. Nous ne savons pas si les habitants formulèrent leur demande accoutumée; mais nous sommes certain que l'intendant Turgot, précurseur de 89, eût écarté leur réclamation par une fin de non-recevoir. Du reste, deux ans après le départ de Turgot, en 1777, l'abbé du Mabaret écrivait dans la ville de Saint-Léonard les lignes suivantes : « Cette ville jouissait de plusieurs beaux privilèges : exemption de taille, franchise de logement des gens de guerre; — il ne lui en reste guère que le souvenir (2) ».

L'abbé ARBELLOT.

(1) *Vie de saint Léonard*, p. 269.

(2) *Révision ms. du Dictionnaire de Trévoux*, art. SAINT-LÉONARD.

BIOGRAPHIE

DE

M. LE BARON GAY DE VERNON.

MESSIEURS,

L'année dernière, au mois d'avril, mourait à Saint-Léonard l'un des membres fondateurs de notre Société, M. le baron Gay de Vernon. De 1846 à 1863, il n'avait jamais cessé d'éclairer de ses conseils et de soutenir de son travail cette Société, qu'il pouvait un peu regarder comme sa fille. En effet il l'avait vue naître, il l'avait vue grandir, et, parmi les quarante-six fondateurs qui s'engagèrent à la faire marcher droit sur le chemin difficile de l'archéologie, il n'en est peut-être pas un qui ait tant tenu à justifier son double titre de père et de parrain.

N'était-il donc pas juste qu'au mois d'avril 1863 une voix s'élevât dans cette enceinte pour célébrer le vieux soldat, l'écrivain patriotique, le collègue aimable et bon ? L'homme qui a écrit la vie de Jourdan, de Gay-Lussac, de Vergniaud et de Bonneval devait-il manquer d'un biographe ?

Le biographe fut choisi ; mais la maladie l'arrêta, et, par une négligence que nous déplorons tous, un an se passa sans qu'on songeât à lui choisir un successeur.

Aujourd'hui, Messieurs, désigné par vous, je viens prendre la place de M. Ruben, et remplir une tâche qui m'est agréable à deux titres : et d'abord il m'est doux de parler d'un écrivain sérieux, dans la poitrine duquel battait un vrai cœur limousin ;

ensuite, Messieurs, puisqu'il y a eu, laissez-moi vous le répéter, négligence de notre part, je regarde comme un honneur d'avoir été appelé par vous à la réparer.

I.

M. le baron Louis-Camille GAY DE VERNON naquit à Saint-Léonard le 23 janvier 1796. Il était le fils cadet du baron Simon-François Gay de Vernon, qui prit part aux grandes guerres de 1792 et 1793, en qualité d'adjudant général, dans l'armée du Rhin. Ce fut là qu'il connut Houchard, Custine, Desaix, et surtout Gouvion-Saint-Cyr, pour lequel il s'éprit d'une vive affection. Partisan sincère de la révolution, mais ennemi, comme tous les honnêtes gens, du régime sanglant institué par Robespierre, le jeune adjudant général ne tarda pas à être accusé de *modérantisme*, mot bizarre qui nous fait rire maintenant, mais qui dans ce temps-là faisait trembler les plus hardis. Incarcéré à Paris avec Houchard, que sa belle victoire d'Hondschoote aurait dû préserver de l'échafaud, il ne fut sauvé que par le 9 thermidor. Nommé en 1797 professeur à l'École Polytechnique, puis appelé en 1804 à la direction de la même école, il quitta cette paisible et savante maison pour suivre la grande armée à Moscou. Pendant la campagne, il perdit son fils aîné. En 1814, après avoir énergiquement défendu la ville de Torgau contre l'armée prussienne, il revint aux Bourbons, qu'il servit jusqu'à sa mort, en 1821.

A cette époque, Louis-Camille Gay de Vernon avait vingt-six ans. Grâce à la renommée et à l'influence de son père, il était entré en 1814 aux gardes du corps dans la compagnie de Wagram. Son avancement fut rapide. En 1815, il était lieutenant à la légion départementale de la Haute-Vienne, et, en 1817, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr le prit pour aide de camp, reportant ainsi sur le fils toute l'amitié qu'il avait eue pour le père. Lieutenant, puis capitaine d'état-major, il prit part à la campagne qui sépara la Belgique de la Hollande, et se termina par la prise d'Anvers en 1832.

La même année, le 31 juillet, M. Gay de Vernon donna sa démission. Il avait trente-six ans. Nous ne chercherons pas les motifs qui l'ont poussé à briser lui-même sa carrière alors qu'il était dans toute la force de l'âge et de l'activité militaire. Cette date de 1832 pourrait peut-être nous donner le mot de l'énigme.

Le fait est qu'il vint s'établir d'abord à Limoges, puis à Saint-Léonard, sa ville natale; et là, reprenant les traditions littéraires que lui avait léguées son père, et qu'à son tour il devait transmettre à son fils (1), l'ancien garde du corps vécut de cette vie calme et modeste que l'ambitieux ni l'oisif ne peuvent supporter, mais que le travailleur et le philosophe chérissent et pratiquent jusqu'à la mort.

N'allez pas croire pour cela, Messieurs, que M. Gay de Vernon fût un ermite, et qu'il regardât Saint-Léonard comme une Thébàïde. D'abord il avait conservé à Paris d'illustres et d'agréables relations : vous en aurez la preuve quand j'aurai cité M. Saint-Marc-Girardin, M. Arago et M. Salvandy, dont il avait été le condisciple, et dont il resta l'ami. Ensuite vous devinez sans peine quelle position un pareil homme devait forcément occuper à Saint-Léonard. Disons tout de suite qu'en 1848 il fut choisi par ses concitoyens comme conseiller municipal et chef de la garde nationale ; mais ces modestes honneurs ne sont rien en comparaison du respect et de l'affection dont on l'entourait. Tous en effet recherchaient la société de cet homme aimable et charmant, savant sans pédanterie, et spirituel sans méchanceté. Avait-on besoin d'un renseignement ; se trouvait-on embarrassé sur une question de guerre, de philosophie, de science ou de littérature, on allait sans hésiter trouver M. de Vernon, et la réponse ne se faisait jamais attendre. L'oracle avait-il toujours raison ? Nous n'osons le dire ; mais il n'en est pas moins vrai que M. de Vernon mettait au service de tous ceux qui le consultaient un savoir véritable et une prodigieuse mémoire, sans cesse augmentée et comme renouvelée par de sincères études et de continuelles lectures.

Ce qui ajoutait encore au prix des renseignements qu'il vous donnait, c'était la façon tout à la fois élégante et simple avec laquelle il les exprimait. Élevé dans le salon de sa mère, femme d'un très-ferme et très-vif esprit, il y avait appris l'art de causer et de conter. Mêlé en personne aux grandes actions qui marquèrent les premières années du siècle actuel, initié par sa

(1) M. Jules Gay de Vernon a publié un ouvrage intitulé : *Essai historique sur l'organisation de la cavalerie légère, et principalement sur l'arme des chasseurs à cheval, suivi d'une Notice historique sur le 8^e de chasseurs* ; livre intéressant et bon à consulter. Il serait à désirer que l'on fît ainsi l'histoire de nos régiments, au moins depuis 1789.

mère aux tragiques événements qui rendront impérissables les dernières années du siècle dernier, il portait en lui-même tout un trésor de souvenirs, et l'ouvrait à ses amis avec la bonne grâce d'un gentilhomme et la profusion d'un vieillard qui loue le temps passé.

II.

Maintenant, Messieurs, que je vous ai fait connaître l'homme aussi complètement que je l'ai pu, il est temps d'arriver au littérateur et à l'écrivain.

M. Gay de Vernon débuta dans la carrière littéraire par un roman intitulé *Ibrahim*, qui fut publié, vers 1830, chez Marmignon, libraire à Limoges. C'était un épisode de nos guerres en Égypte, et l'auteur, avec sa bonhomie et sa franchise habituelle, regardait cet ouvrage comme un péché de jeunesse.

J'arrive donc sans plus tarder au *Mémoire sur les opérations militaires des généraux Custine et Houchard pendant les années 1792 et 1793*.

Ce livre fut composé d'après les notes et les documents que M. de Vernon trouva dans les papiers de son père, le compagnon et l'ami de Custine et de Houchard : aussi, avec une piété filiale qui l'honore, il déclare, dans sa préface, n'avoir pas d'autre ambition que de faire passer ce mémoire pour une œuvre posthume de son père. Quoi qu'il en soit, la lecture en est difficile. C'est un ouvrage précis, exact, mais où l'intérêt a été trop souvent sacrifié à la partie technique. Et cependant quelle époque et quels hommes ! Nous plaindrions-nous si l'auteur, laissant parfois la stratégie de côté, nous eût peint avec le langage pittoresque et familier du soldat ces volontaires de 92 aux habits bleus « par la victoire usés », et qui, sergents la veille, généraux le lendemain, se trouvaient grands capitaines sans s'en douter ? Ce n'est pas qu'il ne leur ait rendu pleine justice ; mais on regrette qu'à ces moments-là le style reste toujours froid, net et sec comme une figure de géométrie (1).

La Vie du maréchal Gouvion-Saint-Cyr est le maître ouvrage de M. de Vernon : j'entends pour le travail et l'étendue. Il va sans dire que cette Vie est ce qu'elle devait être, un panégyrique.

(1) Cet ouvrage valut à M. de Vernon la croix de chevalier de la Légion-d'Honneur.

Gouvion-Saint-Cyr, comme je l'ai déjà dit, avait servi à l'armée du Rhin sous les ordres de l'adjutant général de Vernon. Devenu maréchal et ministre, il n'oublia pas son vieil ami, dont il prit le fils pour aide de camp. Rien donc d'étonnant à ce que M. de Vernon entreprît comme un pieux devoir de raconter les hauts faits de son protecteur. Ajoutons qu'il a bien choisi son héros. Sans avoir l'éclat militaire de Masséna, de Ney ou de Davoust, Gouvion-Saint-Cyr fut un des plus remarquables capitaines de la république et de l'empire.

C'est l'opinion non-seulement de son panégyriste, mais c'est aussi celle de M. Thiers et de tous les écrivains qui ont parlé des guerres de ce temps-là. Malheureusement il y a une ombre au tableau : M. de Vernon l'a fait disparaître, parce qu'il met son héros en pleine lumière, et l'enveloppe d'une auréole ; mais M. Thiers est plus sévère, faut-il dire plus juste ? Il nous le représente « excellent quand il était seul, dangereux quand il avait des voisins, qu'il secondait toujours mal ; mais capitaine habile, profond dans ses combinaisons, et le premier des militaires de son temps pour la guerre méthodique, Napoléon, bien entendu, demeurant hors de comparaison avec tous les généraux du siècle » (1).

M. Thiers ajoute plus loin : « On est honteux, en lisant les mémoires si remarquables d'ailleurs du maréchal Saint-Cyr sur sa campagne de Catalogne, des petitesse qui s'y rencontrent à côté de vues saines et profondes.... L'empereur n'aimait pas le caractère insociable du maréchal Saint-Cyr ; mais il rendait justice à ses qualités éminentes, et n'en était pas jaloux » (2). Il dit encore au sujet de la campagne de 1843 : « Nous honorons fort dans le maréchal Saint-Cyr, outre beaucoup d'esprit, une grande indépendance de caractère ; nous regrettons seulement qu'elle ait été gâtée par un penchant excessif à la contradiction, qui lui a fait commettre plus d'une faute dans sa carrière, d'ailleurs si glorieuse » (3).

En lisant ces mots il me semble, Messieurs, entendre la voix de l'histoire, de l'histoire qui juge les rois, et à plus forte raison les maréchaux. Certes ce n'est plus la voix de l'ami ; mais croyons bien cependant que M. de Vernon n'en a pas voulu à

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, T. IX, l. xxxiii, p. 483.

(2) *Ibid.*, T. IX, l. xxxiii, p. 484.

(3) *Ibid.*, T. XVI, l. I, p. 417.

M. Thiers, pas plus que M. Thiers n'en a voulu à M. de Vernon. Chacun d'eux a suivi la route qu'il devait suivre, et juger l'homme comme il devait le juger.

Cette critique faite, je dirai que la *Vie du maréchal de Saint-Cyr*(1) est intéressante en général, bien écrite, et pleine de renseignements précieux. On peut y remarquer par exemple cette campagne de Catalogne qui fut un chef-d'œuvre de stratégie, le récit de la bataille de Polotsk en 1812, la défense de Dresde en 1813; mais tout cela ne vaut pas à mon avis la dernière partie du livre : nous y retrouvons Saint-Cyr ministre de la guerre en 1815 et en 1817, et tâchant, dans ces temps troublés et dangereux, de réconcilier le présent avec le passé. Il tenta cette œuvre impossible avec un courage, un désir de bien faire et une abnégation vraiment admirables. Le spectacle de ce sage citoyen luttant contre les passions et les colères des partis a inspiré de belles et bonnes pages à l'écrivain. C'est sur elles qu'un admirateur de Saint-Cyr pourrait s'appuyer pour montrer que, si le capitaine fut insociable et jaloux, l'homme d'État mit au service de la France un patriotisme éclairé, un caractère d'une forte trempe et une vie toujours pure.

III.

La *Vie du maréchal Gouvion-Saint-Cyr* était sans aucun doute l'œuvre de prédilection de M. de Vernon, celle où il avait mis tout ce qu'il avait d'expérience littéraire et d'habileté de plume. A quel rang plaçait-il ses biographies de Gay-Lussac, de Vergniaud, de Jourdan, de Bonneval et des Volontaires de la Haute-Vienne? Au dernier peut-être, et voilà qu'aujourd'hui elles sont montées au premier. On en parle encore, on les lit, on les aime, tandis que les deux ouvrages dont j'ai déjà parlé sont un peu tombés dans l'oubli.

Est-ce manque de goût de notre part? Non, Messieurs : ces biographies sont certainement ce que M. de Vernon a fait de mieux. Courtes, vives, lestement tournées, entremêlées d'anecdotes familières et de pensées élevées, elles ont tout ce qui charme et tout ce qui retient un lecteur.

Ici c'est Bonneval-Pacha, avec sa grande mine, son impétueux

(1) Quarante exemplaires de cet ouvrage furent déposés à la Bibliothèque impériale par ordre de S. Exc. le maréchal Vaillant, ministre de la guerre, 1856.

courage, ses hautes qualités militaires, mais aussi avec son esprit dérégulé, sa triste morale et sa rage d'aventures; là c'est Jourdan, type limousin par excellence, calme, honnête, froid et fin, très-bon marchand et très-bon soldat. Voici encore Gay-Lussac, l'intrépide savant, l'infatigable travailleur, et Vergniaud, dont la puissante figure fait craquer le cadre un peu étroit où l'auteur l'a ensermée.

Nous ne voulons pas, dans cette brève énumération, oublier la *Haute-Vienne militaire*, liste rapide et complète des soldats qu'a vus naître notre département. L'auteur s'y est fièrement placé entre son père et son fils, à côté de son frère (1).

Encore quelques lignes, Messieurs, et je termine.

Les Gay de Vernon furent, comme vous le voyez, une famille vraiment militaire, qui date de 1792, et qui, Dieu merci ! n'a pas encore dit son dernier mot. Mais chez eux ce n'est pas seulement le goût des armes qui est héréditaire : le goût des lettres s'y transmet comme un bien précieux, comme un legs sacré. Le petit-fils est soldat, parce que son aïeul l'a été; il écrit, parce que son aïeul a écrit. N'est-ce pas curieux ? n'est-ce pas touchant ?

Vous vous rappelez tous, Messieurs, quelle devise prit un capitaine illustre qui savait aussi bien cultiver la terre que battre les Arabes : c'était le vrai type du soldat-laboureur : *Ense et aratro*. Il n'y aurait qu'un mot à changer pour faire aux Gay de Vernon une devise très-vraie et très-fièrre elle aussi : *Ense et calamo* : « une plume et une épée ».

A. GUILLEMOT.

Limoges, le 25 décembre 1864.

(1) Je dois citer, pour que ce travail soit complet, deux autres ouvrages de M. Gay de Vernon, dont j'ai eu connaissance trop tard pour en faire l'analyse. L'un est intitulé : *Des moyens d'établir à Saint-Léonard une annexe du dépôt de remonte de Guéret*, mars 1842. L'autre a pour titre : *Considération sur les chevaux limousins, sur les causes de la destruction presque totale de cette race, et sur les moyens de la reproduire pour le service des remontes militaires*; Limoges, 1829.

ÉMAILLERIE LIMOUSINE.

Avant de vous faire la description d'un émail curieux par son ancienneté, je ne crois pas hors de propos de vous donner lecture d'un titre de nos archives, daté de l'an 1233, écrit en langue limousine, et remarquable sous trois rapports : 1^o comme monument de cette langue dans la première moitié du XIII^e siècle; 2^o parce qu'il intéresse le plus ancien membre connu de la famille d'émailleurs du nom de Vitalis ou Vidal : *Bernard* était, je crois, le grand-père de *Barthelemy*; 3^o enfin en ce qu'il mentionne la monnaie de Limoges et la maille d'or, la même chose que l'obole d'or du temps du roi Philippe-Auguste, laquelle valait un peu plus que la moitié du *besant* (*bisantijs*), c'est-à-dire cinq sous de la monnaie de ce temps.

« **A** toz seus quj veyran aquestas lettras, Germana Humiels ? baella deu mostier midõpt S. Maria de la Regla de Lemotges, salut en nostre Senhor.

» Sapchan sil q̄ son e q̄ seran q̄ vol aguardat lo profiech de nostre mostier p̄ cummunal cosseil e voluntat de nostre couen^t las maisos nostras que eran a lachanal entre la maiso q̄ fost domie entre la wina de la Chabana de lachanal de la ciptat de Lemotges. Auein acessat a toz ceḡs deu cossols e au cuminal de la ciptat de Lemotges, p̄ xx sols redeus chasque an a Nadal, de la moneda de Lemotges, e una mealha daur dachaptam en randamen o en la mort de las baellas de nostre mostier e en randamen o en la mort deus achaptadors q̄ li cossol a lo cuminal vedran e au nos redut a sempres en B. Vidal p̄ achaptador q̄ acheptet de nos e auein agut nostre grat de vi vins ls de la moneda de Lemotges q̄ vos doneron d intratge e p̄ remembransa daisse e p̄ maor fermetat douein las aquestas lettras de nostre saeu saeladas. Año. Dñi. in^o. cc^o. tricesimo tertio. »

Permettez-moi maintenant, Messieurs, de vous communiquer l'heureuse découverte que j'ai faite d'un monument de notre ancienne émailerie, œuvre de transition entre les émaux incrustés et les émaux peints. C'est une plaque de cuivre très-épaisse, très-lourde et légèrement bombée, haute de 495 millimètres et large de 220.

Ce petit tableau est composé de huit personnages symétriquement placés, et représentant la mise au tombeau du corps de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et rappelle exactement les dispositions de statues sculptées et souvent peintes des scènes semblables qu'on désignait par le nom de *Monuments*; il y en avait dans plusieurs églises du diocèse, et notamment dans celle des Salles-la-Vauguyon.

Cet émail a été peint aux premiers temps de la renaissance, car on y reconnaît, parmi les femmes qui entourent le tombeau, des têtes empruntées à la numismatique romaine, celles de *Marcia* et d'*Aurelia*, aïeule et mère de Jules-César, qui sont gravées dans un livre intitulé : *Illustrium imagines*, imprimé à Lyon, l'an 1524, chez Antoine Blanchard, calcographe, corrigé par Andreas Fulvius.

L'exécution de cette peinture annonce un travail pénible et tourmenté; les couleurs des vêtements, le bleu surtout, sont posées en couches épaisses formant relief; le rouge pourpre, le jaune brun, le gris, le vert et le bleu de roi y dominent. Des filets d'or brillent dans les nimbes, les plis et les ornements des étoffes, les lignes des édifices et des murs de Jérusalem, les tiges et les feuilles des fleurs et des plantes.

Au plan supérieur, sur un ciel d'un gris bleu terne, se dessinent huit tours renforçant les remparts de Jérusalem; au-dessous, une rangée de seize arbres, plantés sur un sol tantôt d'un jaune brun, tantôt couvert de verdure.

Nous trouvons dans le Nouveau-Testament l'explication du sujet de cet émail : Marie-Madeleine, Marie mère de Jacques et de Joseph et la mère des fils de Zébédée n'abandonnèrent pas Jésus-Christ, et se joignirent à la sainte Vierge pour assister à l'ensevelissement de son corps. Un homme riche d'Arimathie, noble décurion, honnête et juste, nommé Joseph, disciple secret de Jésus-Christ, eut le courage de demander ce corps précieux à Pilate, qui le lui accorda. Il l'emporta, et acheta un linceul dont il l'enveloppa, puis le déposa dans un sépulcre neuf, qu'il

avait fait tailler pour lui-même dans une roche au milieu d'un jardin.

Joseph d'Arimathie fut assisté dans ce pieux devoir par Nicodème, un des principaux Juifs (*princeps*) et pharisiens, rabbin et sénateur du grand Sanhédrin, celui qui vint visiter Jésus-Christ la nuit. C'est dans cet entretien que l'Homme-Dieu lui dit qu'il fallait naître pour voir le royaume de Dieu. Nicodème demanda comment un homme déjà vieux pouvait naître. Jésus le lui expliqua, en ajoutant : « Nicodème, tu es maître (*magister*) en Israël, et tu ignores ces choses ? » Les paroles du Seigneur ont été la cause du ridicule attaché à son nom, ridicule qui s'est perpétué dans notre Limousin, où l'on appelle encore *grand nicodème* un homme trop naïf et trop simple; on désignait aussi sous le nom de *nicodémistes* des amis suspects, dont le zèle exagéré faisait plus de mal qu'une inimitié déclarée. En remontant à la LXXIV^e olympiade, nous trouvons que, la seconde année, 483 ans avant Jésus-Christ, un Nicodème était archonte d'Athènes lorsque Aristide fut envoyé en exil. Un Nicomédas fut vainqueur aux jeux olympiques l'an 404 avant Jésus-Christ, olympiade CLXIX.

Quoi qu'il en soit, l'auteur de cet émail en a fait le héros de son tableau, et lui a donné la place d'honneur. Peut-être voulait-il réhabiliter sa mémoire. Au reste, Nicodème apporta à Joseph d'Arimathie une mixture d'aloës et de myrrhe du poids d'environ cent livres; ils entourèrent tous les deux le corps de Jésus-Christ de bandelettes et d'aromates, selon la coutume des Juifs.

Nicodème, sur la partie la plus en vue du tableau, est représenté d'une taille double de celle des autres personnages, en exceptant Joseph d'Arimathie; sa tête est coiffée d'un grand bonnet doctoral bleu, terminé par un bouton d'or, et retroussé de filets du même métal. Le rebord de ce bonnet est rehaussé sur le cou, et se prolonge en longue visière sur le front. Il reste quelques traces de lettres d'or, entre autres un N, qui indiquaient le nom de ce docteur. Son visage présente un nez fort long, une bouche et une oreille fort grandes; sa barbe, à poils châains, descend sur le collet de fourrure blanche d'un manteau bleu. Je ne puis dire que ce soit une fourrure d'hermine dont le peintre a cru devoir gratifier son docteur de la loi juive, puisque, au lieu de mouchetures, ce sont des larmes noires qu'il y a semées. La tunique, d'un pourpre foncé, est

brodée; des rosaces en quintefeuilles d'or brillent dans la partie que ne recouvre pas le manteau. Cette tunique est resserrée sur les reins par une petite ceinture bleue ornée de perles et de filets d'or. Les pieds de Nicodème reposent sur un gazon émaillé de fleurs rouges, bleues et jaunes; d'autres fleurs à hautes tiges, des marguerites, sont plantées entre le cadre et le docteur.

Nicodème soutient de ses deux mains, à l'aide d'un linceul grisâtre, la tête de Jésus-Christ, encore couronnée d'épines. Les traits du visage, souillé de sang, sont contractés, et sa barbe brune fait ressortir l'extrême blancheur ou pâleur de ses membres; le côté, les bras et les pieds présentent des plaies sanglantes. Le corps, maigre et raidi par la mort, repose sur un tombeau de marbre gris veiné de violet de bleu, et d'un peu de noir: quatre anneaux y sont attachés au-dessus du soubassement indiqué par une longue bande blanche; quelques filets d'or rehaussent les lignes de ce tombeau; on en voit dans la barbe du Seigneur et dans les plis du linge qui ceint ses reins.

L'émailleur a déployé plus de talent dans l'expression des autres assistants à cette triste scène. Une femme âgée, dont la tête, enveloppée d'un voile blanc, est couronnée d'un nimbe d'or, semble, par ses gestes et son attitude, sympathiser à la douleur de la sainte Vierge. Cette première sainte femme est vêtue d'une robe d'un rouge sombre ou violet pourpré et d'un grand manteau bleu rehaussé d'or. L'auréole ou nimbe de sa tête est brodée en arabesques. Marie mère de Jésus-Christ porte un manteau pareil, qui lui recouvre la tête ornée d'un nimbe rayonnant. Son visage et ses yeux fermés témoignent un extrême désespoir; ses deux mains sont jointes; un voile blanc recouvre son cou et sa poitrine; sa robe est de couleur gris clair. L'apôtre saint Jean appuie sa main gauche sur l'épaule de la sainte Vierge pour la soutenir dans sa faiblesse; ses traits expriment la compassion et la désolation; sa tête, blonde, est encadrée par un nimbe arrondi dont la circonférence extérieure est dorée, par opposition à celui de Marie mère de Jésus, qui est d'or éclatant coupé de rayons circulaires. Le disciple bien-aimé a une tunique verte et un manteau de pourpre sombre doublé de blanc; les étoffes sont rehaussées de filets d'or. Près de lui, une deuxième sainte femme, coiffée à l'orientale: une sorte de turban blanc sans calotte, à plis dorés, derrière lequel apparaît un

simple nimbe : même voile que les deux autres femmes. Sa robe est bleue ; son manteau , de la couleur de ce jaune bronze prodigué dans le fond de ce petit tableau. Elle tient de la main droite un vase rouge orné d'or à couvercle verdâtre , et présente de la gauche à Marie-Madeleine une boule grise renfermant sans doute des parfums , et semble en conversation avec cette dernière. Marie-Madeleine est décorée aussi du nimbe d'or simple : son costume est moins sévère que celui des autres saintes femmes ; ses longs cheveux noirs laissent son front découvert ; point de voile sur son cou ; sa robe est d'un violet foncé sous un riche manteau rose pâle et chamarré dans le goût oriental , qui , descendant de l'épaule gauche , se relève élégamment sous le bras droit de la sainte. Madeleine tient à deux mains un vase brun , de forme allongée comme une bouteille moderne ; elle paraît écouter avec attention les avis de sa voisine. Dans la broderie du manteau on lit les lettres ADEL , fragment de son nom.

Joseph d'Arimathie est le dernier acteur de cette scène à droite du tableau touchant au cadre. Il relève de ses deux mains les pieds et le corps de son divin Maître , qui paraît plus long que son tombeau. Son costume est aussi singulier que celui de Nicodème. A son visage refrogné semble attachée une barbe postiche brune et peignée avec quelque soin. Un chapeau blanc et pointu , terminé par une cocarde à quatre couleurs , rouge , blanc , bleu et jaune , est relevé sur le front , et orné d'une rosace à six feuilles dont le milieu est rouge. Ce chapeau est rehaussé d'or , et on y lit : ARIMAT. Sa tunique , bleue , est ornée dans le bas d'arabesques brodées d'or. Un brassard d'étoffe d'or est émaillé de quinze perles ou turquoises ; une pierre fine rouge est placée au centre. Son manteau , de pourpre foncé , est doublé d'une fourrure blanche semée de larmes noires ; il est attaché à la hauteur de ses reins par une ceinture verte et or. Derrière lui , des arbres et de grandes fleurs. Ce Joseph , suivant Bède , fut l'apôtre de l'Angleterre.

Dans les rares intervalles du fond de la scène de ce tableau , entre les huit spectateurs , on aperçoit un ruisseau ou torrent à flots bleus , et des sentiers de terre jaune tracés parmi les fleurs , la verdure et les arbres ; il y règne partout une certaine symétrie jusque dans l'agencement des personnages. Saint Jean occupe le milieu , ayant à sa droite et à sa gauche deux saintes femmes.

Le revers du contre-émail est empâté d'une matière très-épaisse, noirâtre, mate dans certaines parties et brillante dans d'autres, sans aucune transparence. L'œil exercé de M. Astaix, notre confrère, y a remarqué des traits de burin mis dans le but de faciliter l'adhérence de l'émail sur le cuivre; ce qui n'a pas empêché sa chute, car le cuivre reparaît parfois, soit oxydé, soit avec sa couleur rouge. La surface, qui n'est ni plane ni polie, offre plusieurs boursouflures : j'y ai cherché en vain les traces d'un poinçon.

Malgré ses défauts, ce petit tableau est digne d'intérêt; il offre dans les têtes des ressemblances avec la manière de Nardou Pénicaud, et, s'il n'est pas plus ancien que l'époque de ce maître, il doit être de son école. Il est d'un travail plus barbare que l'émail de M. de Montbas, et je le crois de la deuxième moitié du xv^e siècle. Je regrette de n'avoir pu faire une étude comparative avec des émaux de ce temps qui enrichissent la collection de M. de Marpon. J'espère, au retour de notre honorable receveur général des finances, visiter en sa compagnie ses trésors scientifiques, dont il fait les honneurs avec une si exquise politesse. Ce sera le sujet d'une ample description de chefs-d'œuvre qu'il possède.

MAURICE ARDANT,

Archiviste.

Limoges, le 28 octobre 1864.

NOTE SUR LA TOUR DE BAR.

MESSIEURS ,

Récemment admis à l'honneur de faire partie de votre Société, je suis heureux de payer ma dette de reconnaissance à la mémoire de celui qui, par ses nombreux travaux, ses savantes recherches, a occupé un des premiers rangs dans la Société archéologique du Limousin.

Élève du très-regrettable abbé Texier, j'ai eu plus que personne occasion de m'affliger de sa mort : nuit et jour je l'ai vu à l'œuvre, et son grand désir de faire progresser la science à laquelle il s'était voué lui avait inspiré l'heureuse idée d'enseigner les connaissances qu'il avait acquises. Il avait encouragé mes premiers pas, et, dans un concours général, il avait accordé à mon travail le premier grand prix d'archéologie.

Puisse le souvenir de mon très-vénérable maître votre ancien collègue entretenir en nous tous l'ardeur pour l'archéologie, afin que nous soutenions dignement le rang qu'occupe notre Société Archéologique et Historique parmi les sociétés savantes de France.

Aujourd'hui, Messieurs, je me propose de vous dire quelques mots sur la tour de Bar.

En suivant une ligne droite de Limoges à *Cassinomagus* (Chassenon), on passerait au village de Bar, commune de Saint-Martin-de-Jussac, canton de Saint-Junien.

Dans ce lieu se trouvent des ruines sur lesquelles personne n'a pu me donner de détails ayant une apparence de vérité. La vue est frappée particulièrement par un tumulus d'une circonférence de 120 mètres à la base, de 20 mètres de diamètre au sommet et d'une hauteur de 40 mètres environ. Ce tumulus est entouré de flaques d'eau alimentées par une fontaine dont la source est très-abondante.

A 200 mètres du *tumulus* appelé dans le pays *la mole*, sont des ruines beaucoup plus vastes, en grande partie labourées : ce lieu se nomme La Tour.

Les anciens du village racontent qu'ils ont aidé à démolir les

quelques vestiges de ce monument : de tout temps, paraît-il, on en a extrait des fragments de bois carbonisé, des pierres de taille, des briques, des verroux, des portes en bois ; et encore, pour peu que l'on fouille, on y découvre à chaque instant des débris de constructions anciennes.

Il serait très-intéressant de rechercher et de mettre à nu les fondations de cette tour pour en avoir les dimensions et les dispositions.

Au bas de la page 464 du tome VIII du Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin, dans un article signé par notre savant confrère M. Roy de Pierrefitte, nous lisons une note indiquant que, vers 4384, les Anglais gardaient leurs prisonniers dans les trois forts suivants : la tour de Bar, paroisse de Saint-Martin-de-Jussac, Morterolles et Le Palais près Limoges.

Qui donc avait construit cette tour de Bar ? A qui appartenait-elle ? Comment a-t-elle été détruite ? Nous l'ignorons, et jusqu'à ce jour nos recherches ont été infructueuses.

Toutefois d'un manuscrit (1) du siècle dernier ayant pour titre : *Tableau géographique et historique du diocèse de Limoges, divisé en ses archiprêtres : où l'on y a désigné tous les bénéfices, soit abbayes, chapitres, cures, prieurés, vicairies, tant en patronage laïque que ecclésiastique, soit encore les communautés d'hommes et de religieuses, hôpitaux, collèges, etc... autant exactement qu'il a été possible et selon les mémoires que l'on a pu se procurer*, nous avons extrait le passage suivant, page 33 :

« Saint-Martin-de-Jussac, à 6 lieues de Limoges, arch. de Saint-Junien, prieuré-cure rég. à la nomination du prieur de Saint-Jean-d'Ecole, etc..... Sur ladicte paroisse étoit autrefois une chapelle de dévotion de la fondation des seigneurs des Cars, située au village de Bars, fameux dans les Commentaires de César sous le titre de la Tour de Bars. »

Nous n'avons pu contrôler complètement le sens et la véracité de cette note, ni ce qu'elle peut contenir d'apocryphe. En tout cas, il ne serait point impossible que le fort de La Tour de Bar (ou Bars ou Bare, de *barum*, *barrium* ou *burra*) (2) eût été

(1) Ce manuscrit, dont l'auteur est inconnu, se trouve à Saint-Junien entre les mains de M. Bourgoin-Mélisse, membre de la Société Archéologique.

(2) L'étymologie de Bar est très-controversée : on suppose que ce devait être une *barrière* ou forteresse. — Il existe un grand nombre de

construit par les Romains pour commander leur route de *Lemovices* à la villa *Cassinomagus*, d'autant mieux que ce lieu, à peu près à égale distance de l'une et de l'autre ville romaine, domine la vallée de la Vienne, qui coule non loin, et paraît occuper une forte position stratégique à 122 mètres au-dessus du niveau de la Vienne.

A trois cents mètres environ du lieu non labouré de la tour de Bar, dans un jardin du village, on voit encore le pavé de la chapelle dont il est question dans la note ci-dessus transcrite : il ne reste aucune autre trace de cette chapelle, qui fut démolie en 1742 par ordre de Jean-Gilles de Coëtlosquet, évêque de Limoges. (*Pouillé*, page 22.)

J'aurais dû peut-être attendre d'avoir découvert quelque document important sur la tour de Bar pour en faire l'objet d'une communication ; mais une circonstance particulière m'a obligé à vous dire sur-le-champ le peu que j'en savais.

Le conseil municipal de la commune de Saint-Martin-de-Jussac a voté la vente des terrains communaux sur lesquels se trouvent :

1° Ce qui reste de la tour de Bar ;

2° Le *tumulus*.

Toutes les formalités ont été remplies pour parvenir à la vente administrative, et les pièces sont actuellement à la préfecture.

Nous avons prié M. le commissaire enquêteur d'avoir égard à ces ruines, et de ne pas les mettre en vente : il nous a promis de tenir compte de nos observations dans son rapport ; mais il serait nécessaire, si vous le jugez à propos, de faire une démarche près de M. le préfet pour qu'il décidât que ces vestiges, intéressants au point de vue de la reconstruction des cartes géographiques anciennes, reconstruction encouragée par l'État, ne fussent pas vendues pour disparaître à jamais sous la charrue.

Vous nommerez, Messieurs, si vous le jugez utile, une commission qui sera chargée de suivre cette affaire, et s'occupera au besoin des fouilles qui pourraient aider à découvrir ce qu'était cette tour de Bar.

THÉOPHILE DE FONT-RÉAULX.

villes du même nom, telles que Bar-le-Duc, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Bar département du Var, Bar à une lieue N. de Tulle (Corrèze), — Bar en Pologne, ville très-forte de la Podolie.

LES RELIGIEUX

DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

DANS LA MARCHE ET LE LIMOUSIN.

« Il serait difficile de trouver, en parcourant les glorieuses annales de l'Église, une époque où son influence sur le monde et sur la race humaine dans tous ses développements fut plus vaste, plus féconde, plus incontestée qu'au XIII^e siècle. Jamais peut-être l'Épouse du Christ n'a régné avec un empire si absolu sur la pensée et sur le cœur des peuples », comme le fait remarquer le savant auteur de l'Histoire de sainte Élisabeth de Hongrie, M. de Montalembert (introduction).

Cependant la fin du XII^e siècle (époque où naquit saint François) était loin de faire bien augurer du siècle suivant. « La funeste bataille de Tibériade, la perte de la vraie croix et la prise de Jérusalem par Saladin (1187) avaient montré l'Occident vaincu par l'Orient sur le sol sacré que les croisades avaient racheté. Les débauches et la tyrannie de Henri II d'Angleterre, l'assassinat de saint Thomas Becket, la captivité de Richard Cœur-de-Lion, les violences de Philippe-Auguste contre sa femme Ingerburge, les atroces cruautés de l'empereur Henri VI en Sicile, tous ces triomphes de la force brutale n'indiquaient que trop une certaine diminution de la force catholique, tandis que les progrès des hérésies vaudoise et albigeoise et les plaintes universelles sur le relâchement des clercs et des ordres religieux dévoilaient un mal dangereux au sein même de l'Église ; mais une glorieuse réaction ne devait pas tarder à éclater. » (M. de Montalembert, *ibid.*) Cette réaction, Dieu la préparait en plaçant sur la chaire de

Saint-Pierre l'illustre Innocent III, pour qui l'amour de la justice et de la religion était tout, puis en donnant à l'Église de grands saints comme François d'Assise, Dominique, Élisabeth de Hongrie et beaucoup d'autres.

Quand j'entrepris de publier mes *Études historiques sur les monastères du Limousin et de la Marche*, je ne pensais m'occuper que de l'ordre de Saint-Benoît. J'ai pourtant introduit dans ce I^{er} volume quelques simples communautés dont on m'avait prié d'écrire l'histoire, et aussi un *Tableau des maisons de l'ordre de Saint-Dominique dans le diocèse de Limoges* : cette dernière notice était, ainsi que l'indique la qualification ajoutée à ma signature qui la termine, un témoignage de gratitude.

Puisque les Enfants de saint François, autrefois si répandus dans la Marche et le Limousin, sont revenus à Limoges depuis 1854, je désire clore mon I^{er} volume par un tableau qui résume ce qu'a fait cet ordre dans notre diocèse. Ce sera du moins utile comme renseignement historique, puisque je vais réunir en quatre ou cinq pages les faits disséminés dans les *Annales du Limousin* du P. Bonaventure de Saint-Amable et dans le *Pouillé du diocèse de Limoges*, manuscrit du docte abbé Joseph Nadaud, qui est la propriété des prêtres de Saint-Sulpice de Limoges.

Voici, par ordre alphabétique, ce que j'ai pu recueillir sur les divers couvents du diocèse de Limoges. J'y joins aussi ce qui regarde Tulle, parce que ce dernier diocèse, détaché du nôtre au XIV^e siècle, est aussi du Limousin.

AUBUSSON.

M. Victor Maingonat, juge au tribunal civil d'Aubusson, qui a vu l'église et le couvent des Récollets de cette ville, a bien voulu me faire passer : 1^o un croquis à vol d'oiseau de ce couvent et de cette église, croquis extrait d'un vieux dessin de la ville d'Aubusson, et qui donne, dit-il, une idée très-exacte de la façade extérieure des deux édifices et de l'emplacement de l'ancien pont; 2^o un plan par terre de l'église et du rez-de-chaussée du couvent. L'église des bons Pères, orientée du nord au sud, se trouvait à la place qu'occupe aujourd'hui le tribunal, et la porte regardait l'ancien pont, mais en dehors de l'axe de cette dernière construction, située un peu en amont du nou-

veau pont, dit pont Neuf, et terminé en 1846. Le couvent était à la droite de l'église, sur l'emplacement occupé aujourd'hui (1863) par la caserne et la prison, et la place Villeneuve était jadis le jardin des religieux.

« Au rez-de-chaussée du couvent, la porte située au nord ouvrait sur un corridor dit cloître, et qui longeait l'église à l'est et la cour à l'ouest; au nord, étaient le parloir et la bibliothèque; au sud, l'escalier, le réfectoire, la cuisine et les décharges. Au-dessus de ce rez-de-chaussée, se trouvaient, au premier étage, quatre vastes corridors, sur trois desquels ouvraient les portes des diverses cellules des frères. Le corridor au-dessus du cloître, voûté en arceaux, était le seul qui n'eût pas de cellules, parce que le mur de refend de l'église n'avait pas permis qu'on en établît de ce côté. On voit aujourd'hui dans l'église paroissiale d'Aubusson l'autel de l'église des Récollets, ainsi que les colonnes corinthiennes qui dépendaient de cet autel.

« Ce fut au commencement du ^{xvii}^e siècle, vers 1614 ou 1615, que les Pères Récollets vinrent s'établir à Aubusson, et qu'ils commencèrent à y construire leur église et leur maison. La certitude de cette date nous est révélée par un testament d'Annet de La Roche-Aymon, seigneur de Saint-Maixent, Lavaud et Lafarge dans la Marche, sous la date du 16 avril 1615, dans lequel ce seigneur terminait ses dispositions par un legs au profit du couvent des pères Récollets de la ville d'Aubusson, *pour leur aider à bâtir leur église et leur maison.* »

Les frères mineurs Récollets établis en 1614 (1) sont huit prêtres, quatre étudiants, quatre convers, dépendants de la province du Saint-Sacrement dite de Toulouse.

A cette note par trop sommaire, prise dans le Pouillé manuscrit de Nadaud, j'ajouterai les détails suivants, tirés des papiers du couvent déposés aux archives de la Creuse.

La délibération consulaire qui appelle les Récollets à Aubusson est du 13 novembre 1614; l'autorisation épiscopale pour l'établissement du couvent est du 15 du même mois.

La chapelle des Récollets fut consacrée, le 5 septembre 1631,

(1) La partie du Pouillé du diocèse de Limoges relative à la Creuse n'est pas actuellement à ma disposition. M. Bosvieux, ancien archiviste de la Creuse, aujourd'hui archiviste du Lot-et-Garonne, a bien voulu me fournir les notes suivantes sur Aubusson et Guéret. R.-P.

par Jean de Mareveau (ou Mallevaud), évêque d'Olonne, suffragant du siège de Clermont, délégué par l'évêque de Limoges. L'église fut dédiée à Notre-Dame de Recouvrance. Le gardien était alors frère Timothée Cheyron.

Une relique de saint Raymond fut donnée au couvent, en 1662, par frère Fulgence Lamothe, provincial de la province de Toulouse. Le maître-autel du couvent fut érigé en autel privilégié par différents brefs des papes Innocent X, Alexandre VII, Innocent XI et Innocent XII, en 1647, 1655, 1678, 1685, 1699.

BOIS-FERRU

(paroisse de Linard ou Linas-le-Pauvre (1).

§ 1^{er}.

La légende de la contrée raconte ainsi l'origine de ce couvent :

Une dame de Malval, *madame d'Abain*, eut un jour la cruelle fantaisie de manger un enfant à la mamelle. Si la noble châtelaine avait ces instincts de cannibale, l'officier de bouche qui devait la servir dans son crime était un homme juste et humain. Saisi d'horreur à un pareil ordre, il n'osa cependant s'y refuser, et, usant de ruse, il substitua à l'enfant une génisse qui venait de naître. Le mets tout naturellement fut trouvé détestable. Ce repas terminé, M^{me} d'Abain, se promenant sur les remparts de son château, entendit les mugissements de désespoir de la malheureuse mère : ils étaient si déchirants qu'elle s'enquit auprès de son intendant du sujet de ces cris. L'officier répondit qu'on avait retiré à cette pauvre bête la génisse qu'elle venait de mettre au monde. Alors l'énormité de son crime apparut dans toute son horreur à la coupable châtelaine : elle comprit à la douleur de l'animal la douleur de la mère gémissant sur la perte de son enfant ravi et immolé, et, dans son repentir, elle fonda le couvent de Bois-Ferru pour que ses religieux implorassent du Ciel son pardon.

Telle est la légende ; mais, comme toute légende, elle n'a souci

(1) La notice suivante sur le couvent de Bois-Ferru est rédigée par M. de Cessac, président de la Société des Sciences naturelles et d'Archéologie de la Creuse.

ni de la vraisemblance ni de la chronologie. L'illustre famille des Chasteigner, barons de La Roche-Posay, seigneurs d'Abain, ne posséda la coseigneurie de Malval qu'un siècle environ après la fondation de ce couvent. En 1400, la baronnie de Malval était possédée par Marguerite de Malval, femme de Pierre de Brosses, dont les armes, *d'azur à trois brosses d'or liées de gueules*, se voient sculptées sur un écusson de granit ménagé en relief dans le meneau central de la fenêtre du chevet de la chapelle. Mais tout ne se borne pas à une erreur de nom et de date. L'histoire nous raconte cette fondation : elle n'a rien de dramatique, et l'odieux heureusement est tout de fantaisie. Cependant ne pourrait-on pas voir dans cette stupide et ridicule légende un écho affaibli et tronqué des faits dont la contrée fut à cette époque le théâtre, et que nous ne pouvons malheureusement raconter ici, tout intéressants qu'ils sont, car ils nous entraîneraient au-delà des limites que nous devons nous imposer. Mais avant tout un souvenir à cette mâle et énergique Marguerite de Malval la dernière de sa race. Ce fut d'ailleurs de son temps que Bois-Ferru fut construit.

Mère du maréchal de Boussac, tutrice de ses enfants, les documents historiques que nous avons nous la montrent poursuivant et faisant condamner l'amiral de Culant, qui lui avait enlevé l'aîné de ses petits-fils. Pour lui résister lorsqu'il vint attaquer le château de Boussac après avoir pris celui de Malval, elle n'hésita pas à faire mettre le feu aux maisons du bourg du Pont, où l'ennemi faisait moudre son grain. Déjà elle avait fait châtier par ses gens le commandeur de Morterolles, qui avait à plusieurs reprises empêché les habitants de cette paroisse de faire le gué au château de Bridiers, qui appartenait à ses petits-enfants, les fils du maréchal de Boussac. Le commandeur et ses gens s'étant, dans cette circonstance, retirés dans une église et une maison attenante, d'où ils incommodaient fort « les aucuns gens de ladite dame », ceux-ci « mirent des botteaux de paille ardents de feu à la porte de ladite église : au moyen, ils les enfumerent, et par cest moyen se rendirent, sans que ladite église fût brûlée, combien que la dite maison le fût ».

Telle était Marguerite de Malval. Cette énergie et cette décision de caractère ne sont-elles pas le meilleur démenti qu'on puisse donner au fait rapporté par la tradition ?

§ 2.

Bois-Ferru n'a pas d'histoire : les pauvres couvents de cet ordre ne peuvent en avoir. Les chroniques du pays se bornent à raconter sa fondation ; les archives de la Creuse conservent le procès-verbal de sa clôture en 1790 ; dans l'intervalle, quelques donations faites aux religieux, quelques messes fondées, voilà tout ce que l'historien peut recueillir.

Nadaud nous apprend que, en 1396, Louis, seigneur de Malval, La Forest, Chastel-Clop, Éguzon et Genouillac, et Galienne, sa femme, donnèrent le tenement de Bois-Ferru aux Cordeliers (1). Bonaventure de Saint-Amable nous rapporte de la manière suivante la fondation du couvent que ces derniers y établirent :

« En l'année 1400, les RR. PP. Cordeliers de Limoges, qui avoient un hospice et chapelle que leur avoient donnés autrefois Louys de Malval, chevalier, et Galienne, sa femme, au lieu du Repaire ou du Buy-Ferru dans la Marche limousine, présenterent requeste à Jacques de Bourbon, comte de la Marche, seigneur de Leuse et de Carenchy, par frere Jean Coulon, maître en théologie, Cordelier, afin de bâtir un couvent au lieu susdit, lequel fut appelé Notre-Dame du Repaire ; ce qu'il leur accorda par ses lettres du dernier de juin 1400, à condition de chanter tous les ans pour luy et ses parens une grande messe de morts au jour de saint Jacques apôtre, ce qui fut accompli (2) ».

Ce couvent de frères mineurs Cordeliers dépendant de la province de la Petite-Aquitaine, était, d'après Nadaud, habité par trois prêtres et trois frères mineurs. Nous verrons par les détails qui suivent que ce nombre n'a pas dû être toujours fixe.

Le fonds de ce couvent, conservé aux archives de la Creuse, et que nous avons pu consulter grâce à l'obligeance de M. l'archiviste Richard, ne contient malheureusement que des pièces insignifiantes : elles nous ont permis cependant de dresser une liste de ses gardiens depuis le milieu du xvii^e siècle, incomplète sans doute, mais utile cependant, puisqu'il n'en existe pas encore.

Elles fournissent de plus quelques renseignements sur plusieurs dignitaires de l'ordre ou du couvent, sur les fonctions qui

(1) Nadaud, *Pouillé manuscrit du diocèse de Limoges*.

(2) Bonav. de Saint-Amable, T. III, p. 681.

y existaient, sur les fondations qui y furent faites. Nous nous contenterons de citer ce qui nous a paru présenter quelque intérêt.

Messire Silvain Ajasson lègue, en 1669, 50 livres de rente aux religieux de Bois-Ferru. Messire François du Breuil, chevalier seigneur de Lourdoueix-Saint-Pierre, leur constitue également une rente le 16 avril 1744. Le marquis de Saint-Germain, gouverneur de la Marche, donna, par son testament de 1751 et 1752, six setiers de blé seigle. Damoiselle Gabrielle du Breuil, veuve de Gabriel de La Celle, sieur de Souvole, lègue également une rente, le 26 juillet 1665, qui est acceptée de la manière suivante : « Nous, provincial, pere de province, custode des custodies et diffiniteur de l'ordre des freres mineurs de la grande province d'Aquitaine des Réformez, canoniquement assemblez dans notre couvent de Brive en temps de notre congrégation intermédiaire, avons vu et lu le présent contrat de fondation, faite à notre couvent de Boifférut par Gabrielle Dubreuil, lequel dit contrat avons alloué, ratifié et approuvé.... »

Un grand nombre de personnes fondent des obituaires. Le 26 février 1648, damoiselle Françoise Delagilie, veuve d'Antoine de La Marche, écuyer, sieur de Foy et de Puignillon, donna à Bois-Ferru, présent Révérend Père François Gays, l'un des religieux, la somme de 400 livres tournois, à la condition qu'on dira pour elle et les siens deux messes chaque semaine. MM. de La Bastide, de Chamborand, de Mornay, de La Roche-Aymon, Bertrand, baron de Malval, Chauvelin de Richemont, etc., en font autant.

Enfin le couvent donna en rente quelques sommes à Marguerite Boiry, veuve de messire François de Biencourt, chevalier, seigneur de Paizat, La Fortillesse, du Montier-Malcar; à Marie Paillon, veuve de noble Jacques Josse, sieur de La Pommerée, qui déclare avoir reçu de Simon Aubardat, religieux cordelier, docteur en théologie et provincial de la grande province d'Aquitaine, demeurant au couvent de Bois-Ferru, diocèse de Limoges, 3 septembre 1690, le principal de cette rente de 26 livres tournois. Le 25 septembre 1693, le même religieux, nommé *Aubarède*, est dit religieux Cordelier, docteur en théologie, provincial ancien de la grande province d'Aquitaine.

Une transaction du 4^r juillet 1666 entre messire Yves Bertrand, chevalier, seigneur de La Villate, et le syndic des Cordeliers, nous fournit les noms suivants : «..... fait et passé du consente-

ment de révérend père Joseph Légier, gardien, prédicateur audit couvent, et du révérend père Siméon Aubarède, docteur en théologie, et premier père de province, et frère Gabriel Gobin et Jacques Lafont, religieux, prédicateur et confesseur audit couvent. »

La pièce suivante est trop importante pour que nous ne la transcrivions pas tout entière. Elle montre d'abord la simplicité toute *monastique* de ces pauvres religieux, et, par son ton si mesuré, la sympathie des populations d'alentour pour ce couvent, qui allait disparaître pour toujours d'au milieu d'eux.

Inventaire de la communauté de Bois-Ferru.

« Aujourd'hui 30^e jour du moy de may mil sept cent quatre-vingt-dix, en vertu des Lettres-patente du roy sur un decret des l'assemblés nationales concernant les religieux, donnés à Paris le 26 mars 1790, lesquelles nous ons Etez remisé le 24 dudit mois de may, et publié le lendemain 25 par monsieur le curé aux proné de la messe paroissialle et à la sorty de la messe, par nous, officiers municipaux de la communauté de Linard à l'absencée du mairé qui est à Gueret à l'assemble des electeur, pour procéder a la nomination des membres du departement et de distiris, nous somme transporte aux couvent dubois ferust ordre des freres mineurs conventuel de saint Fransois ordinairement appelés Cordeliez réuny depuis longs tems au couvent de Limoges pour inventoriez tant les effets dudit couvent que ceux de l'égleisé, oux estant arrive nous orions trouve le reverent père Pôl Puynesges supérieur dudit couvent agez de 54 ans et frere Pierre Fabriéz, en religions dit frere Jérémie agez de 79 ans seul religieux du dit couvent qui nous ons representée les registrés dèrecetée et de dépensée que nous avons ârestée et nous avons trouve que la recette de deux ans pendant lesquelles le reverant pere Pôl Puynesges superieur actuelle a administrer laditte maisons semonte a la somme de huit cent quatre vingt dix livre et la depense à celle de onzée cent quatre vingt dix liures six sous. En consequence la depense excédant la recette de trois cent livres six sous le dit reverant pere nous a declare et certifie en avoir fait l'avance aux depens dequelleque reserve qu'il s'est fait pendant six ans de vicariast oux pour

autre fonctions de sons ministerée laquelle somme ille nous a dit vouloir luy estre remisee.

» De plus ledit reverant pere nous a exposez que les revenu du dit couvant consistez en fons depres terre chaumé, et bois afferme par acte passe pardevant notaire la somme de deux cent quarante livrés souze uné reserve quille estime à soixante livrés en süssé.

» 2° En vne rentée constituée du revenu de trante livres du par M. le marquis de Bien Cour le huit mars de chaque année.

» 3° En vnée rente constituée sur monsieur prevost deigurande le jeune du revenu de cinquante livres payablés le 8 mars de chaque année.

» 4° En vné rentée constituée du revenu de 50 livres dus par M. Blondet de Lourdouée st pierre qui échois le 16 avril de chaque année.

» 5° En vne rentée constituée du revenu de 15 livres du par M. Tiziers de la ville degurande le douze novembrée de chaque année de toutes lesquelles rente Les titré sont en bonne formee.

» Quant aux effest de la sacristy quj consistés en vn calicé avecque sa patennée vn soleil et vne custodée le tout en argent trois mauvaise aubée et vn vieux surplis, dix ornements tant bons que mauvais de différente coulleur avecque deux dalmatiques passablement bons d'autre petit linge depeux de valeur lesquelles effest sont constenne dans vn vestiérée forre mauvais, point de bibliotéqué ni livre ni manuscrié ni médaillé ni argenterie de tables.

» Pour ce qui est du mobiliez de la maisons le plus precieux consiste, en quatre vieux mauvais lit dons deux ons pour garniture chaque vnée palliasse vn matelas de leune et vn traversaint et vn lit de plume et des rideaux de ras bleus, et les deux autres ons seullement chaque vn matelas des quelles matelas deluy quj est aux lit alusagé dureverant pere luj appartien comme layant fait faire a sest depens, plus dix draps delit, plus quatre nape de table plus saize servieste.

» Pleusieur movaisée tables quatre armoire tant grande que petite.

» Plus à la cuisiné nous avons trouve deux grand chenois de fers.

» Plus huit plas et vingt assiestée, le tout detains quj sont dans vn vesseliez.

» Labaterie de cuisine est de peux de valeur, les maisons et les

autres batimens en dépendans sons en mauvasée état ayant etez de plus longstems etez negligez. Il est du a la maisons depuis le premier avril de la presente année pour deux année de rentrée aubituaires la somme de trois cent vingt livres dons la capitale est placé sur lautelle de ville de paris. Il est deux ala maisons lasomme de dix liures de rente aubituair echueux depuis la noel dernier, dons le principale est affecté sur les biens jouy par les representant dedeffunes damoiselle jeanne nivaux dubourg de linard les autres fondations dons ledit reverant pere a fourni le detaille dons la declarations quille a adresse a lassemblée nationale ons etez acquittez a leur échéancée.

» La maison doit a deux particulier de la ville degurande dons lun nome roüdos et lautre fergons anvrons sept cent quatre vingt livres les susdit creaniers ens fait vne arengement par acte passe pardevant notaire ille ij à quellé que année par le quelle elle ons consenty de recevoir jusqua final payement les deux rente constitué sur mm. prevost jeune et tiziers de la ville degurande dons ille a etez parlé cydevant plus vn particulier de la chatre nomée roille reclame vne anciennée creansé pour la quelle ille a fait saisir la ferme des fons de la maisons et le revenu dune rente aubituairée etablis par monsieur demoutazay sur la terre de Bauvais paroisse de Bonât de laquelle sesis le reverant pere nous a represente les actes.

» Les dits reverant pere paul Puynesagez de 54 ans superieur de ce couvant et frere pierre Fabriez dit frere jerome agez de 79 ans profes tous deux affillies a la maisons de Limoges declarant que leur ijntention est de sortir delordre et profitez dela libertée que leur offre les representant de la nation.

» Enfin jlle existe vne viellé orloge dans la maison dons la cloché quil luij servoit de timbre a été presté par le devansiez du supérieur actuelle à monsieur le marquis Depouliny pour estre passer a sont chataux de Richemont paroisse de Lourdouée Saint Pierre lors du pasage de Monseigneur l'archevesque de Bourgée ille j à environs six âns pour sonner Les repas Laquelle Cloche Le sieur Marquis de Pouliny avois promis de faire reconduire Et remettre a sa plasée sequille na peu Executé pas ce quille a Etez surpris par La morts Et Le Superieur actuelle ne pouvant Le represente nous à mis En mains vne declarations par laquelle sons dit devanciez sertifie navoir voutu ny angagez Laditte Clochée Laquelle Declarations signez P. Leonard,

Puynesgé Et datte du douze feuvriez 1789 de toutes Lesquelles choses cij dessus nous avons fait clos Et arreste Le present proces verbal En presence desdit pere pol puynesgé superieur Et frere jerome a la charge Et garde desquelles nous avons Laissée Les objets Enoncéée Et encore En présence de MM. jean Morain françois Rataux soussignez , siluain Moriats , hanry poiriez Et jacques redons quy Declare ne savoir signer tous cinq officiers De nostre municipalitez De Linard signez à la minute f. pol puynesge superieur, jean morain, françois rataux. Pour copie à MM. Les officiers de la municipalité de Linard au village Dusaudrain le neuf octobre De Lannée mil sept cent quatre vingt Dix. Nadaud segraitere greffiez de la communautez De Linard. »

Les noms suivants des gardiens de Bois-Ferru sont venus jusqu'à nous : nous les donnons avec la date des actes où ils sont nommés :

François DES CHAMPS, 26 juillet 1665.

Révérènd Père frèrè Joseph LÉGIER, gardien prédicateur audit couvent, 4^{er} juillet 1666.

Révérènd Père Étienne LACHÈZE, 20 mars 1682.

Bernardin CHASTAIGNION, prêtre, digne religieux et gardien de Bois-Ferru, 16 juillet 1709.

Révérènd Père Pierre ARDENT, religieux et gardien, 8 mars 1735.

Révérènd Frère Jacques ROMANET, prêtre, religieux et gardien de Bois-Ferru, 19 décembre 1752. — Le 11 mars 1752, ce gardien porta le poêle aux obsèques du dernier Foucault de Saint-Germain en compagnie de Charles de Gamoury ; Silvain de La Celle, abbé de Bouéry ; François de La Celle, de Chateaulou ; Gabriel de La Marche de Puyguillon et Silvain de Saint-Maur, seigneur de Vervy. Nous avons vu que ce marquis de Saint-Germain était un des bienfaiteurs de ce couvent.

P. BERNARD, 11 février 1789.

Pol PUYNESGE, 30 mai 1790, dernier gardien du couvent.

§ 3.

Bois-Ferru était bâti sur un repli de terrain, dans une gorge étroite et profonde, n'ayant qu'une seule échappée de vue sur le mont Bernage de Saint-Vaury. Des bois recouvrent les collines qui l'enserrent : aussi y arrive-t-on sans l'avoir aperçu, et l'effet

est-il magique quand, descendant le chemin qui y amène du bourg de Linard, on aperçoit, au milieu des arbres, cette belle fenêtre qui éclaire la chapelle dessinant ses capricieuses arabesques sur l'azur du ciel. Une longue allée s'étendait au-devant de la porte d'entrée, et de là on aperçoit, au milieu des branches des arbres, au sommet d'une des deux collines, le château de Beaumont, grande maison sans caractère, qui appartenait autrefois aux Bertrand marquis de Poligny.

La chapelle, sous le vocable de Notre-Dame des Anges (4), est encore entière, sauf la voûte, qui a été démolie. Elle est de moyenne grandeur, ajourée au chevet d'une belle fenêtre de cinq mètres environ de hauteur, séparée verticalement par trois meneaux supportant des arcades trilobées, surmontées elles-mêmes de deux quatre-feuilles et d'une rosace. Cette fenêtre était autrefois ornée de vitraux bleu uni. Sur le meneau central, un écusson ménagé en relief porte les armes des Brosses. Cette place d'honneur indique que ce sont celles du fondateur de cet élégant morceau d'architecture du *xv^e* siècle. La chapelle au surplus est la seule partie encore debout du couvent qui présente quelque caractère architectural : le reste était d'une simplicité toute monacale, et en parfait rapport avec le pauvre mobilier décrit dans l'inventaire rapporté ci-dessus.

Ce couvent, acheté révolutionnairement en 1791 par le paysan qui l'habitait encore en 1853, fut démoli par lui. Il parlait avec regret des travaux inouïs qu'il fut obligé de faire exécuter pour détruire la voûte de la chapelle, et des trois francs par jour, somme exorbitante pour l'époque, qu'il donnait aux démolisseurs, tant l'édifice était solidement construit.

Que Dieu lui fasse miséricorde !

BORT.

Les frères Minimes s'établirent à Bort, aujourd'hui chef-lieu de canton dans l'arrondissement d'Ussel (Corrèze), le 26 juillet 1665, grâce à la générosité de Sébastienne Geneix, femme de Michel Chaudizon.

(1) Nadaud, *Pouillé manuscrit*, à la bibliothèque du grand-séminaire de Limoges.

BRIVE.

La ville de Brive a eu deux maisons de l'ordre de St-François : l'une de *Cordeliers* et l'autre de *Récollets*. La première, qui était de la province de la Petite-Aquitaine, fut fondée en 1227 par saint Antoine de Padoue, en l'honneur duquel on érigea une chapelle près d'une grotte éloignée de la ville, et où le saint se retirait souvent. Près de la chapelle, on bâtit aussi un hospice, dit Nadaud. J'emprunte la page suivante à l'*Histoire du Bas-Limousin* de M. F. Marvaud (Tulle, Destournelles, 1842, 2 vol. in 8) :

« Antoine de Padoue émut vivement le peuple par ses prédications, comme s'il eût espéré sauver l'avenir par de rigoureuses mortifications. Victime expiatoire des erreurs du monde, on le voyait sortir des manoirs où les maîtres riaient peut-être de ses prédications, et se retirer dans les lieux les plus déserts pour y nourrir sa douleur en reposant sa tête sur la pierre froide et solitaire. On le vit souvent, égaré sur les collines, chercher, le soir, la chartreuse de Glandier ou l'abbaye d'Obazine, dont les religieux sympathisaient avec lui. Souvent aussi, après de longues courses, il venait près de Brive pleurer et prier sous un rocher, où les souvenirs du peuple et de la religion lui ont consacré un autel. Les prêtres ont abandonné le vieux temple : mais le peuple y vient encore visiter l'asile de l'apôtre, et la source où il se désaltérait attire encore de nombreux pèlerins. Dans cette grotte, où l'eau limpide et fraîche remplit de petits bassins dans le roc, et où l'antiquité païenne eût placé la demeure d'une naïade endormie sur son urne, le catholicisme raconta long-temps de nombreux miracles. Aujourd'hui les voûtes ne retentissent plus de chants sacrés ; mais quelques vieillards vous diront encore avec la simplicité de leurs croyances, avec leur besoin de prodiges : « Chaque nuit veille de Saint-Antoine, l'apôtre vient laver ses pieds poudreux dans la fontaine, qu'il bénit avec des paroles que ses lèvres murmurent, et que l'oreille n'entend pas. Souvent on l'a vu, ombre blanche et silencieuse, cheminer lentement de la grotte à l'autel, s'y prosterner, et disparaître à travers la fente du rocher. » (T. II, p. 103-104.)

Le couvent des Cordeliers de Brive fut ruiné, dit Nadaud, en 1575 ; mais il fut rétabli, et son dernier gardien a été Jean-

Baptiste Gallet, né à Brive le 27 août 1746. Il résidait encore dans la même ville en 1802; en 1803, après avoir refusé la cure de Venarzal (canton de Donzenac, arrondissement de Brive), il fut nommé aumônier des Ursulines de Tulle.

Les Récollets s'établirent à Brive en 1613.

LA CELLETTE.

La Cellette (*cella beatæ Mariæ*), située sur la paroisse de Monestier près Merlines (autrefois du diocèse de Limoges, aujourd'hui du Puy-de-Dôme), avait un prieuré fondé, en 1144, par un moine de l'abbaye de Marsac en Auvergne. En 1448, on céda ce prieuré aux frères mineurs *Cordeliers*.

SAINT-MICHEL PRÈS CONFOLENS.

Les Récollets s'établirent en 1616 à Confolens (aujourd'hui Charente), qui alors faisait partie du diocèse de Limoges. Ils dépendaient de la province de la Conception-Immaculée, et avaient pour fête patronale Notre-Dame-de-Consolation. Leur maison se composait à la fin du XVIII^e siècle de cinq prêtres et d'un frère convers.

DONZENAC.

Wading rapporte à l'année 1230 l'établissement des frères mineurs *Cordeliers* à Donzenac, aujourd'hui chef-lieu de canton, arrondissement de Brive (Corrèze), qu'il nomme *Donzenachum*, et que d'autres nomment mal aussi : *Docuzac*, *Doucimaci*, *Douse-nachi* et *Coucinati*. D'après cet auteur, le fondateur du couvent serait le vicomte de Comborn, c'est-à-dire Archambaud VI, fondateur de la chartreuse de Glandier, ou bien peut-être, suivant le même auteur, un seigneur de Malemort, qui alors me paraîtrait devoir être Gérard de Malemort, chevalier-baron de Donzenac, qui figure dans un acte de 1234 comme faisant un legs au monastère de Vigeois. Cette qualification de baron de Donzenac me paraît même indiquer le vrai fondateur. Nadaud, qui cite Wading, incline à faire remonter la fondation à 1227, époque où saint Antoine de Padoue, allant de Brive à Limoges, dut trouver Donzenac sur sa route. Cette raison ne paraît pour-

tant pas concluante : pour fonder il faut avoir des éléments, et alors étaient-ils à la disposition de saint Antoine ?

Wading dit encore que le couvent de Donzenac était le quatrième de la custodie de Limoges en 1400. Nadaud ajoute qu'il dépendait de la province de la Petite-Aquitaine, et se composait de six prêtres et de deux frères convers. L'abbé Legros termine l'article du *Pouillé* en disant que, en 1786, il ne restait qu'un prêtre dans ce couvent.

LE DORAT.

Simon Chesne, lieutenant particulier au siège du Dorat (aujourd'hui chef-lieu de canton, Haute-Vienne), ayant donné, par acte du 42 mai 1647, l'ermitage de Notre-Dame-de-Recouvrance près Le Dorat aux frères mineurs *Récollets*, ces religieux s'y établirent en 1648 ; et, quand ils eurent construit une église convenable, Jean de Mallevaud, évêque d'Olonne, né à Bellac, la bénit le 24 août 1651. Ces religieux, qui appartenaient à la province de la Conception-Immaculée, étaient quatre prêtres et un convers. On célébrait dans leur église, comme patronale, la fête de Notre-Dame-de-Recouvrance et celle de saint François-d'Assise.

GUÉRET (1).

Les frères mineurs Récollets, établis en 1646, sont huit prêtres, six étudiants et deux frères, se rattachant à la province de la Conception-Immaculée.

Les notes suivantes sont extraites des archives municipales de Guéret et de celles du département :

« L'établissement des Récollets avait été autorisé par délibération consulaire du 28 décembre 1645 ; la première pierre du couvent fut posée le 2 avril 1646.

» Les principaux bienfaiteurs du nouveau couvent furent : Guillaume Reydier, archiprêtre de Saint-Sulpice-le-Guérétois (ou d'Anzême), et son neveu Jean Reydier, lieutenant général de la sénéchaussée de la Marche, qui firent construire à leurs frais le grand autel de l'église. Des aumônes en argent furent faites aussi, en 1635, par Catherine de Verthamont, femme d'Antoine de Seigliier, écuyer, seigneur du Terrail, président à

(1) L'article *Guéret* est de M. l'archiviste Bosvieux.

l'élection de Guéret; en 1643, par Marguerite Fayolle, femme de François Ceysson, sieur de Busserolles, conseiller au présidial de la Marche; en 1670, par Joseph Rougier, sieur de La Vallette; en 1699, par Marguerite Seiglier, veuve de messire Denis de Sédoin, chevalier, seigneur et vicomte du Monteil. »

SAINT-JUNIEN.

Le couvent des frères mineurs *Cordeliers* de Saint-Junien (aujourd'hui chef-lieu de canton, Haute-Vienne), fut fondé, d'après Maleu, en 1252 ou 1253, car le P. Estiennot met, d'après la même chronique, 1253. — En éditant cette chronique de Maleu, M. Arbellot dit, avec Estiennot, dans le texte, 1253 (p. 74), et plus loin (p. 160), 1252. Wading, désignant fort mal ce couvent sous le nom de *S. Juraonum*, recule sa fondation à l'année 1230, et indique comme fondateur le très-riche comte *Opriscobaldensium*. Qui reconnaîtrait dans ce dernier nom le vicomte de Rochechouard, comme le fait remarquer Nadaud, qui préfère avec raison la date 1252, Maleu étant presque contemporain du fait? Ce couvent se trouvait au nord-est de Saint-Junien, en dehors de l'enceinte fortifiée: aussi fut-il dévasté par l'armée calviniste en 1569.

Quant aux Récollets de Saint-Junien, je prends dans les *Documents historiques sur la ville de Saint-Junien* de M. l'abbé Arbellot le récit de leur fondation, qu'il a emprunté lui-même à une Notice historique sur la fondation des Récollets en Guienne :

« Le P. Mathurin Marsaut étant custode pour la seconde fois fut envoyé à St-Junien pour y prêcher le carême; il s'acquitta de cet emploi avec tant d'édification que les habitants souhaitèrent avoir des Récollets dans leur ville. Les consuls et les notables s'assemblèrent pour délibérer là-dessus : ils résolurent de placer des Récollets près l'église de St-Amand, sous le bon plaisir de Mgr l'évêque de Limoges, qui est seigneur-baron de St-Junien.

» En effet, le 5 juillet 1598, l'évêque se trouvant à St-Junien, ils lui proposèrent leur dessein. L'évêque l'agréa. Les chanoines de la collégiale cédèrent tous les droits qu'ils avaient sur cette église : le service de la paroisse fut transporté ailleurs, et les Récollets prirent possession la même année 1598.

» On leur fit bâtir un petit logement dans l'endroit même que saint Amand avait consacré par sa pénitence, et près l'église qui renferme son tombeau. MM. Jean et Martial Montjon en firent la principale dépense : ils s'y étaient engagés dans les délibérations de la maison de ville, et ils tinrent parole.

» Mais ce lieu n'était pas propre pour construire des lieux réguliers, convenables à une communauté : des rochers affreux et escarpés dominaient ce couvent ; la rivière roulait ses eaux sur d'autres rochers avec un bruit effroyable. Ce qui épouvantait le plus les religieux c'est la grande quantité de vipères qu'on voit dans cet endroit. Lorsqu'on revenait de l'office, on en trouvait dans les cellules, quelquefois même dans les couvertures des lits.

» Pour remédier à ces inconvénients, on forma le projet de placer le couvent sur le sommet de la montagne, de bâtir une seconde église sur les voûtes de celle de Saint-Amand, et de joindre par une arcade la montagne avec l'église. M. Martial Montjon, conseiller au parlement de Bordeaux, posa la première pierre le 28 avril 1637. Trois ans après, le corps de logis fut achevé, et le P. Urbain Ville, provincial, en fit la bénédiction solennelle le 10 septembre 1640.

» Le P. Séraphin Céaux, auteur de ce nouveau plan, avait été gardien six ans par privilège spécial. Après trois ans de vacances, il fut remis en place, et il entreprit de bâtir une nouvelle église sur les voûtes de l'ancienne. La première pierre en fut posée par M. Montjon, sieur du Bourg-Dieu, le 40 avril 1646. L'année suivante, 1647, le 24 août, le R. P. Augustin Esmier, provincial, en fit la bénédiction.

» Un mémoire, signé du provincial, de plusieurs gardiens et autres religieux, rapporte que, pour rendre cette bénédiction plus solennelle, on avait obtenu du pape Innocent X une oraison de quarante heures ; qu'il y eut une affluence de peuple extraordinaire ; environ dix mille personnes y communiaient ; il y eut quatorze sermons pendant les trois jours dans la haute, dans la basse église, quelquefois sous les arbres de l'avenue ; il s'y trouva cinquante religieux, tous les ecclésiastiques de la ville et des environs avec la noblesse du pays.

» Depuis ce temps, le concours a toujours été grand dans cette église. On y vient des paroisses les plus éloignées pour y prendre de l'eau de la fontaine de saint Amand, qui est dans la basse église ; il s'y est fait souvent des guérisons miraculeuses.

» Ce couvent, quoique solitaire, a bien des agréments et est très-régulier ; le P. Séraphin Céaux y ajouta un corps de logis pour les infirmeries. On doit à ce religieux tout ce qu'il y a de bien et de commode. »

SAINT-LÉONARD.

Les frères mineurs *Récollets* furent établis à Saint-Léonard (Haute-Vienne) par délibération des consuls et habitants de la ville du 22 février 1594, et grâce aussi aux dons généreux de Jean Duverdier, S^r d'Arfeuille ou de La Bastide, trésorier de France et premier consul de Saint-Léonard, et de sa femme, Barbe Chenaud. La première pierre fut posée le 18 mai 1594 par Jean Duverdier, et l'église fut consacrée le 24 novembre 1595 par Henri de La Marthonie, évêque de Limoges. L'abbé de Grandmont, qui avait apporté des reliques, était présent à la cérémonie. Le couvent dépendait de la province de La Conception-Immaculée ; ses bâtiments sont aujourd'hui convertis en fabrique de porcelaine.

Voici, d'après Nadaud, l'épithaphe que, par reconnaissance, les Récollets laissèrent graver au milieu de leur église en l'honneur de la femme de Jean Duverdier, auquel elle avait sans doute suggéré l'idée de la fondation :

CI GIST DAMOYZELLE BARBE CHENAUD, DAME D'ARFEUILHE,
LAQUELLE DÉCÉDA LE 15^e JOUR DU MOIS DE JUILLET, L'AN DE
GRACE 1597. PRIEZ DIEU POUR ELLE ET SA POSTÉRITÉ.

Arrête-toi, passant, contemple cet ouvrage.
De ton cœur, oraison, sors ; larme, de tes yeux.
De madame Verdier ici tu vois l'image.
Son corps est ici-bas ; mais l'âme est dans les cieux.
Dame de grand'vertu, femme du sieur d'Arfeuille,
De ce grand trésorier auteur de ce couvent.
Sus donc, bons religieux ! priez Dieu qu'il ne veuille
Avec elle en courroux entrer en jugement.

LIMOGES.

Quelques manuscrits rapportent à l'an 4225, date généralement adoptée, la fondation du couvent des frères mineurs *Cordeliers* de Limoges, d'abord fixés près de la fontaine des *Menudets*, près

le faubourg Boucherie, et transportés, en 1243, près de la rue Palevezi (manuscrit de la Bibliothèque impériale, ancien n° 5452) là où ils sont restés jusqu'en 1794, à l'emplacement occupé presque jusqu'à ce jour par la maison Pouyat, qui avait eu le bon goût de respecter les cellules, autant qu'elle avait pu, au premier étage. Cet emplacement se trouve partager presque (aujourd'hui 1863) l'espace qui sépare la rue des Tanneries de la statue du maréchal Jourdan. Ce couvent donnait son nom à la troisième custodie de la province d'Aquitaine, composée des couvents de Saint-Junien, Nontron, Donzenac et Brive. Wading, qui défigure le nom de Limoges en ceux de *Leuconices* et *Lamovicarum*, recule à tort cette fondation jusqu'à l'année 1228, époque où saint Antoine de Padoue vint à Limoges avec huit religieux. Saint Antoine y était venu en 1227, mais il n'y avait fait qu'un court séjour. Le terrain occupé par les Cordeliers jusqu'à la fin du dernier siècle appartenait aux moines de Saint-Martin-lez-Limoges, et avait été cédé par l'intervention de saint Antoine de Padoue. Or les chroniques racontent que, douze ans après la mort du saint, en 1243, cette donation occasionna une émeute contre les moines de Saint-Martin, qui voulaient rester propriétaires et maintenir certains droits de leur église. Le peuple et les consuls prirent fait et cause pour les Cordeliers, et défendirent aux ouvriers de prêter leur concours aux moines pour la construction des voûtes de leur monastère. Cependant, grâce à l'intervention de Philippe Berruyer, archevêque de Bourges, qui vint à Limoges en visitant sa province, les consuls furent forcés de remettre au jugement de l'évêque la disposition du terrain contesté, que les Cordeliers durent céder aussi temporairement, et les ouvriers reprirent leurs travaux à Saint-Martin-lez-Limoges. Ces contestations bientôt apaisées, les Cordeliers reprirent possession.

Les *Récollets* ont eu simultanément deux couvents à Limoges : d'abord, l'Oratoire, bâti, dit-on, à l'emplacement où sainte Valérie eut la tête tranchée, et dont il est fait mention dès 520, oratoire aujourd'hui détruit, et remplacé par un jardin à quelques mètres seulement au-dessous de la caserne de cavalerie. Le 16 novembre 1561, les calvinistes de Limoges s'emparèrent de cette chapelle pour y faire leurs réunions; mais, avant la fin du même mois, ils furent obligés de la rendre, et, par déclaration du 20 juin 1596, le chapitre de la cathédrale la céda aux Pères Récollets, qui en prirent possession le 4^{er} août suivant.

Comme il n'y avait aucun bâtiment près de cette église, les Pères logèrent provisoirement dans le prieuré de Saint-Gérald (aujourd'hui hôtel-de-ville de Limoges) ; mais, grâce à d'abondantes aumônes, bientôt ils eurent un vaste couvent, *qui servit de premier noviciat à leur réforme*, dit Nadaud, et où ils réunirent plus de quatre-vingts religieux. Ils étaient de la province de l'Immaculée-Conception.

L'hospice ou petit couvent de Saint-François, dont le gardien du grand couvent des Récollets de Sainte-Valérie était supérieur, fut livré aux Récollets le 14 avril 1614. L'édifice, nommé d'abord *le Bâtiment*, et où Charles VII avait été reçu en 1438, servit pendant la révolution de salle de spectacle, d'où est venu à la rue adjacente le nom de rue de *l'Ancienne-Comédie*. La fête patronale de ce petit couvent était celle de saint François d'Assises.

NONTRON.

Les frères mineurs *Cordeliers* s'établirent à Nontron, alors du diocèse de Limoges, aujourd'hui de celui de Périgueux, en 1267. Ce couvent était de la province de la Grande-Aquitaine, et le troisième de la custodie de Limoges en 1400. Wading, qui défigure son nom en le nommant *Nantrodunum* et *Nitronii*, dit, sans désigner l'année (d'après Castel, en 1569) qu'il fut détruit par les huguenots, qui tuèrent, en haine de la religion catholique, frère Mathieu de Montfayon, prédicateur célèbre, qui en était gardien et custode de la custodie de Limousin, et aussi frère Jean Berserian et frère Brossière ou plutôt La Brousse. Le couvent subsista pourtant jusqu'à la révolution.

SAINT-PROJET.

« Dès 1488, Louis, comte de Ventadour, marquis de Sterella (Escorailles) et seigneur de Roussilhe, et Catherine de Beaufort, sa femme, avaient obtenu du pape (1) permission de bâtir un couvent pour les frères mineurs *Observantins* dans la paroisse de Neuvic près Peyroux (2) au diocèse de Limoges. Ils le fondèrent

(1) Dans son *Pouillé* Nadaud dit, d'après Castel, que la bulle est du 28 avril 1481. R.-P.

(2) Neuvic, chef-lieu de canton (Corrèze). R.-P.

en effet l'année suivante sur le bord de la Dordogne, et on l'appelle Saint-Projet. Un évêque suffragant de Clermont sacra l'église en l'honneur de la sainte Vierge le 31 août 1505. Ce lieu est fort solitaire, dans un vallon très-profond. Catherine de Beaufort y repose dans un très-beau sépulcre. » (Nadaud, mémoires manuscrits, T. I^{er}, page 205.)

TURENNE.

Les frères mineurs *Capucins* furent établis, en 1644, à Turenne (Corrèze) par Frédéric-Maurice, duc de Bouillon. A la fin du dernier siècle, ils étaient cinq prêtres et deux frères convers, dépendants de la province d'Aquitaine.

USSEL.

Les frères mineurs *Récollets* d'Ussel (Corrèze) furent fondés, le 7 octobre 1604, par Marie de La Guiche, veuve de Charles de Lévi, duc de Ventadour. Les religieux, qui étaient six prêtres et quatre convers, appartenaient à la province du Saint-Sacrement. Leur fête patronale était celle de Notre-Dame-des-Neiges.

SAINT-YRIEIX.

Les frères mineurs *Récollets* furent établis dans la ville de Saint-Yrieix-la-Perche (chef-lieu d'arrondissement, Haute-Vienne) en 1613.

Nota. — D'après Wading, saint Antoine de Padoue aurait établi, en 1227, *près de Brive*, un couvent différent de celui de la grotte où il se retirait, et Nadaud pense que ce serait dans la paroisse d'USSAC; mais il n'en est fait mention nulle part ailleurs.

Afin d'être complet, je donne ici la liste des religieux de l'ordre de Saint-François distingués de la foule et nés dans la Marche ou le Limousin (1) :

(1) Jusqu'à la lettre E inclusivement, ces documents sont pris dans la *Biographie limousine* de MM. du Boys et Arbellot pour les lettres suivantes, en ce qui concerne la Haute-Vienne, dans la *Revue archéologique* de M. Arbellot; pour la Creuse et la Corrèze, je dois les notes à l'obligeance

BRIVE (Martial de), né à Brive et mort vers 1656, capucin, qui consacra à des sujets pieux son talent pour la poésie. Un de ses confrères, le P. Zacharie de Dijon, recueillit tout ce qu'il put de ces œuvres, dont, par modestie, le P. Martial n'avait pas même gardé copie, et il les publia, sous le titre de *Parnasse séraphique et les derniers Soupirs de la muse du R. P. Martial de Brive, capucin*, du vivant de l'auteur, et à son grand mécontentement. Dupuis en avait fait paraître une partie à Lyon, chez Alexandre Fumieux, 1655, in-4°.

CHASSAING (le P. Bruno), né à Égletons en 1590, mort à Bordeaux le 28 juillet 1669. Il fit profession chez les Récollets de Limoges le 1^{er} août 1608, et exerça avec honneur les diverses charges de son ordre. Estimé comme canoniste, il fut pénitencier de Grégoire XV et d'Urbain VIII dans l'église de Latran. On a de lui : 1° *Privilegia regularium, quibus aperte demonstratur regulares ab omni ordinariorum potestate exemptos esse*, etc. : Bordeaux, 1648, in-folio, réimprimé à Paris, chez Couterot, en 1653 ; — 2° *Praelatus regularis*, etc. : Bordeaux, Mongiron-Millanges, 1654, in 8° ; Paris, 1655 ; — 3° *S. Franciscus redivivus* : Paris, Couterot, in-46. — Le clergé de France condamna ce dernier ouvrage en 1650.

CHERDON (Michel-Ange), capucin de Limoges, a composé *le bon Malade, le bon Mourant, ou la Conduite de la vie chrétienne* : Paris.

CIBOT (Pierre), de Limoges, Cordelier, composa *l'Office de la Conception de la Vierge*. Cet office fut chanté pour la première fois par le chapitre de Saint-Etienne de Limoges le 3 juillet 1535.

CROUZEIL (Pierre-Séraphique), né à Limoges en 1661, mort à Nontron le 13 juillet 1710. Entré chez les *Observants*, il fut nommé deux fois provincial. Le P. Alexandre le qualifie d'habile docteur de Sorbonne. Il fut chargé par le définitéur général des Cordeliers de composer en l'honneur du roi de France une thèse destinée à être lue à Rome dans le chapitre général. Cette thèse,

de M. Maublanç, premier vicaire à Saint-Pierre de Limoges, qui les a recueillis à mon intention dans le Dictionnaire des hommes illustres du Limousin, de l'abbé Legros, conservé au grand-séminaire.

dont le texte est : *Qui pascitur inter lilia*, fut admirée à Rome et à Paris, et le *Mercuré Galant* en fit un pompeux éloge. Outre la thèse, on a de lui 1° *Essais de paix entre les théologiens catholiques sur la matière de la Grâce*, Cologne, 1706, in-16, sans nom d'auteur; — 2° *Suite des Essais de paix, etc.*, 1707, brochure in-16.

ESNAUD (Joseph), né à Limoges, où il mourut le 22 mai 1724. Il occupa chez les Cordeliers diverses charges, entre autres celle de grand-custode. Il a écrit une *Vie de saint Antoine de Padoue*.

GOYRAND (Salomon), Récollet, né à Aixe près Limoges, mort en 1746. Il a écrit plusieurs ouvrages.

GRANDIS (le P. Sylvestre), né à Limoges le 15 juin 1603, Récollet, d'une piété, d'une science et d'un mérite rares. En 1632, il fut nommé provincial, et depuis il exerça plusieurs fois les fonctions de commissaire général. Il mourut à Sarlat, et, après sa mort, son corps garda long-temps la souplesse qu'a le corps d'un enfant. (Legros, *Dictionnaire des grands hommes du Limousin*, inédit, p. 432.)

LA MOTHE (Fulgence), Récollet, né à Pierre-Buffière, provincial de Toulouse en 1662, et auteur d'un ouvrage de spiritualité dédié à la duchesse de Ventadour.

LIRIS (Léonard du), né à Eymoutiers, se fit Récollet, et fut quelque temps gardien du convent de Saint-Amand près Saint-Junien. Ce fut à son retour d'un voyage au Canada qu'il composa ses divers ouvrages sur la marine, et entre autres : *la Théorie et la Pratique des Longitudes*. Il est mort, à La Rochelle en 1656, après cinquante-trois ans de profession religieuse.

MALLEVAUD (Jean de), né à Bellac, capitale de la Basse-Marche. D'abord Récollet sous le nom de P. Chérubin, il devint coadjuteur de Joachim d'Estain, évêque de Clermont en Auvergne, avec le titre d'évêque d'Olonne. Il consacra au Limousin diverses églises de Récollets, et mourut le 4 mai 1682 à Aix en Provence, où l'archevêque de cette ville l'avait appelé pour la visite de son diocèse. Par son testament il fondait à Bellac une maison des sœurs de Rouen, qui s'y installèrent le 30 avril 1683.

MARTIAL (le Père), Capucin, né en Limousin, célèbre prédi-

cateur du **xvii** siècle. On a de lui un petit poème intitulé : *Saint Martial triomphant*. C'est la description de la procession solennelle des reliques qui se fait le mardi de Pâques à Limoges.

MONTCOUBRIER (le P. Aurélien), né à Ussel (Corrèze), prit l'habit des Récollets au couvent de Sainte-Valérie à Limoges le 28 octobre 1624. Son ardente charité le porta à demander *avec larmes* à ses supérieurs la *grâce* d'aller soigner les pestiférés dans l'hospice de Saint-Michel à Bordeaux. On lui accorda ce qu'il demandait avec tant d'instance. Il mourut le jour même de son entrée dans cet hôpital, étant jeune encore.

PEYTOUR (le P. Léonard), né à Bourganeuf (Creuse), avait pris l'habit de Récollet à Limoges le 24 mai 1640. Il mourut en odeur de sainteté, à Libourne, en soignant les pestiférés.

POULIHOT (Victorien), Récollet, né à Saint-Junien, renommé pour ses prédications, et auteur de plusieurs ouvrages de controverse contre les calvinistes. Il mourut fort âgé, à La Rochelle, en 1652.

TARNEAUD (Victorin), né à Aixe près Limoges, était, en 1659, provincial des Récollets de la province de Toulouse. Il est auteur du livre de controverse *le Glaive-Bouclier des catholiques*.

VAREILLES (le P. Yves), né à Alassac (Corrèze) en 1595, prit l'habit des Récollets à l'âge de vingt ans. Devenu supérieur du couvent de Pons en Saintonge, il s'y distingua par son zèle à convertir les hérétiques, et il convertit toute la paroisse de Lonzac en cette province. Pendant la peste qui sévit à Pons, il fit aussi preuve de zèle et d'un grand dévouement.

Les Pères *Franciscains* installés le 18 avril 1854 près du cimetière de Limoges (Louyat) afin d'y servir d'*aumôniers des dernières prières*, et en même temps de missionnaires pour le diocèse, n'étant d'aucune réforme, appartiennent aux frères mineurs *conventuels* plus spécialement nommés en France *Cordeliers*. Venus d'Espagne, ils ont actuellement dans notre patrie cinq couvents, qui forment la province de Saint-Louis évêque. Ces

couvents sont : Saint-Palais (Basses-Pyrénées), où ils sont venus en 1850, mais où leur érection *canonique*, sous le vocable de l'Immaculée-Conception-de-Marie, n'a eu lieu que le 42 juin 1854 ; Amiens (Somme), où le cardinal Wisemann, archevêque de Westminster, présidait leur installation le 25 août 1852 ; Limoges (18 avril 1854) ; Bourges et Branday près Castillon-sur-Dordogne (Gironde). Les gardiens du couvent de Limoges jusqu'à ce jour ont été :

Le R. P. Emmanuel Beovide, depuis le 20 avril 1854, jour de l'installation, jusqu'au mois d'août 1856 ;

Le R. P. Jean-Pierre d'Alcantara (né Jean Peyre), depuis août 1856 jusqu'en novembre 1860 ;

Le R. P. Jean de Saint-Étienne, depuis novembre 1860 jusqu'en 186...

Le R. P. Michel, gardien actuel.

Le luxe qu'étale chaque classe de la société est porté au dernier excès, et il épouvante dans leurs heures sérieuses tous les chefs de famille, dont beaucoup ne savent plus sur quoi baser l'avenir de leurs enfants. Aussi inspire-t-il aux jeunes gens réfléchis et peu fortunés une espèce de répulsion pour le mariage, institution indispensable à la moralité sociale. D'autre part, toute la littérature et la fausse philosophie s'entendent depuis long-temps pour prêcher comme bien suprême la satisfaction des sens. « Chacun chez soi, chacun pour soi ; — travaillez pour jouir plus tard », ont dit sur tous les tons les prétendus sages. « La société est mal organisée et tyrannique : le penchant naturel doit être la grande loi des hommes, car il est faux qu'ils soient nés avec un penchant au mal », disent tous les romans et les feuilletons-romans ; et ces sottises, répétées chaque jour, ont perverti tant d'âmes que l'on passe pour un ennemi du progrès et des pauvres quand on prêche que le paradis n'est pas sur terre, puisque les roses n'y fleurissent ni toujours ni partout. La fièvre du plaisir prolonge un peu l'oubli des maux, soit ; mais les tristes réalités de la vie, le travail, la maladie, la mort, apparaissent bientôt, d'autant plus hideux à voir qu'ils sont plus redoutés. Et d'ailleurs l'égoïsme, toujours sans entrailles, ne fait-il pas des victimes autour de lui ? Tandis que la jeunesse folâtre boit dans la coupe trompeuse du plaisir, combien de parents paient ces folies par la ruine de leur fortune ou par le déshonneur de leurs cheveux blancs !

Jouir c'est l'unique préoccupation du grand nombre, comme

autrefois celle des Romains au temps de leur décadence, *panem et circences* ! C'est toujours le même cri. Aussi, comme alors, quoi qu'en disent des hommes intéressés à soutenir le contraire, les caractères sont généralement amoindris. Est-ce que la prudence n'engage pas à sacrifier un peu de fierté quand on a besoin de tendre la main ? Malheureusement les hommes déclassés et haineux, l'armée de Catilina, sont plus nombreux encore. Nos révolutions sans nombre le prouvent.

Laissez donc passer librement, saluons tous avec respect ces hommes qui, renonçant à des positions honorables et lucratives auxquelles ils pouvaient prétendre puisqu'ils sont instruits, ont revêtu la livrée de la pauvreté. Ils ont accepté librement d'être classés parmi les petits pour être plus en droit de consoler et de catéchiser ceux qui subissent forcément cet état d'humiliation. Contents en vivant de peu, ils apprennent à l'homme que régler, borner ses désirs est le plus sûr moyen d'être heureux. Vivant d'aumônes au jour le jour, ils savent partager leur pain avec tous ceux qui frappent à leur porte : c'est que l'on peut toujours donner la partie que l'on se retranche. Mais aujourd'hui, comme on l'a dit, *le superflu est devenu nécessaire*.

Les enfants, par ignorance et par légèreté, les libertins, par passion, riront sans doute des sandales et de la robe grise du Franciscain ; mais tout homme sérieux, ne fût-il pas chrétien, doit voir en cet homme un excellent prédicateur.

SOURCES : Wading : *Annales des frères mineurs Cordeliers*, année 1227, n^{os} 17 et 18 ; année 1230, n^o 22 ; année 1260, n^o 14 ; année 1400, n^o 8 ; preuves, p. XLIV. — Castel, *Annales des frères Mineurs*, T. I, p. 205 et 282 ; T. VII, p. 132 et 140. — *Gallia christiana nova*, T. II, col. 537. — Manuscrit de la Bibliothèque impériale, ancien n^o 5452. — Bonaventure de Saint-Amable, *Histoire de saint Martial*, T. II, p. 198, col. 2 ; T. III, p. 550, col. 2 ; 824, col. 1. — Nadaud, *Pouillé manuscrit*, aux divers articles sus-indiqués ; *Mémoires manuscrits*, T. I^{er}, p. 203-205. — Legros, Liste manuscrite des anciens prêtres du diocèse de Limoges vivants en 1803. — Murvaud, *Histoire politique, civile et religieuse du Bas-Limousin*, T. II, p. 104. — Arbellot, *Chronique de Maleu*, suivie de documents historiques sur la ville de Saint-Junien : Paris, Didron, 1847, p. 74, 160, 214, 215, 223, 231, 238, 258. — *Revue archéologique et historique de la Haute-Vienne* : Limoges, Ducourtieux, 1854, *passim*. — *Biographie des hommes illustres du Limousin*, publiée avec le concours d'Auguste DuBoys : Limoges, Ardillier, 1854, *passim*. — *Calendrier ecclésiastique et civil du Limousin*.

Bellegarde, 8 décembre 1863.

J.-B. L. ROY DE PIERREFITTE.

CONSULTATION

D'UN AVOCAT LIMOUSIN

— — — — —
AU XV^e SIÈCLE

Cordon sanitaire à Meymac.
— **Agnès la cordonnière et les consuls de Meymac.** —
Conflit avec le comte de Ventadour.

Les archives communales de la ville de Meymac (Corrèze) ne possèdent qu'un petit nombre de pièces antérieures à 1790. Ce sont, pour la plupart, des procès relatifs à des communaux ou à des terrains en litige entre les consuls, représentants de la ville, et certains habitants ou propriétaires du voisinage. Dans le nombre cependant il en est une qui ne manque pas d'intérêt : c'est une consultation donnée, vers l'année 1460, par un avocat nommé Rigault (elle est signée très-lisiblement, mais non datée). Une consultation d'avocat ayant quatre cents ans de date n'est pas chose commune : ces sortes de documents ne durent pas en général plus long-temps que le procès auquel ils se rapportent ; ils ne font pas partie du *dossier*, et ne survivent guère aux plaidoiries, qui n'en sont le plus souvent que la reproduction ou le développement : celui-ci en outre contient des renseignements historiques, des détails de mœurs et des expressions qui méritent peut-être d'être mis sous les yeux des hommes spéciaux. Nous croyons donc devoir la reproduire textuellement, en y joignant une traduction que, vu la matière, nous nous sommes efforcé de faire plus *littérale* que *littéraire* :

TEXTE.

Casus talis est :

In villa de Meymac Lemovicensis diocesis sunt et esse consueverunt ab antiquo plures franchises et libertates eidem ville et habitantibus in eadem per dominum tunc vicecomitem (1) Venthadorensem, dominum de Meymac tunc concessa.

Item in eadem villa de Meymac sunt adesse consueverunt et annuatim eliguntur quatuor consules probi viri eiusdem ville qui gerunt negocia communia eiusdem ville et tenent exercitum personale jurisdictionis quam iidem consules habebant in eadem villa et nichilominus tenent custodiunt et tenere consueverunt custodiunt et tenere consueverunt claves januarum eiusdem ville.

Item et dictus dominus vicecomes in concessione dictorum privilegiorum et libertatem inter alia eisdem consulibus per easdem libertates concessit privilegium et libertatem puniendi omnes improbares aut detrahentes indebite dictis consulibus aut eis nolentes obedire, prout in quodam articulo earumdem libertatum continetur, cuius tenor talis est :

Textus libertatum : « Item concessimus quod si quis de dicta villa improbabit aut detrahit dictis consulibus indebite vel eis noluerit obedire in quibus debebit seu in quibus est eis a nobis concessum quod possint eum punire secundum quod eis videbitur expedire rationaliter donec cum ipsis consulibus venerit ad emendam. »

Item est verum quod, anno ab incarnatione Domini M^o CCC^o LVM^o,

TRADUCTION.

Le cas est tel :

Dans la ville de Meymac, diocèse de Limoges, existent et ont accoutumé d'exister, de temps ancien, plusieurs franchises et libertés concédées à cette époque à ladite ville et à ses habitants par le sire alors vicomte de Ventadour, seigneur de Meymac.

Item, dans ladite ville existent et ont accoutumé d'exister, et sont annuellement élus quatre consuls prud'hommes de ladite ville, qui gèrent les affaires communes, et possèdent l'exercice personnel de la juridiction qu'avaient les consuls en ladite ville, et notamment conservent et gardent et ont accoutumé de garder les clefs des portes de ladite ville.

Item, ledit sire vicomte dans la concession desdits privilèges et libertés, entre autres choses, par ces mêmes libertés a concédé auxdits consuls le privilège et droit de punir tous contradicteurs ou détracteurs qui résisteraient indûment auxdits consuls ou refuseraient de lui obéir, selon qu'il est contenu en un certain article desdites libertés, dont la teneur est telle :

Texte des libertés : « Item, nous concédons que tout contradicteur ou détracteur desdits consuls qui leur résistera indûment ou ne voudra pas leur obéir en choses pour lesquelles il leur est par nous concédé de se faire obéir, puisse être par eux puni selon qu'il leur paraîtra raisonnablement appartenir, jusqu'à ce qu'il soit venu à composition avec lesdits consuls. »

Item, il est constant que, l'an de l'incarnation du Seigneur 1458,

(1) Les franchises de Meymac étaient donc du commencement du XIV^e siècle, les Ventadour n'ayant pris le titre de comtes qu'en 1547.

fuerunt legitime creati et confirmati consules dicte ville, magister Leonardus Planeti, notarius publicus, Leodgaril de Pinat, Leodgarius de Mirambel (1) et Johannes de Hermens (2), et pro talibus tanti habiti et repputati palam et publice, notorie et manifeste.

Item est verum quod propter empidimiam que eodem anno LVIII^{mo} erat in patria Alvernie (3) per dictos consules eiusdem annate et maiorem et saniozem partem eiusdem ville eodem anno fuit statutum quod tenerentur custodie in januis eiusdem ville ne aliqui venientes de loco empedimoso ibidem intrare valerent et quod unus portanellus eiusdem ville nominatus de Prinél maneret clausus continue donec dicta empidimia cessasset.

Item quadam die dominica mensis septembris eodem anno quedam Agnes de Tregoyte uxor Benedicti de Tregoyte aitoris eiusdem ville in platea publica de Meymac dicto eius marito presente habuit lites et iurgia cum dicto magistro Leonardo Planeti notario publico uno ex consulibus eiusdem ville eiusdem anni pro eo quod idem consul noluerat sibi tradere clavem dicti portanelli taliter quod post plures iniurias verbales inter ipsos habitas pro traditione dicte clavis dicta Agnes male mota semel bis et pluries eum pugno percussit et verberavit dictum

furent légitimement créés et établis consuls de ladite ville : maître Léonard de Planet, notaire public, Léger de Pinat, Léger de Mirambel et Jehan de Herment, et pour tels tenus, reconnus et réputés ouvertement et publiquement, notoirement et manifestement.

Item, il est constant que, à raison d'une épidémie qui en cette année 58 régnait dans le pays d'Auvergne, il fut, par les consuls de ladite année et la majeure et plus saine partie de ladite ville, arrêté, ladite année, qu'il serait établi des gardes aux portes de ladite ville, de peur qu'aucuns venant de lieu infecté ne pussent y entrer, et qu'une poterne de ladite ville, appelée de Prinél, resterait continuellement close jusqu'à ce que ladite épidémie eût cessé.

Item, un certain dimanche du mois de septembre de ladite année, une certaine Agnès de Tregoyte, femme de Benoît de Tregoyte, cordonnier en ladite ville, sur la place publique de Meymac, en présence de son dit mari, eut débat et dispute avec ledit maître Léonard de Planet, notaire public, un des consuls de ladite ville pour ladite année, à raison de ce que ledit consul n'avait pas voulu lui livrer la clef de ladite poterne, tellement que, après plusieurs injures verbales échangées entre eux au sujet de la livraison de ladite clef, ladite Agnès, mal inspirée, lésa et

(1) Quoique l'*u* du mot Mirabel ne soit pas surmonté du signe qui souvent remplace la lettre *m*, nous croyons que ce mot désigne le lieu de *Mirambel*, situé à quelques kilomètres au nord d'Ussel.

(2) Herment, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Clermont (Puy-de-Dôme), peu éloigné de la limite orientale de l'ancien duché de Ventadour.

(3) Meymac est une des villes de l'ancien duché les plus éloignées de l'Auvergne (40 kilomètres environ) ; mais elle a dû avoir de tout temps, comme elle a encore, des rapports fréquents avec cette province : elle sert de point de passage et de repos aux nombreux bestiaux et mulets qui sont conduits, à différentes époques de l'année, d'Auvergne en Poitou ; en outre nous venons de voir qu'un des consuls de 1458 était originaire d'Herment : peut-être avait-il reçu des lettres mentionnant l'épidémie qui avait motivé le cordon sanitaire établi pour préserver la ville de la contagion.

consulem tam in facie quam in pectore.

Item et cum idem consul verberatus et alii consules eius socii de injuria et offensa consulatatus et totius communitatis dicte ville in personam dicti consulis verberati facta vellent agere contra dictam Agnetem de Teregoyte dictus Benedictus eius pro dicta eius uxore de emenda pro eadem offensa eisdem consulibus facta suum fecit principale debitum erga dictos consules presentes et de taxatione eiusdem emende se supposuit et submitisit totaliter et omnino dicte ordinationi et esgardio eorumdem consulum et volenter concessit idem Benedictus de Teregoite pro se et suis quod ipsi consules eandem emendam possint taxare et ipsum Benedictum et eius uxorem punire quod eis videbitur expediens et opportunum pro arbitrio suæ voluntatis pro ut per eorum libertates facere possunt et debent sub certis pena et jurisdictione ut constat instrumento quod dicta eius uxor rattificavit, laudavit certior facta instrumenti.

Item respectu interesse et offense magistri Leonardi consulis verberati fuit etiam passatum compromissum et idem Benedictus eidem magistro Leonardi taxare promisit ad esgardium aliorum trium consulum.

Item voluit et concessit idem Benedictus de Teregoyte quod informatio secreta super promissis facta per magistrum Philipum Matheum commissum et juratum curie domini officialis Lemovicensis perinde valere eorum quibuscumque iudiciis et personis ac si per iudicem competentem et post litis contestationem et testium productionem parte presente et aliis juris sollempnitatibus signatis facta fuisset.

frappa de son poing à une, deux, et plusieurs reprises, ledit consul, tant au visage qu'à la poitrine.

Item, comme ledit consul battu et les autres consuls ses collègues, à raison de l'injure et offense faite en sa personne au consulat et à toute la communauté de ladite ville, voulaient agir contre ladite Agnès de Teregoyte, ledit Benoît son mari, volontairement, agissant pour sadite femme, fit son affaire personnelle de la réparation due pour ladite offense, et se soumit vis-à-vis desdits consuls présents à la fixation de ladite réparation, s'en remettant absolument et complètement au règlement et évaluation qu'ils en feraient, et voulut et concéda ledit Benoît de Teregoyte, pour lui et les siens, que lesdits consuls fissent fixer ladite amende et punir ledit Benoît et son épouse selon qu'il leur paraîtrait expédient et opportun, à la discrétion de leur volonté, selon que par leurs franchises ils ont pouvoir de faire, sous certaines peines et juridiction, ainsi qu'il résulte d'un acte que ladite épouse a ratifié et approuvé après en avoir pris connaissance.

Item, quant à l'intérêt et offense dudit maître Léonard, consul frappé, il fut aussi passé un compromis, et ledit Benoît promit de donner satisfaction audit maître Léonard selon l'évaluation des trois autres consuls.

Item, voulut et concéda ledit Benoît de Teregoyte que l'information secrète faite sur ce qui précède par maître Philippe Mathieu, commissaire juré de la cour de monsieur l'official de Limoges, eût la même valeur vis-à-vis tous juges et personnes quelconques que si elle eût été faite par juge compétent, après débats, production de témoins, parties présentes, et avec toutes solennités de droit.

Item et voluerunt et concesserunt ipse partes eundem compromissum durare hinc ad tunc proximum festum omnium sanctorum.

Item et eodem notario prudentes memorati Leodegarius de Pinat, Leodegarius de Mirabel et Johannes de Herment consules dicte ville socii dicti magistri Leonardi habito maturo et deliberato consilio inter partes, prout factorum expositione que adhuc habent in scriptis patet volentes uti duabus potestatibus suis videlicet una que est privilegiorum prius notatorum et ex articulo superioris instrumenti per quem ipsi consules possunt punire detractantes sibi et improbantis acta et alia que est vigor dicti compromissi et potestatem per partem adversam attribuite ambas potestates cumulando omnibus visis taxaverunt emendam ad centum solidos monete currentis communitati dicte ville applicandos pereundem Benedictum de Teregoyte et eius uxorem salvandos eidem communitati infra tunc proximum festum Pasche conjugibus debite vocatis et presentibus et qui citra non provocaverunt nec appellaverunt exposit.

Item respecta interesse partis memorate iidem consules concordaverunt partes, adeo et taliter quod pro omni injuria interesse et propositione eidem Benedictum eidem magistro Leonardo dedit et solvere promisit quatuor scuta nova admodum auri et ad hoc se obligavit in bona forma ex propositione.

Item adveniente die decimo nono mensis junii anno Domini m^o CCCCLX^o procurator fiscalis domini comitis Venthadorensis in assisis de Meymac eadem die tentis et expeditis movit causam et processum contra Joannem de Simandon, Joannem dal Beynal, Jeraldum de Sente et

Item lesdites parties voulurent et concédèrent que ledit compromis fût valable jusqu'à la fête de tous les saints alors suivante.

Item, devant le même notaire lesdits prud'hommes Léger de Pinat, Léger de Mirabel et Jehan de Herment, consuls de ladite ville, collègues dudit maître Léonard, après conseil mûrement délibéré entre les parties, ainsi qu'il résulte de l'exposé qu'ils ont encore par écrit, voulant user des deux pouvoirs qui leur appartenaient, l'un en vertu des privilèges précités et de l'article de l'acte ci-dessus par lequel lesdits consuls peuvent punir leurs detracteurs et ceux qui blâment leurs actes, et l'autre résultant dudit compromis et du pouvoir à eux attribué par leur partie adverse, cumulant ces deux pouvoirs, tout bien considéré, fixèrent l'amende à cent sous de monnaie courante, applicables à la communauté de ladite ville, et payables par ledit Benoît de Teregoyte et sa femme avant la fête de Pâques lors prochaine, lesdits époux dûment appelés et présents à ladite fixation, dont ils n'ont appelé ni avant le terme ni depuis.

Item en ce qui touche l'intérêt de la partie susnommée, lesdits consuls accordèrent les parties de telle sorte que, pour tous préjudice, dommages-intérêts et composition, ledit Benoît audit maître Léonard accorda et promit de payer quatre écus nouveaux entièrement d'or, et s'y obligea en bonne forme selon sa proposition.

Item, advenant le dix-neuvième jour du mois de juin l'an du Seigneurs 1460 le procureur fiscal de Monseigneur le comte de Venthadour, aux assises de Meymac tenues et expédiées ledit jour, introduisit une demande et procès contre Jehan de Simandon, Jehan dal

Petrum Droux consules eiusdem ville pro eodem anno LX^e contra quos proposuit idem procurator fiscalis quod ad notitiam dicti domini comitis pervenerat quod a tribus annis citra fuit ortum debitum in villa de Meymaco inter magistrum Leonardum Planeti, notarium publicum eiusdem ville, et Agnetem, uxorem Benedicti de Teregoyte, ita et taliter quod dicta Agnes maliciose verberavit dictum magistrum Leonardum de quo verberamento dicti consules *ponendo falcem suam in messem alienam* in se susceperunt causam et cognitionem cause et tenuerunt curiam per ipsos in eadem villa occupando justiciam dicti domini comitis et jus suum indebite iniuste et absque causa rationabili quod facere non debebant, et tenendo curiam in eadem villa, occupando justiciam dicti domini comitis et jus suum condemnauerunt per vanam sententiam dictam Agnetem ad solvendum eidem magistro Leonardo Planeti tria scuta auri pro injuria et ipsis consulibus seu communitati eiusdem ville quatuor scuta auri pro emenda que compromissione per ipsos consules facta fuerat facta in magnum præiudicium ipsius dicti domini comitis et juris et justicie sic lesionem qua petiit eosdem consules retineri in emendam centum librarum et petiit responderi et adhuc pendet tempus ad respondendum.

Et ideo visis ad longum dictis privilegiis et libertatibus eiusdem ville seu eorum vidimus et instrumento submissionis facte per dictum Benedictum de Teregoyte et eius uxorem et informatione super hec facta et condemnatione et taxatione facta per eosdem consules de dicta emenda requirunt consules dicte ville per

Beynal, Girault de Sente et Pierre Droux, consuls de ladite ville pour ladite année 60, et exposa contre eux ledit procureur fiscal qu'il était venu à la connaissance dudit seigneur comte que, trois ans en ça, s'était élevé un débat en la ville de Meymac entre maître Léonard de Planet, notaire public en ladite ville, et Agnès, femme de Benoît de Teregoyte, tant et tellement que ladite Agnès avait méchamment frappé ledit maître Léonard, à l'occasion desquels coups lesdits consuls, *portant leur faux sur la moisson d'autrui*, s'étaient attribué la connaissance du procès, et avaient tenu cour pareux-mêmes en ladite ville, usurpant la justice dudit seigneur comte, et son droit, indûment, injustement et sans cause raisonnable, ce qu'ils ne devaient faire, et en tenant cour en ladite ville, en usurpant la justice dudit seigneur comte et son droit, avaient condamné par vaine sentence ladite Agnès à payer audit maître Léonard de Planet trois écus d'or pour son injure personnelle, et quatre écus d'or aux consuls eux-mêmes, ou à la communauté de ladite ville, pour la composition faite par un compromis imposé par lesdits consuls au grand préjudice dudit seigneur comte, et au mépris de son droit et de sa justice; pourquoi il demandait que lesdits consuls fussent tenus en cent livres d'amende, et qu'ils répondissent à sa demande; et le délai pour répondre est encore pendant.

C'est pourquoi, après avoir longuement considéré les privilèges et libertés de ladite ville ou leurs *vidimus* et l'acte de la soumission faite par ledit Benoît de Teregoyte et sa femme, et l'information sur ce faite, et la condamnation et règlement fait par lesdits consuls de ladite amende, requièrent les consuls

consilium sibi ad longum tradi insuper responsonem per eos faciendam petitioni dicti procuratoris quam unam videbitis ad longum in acto dicte curie de Meymaco per quam volunt et assentiunt iidem consules eorum jurisdictionem et jus exercere procuracionem privilegii sibi concessi defendere et vindicare in jure omni via et ratione cum in eadem concessione idem dominus vicecomes in eodem articulo nihil sibi reservavit.

Item et si dictus procurator vellet allegare quod nunquam consules dicte ville cognoverint de talibus casibus, est adiciendum quod nunquam similis casus accidit in eadem villa.

Item et est bene inspiciendus tenor submissionis prius notate per quam unam dicti consules et quicumque alii supponendo quod nullam aliam haberent facultatem prout ymo habent poterant procedere ad taxationem quam fecerant.

Item dicatur etiam supponendo quod dictum compromissum non fuisset passatum nec fuisset facta submitio aliqua si dicti consules per eorum libertatem antedictam visis dictis libertatibus poterant et debebant facere quod fecerant et prout superius est expressum videlicet dictam taxam in emendam retinere et eandem emendam taxare et communitati applicare aut non attento quod non citra unquam casus similis accidit.

de ladite ville que par le conseil leur soit donnée tout au long la réponse qu'ils doivent faire à la demande dudit procureur, dont vous en verrez une tout au long dans un acte de ladite cour de Meymac, par laquelle ils veulent et prétendent exercer leur juridiction et leur droit, et défendre et revendiquer en justice le bénéfice du privilège à eux concédé par toute voie et moyen, attendu que, dans l'acte de concession, ledit seigneur vicomte ne s'est rien réservé sur cet article.

Item, et si ledit procureur voulait alléguer que jamais les consuls de ladite ville n'ont jamais connu de tels cas, on doit ajouter que jamais pareil cas n'était advenu en ladite ville.

Item, il faut examiner avec soin la teneur de la soumission ci-dessus visée, laquelle seule donnerait aux consuls et à tout autre, en supposant qu'ils ne l'eussent pas comme ils l'ont, le pouvoir de procéder au règlement qu'ils ont fait.

Item, dire aussi, en supposant que ledit compromis n'eût pas été passé, et qu'il n'eût été fait aucune soumission, si lesdits consuls, pour leur liberté susdite et vu lesdites libertés et franchises, pouvaient et devaient faire ce qu'ils ont fait ainsi qu'il est ci-dessous exprimé, c'est-à-dire retenir ladite amende, en fixer le montant, et l'appliquer à la communauté, ou non, sans perdre de vue que jamais auparavant pareil cas ne s'était présenté.

C'est à dessein que nous avons intitulé cette pièce : *Consultation d'un avocat limousin*, et non : *Consultation d'un avocat de Meymac*. En effet elle présente des écritures d'une main et d'une encre différentes : tout ce qui précède, ainsi que l'avant-dernier paragraphe, que nous verrons plus loin, nous semble l'œuvre d'un homme de loi de Meymac qui rappelle minutieusement

tous les faits, qui pose les questions auxquelles le conseil doit répondre. Et en effet, à la suite des principaux paragraphes, il existe des blancs dont quelques-uns tiennent une demi-page, et qui semblent attendre une réponse. Cet exposé a dû être envoyé ou porté à un avocat d'Ussel, peut-être même de Limoges : à la suite du paragraphe qui précède, celui-ci a consigné sa réponse en ces termes :

« Potuerunt emendam retinere et eam taxare communitatque applicare et cum nunquam casus acciderit non est locus ob hoc prescriptioni ymo potuerunt ex quo casus evenit in personam unius ex consulibus tanquam commissus in consulem et non aliter punire ac dictam ream tanquam improbam in emendam condemnare quatenus tangit consulum seu communitatem et non aliter sicuti episcopus potest punire pro propria iniuria cum tangit ecclesiam et cum veniam non obtinuit improbus est vel improba dicitur sceleratus vel scelerata ut ait Papy-

« Ils ont pu fixer et retenir l'amende et l'appliquer à la communauté, et, comme le cas ne s'était pas présenté, il n'y a pas lieu à la prescription; bien plus ils pouvaient, le cas s'étant produit envers la personne d'un des consuls, le punir comme commis sur un consul *et non autrement*, et taxer et condamner l'inculpée à l'amende comme coupable envers le consulat et la communauté *et non autrement* (1), de même qu'un évêque peut punir une injure personnelle lorsqu'elle intéresse l'Eglise; et, si le coupable n'obtient pas son pardon, il est déclaré coupable.

(1) L'avocat consulté reconnaît le droit qu'avaient les consuls de punir un délit d'ordre public; il leur refuse implicitement, par ces mots *non aliter*, celui de condamner à des dommages-intérêts envers leur collègue battu; aussi ne l'avaient-ils pas fait. Il résulte de l'exposé que les dommages-intérêts alloués à M^r Léonard étaient le résultat d'une transaction (*concordaverunt*) qui, en ce qui le concernait, était toute d'intérêt privé, et qui semble avoir été réglée par un acte séparé. C'est donc à tort que le procureur du Comte reprochait aux consuls « d'avoir condamné (condempnaverunt per vanam sententiam) Agnès » indemniser celui qu'elle avait battu ». En ce qui concerne le compromis passé avec les consuls eux-mêmes, la thèse du comte était plus soutenable; du moins, en droit absolu, peut-on soutenir qu'un délit d'ordre public, comme celui d'avoir frappé un magistrat à l'occasion de ses fonctions (et c'était le cas, c'était évidemment comme consul que M^r Léonard détenait la clé de la poterne), ne peut être l'objet d'une transaction tendant à éteindre l'action publique. De nos jours, par exemple, un magistrat qui aura été frappé pourra, si sa cupidité lui fait oublier à ce point sa dignité, transiger sur les dommages-intérêts qu'il pourrait obtenir en se portant partie civile, et la transaction sera valable; mais ses collègues ne pourraient à coup sûr stipuler avec le coupable qu'il paiera soit à la ville, soit aux pauvres, une somme de... moyennant quoi il ne sera pas poursuivi. Mais il n'en était pas ainsi au moyen âge: la séparation, si absolue dans nos lois modernes, entre l'action privée et l'action publique était loin d'être tranchée; la *composition* à prix d'argent, reste des législations barbares, était généralement admise, et le texte des franchises de Meymac l'admettait, en disant que les consuls pourraient punir ceux qui leur désobéiraient jusqu'à ce qu'ils vissent à composition (*donec venerit ad emendum* : — *emenda*, amende, lorsqu'elle était infligée; *composition*, lorsqu'elle était le résultat d'un accord entre l'offenseur et l'offense). Restait à savoir jusqu'à quel point le fait d'avoir frappé un consul pouvait être assimilé à la désobéissance à un ordre des consuls. C'était là la véritable difficulté, que l'avocat consulté élude plutôt qu'il ne la résout. Il y voit un délit d'ordre public. C'est précisément à ce point de vue que la prétention du comte était surtout soutenable.

rius. Nam leges facte sunt ut eorum metu humana coerceatur audacia tutaque sit inter improbos innocentia et in ipsis improbis formidato supplicio refrenetur audacia et nocendi facultas. Item dicendum de dictis franchisesiis et libertatibus ex improbitate perpetrata in consulem potuit et debuit puniri per consules ut ceteris traderetur in exemplum et hoc fuit et est exemplum expediens rei publice et cum casus non fuit amplius in acto et non fuit facta unquam talis punitione absitque ex hoc fuerit prescriptum in dictis franchisesiis quoniam potuerunt et poterunt tales improbitates si facta fuerint in futurum punire. »

scélérat ou scélérate, comme dit Papyrius. Car les lois sont faites pour que l'humaine audace soit contenue, et que l'innocence soit en sûreté au milieu des méchants, et que chez ces méchants eux-mêmes l'audace et le pouvoir de nuire soient retenus par la crainte du supplice. Autant doit être dit desdites franchises et libertés et de la violence commise sur un consul : elle a pu et dû être punie par les consuls pour servir d'exemple aux autres, et un tel exemple est et fut utile à la chose publique; et, bien que le cas ne se fût pas encore présenté, et que jamais pareille punition n'eût été prononcée, et que ce point ne soit pas expliqué dans lesdites franchises, ils ont pu et pourront punir de tels actes s'ils se reproduisent à l'avenir. »

Ici reprend la première écriture :

Item et est adliciendum quod dicti consules si fieri possit nolunt habere processum cum dicto domino cum *trytio* affectant brevius exire quod fieri poterit et sunt opinionis si per consilium videatur de dicendo in proximis assisiis et respondendo quod omnia que consules fecerunt bene et debite fecerunt et facere potuerunt visis eorum libertatibus et rationibus juris super hoc sciendis et cum hoc expresso sunt parati stare ordini domini iudicis et ideo inspiciendum si esset sufficiens responsio vel si idem dominus iudex poterit compellere dictos consules ad aliam responsionem faciendam.

Item, il est bon d'ajouter que lesdits consuls, si faire se peut, ne voudraient pas avoir procès avec leur dit seigneur, désirent sortir de cette *impasse* (le texte dit : *trytio*, carrefour, mais l'expression française la plus rapprochée au figuré nous semble être celle d'impasse) le plus tôt possible, et sont d'avis, si le conseil l'approuve, de dire et répondre, aux prochaines assises que tout ce qu'ont fait les consuls ils l'ont fait et pouvaient faire bien et dûment, vu leurs franchises et les raisons de droit à invoquer sur ce point, et, cela dit, sont prêts à se soumettre aux ordres de monsieur le juge : c'est pourquoi il faut examiner si la réponse serait suffisante, et si mondit monsieur le juge pourrait forcer lesdits consuls à en faire une autre.

Sur ce point le conseil répond :

« Sufficiens est responsio et grata et non credo quod refutetur et si non admittatur talis responsio seu oblatio, et procurator petat responderi petitioni seu dicatur et obiiciatur quod dicta petitio est generalis confusa et incerta impertinens et inadmissibilis et non est ei respondendum et si condicatur petatur interloquium et si ordinetur in contrarium appelletur que appellatio erit bona si appelletur in scriptis nam petitio est inepta et non excipienda. — RIGALDUS, salvo consilio meliori. »

« La réponse est suffisante et bonne, et je ne crois pas qu'on la réfute; et, si elle n'est pas accueillie, et que le procureur réclame qu'il soit répondu à sa demande, dire et objecter que ladite demande est générale, confuse, vague, ni pertinente ni admissible, et qu'il n'y a pas lieu d'y répondre; si l'on en tombe d'accord, demander interloquutoire, et, si on le refuse, appeler, et l'appel sera valable s'il est fait par écrit, car la demande est absurde et non recevable. — RIGAULT, sauf meilleur avis. »

Il est probable que cette affaire, comme beaucoup d'autres, n'aura pas eu de solution. Tout ce qu'il en reste, c'est cet exposé, suivi de la consultation de maître Rigault. Malgré sa prolixité, il nous a paru devoir être conservé.

PAUL HUOT.

CHRONIQUE.

MESSIEURS,

Je me fais un devoir de vous communiquer le résultat de mes études sur le produit des fouilles de la place des Arbres de Saint-Martial.

Accompagné de notre illustre confrère M. le comte de Lasteyrie du Saillant, j'ai reconnu un cippe en granit d'un mètre de hauteur sur soixante centimètres de largeur à sa base et quarante à la pointe de la pyramide. Ce cippe, terminé par une boule ou pomme de pin, a beaucoup d'analogie avec celui qu'on voit derrière le chevet de la cathédrale, et qui servait de limite à la juridiction de l'abbaye de la Règle. Je n'y ai découvert aucune inscription, et il est tout couvert de terre; peut-être un examen plus prolongé après qu'il aura été lavé permettra-t-il d'en trouver une.

Un énorme bloc de pierre carré présente d'un côté une ouverture de forme extraordinaire : peut-être est-ce le dessus du tombeau ou de la cuve de Séros, dont je vous ai entretenus. Le poids de cette pierre ne m'a pas permis de la retourner afin de la comparer avec la tombe de Séros, qui est déjà enfouie dans les nouvelles constructions.

Le sceau de Barthélemy Audier, dont j'ai conservé l'empreinte, appartenait à l'abbé de Saint-Martial de ce nom, qui passa, l'an 1427, du prieuré de Dunet au siège abbatial de cette collégiale.

Un autre sceau plus petit, avec armoiries, porte le nom de Pierre Baile : il avait, dit-on, un contre-scel où se voit gravé un aigle à deux têtes aux ailes éployées.

Si ce petit sceau était seul, il devrait provenir d'un étranger natif de quelqu'une des puissances allemandes dont cet aigle est l'enblème.

Deux membres du Conseil général, MM. des Monstiers-Mérinville et des Termes, maire de Bellac, m'ont communiqué des spécimens de nombreuses monnaies trouvées au Fraysse près Bellac. J'y ai reconnu des pièces d'argent grandes et petites de Ferdinand et d'Isabelle, roi et reine d'Espagne, des blancs douzains et deniers tournois des rois de France François I^{er}, Henri II et Charles IX : c'est du moins ceux dont les légendes figurent sur le peu de ces monnaies qui ont passé sous mes yeux. On présume que ce dépôt remonte à l'époque où fut construit le château du Fraysse, et que ce serait le petit trésor d'un des ouvriers qui y travaillèrent.

MAURICE ARDANT,

Archiviste de la Haute-Vienne, officier d'académie.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Buisson, Roméo Chapoulaud, Brunet, Lansade, Garigou-Lagrange, Hervy, Brisset, E. Ruben, Astaix, Nivet-Fontaubert, Maquart, Dessales, de Graves, Amédée Alluaud, Ferru. Ces deux derniers membres, arrivés trop tard, n'ont pas pris part au vote pour le renouvellement partiel du comité de publication.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

MM. Édouard Boudet et Choppin d'Arnouville, présentés à la dernière séance, sont proclamés membres titulaires.

Lecture est donnée :

1^o D'une lettre dans laquelle Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique annonce à M. le président qu'il a accordé une somme de 300 fr. à la Société Archéologique du Limousin (exercice 1863);

2^o D'une lettre dans laquelle M. le préfet de la Haute-Vienne informe M. le président qu'il vient de décider que l'indemnité de 4 fr. par jour accordée aux cantonniers employés aux fouilles de la villa d'Antone sera prise sur les fonds du service des chemins vicinaux.

La Société prie M. le président de vouloir bien transmettre à Son Exc. M. le ministre et à M. le préfet de la Haute-Vienne l'expression de sa gratitude.

Il est procédé à l'élection de deux membres du Comité de publication en remplacement de MM. Levieil de La Marsonnière et Alfred Chapoulaud, membres sortants.

Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

Nombre des votants.....	14
M. Garigou-Lagrange.....	13 voix.
M. Guillemot.....	11

En conséquence, MM. Garigou-Lagrange et Guillemot sont proclamés membres du comité de publication pour l'année 1864.

Émus de certaines critiques adressées journellement au musée et, par suite, à la Société Archéologique, sur laquelle l'opinion publique fait retomber toute responsabilité, MM. Brunet et Ruben examinent ce qu'il y aurait à faire pour rendre le musée plus sérieux et plus digne d'une grande ville. Après une discussion à laquelle prennent part MM. Buisson de Mavergnier, Maquart, Amédée Alluaud, Lansade, la Société renvoie à l'unanimité l'étude de la question à une commission de sept membres. Au premier tour de scrutin, sont nommés :

MM. Brunet, Ruben, Buisson, Alluaud ;

Au second et au troisième tour :

MM. Astaix, Nivet-Fontaubert, Guillemot.

M. Astaix, chargé de l'examen des comptes de 1863, a la parole. Il dit que, dans la séance du 29 mai, M. le trésorier a annoncé par erreur qu'il avait reçu du département la somme de 4,000 fr. pour la Société : sur cette somme, 500 fr. étaient affectés à la Société des Amis des Arts. Il propose ensuite d'adresser des remerciements à M. le trésorier, et d'approuver les comptes de 1863 ainsi qu'il suit :

Recettes effectuées....	Chapitre I ^{er} . .	837 95	} 3,308 20
	Id. II...	4,270 25	
	Id. III..	4,200 »	
Dépenses effectuées...	Chapitre I ^{er} ...	2,692 25	} 2,828 40
	Id. II...	436 45	

En caisse au 31 décembre 1863..... 479 80

La Société vote des remerciements à M. le secrétaire-trésorier, approuve le compte ci-dessus, et charge une commission, composée de MM. Astaix, Brisset et Hervy, de la présentation du budget de 1864.

La séance est levée à 9 heures et demie.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Bonnin, Brunet, Buisson de Mavergnier, Alfred Chapoulaud, Choppin d'Arnouville, de Graves, de La Marsonnière, Lansade, Maquart, Nivet-Fontaubert, Brisset, Garigou-Lagrange.

Le secrétaire-trésorier, en l'absence du secrétaire général et du secrétaire-archiviste, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance. Ce procès-verbal est adopté, avec cette observation que les critiques formulées contre l'organisation du musée par MM. Brunet et Ruben leur sont toutes personnelles, l'assemblée n'ayant point été appelée à s'y associer par son vote, mais en ayant simplement renvoyé l'examen à une commission.

M. Nivet-Fontaubert offre à la Société, au nom de M. Fournier, photographe, une vue de l'église de Saint-Léonard. La Société charge le secrétaire de transmettre à M. Fournier l'expression de sa gratitude.

Il est ensuite procédé au dépouillement de la correspondance, qui comprend :

1^o Une lettre de M. l'abbé Védrine : démission comme membre correspondant ;

2^o Une lettre de M. É. Ruben, secrétaire général, par laquelle il s'excuse de ne pouvoir, pour cause de santé, assister à la séance ;

3^o Une circulaire de M. de Caumont, par laquelle il prie M. le président de lui faire parvenir la liste des délégués de la Société au *Congrès central des délégués des sociétés savantes et des comices agricoles* ;

4^o Une lettre de la Société Havraise, par laquelle cette Société remercie M. le président de l'envoi de nos bulletins ;

5^o Enfin une dépêche de M. le ministre de l'instruction publique relative à la troisième réunion des sociétés savantes à la Sorbonne (concours de 1863, précédé de trois jours de lectures publiques).

M. Buisson de Mavergnier propose à la Société de le déléguer à cette réunion. Il annonce qu'il se propose d'y lire un travail sur les fouilles du Puy de Jouër.

M. Brunet fait observer qu'il serait convenable et utile de convoquer une réunion extraordinaire dans le but de choisir les délégués qui devront assister à cette réunion des sociétés savantes, dans le but aussi de connaître les lectures qu'ils se proposent d'y faire. La Société, dit-il, a le plus grand intérêt à connaître d'avance et à pouvoir approuver ou imputer les lectures qui seront faites en quelque sorte en son nom.

L'assemblée adopte cet avis, et il est décidé qu'une convocation extraordinaire aura lieu le 11 mars prochain pour y choisir les délégués de la Société à la réunion des sociétés savantes à la Sorbonne, et recevoir communication des travaux qu'ils se proposent d'y lire.

M. le secrétaire général est prié de faire les convocations pour cette réunion. (Les lettres adressées à MM. les sociétaires devront indiquer l'objet spécial de cette réunion.)

MM. Levieil de La Marsonnière et Choppin d'Arnouville présentent à la Société, comme membre titulaire, M. de Marpont, receveur général des finances de la Haute-Vienne.

M. Alfred Chapoulaud donne ensuite lecture d'un travail de M. Maurice Ardant sur saint Éloi orfèvre émailleur. — Envoi au comité de publication.

Après cette lecture, M. Nivet-Fontaubert demande qu'il soit donné communication à la Société d'un travail de M. Grizi, travail dans lequel on démontre que l'industrie des émaux à Limoges est antérieure de plus de trois siècles à l'école allemande. (Ce travail est cité par M. Ardant.)

M. Brunet fait observer que, chaque membre étant libre de faire à la Société, en se renfermant dans les limites du règlement, toutes les lectures qui lui conviennent, il n'y a pas lieu de consulter l'assemblée, et que M. Nivet peut, s'il le veut, lire le travail de M. Grizi à une séance prochaine. L'incident n'a pas d'autre suite.

La parole est donnée à M. Buisson de Mavergnier. L'assemblée entend la lecture d'un travail sur les voies romaines. — Envoi au Comité de publication.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à neuf heures et demie.

Le secrétaire-trésorier.

F. BRISSET.

SÉANCE DU 9 MARS 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Ardant, Bonnin, Brunet, Buisson de Mavergnier, Lagrange, de La Marsonnière, Choppin d'Arnouville, É. Ruben, Maquart, Nivet-Fontaubert, Brisset et de Font-Réaulx.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. de Marpont, receveur général, présenté à la dernière séance, est proclamé membre titulaire.

L'ordre du jour est la nomination de membres délégués à la réunion générale des sociétés savantes, présidée à la Sorbonne par Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique les 30 et 31 mars et 1^{er} avril prochains. L'assemblée délègue MM. Buisson de Mavergnier, É. Ruben, Levieil de La Marsonnière et de Font-Réaulx, qui déclarent n'avoir pas de lectures à faire à la réunion.

M. Buisson de Mavergnier lit un travail sur un commencement de fouilles faites au Puy de Jouër sous sa direction et en compagnie de M. le curé de Saint-Goussault. L'auteur croit avoir découvert des vestiges de l'ancienne ville de Prétorium, et a rapporté de son excursion un certain nombre de clous et un anneau de fer qu'il croit être gallo-romains. L'assemblée adresse ses remerciements à M. Buisson de Mavergnier, et renvoie l'examen de son mémoire au Comité de publication.

Depuis la dernière séance, plusieurs dons ont été faits soit au musée, soit à la bibliothèque de la Société. (Voir la liste à la fin du volume.)

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Allélix, Astaix, Brisset, Buisson de Mavergnier, Brunet, Chapoulaud (Roméo), Choppin d'Arnouville, Ferru, Hervy, Lagrange, Lansade, Nivet-Fontaubert, Émile Ruben, Talabot.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président annonce que M. l'abbé Arbellot, curé-archiprêtre de Rochechouart, membre résidant de la Société, met à la disposition du Comité de publication des chartes de Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, accordant des privilèges à la ville de Saint-Léonard. La Société accepte avec reconnaissance l'offre qui lui est faite.

M. Paris, par l'intermédiaire de M. Bosvieux, membre correspondant de la Société, offre, en échange d'un nombre de volumes du Bulletin de la Société s'élevant à la somme de 70 fr., la copie d'un recueil d'inscriptions limousines, coté sous le n° 5,024 des manuscrits de la Bibliothèque impériale (supplément français), renfermant le texte de 87 inscriptions, les dessins de 43 tombeaux et d'un bas-relief et d'un pareil nombre de tombes plates ou de plaques de cuivre ciselées, et enfin de 446 écussons.

L'assemblée accepte l'offre fait par M. Paris, et remercie M. Bosvieux de son zèle pour les intérêts de la Société et de la communication qu'il a faite de la description détaillée du manuscrit.

M. Sarrette, lieutenant-colonel du 86^e, fait hommage à la Société d'un mémoire intitulé : *Guerres d'Arioviste contre les Éduens et contre César*, et écrit de Belfort, le 26 avril, à M. Alluaud, président, pour engager la Société à diriger ses recherches et ses études vers Ussel, qu'il croit être *Uxellodunum*. L'auteur de la lettre cite à l'appui de son opinion quelques passages de César. La Société remercie doublement M. le lieutenant colonel Sarrette, et renvoie l'examen de la question à une com-

mission composée de MM. Maurice Ardant, Brunet, de La Marsonnière, Talabot et Choppin d'Arnouville.

Le Comité central de publication des inscriptions funéraires et monumentales de la Flandre orientale propose l'échange de ses publications et de celles de la Société Archéologique du Limousin. — La proposition est acceptée.

M. Brunet, pour M. l'abbé Roy de Pierrefitte, donne lecture d'une lettre adressée à ce dernier par M. de Montalembert. Après une courte discussion, la Société décide que la lettre sera reproduite, non en tête du second volume du *Nobiliaire*, mais au procès-verbal de la séance. Voici la teneur de cette lettre :

« MONSIEUR LE DOYEN,

» Je vous félicite d'avoir pu terminer le premier volume du *Nobiliaire* de Nadaud ; mais permettez-moi de vous exprimer le vif désir que cette publication soit continuée, et, si c'est possible, terminée par vous. J'aurais voulu que les notices de Nadaud, rectifiées et complétées dans votre nouvelle édition, eussent été continuées jusqu'à nos jours pour les familles qui subsistent encore. Mais, même dans leur forme incomplète et mutilée, les recherches de Nadaud offrent un sérieux intérêt. Nul ne méconnaît aujourd'hui l'utilité de la généalogie et de la biographie pour l'étude de l'histoire ; et l'histoire des familles nobles et anciennes paraîtra elle-même d'autant plus originale et intéressante que la noblesse aura passé, comme institution, à l'état de souvenir historique ou de monument artistique, comme les tableaux d'anciens maîtres qui ornent nos musées, et qui ne peuvent être ni reproduits ni remplacés par des mains modernes. Cette vérité doit être surtout sentie dans une contrée, comme le Limousin, qui a vu surgir dans son sein les Aubusson, les Rochechouart, les Noailles, les Bonneval, c'est-à-dire quelques-unes des plus illustres races de notre histoire.

» Agréez donc, Monsieur le Doyen, mes vœux les plus sincères pour l'achèvement de votre œuvre, avec la nouvelle assurance de ma respectueuse considération.

» Comte DE MONTALEMBERT.

» Paris, 21 février 1864. »

Relativement au *Nobiliaire*, M. le président fait part à la Société d'un désir manifesté par un de ses membres correspondants, M. Nadaud, premier président honoraire de la cour de Grenoble, et M. Nadault de Buffon, de voir insérer dans le *Nobiliaire* la généalogie de la famille de l'abbé Nadaud.

Quelque regret qu'elle éprouve de ne pouvoir rendre cet hommage à la mémoire d'un homme qui a rendu tant de services à la science,

Considérant qu'elle a chargé l'abbé Roy d'éditer le *Nobiliaire*; qu'elle a institué un Comité chargé de veiller sur les publications, et que la décision de cette question appartient dès lors à l'abbé Roy et au Comité,

L'assemblée passe à l'ordre du jour.

M. Astaix, rapporteur de la commission du budget, donne lecture du projet de budget pour 1864. Après une courte discussion, les dépenses sont fixées ainsi qu'il suit :

	fr.
Livres et reliures.....	200
Émaux.....	400
Numismatique.....	25
Dépenses extraordinaires.....	130
Dépenses du musée.....	20
Fouilles { Villa d'Antone.....	300
{ Puy de Jouër.....	400

M. Buisson de Mavergnier donne lecture d'une lettre dans laquelle M. de Kreuly, membre de la commission de la carte des Gaules, lui annonce son arrivée à Limoges pour le 8 mai. M. de Kreuly et un de ses collègues doivent visiter l'emplacement du Puy de Jouër.

On fait observer à ce sujet que, si la commission de la carte des Gaules décide qu'il y a lieu de faire des fouilles au Puy de Jouër, elle en fera certainement tous les frais, et qu'il devient dès lors superflu de voter une somme de 100 fr. Si au contraire les membres de cette commission décident après examen qu'il n'y a pas lieu de faire des fouilles, la Société fera bien d'abandonner son projet.

Malgré cette observation, le projet du budget est maintenu comme dessus.

M. Nadaud, premier président honoraire à la cour de Grenoble, a offert à la Société un lot de médailles, dont quelques-unes assez curieuses. Plusieurs autres dons ont été faits soit à la Société, soit au musée. (Voir la liste à la fin du volume.)

M. Ruben donne lecture d'un travail de l'abbé Rougerie intitulé : *Monographie du canton d'Aixe*. — Remerciments et renvoi au Comité de publication.

La séance est levée à 9 heures et demie.

Le secrétaire général,
É. RUBEN.

SÉANCE DU 27 MAI 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Bonnin, Allélix, Astaix, Ferru, Fontaneau, Lagrange, Maquart, Nivet-Fontaubert, É. Ruben, Talabot.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

A l'occasion du procès-verbal, un membre demande si la Société, par l'organe du président ou du secrétaire, s'est mise en rapport soit avec le général de Kreuly, soit avec la commission de la carte des Gaules, relativement au Puy de Jouër. On répond que la Société, n'étant encore qu'à l'étude sur cette question, n'a donné à aucun de ses membres mandat d'entrer en communication avec personne à ce sujet, et qu'on ignore complètement ce qui a pu être fait en dehors de la Société. Sur ces explications, l'assemblée passe à l'ordre du jour.

Un autre membre demande des renseignements sur le don d'une momie fait au musée par M. Bonnet, négociant à Paris. A-t-on remercié le donateur ? Sur la réponse que rien d'officiel n'est encore parvenu à la Société, l'assemblée décide que M. le directeur du musée sera prié de vouloir bien donner quelques explications à la prochaine séance.

Lecture est donnée d'une lettre de M. Théophile de Font-Réaulx, un des délégués à la réunion des sociétés savantes. L'honorable membre s'excuse de ne pouvoir se rendre à la séance, et donner quelques détails sur ce qui s'est passé à la réunion de Paris. Ces détails, dit-il, ains' que les lectures faites

à cette assemblée, seront reproduits dans le compte-rendu qui s'imprime actuellement par les soins de Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique.

M. Maquart, dans un intéressant travail, fait ressortir ce qu'il y a de plus saillant dans le tome XVI du Bulletin de la Société Archéologique de Soissons.

M. Maurice Ardant donne lecture d'un document appartenant aux archives de la Haute-Vienne concernant l'organisation municipale de Limoges avant 1790.

A 9 heures et demie, la séance est levée.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 4^{re} JUILLET 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Astaix, Brisset, Brunet, Chapoulaud (Alfred), Dubouché, Ducourtieux, Ferru, de Graves, Hervy, Garigou-Lagrange, Nivet-Fontaubert, É. Ruben, Talabot.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Buisson de Mavergnier, directeur du musée, s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance. Le coup qui vient de le frapper dans la personne de sa fille est encore trop récent pour qu'il ait le courage d'assister aux travaux de la Société. L'assemblée s'associe pleinement à la douleur de l'honorable membre.

M. Ruben communique à la Société la Table des noms de lieux et de personnages inscrits sur les monnaies mérovingiennes du Limousin d'après la description de ces monnaies par M. Maximin Deloche.

M. Brunet donne communication d'un travail de M. l'abbé Roy de Pierrefitte sur l'abbaye de Dalon. — M. Lagrange, pour M. Maurice Ardant, lit une note sur le lieu d'inhumation de

Simon de Cramaud, patriarche d'Alexandrie. — Renvoi de ces trois travaux au Comité de publication.

Une conversation scientifique s'engage relativement à la découverte de tombeaux et de monnaies faite, pendant les travaux de la place Royale, sur l'emplacement de l'ancienne abbaye de Saint-Martial. M. Maurice Ardant fera plus tard un rapport détaillé à ce sujet.

M. Joseph Brunet parle de six tombeaux de plomb découverts à Arnac, et qu'il croit être ceux des seigneurs de Lastours. Les squelettes, parfaitement conservés, ont les pieds tournés vers l'autel, selon l'usage adopté pour les laïques. Du reste la chronique de Geoffroy de Vigeois doit donner à ce sujet d'utiles renseignements.

M. Brunet parle ensuite d'une découverte qu'il a faite à Saint-Hilaire-Bonneval d'un carrefour où venaient se rencontrer trois canaux souterrains. Chacun de ces canaux avait une chambre. La première, dans le tuf, était parfaitement ronde, avec une calotte sphérique. Dans la paroi de cette chambre, un trou circulaire donnait immédiatement dans la seconde chambre, également ronde et très-régulière. Chacune de ces chambres peut avoir 4 mètres de hauteur. La troisième est carrée, mais également voûtée dans le haut. Elle a 7 mètres de hauteur sur 3 mètres de largeur. Le tout est à 5 mètres 50 c. au-dessous du sol.

M. de La Marsonnière dit que c'est peut-être un de ces souterrains-refuges que M. de Longuemar a si bien décrits.

La discussion étant épuisée, on présente à la Société un sceau du chapitre de Saint-Junien. M. Astaix est autorisé à en faire l'acquisition au moyen d'un crédit supplémentaire voté à cet effet.

A 10 heures, la séance est levée.

Le secrétaire général,

E. RUBEN.

SÉANCE DU 28 JUILLET 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Bonnin, Astaix, l'abbé Arbellot, Hervy, Nivet-Fontaubert, Guillemot, Maquart, É. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Rattier écrit pour donner sa démission de membre titulaire de la Société.

Il est donné lecture des ouvrages offerts à la bibliothèque de la Société. Des remerciements sont adressés aux donateurs, et particulièrement à M. Guillemot, pour sa Promenade au salon de Limoges en 1864, et à M. Maquart, pour ses dessins des dalles de l'église Saint-Remi de Reims.

M. l'abbé Arbellot lit une intéressante notice biographique sur l'abbé du Masbaret, de St-Léonard, qui vivait au dernier siècle, et fut un des collaborateurs des Bénédictins de Saint-Maur pour l'*Histoire littéraire de la France*, et de l'abbé Goujet pour la *Bibliothèque française*. — Remerciements, et renvoi au Comité de publication.

M. Ruben, pour M. Maurice Ardant, lit une notice sur les découvertes archéologiques faites dans les travaux de la place Royale.

A 9 heures et demie, la séance est levée.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 26 AOUT 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Maurice Ardant, Bonnin, Ferru, Hervy, Maquart, Ducourtieux et Frédéric Brisset.

M. le président invite M. Brisset à remplacer M. le secrétaire général, que sa santé empêche d'assister à la réunion, et qui s'est excusé par une lettre.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président rappelle une observation faite par lui à la dernière séance : M. l'abbé du Masbaret, dont une notice biographique a été lue par M. l'abbé Arbellot à la séance du 18 juillet dernier, était le correspondant de M. l'abbé Expilly, auteur du Dictionnaire géographique des Gaules.

Il est ensuite donné lecture de la liste des dons faits à la bibliothèque et au Musée. (Voir cette liste à la fin du volume.) M. le président se charge de transmettre à Sa Majesté l'Empereur le témoignage de la reconnaissance de la Société.

M. Duleau, numismate à Orléans, a relevé dans le *Nobiliaire* une inexactitude en ce qui touche les armoiries de l'évêque du Chastel. A l'appui de son opinion, il a remis à M. Ardant une note et une empreinte du sceau de ce prélat. Il en résulterait que les armes de l'évêque de Tulle, au lieu d'être une croix ancrée, consistent en un écusson présentant un lion grimpant surmonté d'un lambel.

L'assemblée, consultée, est d'avis que l'examen de cette question doit être envoyé au Comité de publication.

M. Brisset, pour M. Ardant, lit une notice pleine d'intérêt sur les découvertes archéologiques faites dans les travaux de la place Royale.

A la suite de cette lecture, M. Ardant propose de voter une somme pour indemniser le directeur de ces travaux, M. Chenaud, des sommes qu'il a données aux ouvriers pour obtenir la remise des objets qu'ils avaient trouvés, et pour les encourager

à lui remettre fidèlement les objets qu'ils pourraient trouver à l'avenir.

Cette proposition est accueillie : l'assemblée charge MM. Ardant et Astaix de s'entendre à cet égard avec M. Chenaud ; une somme de 30 fr. est mise à leur disposition.

M. Ducourtieux demande ensuite la parole ; il entretient la Société d'une découverte archéologique faite par lui dans les décombres de l'incendie du 15 août : il s'agit d'un petit chapiteau antique d'un travail assez curieux.

M. Ducourtieux fera tous ses efforts pour que cet objet d'art vienne enrichir notre musée lapidaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 9 heures.

Le secrétaire-trésorier,

F. BRISSET.

SÉANCE DU 28 OCTOBRE 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Bonnin, Chapoulaud (Alfred), Guillemot, Hervy, Maquart, La Borderie, Nivet-Fontaubert et É. Ruben.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Ruben fait une observation relative au renvoi au Comité de publication d'une demande en rectification, adressée par M. Duleau, d'Orléans, au sujet d'une erreur qui se serait glissée dans le *Nobiliaire* de l'abbé Nadaud. M. Ruben doute qu'il soit réellement dans les attributions du Comité de publication de relever les erreurs du *Nobiliaire*, et prétend que le Comité ne doit pas s'immiscer dans les questions si délicates qui intéressent les personnes et les familles. Les erreurs, s'il y en a, appartiennent à l'abbé Nadaud et à l'abbé Roy de Pierrefitte, son éditeur. Dans tous les cas, il est bon de laisser à chacun sa responsabilité.

L'assemblée, consultée, décide que la réclamation de M. Duleau

sera renvoyée à M. l'abbé Roy de Pierrefitte, qui sera prié d'y faire droit s'il y a lieu.

Son Exc. M. le ministre de l'instruction publique a daigné, par lettre du 42 août, accorder comme encouragement à la Société une somme de 350 fr. L'assemblée prie M. le président de vouloir bien faire parvenir à Son Exc. l'expression de toute sa gratitude.

Un membre fait remarquer que cette somme ne saurait venir plus à propos, au moment où le budget de la Société vient d'être fortement grevé par les fouilles faites à la villa d'Antone près Pierre-Buffière. M. Nivet-Fontaubert demande où en sont les fouilles, et propose une excursion archéologique à ces ruines romaines. Plusieurs membres s'inscrivent séance tenante.

MM. Maurice Ardant et É. Ruben proposent comme membre correspondant de la Société : M. E. Bombal, d'Argentat (Corrèze), et M. Juge, de Tulle, ancien juge de paix et maire, chevalier de la Légion-d'Honneur, demeurant à Paris, rue Saint-Florentin, 44.

MM. Ruben et Guillemot proposent comme membre résidant M. Alphonse Bardinet, avocat à Limoges.

M. le président fait part à l'assemblée de la mort de M. Félix de Verneilh, enlevé, dans la force de l'âge et du talent, à la science archéologique, dont il était une des gloires, et à la Société Historique du Limousin, dont il était un des membres les plus dévoués. L'assemblée prie M. A. Guillemot de vouloir bien lui présenter, dans une de ses prochaines séances, une notice sur la vie et les travaux de M. de Verneilh.

M. É. Ruben expose que, il y a un an, il fut chargé de rédiger une notice concernant la vie et les travaux de M. le baron Gay de Vernon. Une longue maladie, dont il ressent encore les atteintes, ne lui a pas permis de s'acquitter de ce devoir. M. le président prie M. Guillemot de vouloir bien se charger des deux notices, en commençant, bien entendu, par celle de M. Gay de Vernon.

M. Guillemot accepte cette double mission.

M. Maurice Ardant donne lecture d'un travail sur l'émaillerie limousine. — Remerciements, et renvoi au Comité de publication.

A 9 heures et demie, la séance est levée.

Le secrétaire général.

É. RUBEN.

SÉANCE DU 25 NOVEMBRE 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Ardant, Allélix, Astaix, Buisson de Mavergnier, Guillemot, Hervy, Levieil de La Marsonnière, Maquart, Perdoux et É. Ruben.

Relativement au procès-verbal de la dernière séance, qui du reste est adopté, M. Guillemot expose qu'il eût été très-heureux de faire la biographie de M. de Verneilh, dont la Société l'avait chargé, mais que, ayant appris que la famille du regrettable archéologue avait déjà confié ce triste honneur à notre savant collègue l'abbé Arbellot, il a dû s'occuper uniquement de la biographie de M. Gay de Vernon.

MM. E. Bombal, d'Argentat (Corrèze), et Juge, de Tulle, présentés à la dernière séance, sont proclamés membres correspondants de la Société. M. Alphonse Bardinet, avocat à Limoges, est proclamé membre titulaire. — MM. Bardinet, médecin, et Desfray, artiste photographe, donnent leur démission.

MM. Levieil de La Marsonnière et É. Ruben présentent à la Société, comme membre titulaire, M. Jupile-Larombière, président de chambre à la cour impériale de Limoges.

M. le secrétaire général donne lecture d'une longue lettre, adressée à M. le président, dans laquelle M. Roy de Pierrefitte, éditeur du Nobiliaire de Nadaud, reconnaît l'erreur relevée par M. Duleau, d'Orléans, relativement aux armoiries de l'évêque de Chastel. M. l'abbé Roy-Pierrefitte propose de renvoyer la rectification de cette erreur à la fin du T. II du Nobiliaire. M. le président fait observer que ce délai menace d'être très-long. La Société renvoie la question au Comité de publication.

M. Ruben annonce que, sur la demande de la Commission de la carte topographique de la Gaule, il s'est dessaisi, sur une reçu de M. Anatole de Barthélemy, secrétaire de cette Commission, de la carte dressée par M. Bonnat, et appartenant à la Société. Ce document sera réintégré aussitôt que possible.

Relativement à une demande d'acquisition pour le musée, M. Ruben fait observer que le local devient de jour en jour plus

insuffisant : il est urgent de prendre des mesures pour son agrandissement. M. Ruben propose donc de porter la salle des séances de la Société dans la pièce attenante, actuellement inoccupée, et d'établir le musée céramique dans la salle qu'on abandonnerait. La communication entre cette dernière et le musée actuel aurait lieu au moyen d'une large ouverture cintrée, pratiquée au milieu de la muraille, de manière à ce que la surveillance devînt facile. La proposition de M. Ruben est prise en considération. M. le président et M. le directeur du musée céramique sont priés de vouloir bien faire auprès de M. le préfet des démarches afin d'obtenir cette réparation.

M. Guillemot lit un remarquable travail sur M. Gay de Vernon.
— Remercements, et renvoi au Comité de publication.

A dix heures, la séance est levée.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

SÉANCE DU 30 DÉCEMBRE 1864.

Présidence de M. Maurice ARDANT, Vice-Président.

Sont présents : MM. Allélix, Astaix, Buisson de Mavergnier, Chapoulaud (Alfred), Garigou-Lagrange, Lansade, Nivet-Fontaubert, É. Ruben.

Au sujet du dernier procès-verbal, dont la rédaction est du reste adoptée, M. le président propose d'insérer dans le procès-verbal de la présente séance la réclamation de M. Duleau relative aux armes de l'évêque de Tulle. La Société renvoie la solution définitive de cette question au Comité de publication.

M. Astaix dépose sur le bureau divers objets trouvés par M. Chenaud, entrepreneur des travaux de la place Royale, sur l'emplacement de l'ancienne abbaye de Saint-Martial, et entre autres le sceau de Barthélemy Audier, abbé de cette abbaye. M. Astaix fait aussi hommage, en son nom personnel, d'un sceau également trouvé place Royale. La Société, à l'unanimité, vote des remerciements à M. Astaix.

M. Albert, éditeur d'un ouvrage ayant pour titre *les Grands hommes de la Corrèze*, prie par lettre la Société de vouloir bien souscrire à cette utile publication. La Société souscrit pour un exemplaire.

MM. Mallevergne, Dessales et Blanchard donnent leur démission de membres de la Société. — MM. Maurice Ardant et É. Ruben présentent, comme désirant faire partie de la Société à titre de membres correspondants : MM. Mandat de Grancey, capitaine adjudant-major de chasseurs à Clermont-Ferrand, et M. Dru, pharmacien au Dorat.

La Société académique de Boulogne-sur-Mer propose l'échange des publications avec celles de la Société du Limousin. — Cette proposition est acceptée.

M. Ardant, vice-président, et M. Buisson de Mavergnier, directeur du musée, rendent compte de la démarche qu'ils ont faite séparément auprès de M. le préfet, président-né de la Société Archéologique, relativement au projet d'agrandissement du musée au moyen d'une large ouverture cintrée entre le musée actuel et la salle des séances. M. le préfet a daigné promettre qu'il ferait étudier la question par M. l'architecte du département. — La Société remercie M. le préfet de tout l'intérêt qu'il porte aux études archéologiques.

M. Lansade rend compte de l'état des fouilles pratiquées à la villa d'Antone. Tous les jours on fait de nouvelles découvertes, et l'on aura sous peu un plan d'ensemble détaillé et complet ; mais les dépenses se sont élevées à 85 fr. au-delà des prévisions du budget. La Société approuve cette dépense, et prie M. Lansade, vu le mauvais état de la saison, de vouloir bien faire arrêter momentanément les travaux. M. Lansade est également prié de vouloir bien présenter à la prochaine séance un état général de toutes les dépenses faites pour les fouilles. Du reste la Société remercie M. Lansade du zèle et du dévouement qu'il a apportés dans la direction des travaux.

M. Maurice Ardant fait une lecture sur un bloc de monnaies trouvées à Limoges. Il fait l'historique de cet intéressant trésor, et demande à être autorisé à acheter quelques-unes de ces monnaies pour une valeur de 25 fr. La Société remercie son président de cette communication, et accorde le crédit demandé.

A 9 heures et demie, la séance est levée.

Le secrétaire général,

É. RUBEN.

LISTE

*Des dons faits au Musée et à la Bibliothèque de la Société
pendant l'année 1864.*

DONS FAITS AU MUSÉE.

DONS DE S. M. L'EMPEREUR.

Un *paysage* (bords du Tarn), par H. Nazon, né à Réalma (Tarn), élève de M. Glayre.

La *Vierge allaitant l'Enfant Jésus*, peinture sur porcelaine, par C. Turgan, 1851, d'après Andreas del Solario.

DONS DIVERS.

Par M. BRUNET, vice-président au tribunal civil, deux *ammonites*, trouvées, en 1851, à Sermaize (Marne) dans les déblais du chemin de fer de Paris à Strasbourg.

Par M. BOUDET (Edouard), une *sculpture en bois* : la Vierge et l'Enfant Jésus.

Par M. LÉPINARD, une *effraie*, empaillée par lui.

Par M. BONNET fils, divers *objets égyptiens* trouvés à Thèbes par M. Frédéric Caillaud.

Par M. NADAUD, vingt *médailles*.

Par M. BRUNET, diverses *médailles*.

Par M. le docteur BOULLAND, un *polypier* dépouillé de ses parties molles.

Par M. GALATRY, un *bloc de plâtre* représentant l'enlèvement de Déjanire; — un autre, les martyrs Eudore et Cymodocée; — un *médaillon*; — un *groupe de deux buses*.

Par M. l'abbé LECLER, *moulures en plâtre* de deux poignards gaulois en silex.

Par M. MOGNIAT-DUCLOS, censeur au lycée, une *médaille* frappée à l'occasion de l'érection de la statue du duc d'Orléans à Alger.

Par M^{me} PRADEAUX, propriétaire à Limoges, un *vase en terre*.

OUVRAGES OFFERTS A LA BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ.

Notes sur un projet de chemin de fer direct de Lyon à Bordeaux. — Paris, Dunod, éditeur, 1863, in-4 de 16 pages et une planche. Par MONGINI (L.).

Département du Rhône. Conseil d'arrondissement : session de 1863. Séance du 21 juillet. Chemin de fer direct de Lyon à Bordeaux. — Lyon, typ. de J. Vigan, 1863, in-8 de 52 pages.

Annuaire du département de la Haute-Vienne pour 1864. — In-8. — Don de l'auteur, M. DUMONT.

Société des Amis des Arts du Limousin. Rapport sur les travaux de la Société et sur l'exposition de 1862. Par M. Amédée ALLUAUD. — In-8 de 11 pages.

Vue photographique de l'église de Saint-Léonard, offerte à la Société par M. FOURNIER, photographe.

Par M. DE LA MARSONNIÈRE père : *Le tabac*, lu à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Poitiers..... Par M. LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE, docteur en médecine. — Poitiers, 1864. — Brochure de 16 pages in-8.

Les voies romaines en Gaule; voies des itinéraires. Par Alexandre BERTRAND. — Paris, bureaux de la Revue Archéologique, 1864. — Brochure de 64 pages in-8.

Carte de la Gaule sous le proconsulat de César. Par le général KREULY. — Paris, bureaux de la Revue Archéologique, 1864. — In-8.

Les pseudo-critiques de la Gazette des Beaux-Arts. Réponse à un système d'attaques combinées contre la seconde édition du Guide de l'amateur des faïences et porcelaines. Par M. Aug. DEMMIN. — Paris, impr. de P.-A. Bourdier, 1864. — In-8 de 16 pages.

Jarnac enfermé par lui-même. Réponse à M. E. Levasscur à propos du Catéchisme d'économie politique. Par M. A. HUMBERT. — Paris, E. Dentu, 1864. — In-8 de 16 pages.

Études historiques et critiques sur le Bas-Limousin, publiées de 1860 à 1864. Par M. DE LAROUVERADE, conseiller honoraire à la cour impériale de Bordeaux, chevalier de la Légion-d'Honneur. — Tulle, typogr. d'Eugène Crauffon, in-8.

Annuaire de l'Institut des Provinces, des Sociétés Savantes et des Congrès scientifiques. — XVI^e volume de la collection, 1864. — In-8.

Guerres d'Arioviste contre les Éduens et contre César. Par A. SARRETTE, lieutenant-colonel au 86^e de ligne. — Besançon, 1864, in-8. — Don de l'auteur.

Congrès archéologique de France : xxx^e session. Séances générales tenues à Rodez, à Albi et au Mans en 1863 par la Société Française d'Archéologie. — Paris, Derache, 1864. — In-8.

Par M. COMBET : *Histoire de la ville et du canton d'Userche* (7^e et 8^e feuilles d'impression). — Tulle, 1864.

Par M. MAQUART : *Saint-Remi de Reims : dalles du XIII^e siècle.* — Reims, typ. de Assy et C^{ie}, 1827. — 8 feuilles de texte et 6 planches, dessinées et gravées sur pierre par M. J.-J. MAQUART. — In-f^o. — Don de l'auteur.

Promenades au salon des Beaux-Arts : peinture, sculpture, dessin, gravure

et ouvrages d'art en porcelaine. Par M. A. GUILLEMOT. — *Typ. de Châtras et C^{ie}*, 1864, in-8. — Don de l'auteur.

Société des Antiquaires de Picardie : rapport sur le concours de 1863. Par M. l'abbé CORBLET. — *Amiens, Lemer aîné, imprimeur*, 1864. — In-8. — Don de l'auteur.

Par M. VERGNAUD-ROMAGNÉSI : *Notice sur le cabinet de Jeanne d'Arc à Orléans.* — Brochure in-8 de 12 pages et 2 planches.

Les dessins de J. Natalis. Par M. Jules CORBLET. — *Arras et Paris.* — Brochure in-8 de 16 pages. — Don de l'auteur.

Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires tenues les 8, 9 et 10 avril 1863 (Archéologie). — *Paris, impr. Impériale*, 1864. — 1 vol. in-8.

Même ouvrage (Histoire, Philologie et Sciences morales). — *Paris, impr. Impériale*, 1864. — 1 vol. in-8.

Turin, Florence ou Rome : étude sur la capitale de l'Italie et sur la question romaine. Par Rodolphe REV. — *Paris, E. Dentu*, 1864. — Brochure de 36 pages. — Don de l'auteur.

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

POUR L'ANNÉE 1864.

BUREAU.

Président-né. — M. BOBY DE LA CHAPELLE, O *, préfet de la Haute-Vienne.
Président. — M. ALLUAUD aîné, O *.
Vice-Présidents. — MM. Maurice ARDANT et BONNIN, *.
Secrétaire général. — M. É. RUBEN.
Secrétaire-bibliothécaire et archiviste. — M. CHAPOULAUD (Roméo).
Secrétaire trésorier. — M. F. BRISET.
Directeur du Musée. — M. BUISSON DE MAVERGNIER.

MEMBRES DU CONSEIL.

MM. TIXIER-LACHASSAGNE, C *, premier président honoraire.
Armand NOUALHIER, *, député au Corps législatif.
Le docteur BARDINET, *, directeur de l'École de médecine.

COMITÉ DE PUBLICATION.

Présidents. — MM. ALLUAUD, Maurice ARDANT, BONNIN.
Secrétaire général. — M. E. RUBEN.
MM. BRUNET, ASTAIX, GARIGOU-LAGRANGE et GUILLEMOT.

CONSERVATEURS.

Tableaux. — M. ARDANT DU MASJAMBOST.
Pierres sculptées. — M. REGNAULT.
Sculpture sur bois. — M. FAYETTE fils.
Médailles et sceaux. — M. Maurice ARDANT.
Zoologie, ornithologie, papillons. — M. ASTAIX.
Minéralogie, géologie, reptiles. — MM. ALLUAUD et ASTAIX.
Armes, objets d'art. — M. NIVET-FONTAUBERT.

COMMISSION DU MUSÉE CÉRAMIQUE.

MM. ALLUAUD, ARDANT DU MASJAMBOST, FAYETTE et PERDOUX.

MEMBRES RÉSIDANTS.

ALLÉLIX (Joseph), négociant, à Aixe.	bre de l'Institut des provinces et de plusieurs autres sociétés savantes, président de la Société d'Agriculture de la Haute-Vienne.
ALLUAUD, aîné, O *, ancien maire de Limoges et membre du Conseil général de la Haute-Vienne, mem-	ALLUAUD (Amédée), fabricant de

- porcelaine, secrétaire de la Société des Amis des Arts du Limousin.
- ARBELLOT, curé-archiprêtre de Rochechouart, correspondant des comités historiques.
- ARDANT (Eugène), imprimeur.
- ARDANT (Maurice), archiviste de la Haute-Vienne, membre de la Société impériale des Antiquaires de France.
- ARDANT DU MASJAMBOST, professeur de peinture.
- ASTAIX, professeur à l'école de médecine.
- AUDOUIN (Joseph), ancien maire de Limoges.
- BARDINET (Alphonse), *, directeur de l'école de médecine.
- BARNY (Alexis), professeur à l'école de médecine.
- BARON-DUTAYA, à Bussière-Boffy.
- BLANCHARD, docteur en médecine, à Limoges.
- BOBY DE LA CHAPELLE, O *, préfet de la Haute-Vienne.
- BONNEVAL (le marquis DE), C. *, maréchal de camp.
- BONNIN, *, inspecteur d'académie.
- BOUDET (Édouard), propriétaire.
- BOURDEAU DE LAJUDIE père, ancien député.
- BOURGOIN-MÉLISSE, propriétaire, à Saint-Junien.
- BREUILH, avocat.
- BRISSET (Frédéric), juge au tribunal civil de Limoges.
- BRUNET (Joseph), *, vice-président du tribunal civil de Limoges.
- BUISSON DE MAVERGNIER (Édouard), directeur du Musée.
- CHAPOULAUD (Roméo), propriétaire.
- CHAPOULAUD (Alfred), imprimeur.
- CHARREIRE (Paul), organiste de la cathédrale.
- CHOPPIN D'ARNOUVILLE, avocat général.
- CLUZELAUD, architecte-adjoint de la ville de Limoges.
- DEFAYE fils, pharmacien, à Saint-Junien.
- DESFRAY (Antoine), photographe.
- DESSALES (Louis), juge de paix, à Ambazac.
- DUBOIS, fabricant de porcelaine.
- DUBOUCHÉ (Adrien), négociant.
- DU COURTIEUX (Henri), imprimeur-libraire.
- DUVERT, de La Gabie, propriétaire.
- FAYETTE père, architecte.
- FAYETTE fils, architecte.
- FERRU (Félix), artiste statuaire.
- FIZOT-LAVERGNE, avoué près la Cour.
- FONTANEAU, *, ancien officier de marine.
- FONT-RÉAULX (Théophile DE), propriétaire, à Saint-Junien.
- FOUGERAS-LAVERGNOLLE, adjoint au maire de Limoges.
- FOUGÈRES (Léopold), directeur médecin de l'asile des aliénés.
- FOURNIER, *, conseiller à la Cour.
- FOURNIER (E.), photographe.
- GARIGOU-LAGRANGE, avoué.
- GOUJAUD fils, ornithologiste, à Bellac.
- GRAVE (DE), propriétaire.
- GUILLEMOT (Albert), rédacteur en chef du *Courrier du Centre*.
- HERVY (Émile), notaire.
- LA BASTIDE (le baron Hubert DE), *, capitaine d'état-major.
- LABONNE (DE), propriétaire, au château de Montbrun.
- LAMY DE LURET (Édouard), banquier.
- LANSADE, agent-voyer.
- LAPORTE (Ernest), négociant.
- LECLER (André), curé de Saint-Symphorien.
- LEMAS (Élie), professeur de rhétorique au lycée.
- LEVIEIL DE LA MARSONNIÈRE, *, premier avocat général.
- MALLEVERGNE, *, président de chambre.
- MAQUART, propriétaire.
- MARPONT (DE), receveur général.
- NIVET-FONTAUBERT, négociant.
- NOUALHIER (Armand), *, député au Corps législatif.

PÉCONNET (Othon), *, avocat, TALABOT (Auguste), *, président
maire de Limoges. honoraire du tribunal civil de
Limoges.
PERDOUX (E.), professeur de modelage.
POUYAT (Émile), *, négociant. TANDEAU DE MARSAC (l'abbé), cha-
noine honoraire.
RATTIER, avoué.
RECUÏLS (François), propriétaire. TARNEAUD (Firmin), banquier.
REGNAULT, *, architecte de la ville. TARNEAUD (Frédéric), propriétaire.
ROGUES DE FURSAC (Victor), avocat. TIXIER-LACHASSAGNE, C *, pre-
mier président honoraire.
ROUGERIE (l'abbé), professeur au
petit-séminaire du Dorat. TRUOL DE BEAULIEU, *, banquier.
RUBEN (Émile), conservateur de la VERGNAUD (Léonce), propriétaire.
bibliothèque.

MEMBRES HONORAIRES.

MM.

CRUVEILHIER, O *, professeur à l'école de médecine de Paris.
DE MENTQUE, *, sénateur, ancien préfet de la Haute-Vienne.
MORISOT (Tiburce), O *, ancien préfet de la Haute-Vienne, fondateur du
Musée.
SAINT-MARC-GIRARDIN, O *, membre de l'Institut.
MIGNERET, préfet du Bas-Rhin.
Mgr BERTEAUD, évêque de Tulle.
DALESME, G O *, général de division du génie.
Mgr COUSSEAUD, évêque d'Angoulême.
DE CAUMONT, O *, fondateur de la Société Française, à Caen.
Michel CHEVALIER, O *, sénateur, membre de l'Institut.
Le vicomte E. DE KERCKOVE-WARENT, président de la Société Archéolo-
gique de Belgique.
Le général DE MONTRÉAL, G O *, sénateur.
Le comte F. DE LASTEYRIE, membre de l'Institut.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

BONNAFOUX, conservateur de la bibliothèque de Guéret.
BONNÉLIE (François), bibliothécaire à Tulle.
BOSVIEUX (Auguste), archiviste à Agen (Lot-et-Garonne).
CARDAILLAC (le comte DE), chef de division au ministère de la maison de
l'Empereur.
COMBET, avocat, à Userche (Corrèze).
CORNUDET (le vicomte Alfred DE), membre du conseil général de la Creuse.
DELOCHE (Maximin), *, chef de bureau au ministère des travaux
publics.
DELOR (Firmin), à Péronne (Somme).
DORLHAC, directeur des mines de Montigné, à Laval (Mayenne).
DULEAU, numismate, à Orléans.
GAY DE VERNON (le baron), chef d'escadrons au 2^e régiment de chasseurs.
GÉRY (Charles), préfet de la Corse, à Ajaccio.
GRIGNARD (Émile), directeur du chemin de fer de Lyon à Sathonay.
JUILLET (le vicomte GUSTAVE DE), secrétaire de la Société Archéologique
du Midi, à Toulouse.
LABORDERIE, docteur-médecin, à Pompadour.

LAGARDE (Henri DE), docteur-médecin, à Confolens (Charente).
 LAPORTE (Armand DE), aide-major de l'artillerie de la garde, à Versailles.
 LAROUVERADE (DE), conseiller honoraire à la cour de Bordeaux, à Tulle.
 NADAUD (Léon), premier président honoraire de la cour de Grenoble, à Charvieux (Isère).
 NADAULT DE BUFFON, procureur impérial, à Rennes.
 NALBERT, sculpteur, à L'Isle-d'Espagnac (Charente).
 PÉRATHON (Cyprien), négociant, à Aubusson (Creuse).
 RANCOGNE (Gustave DE), archiviste de la Charente, à Angoulême.
 RENOND (l'abbé), professeur au petit-séminaire d'Ajain (Creuse).
 ROY DE PIERREFITTE (l'abbé), curé-doyen de Bellegarde (Creuse).
 SÉNEMAUD, archiviste du département des Ardennes, à Mézières.
 SIMON-CLÉMENT, procureur impérial à Chambon (Creuse).
 TOUVENIN, membre de la Société de l'histoire de France, à Paris.
 VERNEILH (Félix DE), au château de Puyrazeau par Nentron (Dordogne).

LISTE

DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Société Archéologique du Midi, à Toulouse.
 Société Archéologique du Midi, à Montpellier.
 Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.
 Société Archéologique de Béziers (Hérault).
 Société Archéologique et d'Histoire de la Charente, à Angoulême.
 Société d'Archéologie et d'Etudes scientifiques de Draguignan.
 Académie d'Archéologie de Belgique, à Anvers.
 Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
 Société des Antiquaires de France, à Paris.
 Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.
 Société d'Émulation du Doubs, à Besançon.
 Société d'Émulation de l'Allier, à Moulins.
 Société d'Émulation, à Montbelliard (Doubs).
 Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Guéret.
 Société des Sciences et Lettres de Blois.
 Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.
 Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts du département du Var, à Toulon.
 Société Scientifique et Littéraire du Limbourg, à Tongres.
 Société Scientifique des Deux-Sèvres, à Niort.
 Société de l'Histoire de France, à Paris.
 Commission historique du Cher, à Bourges.
 Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux.
 Commission Archéologique de Maine-et-Loire, à Angers.

Société Académique de l'Oise, à Beauvais.
Société Littéraire et Scientifique de Castres (Tarn).
Société de l'Union des Arts, à Marseille.
Société Archéologique et Scientifique de Soissons (Aisne).
Société Havraise d'études diverses, au Havre (Seine-Inférieure).
Société des Sciences naturelles et historiques de l'Yonne, à Auxerre.
Société d'Histoire et d'Archéologie de Chalon-sur-Saône.
Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.
Société Archéologique de la province de Constantine.
Société Archéologique de la Touraine, à Tours.
Société Archéologique de Sens (Yonne).
Société Académique de Boulogne-sur-Mer.

TABLE DES MATIÈRES.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

	Page
Séance générale du 29 janvier 1864.	175
— du 24 février 1864.	177
— du 9 mars 1864.	179
— du 30 avril 1864.	180
— du 27 mai 1864.	183
— du 1 ^{er} juillet 1864.	184
— du 28 juillet 1864.	186
— du 26 août 1864.	187
— du 28 octobre 1864.	188
— du 25 novembre 1864.	190
— du 30 décembre 1864.	191

MÉMOIRES.

Voirie romaine en Limousin. — Voie d' <i>Augustoritum</i> à <i>Avaricum</i> , par Éd. BUISSON DE MAVERGNIER.	5
Plombs historiques trouvés dans la Seine, enseignes de pèlerinages, méreaux de corporation intéressant des saints limousins, par M. Maurice ARDANT.	15
Connétablies de La Rochelle. — Simon de Rochechouart, conné- table, vicomte de 1306 à 1316, par M. Maurice ARDANT.	53
Table des noms de lieux et de personnages inscrits sur les mon- naies mérovingiennes du Limousin, d'après la description de ces monnaies, par M. Maximin DELOCHE.	60
Monographie du canton d'Aixe-sur-Vienne, par M. l'abbé ROUGERIE	65
Abbaye de Dalon, par M. l'abbé ROY DE PIERREFITTE.	79
Simon de Cramaud, patriarche d'Alexandrie, par M. Maurice ARDANT.	103
Tombe de l'église de Saint-Pardoux-d'Arnac, par M. Maurice ARDANT.	106
Biographie de M. le baron Gay de Vernon, par M. A. GUILLEMOT. .	124
Émaillerie limousine, par M. Maurice ARDANT.	128
Note sur la tour de Bar, par M. Théophile DE FONT-RÉAULX. . . .	134

Les religieux de Saint-François-d'Assise dans la Marche et le Limousin, par M. l'abbé ROY DE PIERREFITTE.	137
--	-----

DOCUMENTS.

Privilèges de la ville de Limoges. — Vidimus général donné par le roi Henri II au mois de juillet 1555, à St-Germain-en-Laye. .	22
Privilèges de la ville de Saint-Léonard, communiqués par M. l'abbé ARBELLOT.. . . .	108
Consultation d'un avocat limousin au xv ^e siècle, par M. Paul HUOT	163

CHRONIQUE.

Nouvelles scientifiques par M. Maurice ARDANT.	173
--	-----

Dons faits au musée et à la bibliothèque de la Société.	193
Liste des membres de la Société.	196

Les religieux de Saint-François-d'Assise dans la Marche et le Limousin, par M. l'abbé ROY DE PIERREFITTE.	137
--	-----

DOCUMENTS.

Privilèges de la ville de Limoges. — Vidimus général donné par le roi Henri II au mois de juillet 1555, à St-Germain-en-Laye. .	22
Privilèges de la ville de Saint-Léonard, communiqués par M. l'abbé ARBELLOT.. . . .	108
Consultation d'un avocat limousin au xv ^e siècle, par M. Paul HUOT	163

CHRONIQUE.

Nouvelles scientifiques par M. Maurice ARDANT.	173
--	-----

Dons faits au musée et à la bibliothèque de la Société.	193
Liste des membres de la Société.	196